

# Lutte de classe

*L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux mêmes*

## Société

### novembre

- Les Restos du Coeur inquiets pour leur campagne d'hiver (30.11)
- Le coût de la santé s'envole dans le budget des ménages (27.11)
- Polémique autour de documents piratés sur le réchauffement climatique (23.11)
- Les pays musulmans remettent l'interdiction du blasphème sur la table (23.11)
- La France en son miroir. (21.11)
- Le niveau de vie des Français est très fluctuant (18.11)
- Les organismes caritatifs débordés à l'orée de l'hiver (18.11)
- LA NASA annonce avoir découvert d'importantes quantités d'eau gelée sur la Lune (15.11)
- Qu'est-il arrivé à la forêt amazonienne? (15.11)
- L'Afrique a franchi le cap du milliard d'habitants (15.11)
- Des tarifs sociaux de gaz et d'électricité qui restent souvent méconnus (12.11)
- Un nouveau dinosaure découvert en Afrique du Sud (12.11)
- Crédits à la consommation : les impayés se multiplient (11.11)
- Les impayés de salaire ont augmenté de 50% en un an (11.11)
- Insécurité alimentaire alarmante en Afrique de l'Est (11.11)
- Le pacs s'est imposé dans le paysage nuptial français (10.11)
- Nouveau produit pour chiens: la messe dominicale (10.11)

### octobre

- De plus en plus de médecins anti vaccin contre la grippe (29.10)
- La mer d'Aral en voie de renaissance au Kazakshtan (28.10)
- Les pratiques culturelles des Français bouleversées par Internet (18.10)
- Plus d'un milliard de personnes frappées par la faim dans le monde (16.10)
- INSEE: 1,2 million d'enfants français vivaient dans une famille recomposée en 2006 (10.10)
- "La valeur des diplômes a très fortement décliné en trente ans" (10.10)
- Réchauffement ou refroidissement mondial : La glace disparaît-elle vraiment ? (02.10)
- La mondialisation de la censure (01.10)

### septembre

- Vingt-cinq ans de banques alimentaires, triste anniversaire (30.09)
- Les catégories défavorisées sont les plus touchées (25.09)
- Les nouveaux visages de la pauvreté (25.09)
- Moins de dépenses dans l'alimentation, davantage dans le logement, selon l'INSEE (25.09)
- La fonte des glaces du Groenland et de l'Antarctique plus rapide que prévu, selon une étude (25.09)
- De la glace repérée dans des cratères sur Mars (25.09)
- La Nasa aurait découvert des traces d'eau sur la lune (25.09)
- Le travailleur indépendant moyen gagne 36.400 euros par an (19.09)
- La grippe A se propage plus vite en France qu'ailleurs en Europe (19.09)
- Comment mesurer le progrès économique et social ?" (17.09)
- "Si on ne repense pas le travail, il faut s'attendre à pire que des suicides" (17.09)
- De la terre ferme découverte pour la première fois au-delà du système solaire (17.09)

- Quelque 5,5 millions de foyers ont bénéficié de baisses d'impôt (03.09)
- Au Secours populaire, 'nous accueillons de plus en plus d'étudiants et de travailleurs pauvres' (03.09)
- 'Hors les maths, point de salut' (02.09)
- 'Aujourd'hui, les élèves ne savent plus lire à l'entrée en 6e' (02.09)
- 'La voie professionnelle, c'est pour les nuls' (02.09)
- 'Le privé, c'est pour les riches' (02.09)
- 'Les Français sont mauvais en anglais' (02.09)
- Changement climatique: les pays pauvres ont besoin de 600 milliards de dollars, selon l'ONU (02.09)

## août

- La bombe à retardement des copropriétés (27.08)
- La descente aux enfers de Grigny (27.08)
- La France est restée la championne d'Europe de la fécondité en 2008 (25.08)
- Les océans toujours plus chauds (21.08)
- Les tarifs des maisons de retraite vont-ils exploser ? (20.08)
- Un quart des plus de 85 ans vivent en institution (20.08)
- Le tourisme dentaire séduit les familles modestes (18.08)
- Spectaculaire augmentation des cambriolages (18.08)
- Les catholiques de France, une population vieillissante (17.08)
- Woodstock, trois articles. (15.08)
- La colocation séduit de plus en plus les seniors (12.08)
- Les Français ont réduit leur budget livres et journaux, selon l'INSEE (07.08)
- Un soir d'août, rue Falguière à Paris, une longue file de démunis attendent leurs repas (07.08)
- La culture aussi connaît la crise (04.08)
- L'UE comptait presque 500 millions d'habitants au 1er janvier (04.08)
- En Chine, la contrebande fait un tabac. (03.08)

## juillet

- Près d'un milliard et demi de personnes âgées en 2040 (21.07)
- Les marques s'adaptent à la baisse du pouvoir d'achat (11.07)
- Les ancêtres communs de l'homme et du singe auraient vécu en Asie, suggère une nouvelle étude (03.07)
- Le vieillissement démographique sera plus rapide au Sud qu'au Nord, selon l'INED (01.07)

## juin

- Revenu disponible des ménages français: 993 milliards d'euros en 2003, selon l'INSEE (25.06)
- De plus en plus de catastrophes dans les JT (INA) (25.06)
- Les Français dépensent moins qu'en 1960 pour s'habiller (17.06)
- Violences intrafamiliales: 160.000 faits recensés en 2008, selon la police (16.06)
- La malnutrition touche plus d'un milliard de personnes (13.06)
- 96 % des Français essaient de réduire leur consommation (13.06)
- Quatre salariés sur dix touchés par le stress (11.06)
- Moins de nouveaux crédits aux ménages en avril (11.06)
- Air France a-t-il tardé à remplacer les sondes Pitot ? (10.06)
- Plus de 10% des arrêts de travail seraient injustifiés (09.06)
- Vol AF447: le syndicat ALTER appelle le personnel à refuser de voler sur des Airbus dont les pitots n'ont pas été modifiés (09.06)
- L'état "inquiétant" de la psychiatrie (05.06)
- Les mutuelles couvrent près de six Français sur dix (05.06)
- La peur de la pauvreté, angoisse majeure des Français (03.06)

## mai

- Le réchauffement climatique ferait 300.000 victimes par an (30.05)

- Climat: les gaz contenus dans le permafrost sont "une bombe à retardement", selon une étude (28.05)
- Augmentation des fugues, disparitions d'enfants et enlèvements (26.05)
- « Le sous-travail, un fléau qui gangrène la société française » (22.05)
- Découverte d'un fossile de 47 millions d'années: nos origines mieux comprises (21.05)
- Sondage: 52% des Français ont une mauvaise opinion des maisons de retraite (21.05)
- Une génération engagée (16.05)
- Le réchauffement menace 100 millions de personnes vivant de la mer en Asie, selon le WWF (14.05)
- Etienne Wasmer : "les politiques de lutte contre le chômage ne s'arrêtent pas au ministère du travail" (13.05)
- "Ici, tout est une lutte" (09.05)
- Record de dossiers de surendettement en mars, selon la Banque de France (06.05)
- Près de huit millions de personnes pauvres en France, selon l'INSEE (06.05)
- La Gloria, le village mexicain d'où tout serait parti (03.05)

## avril

- Maïs Monsanto : l'Afrique du Sud récolte des champs stériles (27.04)
- Les consommateurs boudent les grandes surfaces (25.04)
- Découverte de la planète la moins massive hors du système solaire (22.04)
- Le débit de nombreux fleuves décline dans le monde, selon une étude (22.04)
- Près de six Français sur dix contre les quotas de reconduite aux frontières, selon un sondage (18.04)
- 85 % des cliniques et hôpitaux ne pourront plus opérer certains cancers (16.04)
- Quand Benoît XVI écrivait dans une revue facho (10.04)
- Hommage à Galilée : une brève histoire de l'astronomie (08.04)

## mars

- Hausse sans précédent du nombre de bénéficiaires des Restos du Coeur (26.03)
- Le gouvernement veut-il supprimer le contrôle de la concurrence et la répression des fraudeurs ? (16.03)
- Magasins et organismes de crédit distribuent trop de crédits revolving, s'inquiète l'UFC-Que choisir (14.03)
- Le réchauffement menace de provoquer des changements "irréversibles", avertissent les climatologues (13.03)
- La population mondiale dépassera les 9 milliards d'individus en 2050, selon l'ONU (13.03)
- Le niveau des eaux pourrait monter de 50cm à un mètre d'ici la fin du siècle, selon de nouvelles estimations (11.03)

## février

- Békés. Une affaire d'héritage. (28.02)
- Interview - OGM : Greenpeace dénonce des "fuites organisées" (13.02)
- Interview - "L'héritage gigantesque laissé par Darwin" (14.02)

---

### **Interview - OGM : Greenpeace dénonce des "fuites organisées" (13.02)**

**Lepoint.fr - 12.02** C'est au nom du principe de précaution que le gouvernement français a interdit début 2008 la culture du maïs OGM de Monsanto et déclenché auprès de l'Union européenne la clause de sauvegarde.

D'après un rapport officiel, l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments (Afssa) conclut à l'innocuité du maïs transgénique Mon 810 de la firme Monsanto, dont la culture est interdite en France . Il contredit les arguments du rapport du professeur Yvon le Maho sur lequel Paris s'est appuyée, l'an dernier, pour justifier l'interdiction de la culture de ce maïs transgénique en France.

Faut-il alors s'attendre à ce que la culture de ce maïs soit à nouveau autorisée en France ? Lepoint.fr a recueilli la réaction d'Arnaud Apoteker, responsable de la campagne anti-OGM de Greenpeace. Ce dernier ne cache pas son scepticisme au sujet de la note de l'Afssa : "Il a dû y avoir des fuites organisées. Il y a un effort concerté de la part du lobby de l'industrie de la biotechnologie", souligne-t-il. Le débat refait surface en France alors que la Commission européenne a recommandé, fin janvier, de lever la clause de sauvegarde mise en place en France, à l'issue du Grenelle de l'environnement, contre la culture du maïs Mon 810. Les représentants des États membres doivent notamment se prononcer sur cette proposition le 16 février.

Lepoint.fr : Étiez-vous au courant de l'existence de cette note de l'Afssa ?

Arnaud Apoteker : Non, je ne savais pas qu'elle existait et nous allons essayer de nous la procurer. Cette note de l'Afssa parle d'effets toxicologiques et elle est maintenue "sécète" (selon les termes du Figaro , NDLR). C'est une véritable aberration. Mais on ne peut pas imaginer que la sortie de cet article dans Le Figaro n'ait pas été orchestrée. Il a dû y avoir des fuites organisées par des pro-OGM. Je pense que des personnes au sein de l'Agence sont loin d'être neutres et ont volontairement propagé cette information quelques jours avant les décisions européennes. Il y a un effort concerté de la part du lobby de l'industrie de la biotechnologie. C'est certainement pour influencer le ministre Jean-Louis Borloo, mais aussi l'ensemble des pays de l'Union européenne qui seraient prêts à soutenir la clause de sauvegarde française. C'est aussi pour faire tomber la clause de sauvegarde hongroise, grecque et autrichienne.

Lepoint.fr : L'Afssa souligne l'innocuité pour la santé du maïs OGM...

A. A. : Monsanto n'a jamais publié les données initiales sur lesquelles elle se base pour dire que son maïs Mon 810 ne pose pas de problème. Cela fait près de 10 ans que ce maïs est autorisé et que l'on demande ces données. Mais plutôt que de les rendre publiques pour calmer la polémique, elles sont cachées.

Lepoint.fr : Que sait-on sur les effets sur la santé du maïs transgénique Mon 810 ?

A. A. : Rien ne permet d'assurer que ce maïs est sans danger pour la santé de l'homme ou qu'à l'inverse, il est vraiment dangereux. Mais des éléments d'analyses montrent qu'alimenter trois mois des rats avec ce type de maïs provoque des transformations dans des organes - foie, rein - et influe sur la taille des mâles ou des femelles. Ces considérations sont systématiquement éliminées par les pro-OGM qui parlent de variations normales. Je pense qu'il faut répéter ces tests, améliorer les méthodes statistiques utilisées et surtout, faire des essais à long terme sur des générations.

Lepoint.fr : Après cette note de l'Afssa, craignez-vous que le maïs Mon 810 soit à nouveau cultivé en France ?

A. A. : J'ai très peur que la culture du maïs transgénique ne soit à nouveau autorisée, car le lobby de l'industrie des biotechnologies est puissant et bien orchestré. Plusieurs entreprises attendent avec impatience de pouvoir mettre leurs produits OGM sur le marché ! Mais la clause de sauvegarde a été activée par la France début 2008 pour interdire la culture du Mon 810 avant tout pour des raisons écologiques et environnementales. Or, cette note de l'Afssa ne semble traiter que des aspects sanitaires et ne change rien aux questions écologiques posées par ce maïs.

Lepoint.fr : La clause de sauvegarde n'a-t-elle pas aussi été activée pour des raisons politiques ? N'est-ce pas sous la pression des anti-OGM que le ministre de l'Écologie a annoncé le gel de l'utilisation du maïs transgénique Mon 810 ?

A. A. : Cela me fait rigoler quand on parle de la pression des associations anti-OGM ! Lorsque l'on discute avec différentes personnalités au sein du ministère de l'Écologie, on voit qu'elles n'ont jamais connu autant de lobbying de la part de compagnies de biotechnologie ! Alors, évidemment, les protestations des associations qui veulent protéger la population des OGM sont plus visibles... Mais la pression exercée de la part du lobby des biotechnologies est bien plus forte ! En revanche, on peut parler d'une décision politique parce que le gouvernement s'est rendu compte des inconnues et des risques présentés par le Mon 810.

---

## **Interview - "L'héritage gigantesque laissé par Darwin" (14.01)**

**Lepoint.fr - 13.02** . Auteur d'un livre expliquant l'évolution\*, le paléanthropologue Pascal Picq explique au point.fr comment, avec sa théorie de l'évolution des espèces, Charles Darwin, dont on fête ce jeudi le bicentenaire de la naissance, a révolutionné notre perception de la vie sur Terre.

Lepoint.fr : Que doit-on à Charles Darwin ?

Pascal Picq : Son héritage est absolument gigantesque ! L'idée de l'évolution, celle qui consiste à dire que les espèces puissent changer, c'est une idée qui émerge au XVIIIe siècle notamment en France avec les scientifiques Maupertuis et Buffon. Le premier qui en fait une théorie vraiment cohérente c'est Lamarck en 1809. Il est le premier à proposer la théorie cohérente de l'évolution. Ce que va apporter Darwin, c'est le mécanisme qui permet de comprendre pourquoi les espèces évoluent : la sélection naturelle. À l'époque, un de ses confrères, Alfred Russel Wallace, évoquait des idées similaires aux siennes mais Darwin a été le seul à les avoir conceptualisées.

Lepoint.fr : U ne théorie qui a déclenché des réactions courroucées des autorités religieuses qui y voyaient une réfutation de la doctrine chrétienne de la création du monde...

P. P. : Souvenez-vous du procès en inquisition de Galilée (poursuivi pour hérésie en raison de ses convictions scientifiques et en particulier sur sa certitude que la Terre tournait sur elle-même NDLR). Le physicien dira à l'issue de son procès : La science dit comment va le ciel, la religion comment on va-t-on au ciel . Il y avait un consensus sur le sens de la vie, sur l'origine... Tout cela reste du ressort de la métaphysique. Mais une fois que c'est sur la Terre c'est du domaine de la science. Darwin avec la publication de L'Origine des espèces rompt ce consensus. Il ne fait pas cela contre la religion, mais il ne fait que confirmer une approche purement scientifique des origines de la vie. Darwin installe un programme scientifique purement matérialiste, ce n'est donc lié qu'à la matière et à la nature. Il rompt avec la tradition de notre culture occidentale et l'essentiel des religions qui ont du mal à accepter les notions de hasard, de contingence et de matérialité.

Lepoint.fr : Les mouvements créationnistes qui s'opposent depuis la fin du XIXe siècle à la théorie de l'évolution sont-ils toujours aussi actifs ?

P. P. : Le créationnisme nous vient des États-Unis, de sectes et de groupes protestants méthodistes et évangélistes. Sous la présidence de Ronald Reagan, et plus récemment pendant la campagne électorale américaine, avec le candidat McCain et sa colistière Sarah Palin, s'était posée la question d'enseigner en classe de science à temps égal la théorie darwinienne et la science créationniste. Il ne s'agit pas d'opposition sciences/religion. Il s'agit de fondamentalistes religieux qui veulent avoir une emprise sur l'enseignement. En science un modèle reste un modèle tant qu'on n'a pas démontré que celui-ci était faux. Or, la science créationniste ne peut pas prétendre être une science, parce que les créationnistes ont un texte [la Genèse NDLR] qui dit la vérité [ Dieu a créé les espèces vivantes en six jours dans leur forme actuelle NDLR] et tout ce qui va à l'encontre est faux. Pour eux la vérité est déjà dite, moins on cherchera mieux on se portera ! Du coup comme ce n'est pas de statut scientifique, cela n'a rien à faire en classe de science. C'est donc une atteinte à la laïcité. Par contre, je ne suis pas du tout opposé à ce que dans le cadre de l'école il y ait un enseignement dans lequel on puisse confronter un mode d'interrogation scientifique du monde, religieux et philosophique. L'enjeu des créationnistes c'est d'installer une seule vision du monde.

\* Darwin et l'évolution expliqués à nos petits-enfants aux éditions Seuil, 156 p., 8,50 euros.

## **Békés. Une affaire d'héritage. (28.02)**

**Le Monde - 28.02** Assis sous un élégant carbet, dans le souffle de l'alizé, Roger de Jaham, 60 ans, laisse flâner son accent créole pour raconter le camouflet qu'il a récemment subi : "Pour la première fois de ma vie, un homme que je saluais m'a dit : "Je ne serre pas la main d'un béké." L'homme a encaissé l'humiliation, retiré sa main.

Il ne se voile pas la face, sait bien le lourd passif historique qui oppose les 3 000 békés aux 400 000 autres Martiniquais. Son ancêtre est arrivé dans l'île en 1635, comme capitaine de la milice. Il s'est enrichi sur la misère des esclaves. Un autre aïeul, Octave, a même été jugé pour les mauvais traitements qu'il infligeait à ses serviteurs. Le descendant a déniché récemment les minutes du procès dans des archives. "On ne parlait pas de l'esclavage à la maison. Pour nous aussi, c'était un poids."

Mais aujourd'hui, c'est comme si rien n'avait changé. Exploiteur, affameur, raciste, endogame : Roger de Jaham ne comprend pas l'opprobre que subit actuellement sa communauté aux Antilles, hurle à "une sacrée cabale". "Nous sommes des boucs émissaires, estime-t-il. Les grévistes, les médias et jusqu'au président de la République ont pris pour cible les békés." A ses côtés, son frère Claude, 65 ans, veut croire qu'il ne s'agit que d'un sale moment à passer : "Je pense que ça va s'apaiser mais dans la douleur, dans le ressentiment. Ça va laisser des cicatrices."

A Cap-Est, le lieu de résidence favori des Blancs créoles de Martinique, les belles villas dominant les eaux turquoise, leurs hauts murs protégeant des curieux et des jaloux. Des routes en cul-de-sac, où ne se rendent que ceux qui y ont à faire, mènent à cet éperon, surnommé "Békéland" par les insulaires. Ici, pendant la grève générale, on s'est caché, plus encore que d'habitude. Des patrouilles de police ont été renforcées.

On a beaucoup parlé des békés ces dernières semaines. En mal ou en bien, la communauté n'aime pas ça. Elle est par nature discrète, éprise de secrets même, consciente que sa bonne fortune suscite la jalousie. C'est un mode de survie, un gage de durée. "Il ne faut pas se montrer arrogants, ostentatoires, résume Claude de Jaham. Il faut rester à sa place comme nous l'avons fait depuis trois cent cinquante ans."

Les Jaham sont parmi les rares qui acceptent de parler. Difficile dans cette atmosphère de camp retranché d'obtenir des confidences. "Actuellement, c'est chaud brûlant. Je ne préfère pas m'exprimer, attendre que ça se tasse", explique un habitant avant de raccrocher brutalement le téléphone.

En Guadeloupe, la tension a été plus palpable encore. La foule a applaudi au rappel de la guillotine révolutionnaire qui a raccourci bien des colons à partir de 1793. Sur la marina de Pointe-à-Pitre, amarré en face de l'Islet, où vivent les békés de Grande-Terre, un Pursuit, de 36 pieds et 4 couchettes, est resté un mois paré à lever l'ancre, avec à bord de l'eau douce et des vivres. Le bateau appartient à un Blanc créole qui préfère rester anonyme. Sa famille est réfugiée en métropole, elle a fui la "révolution" d'Elie Domota, le porte-parole du Liyannaj

Kont Pwofitasyon (LKP). Dix fois par jour, le chef de famille resté sur place a tanné un ami : "Tu crois que je dis à Geneviève de rester en France ?"

La caste en a vu d'autres, pourtant. Depuis le début de la colonisation, les familles possédantes des Antilles ont connu bien des révoltes d'esclaves, bien des jacqueries d'ouvriers agricoles, des grèves d'usines, des blocages de centres commerciaux. Elles ont à chaque fois laissé passer ces cyclones, négocié ou fait donner les "moun bleus", gendarmes et policiers. Il y a eu des morts et des augmentations de salaires. Puis tout est rentré dans l'ordre. Le leur.

Les Hayot, Despointes, Loret, Barbotteau, Vivies, Reynal, Lucy, Aubéry règnent sur l'économie des îles depuis toujours. Ces descendants d'aventuriers, de cadets de famille désargentés ou même de relégués de justice ont fini par former une aristocratie qui est arrivée jusqu'à nous comme un anachronisme. Ils ont été payés pour libérer leurs esclaves en 1848, ont survécu aux crises agricoles, en partie grâce aux aides de la métropole. Ils ont su rebondir à chaque mutation de la société antillaise, se trouver avec un savoir consommé là où était l'argent, là où tombaient les subventions d'un Etat qui les a toujours jugés comme ses meilleurs relais. L'esclavage a disparu mais ils sont restés les maîtres, de père en fils.

"Les békés étaient considérés comme une donnée sociale incontournable, aussi évidente que le fait qu'il y ait des riches et des pauvres", constate André Lucrèce, sociologue et écrivain. "C'était un tabou, au sens fort", lévy-straussien "du terme", explique l'écrivaine Suzanne Dracius. Cette femme métisse, qui a longtemps vécu en métropole, avait osé dénoncer dès les années 1980 l'omnipotence et les moeurs de ce groupe, dans ses romans et ses interviews. L'impudente se souvient de l'air condescendant et admiratif, du paternalisme grondeur avec lesquels ses propos finalement sans importance avaient été accueillis.

Le mouvement social a ôté les inhibitions du reste de la population. A la préfecture de la Martinique, un manifestant abîmé de fatigue et d'un peu d'alcool invectivait les négociateurs patronaux : "Les békés, vous êtes des malpropres ! Cela fait trois cent cinquante ans que vous nous exploitez, ça suffit ! Nous ne sommes plus vos esclaves. Donnez-nous ce que vous nous devez !" Dans les cortèges de Pointe-à-Pitre ou de Fort-de-France, l'antienne chantée en créole a été la même. "La Guadeloupe (ou la Martinique) est à nous, la Guadeloupe (ou la Martinique) n'est pas à eux. Une bande de profiteurs et de voleurs. Nous allons les mettre dehors." "Eux, c'est les békés bien sûr, ceux qui possèdent tout", décrypte une manifestante martiniquaise. La gréviste s'emporte contre cette coterie, la rend responsable de la "vie chère". Mais l'employée préfère ne pas donner son nom : elle travaille au rayon boucherie d'une enseigne tenue par l'un de ceux qu'elle fustige.

Autant de bravades qui prouvent que les temps changent peut-être, en Martinique et en Guadeloupe. "C'est la fin d'un règne, la remise en cause de la mainmise béké", estime l'écrivain et sociologue André Lucrèce. Derrières les traditionnelles demandes sur les prix et les salaires, le pouvoir de la communauté est directement, nommément contesté. La dénonciation, même hurlée dans l'anonymat d'une foule, est une nouveauté. "Avant, on en parlait seulement en famille", concède un manifestant.

Les Blancs créoles doivent aujourd'hui se justifier en place publique. Ils n'aiment pas ça. Ces habitués de la coulisse, qui financent la vie politique locale et ménagent leurs protecteurs à Paris, se retrouvent aujourd'hui exposés. Ils y rechignent par atavisme.

Bernard Hayot, la plus grande fortune des Antilles françaises, n'a jamais donné d'entretien aux médias. Attaqué de toute part pendant la grève, il s'est contenté de secs communiqués qu'il a fait envoyer de son siège social. "Le bruit ne fait pas de bien, le bien ne fait pas de bruit", répète-t-il à ceux qui le pressent de parler.

Ce silence est jugé méprisant quand il semble plutôt embarrassé. "La caste des békés est d'autant plus montrée du doigt qu'elle est absente du débat", se désole Yvon. Mais, à 50 ans, ce Martiniquais installé en Guadeloupe préfère lui aussi taire son nom, par crainte des représailles. "Vous me mettriez dans une situation catastrophique", dit-il. S'ils sont attaqués, c'est que les descendants des colons ont perdu de leur pouvoir. Leur monopole économique est aujourd'hui entamé par l'arrivée d'investisseurs métropolitains et l'émergence dans les années 1990 d'une grande bourgeoisie noire, métisse, indienne ou chinoise.

Ils ne sont plus les principaux propriétaires, ils gardent néanmoins une part non négligeable du foncier en Martinique (20 % des producteurs de bananes, blancs pour l'essentiel, assurent 80 % de la production martiniquaise). En Guadeloupe, les grandes propriétés ont été démantelées après les grandes grèves de la canne dans les années 1970, sur fond de revendication indépendantiste. Mais ils ont largement tiré profit de la récente spéculation immobilière, revendant avec une jolie plus-value des terrains viabilisés sur les côtes touristiques ou au pourtour des grandes agglomérations.

Les békés contrôlent une large part de l'import-export, notamment automobile, l'essentiel de l'agroalimentaire et une part non négligeable de la grande distribution. Le Groupe Bernard Hayot, 1,8 milliard d'euros de chiffres d'affaires et 6 000 salariés dans toute la région Caraïbe et jusqu'en métropole, possède des concessions automobiles, des grandes surfaces et assure la commercialisation de multiples marques internationale. Les Despointes sont quant à eux propriétaires des principales usines de produits alimentaires.

Il n'en fallait pas plus pour que la population les rende responsables d'un coût de la vie en moyenne 30 % à 40 % plus cher qu'en métropole. "On nous dit que les prix élevés sont dus aux frais de transport. Mais pourquoi les jus fabriqués sur place, le sucre de canne et même les bananes sont plus chers qu'en métropole ?" se plaint une ménagère, en sortant un ticket de caisse.

Le poids réel des Blancs créoles dans l'économie antillaise suscite d'âpres débats. "Huit familles accaparent les richesses", assure Michel Monrose, président du Collectif du 5 février 2009, qui anime le mouvement social en Martinique. Leurs détracteurs leur prêtent la haute main sur 80 % des affaires. "C'est 10 % pour faire large", répond Roger de Jaham. "Ils assurent 30 % du PNB", tranche Patrick Lecurieux-Durival, président du Medef martiniquais.

En Guadeloupe, un ancien cadre de l'organisation patronale relativise également : "Il ne faut pas exagérer l'importance des békés, ils ne gardent que des restes." Le temps où cette coterie possédait les établissements financiers, aussi bien que les entreprises auxquelles ils délivraient des crédits, est révolu. Une bonne partie de Jarry, la zone industrielle de 300 hectares où se trouvent le port autonome de l'île, le terminal pétrolier de la Sara et le World Trade Center (le centre des affaires de Pointe-à-Pitre) appartient à des "Français". 50 % de la valeur ajoutée produite en Guadeloupe sont dus à des entreprises métropolitaines. L'hôtellerie reste béké mais sous l'enseigne de grands groupes internationaux.

Serge Letchimy, député et maire (Parti progressiste martiniquais) de Fort-de-France, refuse d'entrer dans les querelles de chiffres, les discussions de boutiquiers. Elles masquent l'essentiel à ses yeux, la vraie puissance des békés. "Ce groupe fonctionne en réseau. Sa domination obéit à des règles complexes, peu lisibles pour un profane, explique-t-il. On n'est plus sur une habitation (une plantation esclavagiste) où le système économique était clair. Dans l'économie urbaine, le modèle est plus élaboré, les mécanismes de "profitation" plus compliqués." "Les békés ne se connaissent pas tous mais ils se reconnaissent", concède Roger de Jaham. Ils fréquentent les mêmes églises, amarrent leurs bateaux aux mêmes pontons, ouvrent rarement leur maison à qui n'est pas du clan.

Noirs et métis antillais reprochent aux békés cette manière de vivre en vase clos, de se penser en Créoles à part. Il y a aussi cette fâcheuse habitude de dire "les Nègres" qui revient souvent dans la conversation, sans penser à mal bien sûr. "Le béké est vu comme le possédant, le réactionnaire et celui qui refuse de se mélanger", constate André Lucrèce. Roger de Jaham dénonce là un poncif : "Nous sommes cinq frères et soeurs. Nos parents ne nous ont rien laissé, même pas une voiture. J'aimerais bien être héritier et propriétaire de 500 hectares de terre, ainsi qu'on présente tout béké." Il rappelle que la communauté compte des éléments modestes, petits fonctionnaires ou marins pêcheurs. Au Cap-Est, à côté des villas imposantes, des maisons plus modestes témoignent de cette diversité sociale.

Restent des codes communs, immuables. Yvon, le béké de Guadeloupe, se rappelle les recommandations de sa "Da", la servante noire qui s'occupait de la maison : "Monsieur Yvon, c'est pas votre place de fréquenter des Nègres." "Le fils béké qui "fautait" avec une Noire était mis au ban par les autres", rappelle Roger de Jaham. Une règle qui perdure encore dans certaines familles. Les arbres généalogiques s'entrecroisent à l'infini depuis les débuts de la colonisation. On est forcément le cousin de quelqu'un. C'est la terreur des mères qui, lorsque leurs filles commencent à flirter, redoutent la consanguinité.

Tout cela était su mais tu. Alain Huygues-Despointes a levé brutalement l'interdit. Le vieil homme d'affaires, dans un documentaire diffusé par Canal+, a affiché ouvertement son dégoût du métissage. Le patriarche affirmait vouloir "préserver la race". Le film a été projeté devant la foule à Pointe-à-Pitre et Fort-de-France. Ce fut un aiguillon supplémentaire à la révolte. "Lui, il a dit tout haut ce que les autres pensent tout bas", jurait une manifestante martiniquaise. Roger de Jaham a vu ruiner des années d'efforts pour "réhabiliter le béké" et réconcilier sa communauté avec le reste de la population. Sur un plateau de télé, en 1998, il avait assimilé l'esclavage à "un crime contre l'humanité", avant même qu'une loi ne le fasse. Cet aveu prononcé pour la première fois par un descendant de colon avait fait l'effet d'un coup de tonnerre.

Mais aujourd'hui, derrière les revendications des manifestants, le pionnier constate que suppure la plaie jamais soignée de l'esclavage. A ses yeux, les fils payent aujourd'hui les méfaits des pères, portent leur lourd héritage. "En 1848, 65 000 esclaves martiniquais ont été libérés sans la moindre exaction. Puis on a mis un couvercle sur le chaudron. Les coutelas sortent cent soixante ans après."

Acteur de la grève générale, Georges Mauvois, un professeur d'histoire, estime pour sa part que l'animosité naît plutôt du refus des békés d'intégrer la société métissée des Antilles. "S'ils persistent à rester entre eux, ils courent au suicide", estime-t-il. Derrière les murs du Cap-Est, cette théorie va à l'encontre de trois siècles et demi d'habitude.

---

## **Le niveau des eaux pourrait monter de 50cm à un mètre d'ici la fin du siècle, selon de nouvelles estimations (11.03)**

**AP - 10.03** Les climatologues qui se retrouvent depuis mardi à Copenhague pour faire le point sur le changement climatique ont de mauvaises nouvelles: ils prédisent désormais une hausse du niveau de la mer entre 50cm et un mètre d'ici la fin du siècle, des chiffres plus alarmants que les précédents.

La réunion de trois jours vise à mettre à jour les données scientifiques du rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) publié en 2007. Ce document actualisé sera présenté aux décideurs politiques qui participeront au très important sommet de Copenhague en décembre prochain. Il vise à conclure un nouveau traité sur les gaz à effet de serre, faisant suite à celui de Kyoto qui expire en 2012.

Le rapport 2007 du GIEC a compilé les travaux de plus de 2.000 scientifiques, recensant les effets probables du réchauffement. De nouvelles données sont depuis apparues sur la fonte des glaces de l'Arctique et de l'Antarctique, qui menace de faire monter de manière importante le niveau des océans et d'inonder les villes côtières et des îles situées juste au-dessus du niveau de la mer.

Le rapport 2007 prédisait une hausse du niveau de la mer entre 18 et 58 centimètres d'ici la fin du siècle, un phénomène qui pourrait contraindre des millions de personnes à quitter leur foyer. Mais selon les données actualisées, l'élévation du niveau de la mer pourrait en fait atteindre de 50cm à un mètre, sous l'effet notamment de la fonte des glaces polaires.

"Cela signifie que si les émissions de gaz à effet de serre ne sont pas réduites rapidement et de façon importante, même dans l'hypothèse la plus favorable, les régions côtières abritant un dixième de la population humaine seront durement frappées", souligne un des scientifiques, l'Australien John Church.

Quelque 1.600 contributions écrites provenant de près de 80 pays ont été présentées pour la conférence à laquelle assistera le président du GIEC, Rajendra Pachauri, ainsi que Nicholas Stern, auteur d'un rapport pour le gouvernement britannique sur le coût du changement climatique. Les conclusions seront publiées aux alentours du 1er juin.

"Il est temps d'agir", souligne Rajendra Pachauri, en déplorant le manque de réaction des décideurs politiques.

---

## **La population mondiale dépassera les 9 milliards d'individus en 2050, selon l'ONU (13.03)**

**AFP - 11.03** La population mondiale devrait dépasser les 9 milliards d'individus en 2050, contre 6,8 milliards cette année et 7 milliards début 2012, selon des estimations de l'ONU publiées mercredi.

La plupart des nouveaux habitants de la planète vivront dans le monde en développement, dont la population passera de 5,6 milliards d'individus cette année à 7,9 milliards en 2050.

L'augmentation se répartira entre les groupes d'âges de 15 à 59 ans (1,2 milliard supplémentaire) et les 60 ans et plus (1,1 milliard).

Selon ces estimations révisant les projections officielles de l'ONU de 2008 sur la population mondiale, les pays les plus développés ne devraient voir leur population augmenter que légèrement, passant de 1,23 à 1,28 milliard au cours de la même période.

La population des pays développés aurait même tendance à diminuer, passant à 1,15 milliard d'individus, sans le solde migratoire positif en provenance des pays en développement, qui devrait s'établir aux alentours de 2,4 millions de personnes chaque année entre 2009 et 2050.

De 2005 à 2010, le solde migratoire contribuera deux fois plus que l'accroissement naturel à l'augmentation de la population dans huit pays ou régions: la Belgique, Macao, la République tchèque, le Luxembourg, le Qatar, Singapour, la Slovénie et l'Espagne.

Pour la période 2010-2050, les principaux pays connaissant un solde migratoire positif devraient être les Etats-Unis (+1,1 million par an), le Canada (+214.000), la Grande-Bretagne (+174.000), l'Espagne (+170.000), l'Italie (+159.000), l'Allemagne (+110.000), l'Australie et la France (+100.000 chacune).

Les pays connaissant un solde migratoire négatif devraient être le Mexique (-334.000 par an), la Chine (-309.000), l'Inde (-253.000), les Philippines (-175.000) et le Pakistan (-161.000).

La population des 49 pays les moins développés devrait doubler, passant de 840 millions de personnes cette année à 1,7 milliard en 2050. La croissance démographique des autres pays en développement, bien que robuste, devrait être moins rapide, passant de 4,8 à 6,2 milliards d'individus.

Le scénario le plus probable prévoit une baisse de la fécondité, qui passera de 2,56 enfants par femme en 2005-2010 à 2,02 enfants par femme en 2045-2050.

Ces données, fournies par le département des affaires économiques et sociales de l'ONU, montrent aussi que la baisse de la fécondité se traduira par un vieillissement de la population.

Dans les pays les plus développés, 22% de la population a déjà 60 ans ou plus et cette proportion pourrait passer à 33% en 2050, le nombre de personnes âgées représentant alors le double de celui des enfants.

Aujourd'hui, 9% seulement de la population des pays en développement a 60 ans ou plus, mais cette proportion devrait passer à 20% en 2050.

Cette étude intègre les données les plus récentes provenant de recensements nationaux et de plusieurs études de la population menées à travers le monde.

---

## **Le réchauffement menace de provoquer des changements "irréversibles", avertissent les climatologues (13.03)**

**AP - 13.03** Des centaines de scientifiques réunis au Danemark pour faire le point sur le changement climatique ont averti jeudi que le réchauffement s'accélère plus vite que prévu et menace de provoquer des bouleversements "irréversibles" pour la planète.

Quelque 2.000 climatologues ont achevé jeudi à Copenhague une conférence de trois jours visant à actualiser les données scientifiques du rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) publié en 2007. Le document sera présenté aux décideurs politiques lors d'un sommet crucial qui se tiendra à Copenhague en décembre prochain avec l'objectif de conclure un nouveau traité sur les gaz à effet de serre en remplacement de celui de Kyoto qui expire en 2012.

Les chercheurs ont dressé un constat alarmant. Les prévisions les plus pessimistes du GIEC, voire même pire, "se réalisent", ont-ils souligné dans un communiqué. "Il y a un risque important que beaucoup de ces tendances s'accroissent, menant à un risque accru de changements climatiques brutaux ou irréversibles."

Le rapport 2007 prédisait une hausse du niveau de la mer entre 18 et 58 centimètres d'ici la fin du siècle, un phénomène qui pourrait contraindre des millions de personnes à quitter leur foyer. Mais selon de nouvelles données, l'élévation du niveau de la mer pourrait en fait atteindre de 50cm à un mètre, sous l'effet notamment de la fonte des glaces polaires.

"Des observations récentes montrent que les sociétés sont très vulnérables à des niveaux même modestes de changement climatique, les pays et communautés pauvres étant particulièrement exposés", précise le communiqué.

Les climatologues notent que les décideurs politiques ont déjà à leur disposition des outils pour lutter contre les émissions de gaz à effet de serre. Mais ces instruments "doivent être mis en oeuvre largement et de manière vigoureuse afin de réaliser les transformations sociétales nécessaires pour décarboner les économies".

"Nous savons d'après les données scientifiques que le changement climatique est une réalité et qu'il aura des effets nuisibles sur l'économie dans le monde entier", a déclaré le Premier ministre danois Anders Fogh Rasmussen, qui a assisté à la conférence. "Nous avons donc besoin d'un accord (...) cette année", a-t-il ajouté en allusion au sommet de décembre sur un traité post-Kyoto.

Un peu plus tôt jeudi, l'économiste Nicholas Stern, auteur d'un rapport pour le gouvernement britannique sur le coût du changement climatique, a déclaré à la conférence que la crise représentait une opportunité pour développer une économie moins consommatrice d'énergie. "Nous devons poser les fondements d'une croissance faiblement carbonée", a-t-il affirmé.

### **Complément AFP 12.03.**

Les conséquences économiques du réchauffement climatique ont été sous-estimées, a averti jeudi à Copenhague l'économiste Nicholas Stern, exhortant les experts du climat à dire plus haut et plus fort la catastrophe humanitaire à venir en l'absence d'une réaction vigoureuse.

Il y a eu "beaucoup d'information scientifique sur une hausse de 2 ou 3 degrés" Celsius de la température moyenne de la planète, "mais vous devez dire aux gens - clairement et fortement - ce que représenterait une hausse de 4, 5 ou 6 degrés", a déclaré M. Stern devant plusieurs centaines de scientifiques réunis à Copenhague.

"Des milliards de personnes seraient contraintes à l'exil et nous savons que cela entraînerait une longue période de conflit", a expliqué l'ancien économiste en chef de la Banque mondiale, soulignant qu'il ne s'agissait pas d'une hypothèse farfelue.

Selon le Groupe intergouvernemental d'experts sur le climat (Giec), la température moyenne de la planète pourrait grimper de +1,1 à +6,4°C d'ici à 2100 par rapport à la fin du 20e siècle.

---

## **Magasins et organismes de crédit distribuent trop de crédits revolving, s'inquiète l'UFC-Que choisir (14.03)**

**AP - 13.03** Alors que le gouvernement a promis un projet de loi d'ici la fin du mois pour encadrer le crédit à la consommation, l'UFC-Que choisir a publié vendredi une enquête "accablante" montrant que les emprunteurs potentiels sont le plus souvent orientés vers des crédits permanents (également appelés renouvelables ou revolving), souvent inadaptés et beaucoup plus onéreux que les autres formules.

Pour cette enquête nationale, de faux consommateurs ont cherché un financement de 1.200 à 2.500 euros pour s'équiper en électroménager. Ils ont sollicité des magasins, des banques et des organismes de crédit spécialisés. Et ils ont reçu en tout 1.118 propositions de prêt.

Dans 72% des cas, ils ont été orientés vers un crédit revolving. Dans 82% des cas, ils n'ont pas reçu d'information claire sur le taux d'intérêt, le coût total du prêt, les mensualités et/ou le montant de la réserve. Dans 87% des cas, leur solvabilité n'a pas été vérifiée.

L'UFC-Que choisir s'inquiète de la "distribution effrénée du crédit renouvelable". Les taux pratiqués pour un revolving varient entre 13% et 20%, contre 4,5% à 9,5% pour les crédits classiques.

A l'origine destiné plutôt aux catégories socioprofessionnelles élevées pour leur permettre de gérer un décalage de trésorerie, ce type de crédit s'adresse de plus en plus maintenant aux ménages à revenus modestes. Or, du fait de revenus trop faibles, ces emprunteurs ne peuvent pas solder rapidement leur crédit renouvelable, ce qui alourdit fortement la facture.

L'association de consommateurs rappelle que 84% des dossiers de surendettement comprennent un crédit permanent.

"Les principaux pourvoyeurs de revolving sont les établissements de crédit spécialisés. Sur les neuf sollicités sur Internet, tous ont proposé un crédit revolving", rapporte l'UFC-Que choisir.

Soixante-trois pour cent des lieux de vente (grandes surfaces, grands magasins) ont fait de même. Le reste du temps, ils proposent un paiement en "trois fois sans frais", à condition de souscrire à la carte du magasin, à laquelle est associée une réserve d'argent. Résultat: "94% ont fourni de fait une réserve d'argent -donc un crédit revolving- via la carte magasin".

D'après l'UFC, certains clients n'ont pas conscience de contracter un crédit revolving en prenant la carte d'un magasin. "Les consommateurs peuvent se retrouver titulaires malgré eux d'une réserve d'argent!"

Les banques ne sont que 14% à avoir orienté les emprunteurs potentiels vers un revolving et elles ont plus souvent vérifié la solvabilité des demandeurs.

Cependant, note l'UFC, "à l'occasion de cette enquête, certaines associations locales ont eu accès à des directives internes présentant la nouvelle approche commerciale qui vise à proposer systématiquement un crédit renouvelable lors de demandes de financement de moins de 3.000 ou 4.000 euros (selon la banque) au détriment du prêt personnel".

---

## **Le gouvernement veut-il supprimer le contrôle de la concurrence et la répression des fraudeurs ? (16.03)**

**Agoravox - 10.03** Après la remise en cause du code du travail, celles de l'inspection et de la médecine du travail que demandaient les organisations d'employeurs de longue date, une nouvelle brèche s'ouvre avec la possible liquidation définitive de la DGCCRF.

Comment en est-on arrivé là ?

La crise économique est un excellent prétexte pour donner le nom de réforme à la liquidation de tout ce qui peut déplaire aux contempteurs de l'économie libre de marché dont le MEDEF se fait l'un des chantres jusqu'à la caricature.

Ainsi, on continue à entendre le chœur des libéraux de profession demander la diminution drastique du nombre de fonctionnaire et la remise au secteur privé des derniers pans lucratifs des services publics.

Beaucoup de français semblent avoir oublié qu'en 2008, Nicolas Sarkozy répondant à une demande de ses amis du patronat déclarait : "La pénalisation à outrance de notre droit des affaires est une grave erreur. (...) Je veux y mettre un terme", annonçant dans la foulée la création d'un groupe de travail sur le sujet au ministère de la Justice - Intégralité du discours

En clair, tout ce qui empêche de faire du fric impunément doit être modifié ou liquidé.

On pouvait lire le 27 février 2009 sur le JDD :

Plusieurs débats ont émergé sur la place publique ces dernières semaines avec force et intensité mais par contre, on n'a guère parlé de régulation du marché et de protection du consommateur. Pourtant les enjeux de la réforme de ces politiques publiques concernent tous les consommateurs, et par conséquent chacun d'entre nous.

En quelques mots, au motif de révision générale des politiques publiques (RGPP), la DGCCRF (Direction Générale de la concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes) en charge de ces missions est démantelée - Source le JDD

DGCCRF ou Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, qu'est ce que c'est et à quoi ça sert ?

La DGCCRF compte quelque 3.584 agents. Ils sont principalement chargés de la régulation concurrentielle des marchés (ententes prohibées, abus de position dominante), de la protection économique du consommateur (étiquetage, publicité) et de sa sécurité

La Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) est un organisme public, donc neutre, qui :

- \* vérifie qu'il n'y a pas d'entente entre les acteurs du marché (les amendes payées par SFR, Bouygues et Orange, c'est nous),
- \* contrôle la sécurité alimentaire (le retrait des produits laitiers chinois infectés par de la mélanine, c'est nous),
- \* contrôle la sécurité des équipements, des jouets (l'interdiction de l'usage d'une peinture toxique dans les poupées, c'est nous).
- \* contrôle les soldes, la publicité mensongère...; l'affichage des prix, l'hygiène dans les restaurants, bars, commerces, hôtels, agences de voyage...;
- \* appuie les plaintes des victimes de certains professionnels peu scrupuleux dans les secteurs des fournisseurs d'accès à Internet, garages, serruriers, banques...

Par une circulaire du 31 décembre 2008, et contrairement à toutes les assurances données par les ministres, François Fillon a décidé de démanteler la DGCCRF. D'après les salariés de la DGCCRF, le démantèlement devrait continuer et ouvrir la porte à tous les abus, manipulations ou prospérité des monopoles privés.

Des salariés du syndicat SNU de la DGCCRF viennent de lancer une pétition qui s'adresse à tous les consommateurs que nous sommes. Nous vous en donnons ci-dessous l'intégralité et les liens vers celle-ci

DGCCRF menacée !

Consommateurs, votre sécurité est en danger !

Votre protection est en danger !

Défendez-vous ! Agissez !

Nous, agents de la Direction Générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes, nous assurons au quotidien la défense de vos intérêts économiques (loyauté des transactions et qualité des produits), matériels et physiques (sécurité des produits alimentaires et industriels).

Nous vous alertons aujourd'hui, vous, consommateurs !

Car, dès demain, la DGCCRF, seule administration en charge de votre protection et largement reconnue pour sa réactivité et son efficacité (73% d'opinions favorables contre 56% il y a 3 ans), est fortement menacée de disparition pure et simple.

Elle ne sera plus une administration organisée sur l'ensemble du territoire, avec des réseaux nationaux de contrôle capable d'intervenir rapidement et avec efficacité sur des pratiques frauduleuses tant nationales que locales.

La DGCCRF va devenir un simple service local de contrôle chargé de mettre en œuvre les « arbitrages » des Préfets entre les entreprises et vous, consommateurs.

C'est l'histoire du pot de terre et du pot de fer ! Car, en cas de conflit d'intérêts, de quel côté pensez-vous que la balance va pencher ?

POSER LA QUESTION, C'EST Y RÉPONDRE !

L'activité de la DGCCRF ne sera désormais plus coordonnée au niveau national mais sera dictée par ce qui gêne ou non les professionnels locaux. C'est un cadeau de plus fait par le gouvernement aux entreprises.

Quant à vous consommateurs, vous devrez, dans le meilleur des cas, vous contenter d'une aide « ad minima », type arbitrage individuel local ou justice civile.

Et demain, que se passera-t-il si la France connaît un nouveau scandale ESB (vache folle) ?

Poulet à la dioxine ? Lait infantile empoisonné à la mélamine ?...

Quelle administration sera capable d'effectuer les actions indispensables (retrait des produits...) à la sécurité de tous sur l'ensemble du territoire national comme le fait aujourd'hui la DGCCRF, en relation avec son administration centrale et son réseau de laboratoires ?

Consommateurs, ne laissez pas le gouvernement, sous prétexte de réformes, casser le service public !!

Ne laissez pas le gouvernement sacrifier la sécurité de tous !

Signez notre nouvelle pétition et exigez une administration indépendante du pouvoir politique et des pressions économiques locales !

Sources : Solidaires Concurrence Consommation Répression des Fraudes, UFAL

---

### **Hausse sans précédent du nombre de bénéficiaires des Restos du Coeur (26.03)**

**AP - 25.03** La 24e campagne d'hiver des Restaurants du Coeur, qui s'achève le 27 mars, aura été marquée par une hausse sans précédent des bénéficiaires de l'association caritative: 12,5% en moyenne nationale et jusqu'à plus de 20% dans certains départements en province.

Cette campagne, entamée début décembre dernier, aura permis d'accueillir près de 800.000 personnes, de servir près de 100 millions de repas et d'aider un total de 90.000 personnes supplémentaires par rapport à l'année dernière, soit +12,5%, une "hausse sans précédent" selon les chiffres publiés mercredi par l'association.

"Dans 17 départements ruraux ou semi-ruraux, cette augmentation a dépassé les 20%", selon l'association créée par Coluche lors de l'hiver 1985-1986 et qui avait distribué à l'époque... 8,5 millions de repas.

"Pour venir en aide à ces 90.000 personnes supplémentaires (soit près de 800.000 personnes accueillies chaque jour cet hiver), les Restos du Coeur ont débloqué un budget complémentaire de 5 millions d'euros pour réapprovisionner les 2.000 centres de distribution jusqu'à fin mars", souligne l'association dans son communiqué.

Par ailleurs, "la collecte nationale organisée dans les grandes surfaces les 6 et 7 mars derniers a mobilisé 500 magasins de plus que l'an passé (3.200 au total) et devrait permettre de recueillir 50% de denrées supplémentaires", précise la direction des Restaurants du Coeur. Selon elle, "cette générosité plus forte encore que les années précédentes, permettra de poursuivre les distributions alimentaires tout l'été pour les personnes les plus en difficulté".

---

### **Hommage à Galilée : une brève histoire de l'astronomie (08.04)**

**Rue89 - 06.04** Il y a quatre cents ans, Galilée pointait pour la première fois sa lunette vers le ciel. Elle ne grossissait que trois fois, mais ce fut bien assez pour lancer les hommes dans une nouvelle aventure. Et marquer la fin d'une autre : celle des pionniers de l'astronomie. Retour sur leur histoire.

Pour vous la raconter, je me suis inspiré d'une conférence donnée par Jean-Noël Sarrail à Toulouse, lors des « 100 Heures de l'Astronomie » organisées le week-end du 4-5 avril dans le cadre de l'AMA09 (Année mondiale de l'astronomie 2009). En l'honneur de ce Galileo Galilei qui n'a peut-être pas dit « Et pourtant elle tourne ! » mais qui a distillé d'autres affirmations tout aussi intelligentes.

## Des Grecs mieux informés que les chrétiens

Tout commence avec les Grecs, comme d'habitude. Mais le christianisme nous l'a fait oublier, comme d'habitude aussi. Trois siècles avant notre ère, Aristarque de Samos avait pourtant collé le Soleil, énorme, au centre de notre univers. La Terre, plus petite, était ronde, tournait sur elle-même et mesurait 40 000 km de circonférence. Ce qui est rigoureusement exact. Quant à la Lune, elle était plus petite que la Terre et lui tournait autour.

Une image de l'univers pas très loin de la réalité, si ce n'est que pour les Grecs, le ciel était une voûte située à une certaine distance de nous et sur laquelle les étoiles étaient épinglées. Une « sphère des fixes », selon l'expression consacrée, entourant les astres connus à l'époque : Soleil, Terre, Lune, et de Mercure à Saturne.

Mais l'Eglise est passée par là. Elle piétina la science grecque pour porter aux nues un système qui l'arrangeait mieux : celui de l'Egyptien Ptolémée. Dans cet univers, décrit au II<sup>e</sup> siècle dans un recueil intitulé « L'Almageste », la Terre était au centre. Normal : Dieu n'avait-il pas élu l'Homme second être suprême après lui ?

Nous vivions donc sur une planète absolument immobile et le reste de l'univers nous tournait autour. Quant à la sphère des fixes, bien pratique, elle resta au goût du jour chrétien. Le système de Ptolémée fut ainsi la référence en Europe durant plus de mille ans, tandis que le savoir grec était récupéré par les Arabes -qui devinrent grâce à lui de très grands astronomes- pour ne revenir aux Occidentaux qu'à la fin du Moyen Age.

## La Renaissance est aussi celle de la science

L'activité scientifique retrouve une jeunesse à la Renaissance, même si, comme toutes les pratiques intellectuelles, elle reste l'apanage des hommes d'Eglise. Un chanoine Polonais se penche par exemple sur les trajectoires des astres, se prenant la tête sur ses calculs jusqu'à en froncer les sourcils : non, décidément, il ne comprend pas pourquoi les planètes brillent plus ou moins selon les périodes, et les trajectoires de Vénus et de Mercure ne sont pas celles qu'elles devraient être.

Ce chanoine s'appelle Nicolas Copernic, et pour lui il n'existe qu'un moyen d'expliquer ce qu'il observe : c'est le Soleil qui doit être au centre et la Terre lui tourner autour. Il raconte tout ça dans un livre mais, prudent, présente sa théorie comme une simple hypothèse. Très prudent même, il décède l'année où le livre paraît. Au moins, l'Eglise n'aura rien à brûler si elle le condamne ! Nous sommes en 1543, et « De la révolution des orbites célestes » donne le premier coup de pied dans la fourmilière.

Bruno prend le relais. Homme d'église lui aussi, il est convaincu que Copernic a raison et publie en 1585 « L'Infini, l'univers et les mondes ». L'infini, car pour lui l'univers n'a pas de limites. Bruno fait donc éclater la sphère des fixes : « hé, les hommes, il y a autre chose derrière ! » Il suggère même que l'univers contient DES mondes, chaque étoile étant un soleil avec peut-être d'autres Terres autour. C'en est trop pour l'Eglise, qu'à l'époque il ne fallait pas trop pousser dans les orties -nous sommes en pleines guerres de religions. Bruno est arrêté en 1593, amené à Rome et brûlé en 1600. Pour lui apprendre à trop s'approcher des étoiles !

## Bruno n'a pas brûlé pour des prunes

Pendant que Bruno enflamme l'Italie, un bourgeois danois se fait offrir une île de la Baltique par son roi Frederik II et y construit le plus grand observatoire d'Europe. Il s'appelle Tycho Brahé, son île Hveen et son observatoire Uraniborg. Pendant vingt ans, Brahé observe les astres (toujours à l'œil nu, ne l'oublions pas) dont il note toutes les positions nuit après nuit. Un vrai fanatique de la précision et de la rigueur, au point qu'il fut incapable de choisir quel astre placer au centre de l'univers : ni la Terre ni le Soleil.

Il opta donc pour un système géo-héliocentrique, dans lequel la Terre est au centre, la Lune et le Soleil lui tournent autour, mais les autres astres font la ronde autour du Soleil. Un système bâtard qui lui évita des soucis avec l'Eglise mais qui ne l'empêcha pas de se faire virer du Danemark par Christian IV, fils et successeur de Frederik II. En 1597, Brahé se réfugia donc à Prague. Un exil qui se révéla fructueux, puisque Brahé fit en Bohême la rencontre de l'Allemand Johannes Kepler.

Les deux savants comparent leurs théories, Brahé avec son système hybride contre Kepler partisan à 100% de l'héliocentrisme de Copernic. Brahé propose à Kepler, féru de maths, de se pencher sur un de ses problèmes insolubles : la trajectoire de Mars refuse obstinément de rentrer dans son système d'orbites circulaires. Kepler relève le défi, pensant rendre sa copie en quelques jours. Il ne lui faudra que... neuf ans ! Au terme desquels il est convaincu que les orbites des astres ne sont pas circulaires mais elliptiques. Résultat publié en 1609 dans « Astronomie Nouvelle », où Kepler énonce deux des trois lois qui l'ont rendu célèbre.

## Les 400 ans de la lunette

1609, nous y voilà ! Alors que Kepler fait le zouave en Bohême, un Italien fait à nouveau des siennes. La lunette a été inventée il y a quelques mois en Hollande et les militaires s'en servent pour espionner l'ennemi de loin. Mais Galilée est curieux et décide de la pointer

vers le ciel. Il se confectionne une première lunette, qui ne grossit que trois fois, c'est-à-dire presque rien. Mais déjà, cela lui permet de bien voir la Lune, sa rondeur et... ses cratères. Oui, la Lune est bosselée, les taches sombres à sa surface sont en fait des trous et des montagnes. La tradition la croyait divine et parfaite. La tradition avait tort.

De 1609 à 1611, Galilée s'use la rétine à scruter le ciel, découvrant à l'œil de sa lunette des merveilles jusque là inconnues : des satellites de Jupiter, les phases de Vénus et leur ressemblance avec celles de la Lune, des milliers d'étoiles dans les constellations d'Orion, des Pléiades et jusque dans la Voie Lactée. Et même les anneaux de Saturne, qu'il prend pour deux petits satellites.

En 1611, Galilée accède à la gloire. Il est reçu par un Pape fier de ce citoyen découvreur de nouvelles beautés créatures de Dieu.

Mais en 1613 il fait l'observation de trop. Il tourne sa lunette vers le Soleil, et y voit des taches qui en plus se déplacent. Pour lui c'est incontestable : le Soleil tourne sur lui-même et il est grêlé d'imperfections. Pour l'Eglise, c'est la goutte d'eau qui fait déborder le bénitier. En 1616 l'héliocentrisme est interdit, Copernic mis à l'Index et Galilée doit se calmer.

Jusqu'en 1632 où il obtient l'autorisation du pape Urbain VIII de publier un livre sur le géocentrisme et l'héliocentrisme, à condition qu'à la fin ce soit la Terre au centre qui l'emporte. Mais Galilée n'en fait qu'à sa tête et vante les mérites de l'héliocentrisme. Punition immédiate, il est arrêté en 1633, se résout à abjurer ses convictions pour sauver sa peau mais est condamné à la résidence surveillée jusqu'à sa mort, en 1642.

La révolution n'en était pas moins en marche. L'univers s'était éclairci, l'esprit des hommes également. Il ne restait qu'à poursuivre. Ce ne fut pourtant qu'en 1822 que l'Eglise accepta de voir la Terre tourner sur elle-même et autour du Soleil. En 1992, le pape Jean Paul II prononçait le mea culpa officiel et réhabilitait Galilée. L'érection d'une statue du savant fut même prévue dans les jardins du Vatican. Mais vous savez quoi ? Début février, Benoît XVI a annulé le projet. Copernic et Galilée, une révolution... Oui. Mais apparemment, elle n'est pas encore achevée !

---

## Quand Benoît XVI écrivait dans une revue facho (10.04)

**Rue89 - 08.04** Janvier 2009. Karl Öllinger, un député écologiste autrichien qui s'est spécialisé dans le combat contre l'extrême droite florissante dans son pays, tombe sur un hors-série de la revue Die Aula, paru à l'occasion du 150e anniversaire de la révolution allemande de 1848.

Au milieu des affabulations de négationnistes de députés d'extrême droite et de membres du parti néonazi allemand NDP, il tombe - éberlué - sur un texte signé du cardinal Ratzinger et intitulé « Freiheit und Wahrheit » (« Liberté et Vérité »).

En fait, une charge virulente contre les libertés individuelles et le système démocratique, qui aujourd'hui encore, peut être consultée à Vienne, au Centre de documentation et d'archives sur la résistance (DÖW), un organisme chargé de surveiller les mouvements extrémistes.

### Embarras de l'Eglise

Dans un premier temps, le diocèse de Vienne a affirmé que le cardinal Ratzinger n'a jamais donné son feu vert pour une publication dans Die Aula : « Liberté et Vérité » était en fait un vieux texte datant de 1995, publié pour la première fois dans une revue chrétienne conservatrice.

Pas de bol, celui qui avait à l'époque négocié la publication avec le secrétaire du cardinal a gardé tous les échanges de leurs lettres : le cardinal a bel et bien, à l'époque, donné son accord par écrit pour une reproduction.

Aujourd'hui encore, les milieux extrémistes germaniques considèrent Benoît XVI comme l'un des leurs et se flattent que le souverain ait publié dans leur revue. Le hors-série est d'ailleurs en vente sur Internet !

### Die Aula défend les négationnistes

Cette information éclaire d'un jour nouveau le tournant idéologique du Vatican depuis que Benoît XVI a été nommé pape. L'homme, bavarois de naissance, peut en effet difficilement expliquer aujourd'hui n'avoir pas su ce qu'était Die Aula en 1998, la revue étant publiée en langue allemande. Elle soutenait alors clairement l'ascension de Jörg Haider et sa triste notoriété dépassait les frontières de la petite Autriche.

Die Aula défend les négationnistes et ceux qu'elle nomme les « victimes de la liberté d'expression », à savoir les hommes politiques d'extrême droite qui sont condamnés pour offense à l'islam. Elle critique les lois qui répriment les propos révisionnistes, flirte très souvent

avec l'antisémitisme et tente de réécrire l'histoire récente de l'Autriche. Lors de la nomination de Benoît XVI, elle avait bruyamment fait part de sa joie.

## **85 % des cliniques et hôpitaux ne pourront plus opérer certains cancers (16.04)**

**Lepoint.fr - 15.04** D'ici mai 2011, 786 hôpitaux et cliniques sur les 920 pratiquant la chirurgie des cancers devraient cesser toute ou partie de leur activité. Oubliés, ces établissements qui opéraient seulement quelques tumeurs malignes chaque année, avec pour conséquence cette redoutable "perte de chance" pour les patients.

En exclusivité, Le Point a choisi de publier les listes de ces structures de soins qui, à ce jour, n'atteignent pas les seuils minimums d'activité fixés par un décret ainsi que par un arrêté officiels.

Ces documents, que ni le ministère de la Santé ni l'Institut national du cancer (Inca) n'ont l'intention de rendre publics dans l'immédiat, ont été bâtis à partir des données statistiques d'activité du PMSI (1) pour les trois dernières années disponibles (2005, 2006 et 2007). Six types de cancer sont concernés par ces seuils d'activité impératifs : les cancers digestifs, du sein, du poumon et du thorax, urologiques, gynécologiques et ORL.

Lepoint.fr publie ci-dessous les listes des hôpitaux et cliniques concernés pour les quatre premiers cancers cités. Ainsi, 306 hôpitaux et cliniques devraient arrêter la chirurgie des cancers du sein (soit 37 % des établissements la pratiquant), 199 la chirurgie cancéreuse digestive (23 % des établissements), 188 les opérations des cancers du poumon et du thorax (63 % des établissements) et 195 hôpitaux et cliniques celles des tumeurs urologiques (31 % des établissements).

"Une véritable révolution"

"L'application de seuils minima d'activité est une véritable révolution", estime le professeur Dominique Maraninchi, président de l'Inca et maître d'oeuvre de ce grand nettoyage. Ce cancérologue de renom applique ainsi l'une des mesures phares du Plan cancer lancé en 2003 par le président Jacques Chirac. Objectif : permettre à tous les patients d'avoir accès à des soins de qualité, alors que l'on constate des pratiques extrêmement disparates d'un établissement à l'autre, source de graves inégalités pour la chance de guérison des malades.

L'Inca, les spécialistes et les associations de malades comme la Ligue nationale de lutte contre le cancer se basent sur une évidence : "On ne fait bien que ce que l'on fait souvent, une pratique chirurgicale suffisante et régulière est nécessaire à une équipe pour assurer une prise en charge efficace." C'est forts de ce précepte que des seuils minimums annuels d'activité en chirurgie des cancers par établissement ont été officiellement établis en 2007, après plusieurs années d'âpres négociations. Deux ans plus tard, malgré les réticences de certains lobbies, la machine est enfin en marche.

Une activité minimale de 20 ou 30 interventions par an

Concrètement, tous les établissements de soins (hôpitaux, centres hospitaliers universitaires (CHU), cliniques privées) remplissent actuellement un "dossier promoteur" à destination de l'Agence régionale de l'hospitalisation (ARH) dont ils dépendent, afin d'obtenir la précieuse "autorisation d'activité de soins de traitement du cancer". Les établissements doivent répondre à de nombreuses conditions en termes d'organisation, de personnel et d'équipement, mais ils doivent surtout réaliser, selon l'arrêté du 29 mars 2007, "une activité minimale annuelle de 30 interventions par an pour la chirurgie des cancers du sein, digestifs, urologiques et thoraciques, et de 20 interventions par an pour la chirurgie des cancers gynécologiques, ORL et maxillo-faciale". Une période intermédiaire est toutefois prévue par la loi. Sur les trois dernières années d'activité (2006, 2007, 2008), les établissements doivent atteindre 80 % au minimum des seuils d'activité, et bénéficient de 18 mois de mise en conformité pour atteindre les 100 %.

17.000 patients concernés

Le professeur Alain Grunfeld, qui vient de remettre au président de la République des propositions d'action pour la réalisation d'un nouveau Plan cancer, "souscrit totalement à cette politique de seuil minimum d'activité" et estime que c'est "un gain pour la qualité des soins qu'il faudra évaluer d'ici quelques années". "Près de 17.000 patients sont opérés en moyenne chaque année dans ces établissements, 57 % dans le privé, 43 % dans le public. Sans doute auraient-ils apprécié de connaître le niveau d'activité de l'établissement auquel ils se sont confiés, avant d'accepter de s'y faire opérer..."

(1) PMSI : Programme de médicalisation des systèmes d'information, base de données regroupant sous forme informatique et anonyme l'ensemble des dossiers médicaux des hospitalisés, une année donnée.

Voici la liste des hôpitaux et cliniques qui ne pourront plus opérer certains cancers :

CANCERS DIGESTIFS (PARIS-ÎLE-DE-FRANCE)

CANCERS DIGESTIFS (PROVINCE / DOM-TOM)

CANCERS UROLOGIQUES (PARIS-ÎLE-DE-FRANCE)

CANCERS UROLOGIQUES (PROVINCE / DOM-TOM)

CANCERS DU SEIN (PARIS-ÎLE-DE-FRANCE)

CANCERS DU SEIN (PROVINCE / DOM-TOM)

CANCERS DU POUMON ET DU THORAX (PARIS-ÎLE-DE-FRANCE)

CANCERS DU POUMON ET DU THORAX (PROVINCE / DOM-TOM)

[Journalistes au Point , les auteurs de cet article, Philippe Houdart, François Malye et Jérôme Vincent, viennent de sortir Le Livre noir des hôpitaux (Calmann-Lévy, 262 pages, 18 euros).

---

### **Près de six Français sur dix contre les quotas de reconduite aux frontières, selon un sondage (18.04)**

**AP - 17.04** Près de six Français sur dix (59%) rejettent l'instauration d'objectifs chiffrés de reconduite aux frontières des clandestins et les trois quarts (77%) se disent opposés à des sanctions contre des Français qui aident des personnes entrées illégalement en France, selon un sondage Ifop pour le mensuel "Acteurs Publics", rendu public vendredi.

Cinquante-neuf pour cent des personnes interrogées se disent "pas favorable" à l'instauration d'objectifs chiffrés en matière d'expulsion pour lutter contre l'immigration clandestine. Cette opposition atteint 80% chez les professions libérales et cadres supérieurs et 75% chez les sympathisants de gauche et les personnes vivant dans une commune accueillant plus de 9% d'étrangers hors Union européenne. A l'inverse, 64% des sympathisants de droite se disent favorables aux quotas.

A la question de savoir s'il faut sanctionner les Français qui viennent en aide aux clandestins, 77% des sondés répondent "non". Plus d'un sur deux (54%) répond même "non, pas du tout". Près de neuf sympathisants de gauche (89%) sur dix y sont opposés, tandis que seulement 37% des sympathisants de droite y sont favorables.

Aucune catégorie interrogée ne soutient majoritairement d'éventuelles sanctions contre des Français venant en aide aux immigrés clandestins, à l'exception des sympathisants du Front National qui sont 65% à y être favorables.

- sondage réalisé par téléphone les 9 et 10 avril auprès d'un échantillon national représentatif de 958 personnes âgées de 18 ans et plus, selon la méthode des quotas.

---

### **Le débit de nombreux fleuves décline dans le monde, selon une étude (22.04)**

**AP - 21.04** Le débit des plus grands fleuves de la planète a baissé en un demi-siècle, montre une étude de 925 cours d'eau majeurs à paraître dans la revue de la Société américaine de météorologie "Journal of Climate".

L'étude qui porte sur la période 1948-2004 montre un déclin global du débit des fleuves. La baisse du volume de l'eau douce s'écoulant dans l'océan Pacifique représente par exemple l'équivalent du fleuve Mississippi.

La seule région à connaître une tendance inverse est l'Arctique, où le réchauffement climatique accroît la fonte des neiges et des glaces, explique le principal auteur de l'étude, Aiguo Dai, du Centre national américain pour la recherche atmosphérique.

"Les ressources en eau douce vont probablement décliner au cours des décennies à venir dans de nombreuses régions densément peuplées à des latitudes moyennes et basses, essentiellement à cause des changements climatiques", précise-t-il. "La disparition rapide des glaciers de montagne sur le plateau tibétain et dans d'autres régions aggraveront les choses."

"Alors que le climat va inévitablement continuer à changer dans les prochaines décennies, nous verrons probablement des impacts plus grands sur de nombreux fleuves et ressources en eau", renchérit Kevin Trenberth, co-auteur de l'étude.

M. Dai insiste sur le changement climatique comme cause majeure de ces changements, même si d'autres facteurs interviennent également, comme les barrages et le détournement de l'eau pour l'agriculture et l'industrie. "Des changements à long terme dans le débit (des fleuves) devraient être une préoccupation majeure durant la période de réchauffement de la planète", affirme-t-il.

Pour nombre de grands fleuves, "les effets des activités humaines sur le débit annuel sont probablement faibles comparés à ceux des variations du climat entre 1948 et 2004", écrivent les chercheurs.

Plusieurs fleuves dont le débit a baissé se trouvent dans des régions très peuplées, comme le Huang He (fleuve Jaune) dans le nord de la Chine, le Gange en Inde, le Niger en Afrique occidentale et le Colorado dans l'ouest des Etats-Unis. A l'inverse, les zones proches de l'Arctique où les cours d'eau sont plus importants sont peu peuplées.

Les chercheurs ont découvert des variations considérables d'une année sur l'autre dans le débit de nombreux fleuves, mais la tendance générale sur la période analysée révèle une baisse des rejets d'eau douce dans l'océan Pacifique d'environ 6%, soit 526 kilomètres cubes d'eau.

L'écoulement annuel d'eau douce dans l'océan Indien a de son côté reculé de 3% (140 kilomètres cubes). Par comparaison, ce chiffre a augmenté de 10% (460 kilomètres cubes) dans l'océan Arctique. En revanche, peu de changements ont été constatés pour l'Atlantique, des hausses de débit du Mississippi et du Parana étant compensées par des baisses de l'Amazone.

Aux Etats-Unis, le débit du Mississippi a augmenté de 22% en un demi-siècle en raison d'une augmentation des précipitations dans la région du Midwest. En revanche, celui du fleuve Columbia a décliné de 14%, à cause notamment d'une baisse des pluies et d'un accroissement de la consommation d'eau.

Parmi les grands fleuves dont le débit a baissé figurent l'Amazone, le Congo, le Yangtsé, le Mékong, le Gange, l'Irrawaddy, l'Amour, le Mackenzie, le Xi Jiang, le Columbia et le Niger. Le déclin du Niger dans les années 1970 et 80 en particulier est lié à la sécheresse dans la région du Sahel, précise l'étude. En outre, le phénomène climatique El Nino, qui refroidit régulièrement les eaux de surface dans le Pacifique, a provoqué une baisse du débit de l'Amazone et une hausse de celui du Mississippi lorsqu'il était à l'oeuvre.

---

## **Découverte de la planète la moins massive hors du système solaire (22.04)**

**AP - 21.04** Une équipe d'astronomes franco-suisse-portugaise a annoncé mardi la découverte de l'exoplanète -située en dehors du système solaire- de plus petite masse encore jamais mise en évidence autour d'une étoile.

Selon un communiqué conjoint de l'Organisation européenne pour la recherche astronomique dans l'Hémisphère Sud (ESO), l'Institut national des sciences de l'Univers (INSU) et le Centre national de la recherche scientifique (CNRS), cette exoplanète est dénommée G1581e.

Cette planète a une masse seulement deux fois supérieure à celle de la Terre. Elle orbite en 3,15 jours autour de son étoile: Gliese 581. La majorité des planètes extrasolaires découvertes aujourd'hui sont des planètes géantes, plus de 100 fois plus massives que la Terre, essentiellement constituées de gaz comme Jupiter.

"Un nouveau pas vient d'être franchi avec la découverte de G1581e, une exoplanète de seulement deux fois la masse de la Terre. Elle orbite autour de la naine rouge Gl 581 qui fait le tiers de la masse du Soleil et est située à 20 années-lumière de nous", explique le communiqué.

Trois planètes étaient déjà connues autour de cette étoile, respectivement de 16, de cinq et de sept fois la masse de la Terre. Les scientifiques européens qui avaient découvert ce système ont continué à le scruter de manière intensive avec le spectrographe HARPS situé sur le télescope de 3,6m de l'ESO à l'Observatoire de La Silla, au Chili.

C'est ainsi que la petite dernière s'est révélée ; elle est la plus interne du système orbitant en seulement 3,15 jours et est surchauffée par la proximité de son étoile. La découverte a été annoncée mardi à l'occasion de la semaine européenne de l'Astronomie et des Sciences Spatiales à l'université de Hertfordshire à Hatfield, en Grande-Bretagne.

## Les consommateurs bouddent les grandes surfaces (25.04)

**Le Monde - 24.04** Viande, plats cuisinés, bijoux, réfrigérateurs, essence ou téléviseurs... la crise oblige les Français à serrer leur budget. Même si la consommation des ménages a rebondi en mars de 1,1 %, selon les chiffres publiés, vendredi 24 avril, par l'Insee, les grandes enseignes de distribution ont souffert au premier trimestre.

Qu'il s'agisse de la Fnac pour les produits culturels, de Conforama pour l'équipement de la maison, mais aussi de l'alimentation chez Carrefour, Casino ou encore Franprix, Leaderprice ou Monoprix, tous ont vu leurs ventes, au mieux stagner, au pire reculer, parfois de plus de 10 %, alors que jusque-là elles résistaient.

La plupart des distributeurs relativisent cette baisse, qu'ils attribuent à un calendrier défavorable et à la chute vertigineuse des prix de l'essence, qui ont mécaniquement fait fondre une partie de leurs revenus. Mais, sur le terrain, "on voit bien que le contexte est mauvais", indique Eric Etienne, patron de l'hypermarché Leclerc à Vitry-sur-Seine, qui se dit "très stressé". "La France va mal", constate-t-il.

Son magasin a été relativement épargné en ce début d'année. Ses ventes ont même progressé de 2 % au premier trimestre. "Mais, chez nos concurrents, la baisse des ventes dépasse 10 %, note M. Etienne. Les consommateurs sont angoissés, ils font plus attention. On s'en sort mieux que les autres, mais on n'a pas de gras : la moindre erreur et l'on peut, nous aussi, flancher."

Gilles Floquart, directeur de deux magasins Intermarché, à Ludres et à Jarville, à proximité de Nancy, décrit une situation tout aussi délicate. "La fréquentation augmente, mais le panier moyen est en baisse", constate-t-il.

Pour éviter de voir leur chiffre d'affaires s'effondrer, les distributeurs se battent férocement les uns contre les autres. A défaut de faire consommer plus, ils tentent de dérober des clients à la concurrence en étant les plus attractifs, les moins chers. "On n'en est peut-être qu'au début de la crise", s'inquiète M. Floquart.

La déprime des consommateurs n'est pas tout à fait une surprise. Elle s'explique, en premier lieu, par la progression spectaculaire et rapide du chômage. Mécaniquement, les Français qui ont perdu leur emploi consomment moins tandis que les autres, inquiets de subir le même sort, préfèrent épargner, par précaution, plutôt que de dépenser. Aujourd'hui, les Français mettent de côté 16 % de leurs revenus, contre 13 à 14 % en moyenne. "C'est typique lors de récessions", rappelle Nicolas Bouzou, directeur de la société de prévision Asteres, qui prédit une baisse de la consommation de 1 % cette année.

Selon lui, la France n'est toutefois pas la plus à plaindre. Grâce à une couverture sociale efficace, le phénomène est, en partie, amorti. "Dans des pays anglo-saxons moins protecteurs, le recul de la consommation atteint 2 %, 3 % voire 4 %", signale M. Bouzou.

En théorie, ce soutien aux revenus devrait même empêcher à la consommation de s'affaïsser. De fait, statistiquement, le pouvoir d'achat des ménages n'a pas reculé. Il a même augmenté de 1 % en 2008 et devrait croître cette année de 0,7 à 0,8 % grâce à la baisse généralisée des prix, et notamment de l'énergie. Mais cela ne suffit pas à inciter à la dépense. "Si, sur votre fiche de paie, vous avez le même revenu et que les prix baissent, vous n'avez pas le sentiment d'être plus riche", signale Alexander Law, économiste au cabinet d'études Xerfi, qui relève la dimension "psychologique" de cette crise de la consommation.

Cette part d'irrationnel est d'autant plus frappante que, "pour la première fois, on constate une baisse en volume des dépenses alimentaires", note M. Law. C'est très étonnant". En période de récession, il est en effet usuel de reporter les achats dits discrétionnaires, qui ne sont pas indispensables comme l'électroménager. Mais, même dans les périodes difficiles, le budget alimentaire est préservé.

### EVITER LES HYPERMARCHÉS

Avec cette crise, les Français mangent-ils donc moins ? La réponse est non. Pour Robert Rochefort, directeur du Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (Credoc), cette situation inédite illustre plutôt une modification radicale des habitudes de consommation. Les Français ne consomment pas moins, mais différemment. "Au lieu de manger des céréales sophistiquées le matin, on achète une baguette de pain", observe-t-il. Selon M. Rochefort, ces changements, et parfois ces petits sacrifices de la vie courante, traduisent aussi "un désir de vengeance" de la part des consommateurs. Les Français jugent cette crise injuste, et refusent qu'elle enrichisse les grands groupes de distribution cotés au CAC40. Cela les incite à "consommer maigre" et à éviter les hypermarchés, "temples de la consommation", leur préférant les épiceries ou les marchés de quartier. Un réflexe qui semble paradoxal, alors que ces commerces sont souvent plus chers que les grandes surfaces.

Ces nouvelles habitudes mettront du temps à disparaître, même après la reprise. Et pour M. Rochefort, cette crise pourrait même signer "la fin de l'ère de l'hyper-consommation", dominante depuis les années 1970.

Complément.

Les grandes enseignes sont déjà touchées.

## Casino.

Le chiffre d'affaires a baissé de 5,6 % au premier trimestre, avec un recul de l'alimentaire de 7,4 %. Les hypermarchés du groupe chutent, eux, de - 13,3 %.

## Carrefour.

Les ventes ont reculé de 5,1 % au premier trimestre. La branche supermarchés est la plus touchée (- 8 %), devant le discompte (- 7,2 %) et les hypermarchés (- 4,2 %).

---

## **Maïs Monsanto : l'Afrique du Sud récolte des champs stériles (27.04)**

**Rue89 - 26.04** Les fermiers de trois provinces sud africaines ont eu la désagréable surprise de découvrir des dizaines de milliers de plants de maïs stériles dans leurs champs. Le phénomène, qui s'étend sur 82 000 hectares, touche trois variétés différentes de semences achetées à la firme Monsanto. En apparence, les plantes sont en bonnes santé : ni malformation ni maladies ni parasite. Mais elles ne produisent pas ou peu de graines.

Sur le blog officiel de la compagnie, Kobus Lindeque, le directeur de la région sud-africaine de Monsanto Afrique, invoque une mauvaise fertilisation des graines :

« Les variations dans la pollinisation ne sont pas rares et peuvent être influencé par des facteurs comme la météo ou les pratiques agronomiques. Dans certains cas, comme celui-ci, les méthodes de production de semences peuvent également contribuer à réduire la pollinisation. »

Marie-Monique Robin, réalisatrice du documentaire « Le Monde selon Monsanto » met en doute ces affirmations. Le même problème frappant trois variétés différentes de maïs, elle considère qu'il est illusoire de croire qu'il s'agit d'une erreur dans le processus de pollinisation. Pour la journaliste, c'est dans la modification génétique de la plante elle-même qu'il faut chercher :

« La modification génétique des plantes les fragilise. Pour les rendre plus productive, on les force à développer des capacités qu'elles n'ont pas naturellement. Elles deviennent plus fragiles, moins résistantes à l'environnement extérieur. »

Sur 1 000 paysans ayant utilisé les semences de Monsanto, 280 déclarent avoir subi des pertes. La firme s'est engagée à indemniser chacun des fermiers concernés dans un délai de deux mois. Cependant, alors que l'association African Center for Biosafety évoque des cultures touchées à près de 80%, sur son blog, la firme parle d'une pollinisation réussie à plus de 90%.

Pour Benjamin Sourice, le coordinateur du collectif Combat Monsanto, cet épisode illustre les dangers des semences OGM fabriquée par firmes comme Monsanto pour la souveraineté alimentaire des Etats :

« Ce qui s'est passé en Afrique du Sud est une illustration de ce que dénonce le collectif. Si on confie la production de semences à des multinationales, on leur donne un contrôle sur la nourriture et sur la souveraineté alimentaire des Etats. »

---

## **La Gloria, le village mexicain d'où tout serait parti (03.05)**

**Libération.fr - 02.05** Embarrassé par la découverte sur son sol d'un nouveau virus qui met la planète au bord d'une pandémie, le Mexique tente de se débarrasser de l'encombrante étiquette de « foyer » de la grippe A. Pour se départir de leur éventuelle responsabilité dans la propagation du virus rebaptisé A-H1N1, les autorités mexicaines tentent, en vain jusqu'à présent, d'en identifier l'origine.

Une hypothèse revient avec insistance. Il s'agit d'une ferme d'élevage de 40 000 porcs et 500 000 porcelets située dans l'Etat de Veracruz (est), propriété de Smithfield, une multinationale américaine dont les pratiques en matière d'hygiène sont décriées depuis belle lurette. En mars, dans le village de La Gloria, voisin de l'exploitation, une étrange épidémie de maladies respiratoires a touché plus de 500 personnes sur les 3 000 qui peuplent le lieu.

Les habitants n'ont pas l'ombre d'un doute sur la cause du mal qui les afflige : les carcasses des porcs sacrifiés, qui s'oxydent à l'air libre dans des lagunes pestilentielles, d'où partent des nuées de mouches transportées jusqu'à La Gloria par un vent omniprésent. Deux bébés

sont morts, l'un à la mi-mars, l'autre à la mi-avril, de pseudo «pneumonies». Le prestigieux organisme américain de conseil en biovigilance, Veratect, qui traque l'apparition d'épidémies sur toute la planète, affirme sur son site Internet qu'il avait détecté, dès le 30 mars, une explosion de maladies respiratoires inhabituelles au Mexique, et qu'il avait donné l'alerte auprès de l'OMS dès le 6 avril. A cette époque, les autorités de l'Etat de Veracruz s'efforçaient de minimiser l'ampleur de l'épidémie, décrite comme «une bête grippe». C'est beaucoup plus tard, le 26 avril, qu'on apprend que le premier cas de personne infectée par le A-H1N1 au Mexique est un enfant de 4 ans, tombé malade le 20 mars mais aujourd'hui guéri, et non pas une femme décédée à Oaxaca (sud) le 13 avril, comme l'avait jusqu'alors laissé croire le gouvernement. L'enfant est originaire de La Gloria.

Eurasiatique. «Nous n'écartons pas l'hypothèse que La Gloria soit un foyer», affirme aujourd'hui Miguel Angel Lezana, directeur du Centre national de surveillance épidémiologique, alors que le ministre mexicain de la Santé s'est évertué à nier cette éventualité au cours des derniers jours. Mais la piste est presque trop parfaite : s'il a pu naître dans ce village, «il est hautement improbable que le virus provienne des porcs locaux», ajoute Lezana. D'abord, parce que le segment du virus qui correspond au porc (on sait qu'il s'agit d'un virus qui comprend trois parties : aviaire, porcine et humaine) est d'origine eurasiatique. Il est donc douteux qu'il ait été transmis par des porcs mexicains. Ensuite, au Mexique comme ailleurs, les spécialistes s'échinent à expliquer que, malgré son appellation de «grippe porcine», la contagion se produit d'humain à humain, et rien n'indique jusqu'à présent que le virus a été transmis par un porc. La mutation a pu s'effectuer chez l'homme.

Un mal étrange. Il y a un homme, en particulier, qui intéresse les autorités mexicaines. Originaire du Bangladesh, il vivait depuis six mois à Mexico, où il travaillait comme vendeur ambulancier. L'homme est évoqué au passé, car il figure sur la liste des huit morts officiellement attribuées au A-H1N1 au Mexique. Peu avant de tomber malade, il avait retrouvé son frère à Mérida, dans le sud du pays. Ce dernier était alors atteint d'un mal étrange, mais il a quitté le pays avant que son frère ne présente les symptômes du fameux virus. Les autorités mexicaines tentent de retrouver sa trace via leurs services consulaires. «Il est possible que ce virus ait circulé dans d'autres régions du monde et ait tué des gens auparavant», explique le docteur Lezana, avant d'ajouter qu'«on ne peut blâmer un pays, ou ses autorités, pour un réassortiment de gènes débouchant sur un virus mortel». La piste des mystérieux Bangladais servirait-elle à détourner l'attention des éventuelles défaillances des autorités sanitaires mexicaines ?

---

## Près de huit millions de personnes pauvres en France, selon l'INSEE (06.05)

**AP - 06.05** Environ 7,9 millions de personnes vivaient en dessous du seuil de pauvreté en France en 2006, soit 13,2% de la population, selon une étude de l'INSEE parue mercredi. En 2004, rappelle l'Institut national de la statistique et des études économiques, ce taux était de 11,7%, soit près de sept millions de personnes.

L'INSEE rappelle qu'en 2006, une personne vivant seule était qualifiée de pauvre quand son revenu disponible était inférieur à 880 euros par mois et à 1.320 euros pour un couple sans enfant.

Près d'un tiers des personnes vivant au sein d'une famille monoparentale (30,3%) étaient confrontées à la pauvreté, soit une proportion 2,3 fois plus importante que dans l'ensemble de la population. Cela représentait plus de 1,6 million de personnes vivant sous le seuil de pauvreté. A noter que les familles monoparentales sont le plus souvent constituées d'une mère et de ses enfants (85% des cas).

A l'inverse, les ménages les moins touchés par la pauvreté étaient les couples sans enfant: seuls 6,4% des personnes en couple sans enfant étaient dans ce cas.

Dans cette étude intitulée "Inégalités de niveau de vie et mesures de pauvreté en 2006", l'INSEE note qu'au cours des dix dernières années, la baisse de la pauvreté a plutôt bénéficié aux familles nombreuses (couples ayant trois enfants ou plus), dont le taux de pauvreté a diminué de l'ordre de cinq points, alors que la situation des personnes seules et des familles monoparentales a peu évolué.

L'emploi reste une protection contre la pauvreté, observe aussi l'INSEE. Ainsi, en 2006, 9,8% des personnes actives, au sens du Bureau international du travail (BIT), c'est-à-dire occupant un emploi ou en cherchant un, avaient un niveau inférieur au seuil de pauvreté, alors que 15% des inactifs étaient dans cette situation.

Près d'un retraité sur dix (9,6%) avait un niveau inférieur au seuil de pauvreté, ce qui représentait 1,2 million de personnes. Les taux de pauvreté des enfants et des étudiants vivant chez leurs parents étaient élevés, respectivement 17,7% et 18,2%.

L'INSEE souligne par ailleurs qu'en 2006, le niveau de vie était globalement croissant avec l'âge jusqu'à 59 ans, puis décroissant. A partir de 50 ans, la taille des ménages commence à se réduire avec le départ des enfants qui ont grandi, et le niveau de vie moyen est ainsi maximum pour la tranche d'âge 55-59 ans. Après 60 ans, le revenu est principalement composé de pensions et retraites, qui sont inférieures aux revenus d'activité de la période précédente.

Selon l'Institut national de la statistique et des études économiques, les générations n'ont toutefois pas toutes au même âge des niveaux de

vie équivalents. Si les générations nées avant 1950 ont, à chaque âge, un niveau de vie supérieur à celui de leurs aînées, ce n'est plus le cas pour les générations suivantes.

L'INSEE observe par ailleurs qu'en 2006, le niveau de vie médian, qui partage la population en deux parties égales, était de 17.600 euros, soit 1.470 euros mensuels. Le niveau de vie des 10% de personnes les plus aisées était 3,4 fois supérieur à celui des 10% des personnes les plus modestes.

---

## **Record de dossiers de surendettement en mars, selon la Banque de France (06.05)**

**La Tribune - 04.05** Avec la crise, le nombre de dossiers de surendettement est en forte augmentation en France, atteignant 21.747 en mars.

Le nombre de dossiers de surendettement déposés auprès de la Banque de France a atteint 21.747 en mars, selon le baromètre du surendettement publié ce lundi par l'établissement, ce qui constitue un nouveau record. Dès février, le nombre de dossiers avait déjà dépassé la barre des 20.000, pour la première fois depuis mars 2004. Sur les trois premiers mois de l'année, 58.188 dossiers ont été déposés.

Le nombre de dossiers déposés en mars est le plus important depuis 1990, date de création des commissions de surendettement. Le niveau de mars dernier est en augmentation de 30% par rapport au chiffre publié pour mars 2008.

Administratrice au sein de l'association UFC-Que Choisir, Nicole Pérez, citée par l'AFP 5Agence France Presse), fait état d'une augmentation du nombre de retraités, de jeunes et de "petits salaires" parmi les dossiers soumis aux commissions. "On ne voit plus de belles voitures et d'écrans plats, mais des gens qui ont du mal à joindre les deux bouts", résume-t-elle.

De son côté, Nicole Chupin, bénévole à la Confédération du logement, de la consommation, et du cadre de vie (CLCV) et membre d'une commission de surendettement, évoque également l'accroissement du travail à temps partiel comme cause des difficultés financières des ménages ou des particuliers.

En 2008, la Banque de France a enregistré 188.485 dépôts de dossiers, un record, dont 158.940 ont été jugés recevables. Le nombre de dossiers est resté stable ces cinq dernières années, évoluant entre 188.176 en 2004 et 188.485 en 2008.

Stabilisé depuis février 2007, le nombre de ménages surendettés en cours de désendettement est en forte augmentation depuis début 2009 et a atteint 726.282 en mars.

La ministre de l'Economie, Christine Lagarde, a présenté le 22 avril un projet de loi encadrant le crédit à la consommation, afin notamment de mieux prévenir le surendettement des ménages. La réforme vise particulièrement le crédit renouvelable ou "revolving", une réserve d'argent qui se renouvelle au fil des remboursements, qui est présent dans 85% des dossiers de surendettement, selon une étude du cabinet Athling Management. Les ménages qui ont déposé de tels dossiers possèdent, en moyenne, cinq crédits renouvelables.

Le projet de loi encadre la publicité, en imposant des mentions obligatoires, ainsi que la distribution, en portant le délai de rétractation de 7 à 14 jours et en obligeant notamment les établissements de crédit à consulter le fichier des incidents de paiement. Le texte comprend également des dispositions sur le surendettement, notamment la réduction de six à trois mois du délai maximum pour qu'une commission de surendettement se prononce sur la recevabilité d'un dossier.

---

## **"Ici, tout est une lutte" (09.05)**

**Le Monde - 08.05** Le collège Jean-Perrin, situé non loin de la porte de Montreuil, dans le 20e arrondissement parisien, compte environ 400 élèves. Un établissement de taille modeste, ce qui devrait faciliter un fonctionnement serein. Mais voilà : plus rien n'est facile à Jean-Perrin. Pourtant, le collège ne présente aucun trait caractéristique des établissements défaillants. Il est dirigé par une principale appréciée et aucun problème n'est signalé du côté de l'équipe éducative. Mais les conseils de discipline s'y multiplient. Peut-on les éviter ? Ce serait nier la notion même de sanction. Alors, leur succession rythme l'année.

Le premier conseil, début octobre 2008, était motivé par des vols commis par un élève de 3e dans les vestiaires de sport. Un problème administratif est à l'origine du deuxième. Le troisième avait pour objet une tentative d'agression d'un autre élève de 3e, empêché par des témoins d'asséner un coup de chaise à un camarade. Le quatrième était lié à une agression physique sur une enseignante de français : un élève de 5e l'avait coincée contre le tableau, avant de lui jeter des craies à la figure.

Les cinquième et sixième conseils, à l'approche de Noël, étaient dus à une intrusion. Pour comprendre cette affaire, il faut savoir que Jean-Perrin compte deux conseillers principaux d'éducation (CPE), un homme et une femme. "La" CPE, voyant pénétrer dans l'établissement un élève exclu pour plusieurs jours, lui demande de sortir. L'élève refuse, la prend à partie et tente de lui donner un coup de poing, stoppé in extremis par "le" CPE. L'élève se retourne alors contre celui-ci, le bouscule puis le fait tomber en arrière en le saisissant par les cuisses. Un autre élève a répondu du fait d'avoir, lors du même incident, asséné des coups puis tenté d'étrangler un surveillant qui venait secourir le CPE.

Janvier commence avec un septième conseil, pour "menaces proférées par un élève à l'encontre de plusieurs adultes", dont la CPE, qui a porté plainte pour être protégée. Juste avant les vacances de février, deux élèves tentent de la pousser dans l'escalier, motivant les huitième et neuvième conseils de discipline, le 5 mars.

Enfin, le 20 mars, c'était le douzième conseil de discipline de l'année au collège Jean-Perrin. Le motif de comparution de l'élève ? Avoir frappé "délibérément" une jeune camarade avec une chaise et lui avoir cassé le bras. Outre cette affaire, deux autres élèves comparaissaient. L'un pour "manquements répétés au règlement intérieur et refus systématique de l'autorité des adultes", l'autre pour les mêmes motifs, ainsi que des "menaces et intimidations à l'encontre d'un professeur".

Combien d'exclusions définitives, au total ? Les délibérations sont secrètes. Mais chacun sait que les auteurs de violences graves n'y échappent généralement pas.

C'est dans ce contexte que, le 3 février, quand le collège est informé de sa dotation en heures d'enseignement pour la rentrée 2009, l'équipe se rebelle. "Avec une prévision de perte de 36 élèves, on nous retirait 38 heures de professeur par semaine, ce qui équivaut à la suppression d'une classe", expliquent Frédérique Bezançon et Jérôme Ferec, deux trentenaires professeurs d'histoire géographie et de sciences de la vie et de la terre (SVT), syndiqués au SNES. L'équipe dépose alors un préavis de grève pour le 3 mars et revendique un classement du collège en éducation prioritaire, "catégorie 5", un critère parisien indiquant un niveau maximal de difficulté en fonction de la composition sociale de l'effectif. Ce classement permettrait d'avoir davantage de professeurs et de surveillants pour encadrer les élèves.

La grève du 3 mars est suivie "à 100 %", rapporte Frédérique Bezançon. Le 5, une délégation de professeurs et de parents est reçue au rectorat par le responsable du second degré. "Il nous a dit qu'on avait déjà beaucoup de moyens pour un petit établissement et qu'une refonte des critères de classement à Paris était prévue pour 2010", résumant les enseignants. Leur interlocuteur leur promet néanmoins que les difficultés seront prises à leur "juste mesure"... pour la rentrée 2010.

Jean-Perrin est un collège aux multiples projets pédagogiques. On y étudie le latin et le grec ancien, et l'équipe "se démène", assure Jérôme Ferec. Pour expliquer cette dégradation, il souligne la disparition progressive de la mixité sociale. D'abord à cause d'une modification du secteur de recrutement du collège, intervenue il y a sept ans, et maintenant dans le cadre de la suppression de la carte scolaire, "parce que les dérogations se multiplient". C'est à ce dernier facteur qu'il attribue la différence entre les classes de 3e, où "subsiste encore un petit mélange", et cette 6e qui lui fait passer "sa pire heure dans la semaine". Selon Frédérique Bezançon, "une majorité d'élèves semble hors d'atteinte, hors d'état de comprendre ce que nous disons. Ils sont tout le temps dans le hurlement, le rapport de force, la recherche de la domination"...

Ce constat est confirmé par d'autres membres de l'équipe. Sur les six établissements qu'a connus Chloé, professeure d'anglais, "c'est de loin le plus dur". Clarisse, professeure de français, a connu cinq établissements. Et sa conclusion est la même : "Une heure de cours et t'es mort ! Tout est une lutte. Le silence, c'est une lutte. Le travail, c'est une lutte. Faire sortir une feuille, c'est une lutte."

---

## **Etienne Wasmer : "les politiques de lutte contre le chômage ne s'arrêtent pas au ministère du travail" (13.05)**

**Le Monde - 12.05** Eddie : Comment va évoluer le taux de chômage dans les prochains mois ? A quand le pic ?

Etienne Wasmer : La hausse du chômage est très forte. On vient de voir une hausse de 456 000 personnes depuis mars 2008, qui touche l'ensemble des catégories de travailleurs. Le nombre de chômeurs atteint les 2,5 millions, plus un million de personnes en sous-emploi, c'est-à-dire qui ont une activité réduite et veulent travailler plus. Et c'est une progression qui est très spectaculaire, qui fait penser par certains côtés à la récession de 1993 qui avait été assez brutale et avait conduit à des tensions sociales assez fortes.

Une chose notable dans la hausse des chiffres du chômage : la courbe du nombre de chômeurs hommes a rattrapé la courbe du nombre de chômeurs femmes en septembre 2008. Et cette hausse plus que proportionnelle du chômage des hommes se vérifie à la fois pour les moins de 25 ans et pour les hommes entre 25 et 49 ans, ce qui est une nouveauté par rapport aux récessions précédentes.

C'est quelque chose sur lequel il faut garder un œil attentif, car les travailleurs masculins entre 25 et 49 ans qui ont toujours été un peu mieux protégés du risque de chômage que les autres travailleurs sont maintenant touchés de plein fouet par la crise et il faut s'interroger sur ce que cela peut avoir comme conséquences sociales et sur le climat politique dans les mois et années à venir. Va-t-on avoir un pic ? Pour

l'instant, on voit surtout que la tendance est inversée, le chômage poursuit sa progression, et on ne voit pas encore de pic qui serait suivi d'une décrue, on est plutôt parti sur une tendance assez longue, liée à la baisse d'activité économique.

David Miodownik : Pouvez vous dresser un tableau des politiques de l'emploi n'ayant pas fonctionné lors de ces dernières années ?

Etienne Wasmer : Un bilan exhaustif serait trop ambitieux et dépasserait le cadre de ce chat. Il semblerait que la mesure la plus emblématique récente, le RSA, qui dans l'esprit est une mesure très intéressante, pour laquelle les expérimentations ont été plutôt décevantes, certains pensent que c'est à cause d'un manque de moyens de rendre le travail plus incitatif, ce qui est en soi une bonne chose. Mais si les moyens ne suffisent pas, les effets tarderont à se produire.

D'une manière plus générale, si on voulait unifier l'analyse de toutes les mesures du marché du travail, on peut se dire qu'il faut faire en sorte que le travail soit le plus attractif possible. Cela passe en priorité par des politiques de revenus et par un travail sur les conditions de travail elles-mêmes. Le stress au travail est très important en France par rapport à d'autres pays européens, et tout ce qui peut conduire à rendre le travail financièrement plus intéressant ira dans le bon sens.

On a parlé du RSA, qui vise à rendre le travail financièrement intéressant. On pourrait parler des primes pour l'emploi, qui ont toujours été en France contenues dans des limites relativement faibles ; il faut renforcer ces dispositifs. Troisième volet pour lequel j'avais plaidé au niveau européen : assister les travailleurs touchés par la mondialisation, qu'on pourrait, lorsqu'ils acceptent de prendre un emploi moins rémunéré, compenser pour leur perte de revenu.

Prenons un salarié du secteur automobile qui gagne, compte tenu des primes, environ 2 500 euros, qui est dans un secteur en forte contraction. S'il décide de changer de secteur et de reprendre un emploi moins rémunéré, environ 1 900 euros, compte tenu des coûts de mobilité, géographiques ou autres, il est légitime que la société prenne en charge une partie de la différence. On peut imaginer que les deux tiers de la différence soient pris en charge pendant un an, puis la moitié la deuxième année. C'est avec ce genre de dispositifs qu'on peut faciliter la transition et l'adaptation que subissent les travailleurs dans de nombreux secteurs.

David Miodownik : Le RSA parviendra-t-il à diminuer le chômage ?

Etienne Wasmer : Sur le RSA, on a assisté à une révolution tranquille, honnêtement inespérée pour la plupart des économistes. Pour la première fois, on a accepté le principe d'une expérimentation de grande ampleur d'une mesure économique importante. La classe politique n'aime pas beaucoup l'évaluation indépendante de leurs propres actions, a fortiori quand elle est ex ante, avant la généralisation de la mesure, et conduit à la situation classique d'empilement de réformes non évaluées, voire pas complètement mises en place. Ici, on a pris le risque de dire : essayons d'abord de voir si ça marche, et ça alimentera les débats au moment de la généralisation de la mesure.

Je pense très franchement que si on avait procédé de la même façon pour les 35 heures, en regardant si la baisse du temps de travail fonctionne dans certains départements par exemple, on aurait pu améliorer considérablement l'efficacité des politiques d'emploi en France. D'une manière générale, les économistes eux-mêmes n'ont pas ou ne devraient pas avoir de certitudes concernant l'impact des mesures qu'ils défendent. Donc le principe d'évaluer à l'avance les effets du RSA est très novateur et devrait être généralisé à de nombreux autres domaines de l'action publique. En ce qui concerne le RSA, les résultats très mitigés obtenus semblent essentiellement dus à la faiblesse des incitations au retour à l'emploi compte tenu des difficultés soulignées plus haut : coût du transport, coût des gardes d'enfants, etc. Ce qui tend à prouver qu'on ne peut pas faire de politique d'incitation au retour à l'emploi sans y mettre les moyens.

Noûf : Pensez-vous que le taux de chômage actuel est plus la conséquence d'une mondialisation des échanges et du travail ou plutôt la conséquence de la crise financière ? Comment pourriez-vous quantifier l'origine de ce chômage ?

Etienne Wasmer : Il y a deux choses : un aspect conjoncturel et un aspect plus structurel. L'aspect conjoncturel, c'est la crise financière et globale, et les frontières n'arrêtent pas les phénomènes de crise financière. On vit dans un monde globalisé, et l'ampleur de la récession actuelle, d'origine financière, est un des volets de la mondialisation. Cela veut-il dire qu'il faut revenir en arrière et revenir à des contrôles de capitaux ? Non, mais il faut mieux encadrer le secteur financier et une prise de conscience des conséquences néfastes d'une libéralisation dans le secteur financier.

D'un point de vue plus structurel, la mondialisation favorise certains secteurs économiques français et défavorise d'autres secteurs. Et une des grandes difficultés, c'est que les secteurs affectés par la mondialisation sont en général des secteurs où les travailleurs sont spécialisés, plus âgés, dans des régions elles-mêmes en déclin, et qu'il est très urgent de réfléchir à la façon dont on peut reconverter ces salariés.

Ce qui ramène aux idées de flexsécurité : veut-on préserver à tout prix les emplois ou faire porter l'effort sur les salariés en leur permettant de se reformer, de déménager pour aller dans des régions ou des villes plus dynamiques, et comme je le suggérais plus haut, que la collectivité prenne en charge une partie des écarts de salaires pour ceux qui acceptent de retravailler à des conditions moins favorables. Je crois que la réponse est qu'il faut accentuer les mesures visant à aider les travailleurs.

Marguerite : Le dernier numéro de The Economist présente les modèles économiques européens français, allemand et anglais : le français étant le "meilleur" à l'heure actuelle, l'anglais le "pire". The Economist dit que sur le long terme, cela ne saurait durer, les tendances au contraire devraient s'inverser. Quelle est votre opinion ?

Etienne Wasmer : D'une part, je crois qu'on a un système qui permet, contrairement aux Etats-Unis par exemple, de compenser financièrement pour les pertes d'emploi. D'une certaine manière, du point de vue macroéconomique, cela est intéressant dans la conjoncture actuelle, car c'est un stabilisateur automatique, qui permet de compenser les pertes d'emploi en maintenant le pouvoir d'achat, ce qui atténue un peu les conséquences sur l'activité économique. On a donc un système sans doute protecteur pour les premiers mois de chômage, la difficulté, c'est le retour à l'emploi.

Il existe des pays où les taux de retour à l'emploi sont rapides. En France, la durée du chômage est élevée, et un système qui paraît protecteur dans le court terme ne l'est pas nécessairement dans le moyen ou le long terme. Par ailleurs, les politiques de lutte contre le chômage ne s'arrêtent pas au ministère du travail. Il me semble que le modèle français est caractérisé par un marché du logement qui fonctionne mal et qui pénalise la mobilité géographique.

Quelqu'un qui perdrait son emploi dans une région en déclin va-t-il retrouver un logement dans une grande ville et quel propriétaire accepterait de louer un logement à quelqu'un qui n'a pas d'emploi ? On a donc là une trappe à chômage sur laquelle il faut réfléchir. On a sans doute une réflexion à mener sur les articulations entre politique d'emploi et politique de mobilité géographique. De la même façon, dans le secteur des biens et services, les politiques visant à promouvoir la concurrence restent très limitées.

Les instances en charge du contrôle de la concurrence restent sous-dotées par rapport à leurs homologues européennes. Or, beaucoup d'études montrent qu'un manque de concurrence dans le secteur de la distribution, par exemple, pénalise le développement de l'emploi. Pour résumer, il me semble important de considérer que la lutte contre le chômage et pour l'emploi passe aussi par des politiques de concurrence, de logement et de formation. L'échelon européen aurait dû être activé pour ce qui concerne le plan de relance. Tout ce qui concerne les politiques "micro", en particulier le logement et la formation, est plutôt du ressort des nations. Sur la flexibilité du marché du travail, je ne crois pas qu'il y ait à attendre des miracles, surtout dans la conjoncture actuelle.

Iky : Ne pensez-vous pas que le marché du travail en France est beaucoup moins flexible que chez les pays voisins entre autres la Grande-Bretagne ?

Etienne Wasmer : Il me semble qu'il faut distinguer deux choses : d'une part, combien on peut attendre de créations d'emploi si on démantèle la protection sociale. Et honnêtement, dans la conjoncture actuelle, je pense que le chiffre sera très faible, voire négatif, parce que ce type de réformes a nécessairement des effets récessifs dans le court terme. En clair, si on supprime les coûts de licenciement pour les entreprises aujourd'hui, on va encore accélérer la hausse du chômage. Je ne dis pas qu'il ne faille pas assouplir les réglementations du marché du travail lorsque la conjoncture sera revenue à un niveau normal, mais aujourd'hui, ce serait contre-productif.

Le deuxième aspect des choses, au-delà des créations d'emplois, c'est ce que le code du travail implique sur les relations sociales au sein des entreprises. Je suis convaincu que le formalisme excessif des relations du travail est une source majeure de conflictualité au sein d'une entreprise qui, in fine, augmente le stress des travailleurs et renforce la méfiance réciproque des différents acteurs et devrait être l'objet d'un vaste débat, serein, pour améliorer la qualité des relations de travail. Et là encore, c'est un chantier à ouvrir une fois que la crise sera passée.

Bernard : Face à la crise quels sont les atouts et les points faibles de l'Union européenne ? A-t-elle une ligne d'action commune ?

Etienne Wasmer : Sur la gestion de la crise, j'ai l'impression qu'on a reculé dans l'esprit européen, dans le sens où beaucoup d'actions sectorielles ont été non concertées et que l'Europe a tardé à avoir une position commune en matière de relance, ce qui s'est traduit par des plans à minima alors qu'il aurait fallu être plus ambitieux, notamment sur la relance de la consommation.

Eddie: Faut-il jouer sur la durée du travail face à la montée du chômage, par exemple en réduisant la durée légale ou en jouant sur le temps partiel ?

Etienne Wasmer : Une première mesure de réduction du temps de travail qui sauve des emplois, c'est le chômage partiel, qui permet d'atténuer un peu les conséquences pour les individus et préserve les emplois. C'est sûr que ce sont des mesures très conjoncturelles. On peut compenser de façon ponctuelle le chômage partiel à hauteur de 90 % du salaire, mais cela ne peut pas durer au-delà de quelques mois pendant la durée de la crise.

Pour le temps partiel, je pense qu'il faut être prudent. Travailler coûte cher en termes de transports, en termes de garde d'enfants, et donc compte tenu du niveau des salaires en France, on risque d'avoir simplement des emplois à temps partiel très peu attractifs, apportant objectivement peu en termes d'expérience, ce qui revient à dire qu'il faut faire tout pour rendre les emplois attractifs financièrement et en termes de formation. Ce qui n'est évidemment pas le cas de beaucoup de temps partiels. Le temps partiel choisi, parfait, mais penser qu'il faut développer à tout prix le temps partiel risque de ne pas être suffisant.

David Miodownik : Le Pôle emploi est-il un écran de fumée ou un réel progrès ?

Etienne Wasmer : Ce serait un réel progrès si les budgets étaient à la hauteur des ambitions. On s'aperçoit que les personnels sont débordés, à la fois à cause de la hausse du chômage et par le fait que c'est un bouleversement d'habitudes très important. D'une manière générale, quand on fait une réforme structurelle ambitieuse, il faut prendre l'habitude d'y mettre les moyens, ne pas compter chaque euro mais au contraire être très ambitieux, de façon que les personnels s'approprient la réforme plutôt que de la subir. Ce qui semble remonter à propos de cette réforme, c'est que les personnels la vivent mal, n'ont pas assez de formation pour les nouvelles tâches qui sont les leurs, et que, de l'autre côté, les demandeurs d'emploi ont besoin plus que jamais d'assistance et de temps.

Philippe : Les gouvernements sont-ils disposés à instaurer un climat favorable à la création et au développement d'entreprises novatrices, notamment de PME ?

Etienne Wasmer : En France, les grandes entreprises représentent une part plus importante de l'emploi, proportionnellement, que dans d'autres pays. D'un autre côté, quand on regarde les chiffres de création et de destruction d'emplois, on s'aperçoit en effet que les petites entreprises créent beaucoup d'emplois, mais qu'elles en détruisent également beaucoup. On peut bien sûr favoriser encore plus la création de petites entreprises, mais il me semble que le problème n'est pas un problème d'aide insuffisante à la création d'entreprises, mais plutôt un problème de politique de concurrence. Par définition, une nouvelle entreprise va arriver sur un marché où vous avez quelques entreprises qui se partagent la demande. Et plus il y a de pratiques anticoncurrentielles, plus il est difficile d'entrer sur un marché.

Donc aider à la création d'entreprises sur des secteurs peu concurrentiels est logiquement une perte d'argent. En revanche, permettre de démasquer des pratiques anticoncurrentielles qui pèsent lourdement sur le pouvoir d'achat des consommateurs irait dans le bon sens. D'une manière générale, on peut utiliser certains instruments, comme la politique de la concurrence, pour d'autres fins, ici, en l'occurrence, la création d'entreprises.

Rachid : Au regard de l'expérience passée des emplois-jeunes, quel bilan peut-on faire de l'efficacité des emplois aidés ?

Etienne Wasmer : A nouveau sur les emplois jeunes et les emplois aidés, il faut distinguer le court terme, où on a une crise très dure, et ce qui est souhaitable dans une économie dynamique. Aujourd'hui, quand on voit l'explosion du chômage des jeunes, on se dit qu'il faut tenter d'insérer les jeunes dans l'emploi et les emplois aidés peuvent être un des éléments d'un plan de relance visant à améliorer les conditions des personnes les plus précaires. Une économie dynamique a-t-elle besoin de subventionner de larges portions de la population active ? Je pense que non. Mais malheureusement, dans la conjoncture actuelle, c'est quelque chose qui est sans doute souhaitable.

Antonino : Quelles conséquences sont à prévoir concernant le chômage des jeunes ? Que pensez-vous des mesures prises dans ce sens par le gouvernement ?

Etienne Wasmer : Il a plusieurs aspects. L'un d'entre eux vise à assurer des droits au chômage à des catégories qui en étaient exclues jusque-là, ce qui à nouveau va dans le bon sens. Mais, paradoxalement, je crois que ce n'est pas avec plus d'argent qu'on va résoudre le problème du chômage des jeunes. Il y a un problème culturel, qui est en grande partie de la responsabilité des employeurs, sur la frilosité au moment du recrutement envers les personnes qui n'ont pas tout à fait le bon cursus ou le bon diplôme ou la bonne expérience. Si l'on savait comment faire évoluer les mentalités pour que les employeurs donnent leur chance à un plus grand nombre de personnes, il faudrait s'engager dans cette direction.

Cela passe peut-être par d'ambitieuses campagnes de communication qui intervieweront des chefs d'entreprise étrangers - je pense au Canada ou aux pays scandinaves - pour montrer l'état d'esprit par rapport à des talents disponibles mais qui ne sont pas identifiés par un cursus professionnel très balisé. Une embauche est nécessairement une prise de risque, et il faudrait que les entreprises prennent plus de risques de ce point de vue-là.

Ce qui est vrai pour les jeunes est vrai aussi pour les populations issues de l'immigration. On constate qu'à diplôme égal, les jeunes dont les parents sont étrangers ont beaucoup moins de chances d'accéder à un emploi, en particulier à un emploi qualifié. On recueille des témoignages de jeunes qui partent en Angleterre ou dans les Emirats arabes unis parce qu'ils ne trouvent pas d'emploi satisfaisant en France malgré des DESS ou des diplômes d'ingénieur. Il faut donc agir vite et fortement en la matière, car non seulement on se prive de talents, mais en plus, on alimente un climat social très difficile.

En particulier on peut jouer à la fois sur les incitations, avec des politiques géographiquement ciblées, notamment en faveur des zones urbaines sensibles, mais aussi jouer sur le registre du symbolique. Par exemple, le ministère du travail pourrait publier chaque mois, outre le chiffre du chômage des jeunes, des femmes, par catégorie, les statistiques des populations dont les parents sont d'origine étrangère, pour montrer le différentiel qui existe entre les diverses catégories de résidents français. Ce serait une prise de conscience de l'ampleur du problème des discriminations. On peut espérer qu'il existe beaucoup de personnes qui seraient alors sensibilisées à cette problématique et qui pourraient tenter d'agir à leur niveau.

greengluon : Que pensez-vous d'une relance européenne par un investissement massif dans des grands programmes d'infrastructures et développement de nouvelles filières industrielles, par exemple dans les green technologies ?

Etienne Wasmer : Il y a deux choses : la première : des relances globales ont-elles un effet de type keynésien sur l'activité économique ? Ce qui est intéressant dans la période actuelle, c'est que compte tenu de l'ampleur du plan de relance américain, on va pouvoir trancher sur cette vieille question : le multiplicateur keynésien (1 euro dépensé conduit-il à plus de 1 euro d'activité, par exemple 2 ou 3 ?) est-il important, ou, comme le prétendent certains économistes plus libéraux, proche de 1, voire inférieur à 1 ?

Différentes études contradictoires existent sur cette question, et le plan de relance américain, de ce point de vue, sera un révélateur très intéressant d'un point de vue intellectuel. En ce qui concerne les relances ciblées, tout ce qui porte sur les secteurs potentiellement en extension est évidemment souhaitable. La seule limite que j'y vois est qu'il faut que cette relance ait lieu le plus rapidement possible. On est dans une phase de récession très dure, et si on investit dans des projets qui ne produiront leurs effets que dans deux ans, 1) on n'atténue pas la difficulté temporaire, et 2) on peut, en plus, être à contretemps si la reprise revenait d'ici un an ou deux.

cerrumios : Quelles sont les perspectives de travail en France ? Vers quels types de travail tend-on ?

Etienne Wasmer : On va tenter de colmater les brèches de façon sans doute dispersée et dans l'urgence, avec des politiques "passives" d'indemnisation, ce qui est soi légitime compte tenu de la dureté de la crise. Idéalement, il faudrait "activer" la lutte contre le chômage, poursuivre cette activation avec une formation professionnelle renouvelée, concurrentielle et transparente.

Il faudrait mettre en place les systèmes d'incitation comme les compléments de salaire pour les travailleurs licenciés du fait de la mondialisation ou du fait d'autres réformes structurelles. Enfin, il faudrait jouer sur d'autres dimensions comme le secteur du logement ou les politiques de concurrence. Cela passe aussi, au-delà des simples mécanismes économiques, par un vrai choc culturel concernant la façon d'appréhender les relations du travail ou les pratiques de concurrence elles-mêmes.

---

## **Le réchauffement menace 100 millions de personnes vivant de la mer en Asie, selon le WWF (14.05)**

**AP - 13.05** Quelque 100 millions de personnes risquent de perdre leurs moyens de subsistance si des mesures draconiennes ne sont pas prises pour protéger les récifs coralliens d'Asie du Sud-est menacés par le réchauffement climatique, avertit un rapport du Fonds mondial pour la nature (WWF) présenté mercredi à la Conférence mondiale sur les océans, organisée en Indonésie.

Sans une réduction de 25% à 40% des émissions de dioxyde de carbone d'ici 2020, la hausse des températures des océans pourrait faire disparaître de vastes écosystèmes marins et la moitié des poissons qui y vivent, selon le WWF. Et 100 millions de personnes qui gagnent leur vie grâce à la mer pourraient être contraintes de quitter les côtes inondées pour trouver de nouveaux emplois.

Le rapport de 220 pages du WWF, qui cite 300 études scientifiques publiées et 20 experts du changement climatique, appelle à agir de manière décisive "immédiatement" sans quoi "une crise majeure va se développer". "Des centaines de milliers d'espèces uniques, des communautés et des sociétés entières sont menacées", ajoute le document présenté dans le cadre de la Conférence mondiale sur les océans (WOC) qui se tient à Manado (Indonésie).

Les experts avertissent depuis longtemps que le réchauffement de la planète risque d'entraîner une hausse du niveau des océans synonyme de disparition de communautés insulaires et d'écosystèmes côtiers. Davantage de dioxyde de carbone signifie également des océans plus acides, entraînant l'érosion des coquillages, le blanchiment du corail et la mort d'autres espèces marines.

En plus de la menace climatique, les systèmes marins sont affectés par la pollution, la baisse de la qualité des eaux, la surpêche et des techniques de pêche destructrices. Mais de nombreuses questions demeurent sur les océans, qui peuvent également jouer un rôle important dans l'absorption du CO2. "Nous cherchons à promouvoir une meilleure compréhension du rôle des océans dans le système climatique", souligne Mary Glackin, sous-secrétaire adjointe américaine pour les océans et l'atmosphère.

Le "Triangle du Corail", qui couvre l'Indonésie, les Philippines, la Malaisie, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les îles Salomon et le Timor oriental, représente un tiers des récifs coralliens de la planète et 35% des espèces de poissons vivant dans ce type d'habitat.

Les poissons qui vivent dans les récifs coralliens, les mangroves et zones plantées d'algues en Asie du Sud-Est génèrent trois milliards de dollars (2,2 milliards d'euros) de revenus annuels via la pêche, contribuent à la protection des côtes contre les grandes vagues et assurent la sécurité alimentaire de millions de personnes.

L'Indonésie, plus grand archipel de la planète, a lancé officiellement un nouveau parc marin protégé doté d'un écosystème à la diversité unique. La zone, de la taille des Pays-Bas, constitue une route migratoire majeure et abrite 14 espèces de baleines ainsi que des dauphins, des dugongs, des raies mantas et des tortues de mer. Elle compte également une forte concentration de coraux, poissons, crustacés, mollusques et plantes.

"S'il est bien géré, ce parc a la capacité de supporter des pêcheries durables et d'assurer la sécurité alimentaire" de deux millions de personnes dans la région, estime le ministre indonésien de la Mer et de la Pêche, Freddy Numberi.

## Une génération engagée (16.05)

### Lexpress.fr - 15.05

Quel est le profil du citoyen engagé?

Parmi les 30-45 ans ils sont 24,3% à faire preuve d'un "engagement citoyen". Dans cette proportion, on compte 27% d'hommes contre 21% de femmes.

Les employés et les ouvriers sont les plus actifs avec 49,9%.

Les plus actifs se trouvent principalement dans les villes de moins de 5000 habitants, avec 28% des 30-45 ans investis dans une action citoyenne.

Quelles sont les différentes formes d'engagement?

L'engagement sportif prédomine (32,7% des sondés). Il est principalement plébiscité par les hommes (8,9%).

Au sport succède l'humanitaire (21,9%), puis le syndicalisme (17,3%).

Quels sont les domaines de prédilection des 30-45 ans?

"L'aide aux jeunes", "à l'enfance maltraitée ou en danger" arrive en tête avec 95% de sensibilité. Viennent ensuite "la défense de la nature et la protection de l'environnement" (93% de sensibilité) et "l'aide aux handicapés" .

Par ailleurs, on constate une baisse de la sensibilité concernant l'engagement pour les "conditions de vie dans son quartier" et "l'engagement politique ou syndical".

Quelles actions jugent-ils les plus efficaces pour faire progresser une cause?

En premier lieu, "donner de son temps" (42%). Ensuite, le fait d'"adhérer à une association du type ONG" (35%).

Les Français se sont-ils mobilisés au cours de l'année?

Ils ont, dans l'ordre d'importance, "acheté des produits plus chers pour en reverser une partie à une cause", "fait un don en argent", "signé une pétition".

## Sondage: 52% des Français ont une mauvaise opinion des maisons de retraite (21.05)

**AP - 21.05** Plus d'un Français sur deux (52%) a une mauvaise opinion des maisons de retraite et 79% estiment qu'on y place ses parents ou grands-parents à contrecœur, selon un sondage TNS-Sofres pour la Fédération hospitalière de France (FHF), publié mercredi dans "Le Parisien/Aujourd'hui en France".

Quarante-deux pour cent des sondés ont une mauvaise opinion des maisons de retraite, soit trois points de plus que le baromètre réalisé en avril 2007, mais +13 par rapport à avril 2004. Ils sont 10% à avoir une très mauvaise opinion. Ils ne sont que 38% à avoir une bonne opinion (-13 points par rapport à avril 2004) et 1% une très bonne opinion.

Si 79% des Français jugent qu'on y met ses parents ou grands-parents à contrecœur, 46% pensent qu'elles n'y sont pas maltraitées (contre 40% qui avancent qu'elles y sont maltraitées).

Globalement, 97% des personnes interrogées trouvent que cela coûte cher d'aller en maison de retraite, 88% qu'il n'y a pas suffisamment

de places disponibles, 82% que les personnes âgées ne souhaitent pas aller en maison de retraite.

## Découverte d'un fossile de 47 millions d'années: nos origines mieux comprises (21.05)

**AP - 21.05** Une nouvelle étape peut-être franchie dans la connaissance de nos origines: le squelette quasi-complet et remarquablement conservé d'un petit animal âgé de quelque 47 millions d'années, qui vient d'être présenté à New York, pourrait être l'ancêtre commun de l'homme et du singe.

Les experts se félicitent de cette contribution majeure au débat scientifique sur l'évolution, mais reconnaissent être encore très loin de résoudre l'énigme de nos origines.

Environ de la taille d'un petit chat, ce fossile a été découvert en 1983 près de Francfort (Allemagne). "Ida", comme l'ont surnommé les chercheurs, possède quatre jambes et une longue queue. Si personne ne prétend qu'il s'agit de l'ancêtre direct des singes et des hommes, cet animal aux allures de lémurien laisse imaginer l'aspect qu'a pu avoir notre très lointain ancêtre, comme l'ont expliqué les scientifiques à la presse.

D'un point de vue généalogique, l'animal serait "l'ancêtre d'une de nos tantes", a résumé Jens Franzen, paléontologue à l'Institut de recherche Senckenberg de Francfort. Jamais un fossile de primate n'avait été aussi bien conservé, a ajouté Jorn Hurum, du Muséum d'histoire naturelle de l'université d'Oslo (Norvège), lors de la présentation à New York du spécimen.

Le primate femelle est complet à 95%, y compris les première phalanges et les ongles, et seule la partie inférieure d'une des jambes manque, a encore précisé Jorn Hurum. L'intérieur du corps est extraordinairement bien conservé: on y trouve le contenu de l'intestin, des fruits et des feuilles, dernier repas pris par l'animal dans la forêt tropicale environnante.

Des experts extérieurs à ces travaux ont jugé la découverte exceptionnellement complète, du fait des détails qu'elle fournit sur le contenu de l'intestin notamment. Mais ils s'interrogent sur l'éventuelle parenté entre l'animal et les ancêtres du singe et de l'homme, une hypothèse avancée par les chercheurs.

"En fait, je ne crois pas qu'il soit très proche de l'ancêtre commun aux singes, aux grands singes et aux hommes", a déclaré K. Christopher Beard, du Muséum d'histoire naturelle Carnegie de Pittsburgh (Pennsylvanie). "Je dirais qu'il est à peu près aussi loin qu'on peut l'être de cette lignée, tout en étant un primate. Plutôt que l'ancêtre d'une tante, je dirais que c'est un troisième cousin", explique-t-il. "Il ressemble donc probablement aux animaux ancestraux d'une façon très périphérique."

Christopher Beard rappelle que les scientifiques disposent déjà d'un fossile du même âge et ayant vécu en Chine. Cet animal, largement reconnu comme provenant de la lignée commune aux singes et aux hommes, était toutefois plus petit que le nouveau et s'alimentait autrement. "Ce sont deux animaux totalement différents", dit-il.

Pour John Fleagle, chercheur à l'université publique de New York, l'analyse des paléontologues ne fournit qu'"un lien vraiment faible" entre le nouveau fossile et des primates plus développés, les anthropoïdes, notamment les singes et les hommes.

"Très franchement, ça ne nous dit pas grand chose sur les origines des anthropoïdes", note-t-il.

Saluant un travail scientifique "extraordinaire", John Fleagle reconnaît cependant que "ce spécimen recèle sûrement plus d'informations que n'importe quel autre fossile de primate jamais découvert".

L'animal est un jeune femelle, morte à 9 ou 10 mois, selon les scientifiques. "Elle raconte tant d'histoires. Les recherches ne font que commencer", a observé Jorn Hurum.

Le fossile, trouvé voilà 26 ans dans une mine à environ 40km au sud-est de Francfort, a été baptisé "Ida", prénom de la fille de Jorn Hurum, âgée alors de 6 ans. Son nom scientifique est "Darwinus masillae", du nom de Charles Darwin, père de la doctrine évolutionniste, et de la région où il a été trouvé.

"Ida", dénichée par un collectionneur privé, était restée aux mains de personnes privées jusqu'à ce que le muséum de Jorn Hurum en fasse l'acquisition en 2007. Le fossile a été présenté mercredi au Muséum d'histoire naturelle de New York, qui présentera un moule de l'animal dans une nouvelle exposition sur les mammifères.

## « Le sous-travail, un fléau qui gangrène la société française » (22.05)

**Les Echos - 20.05** François Dupuy est consultant pour de nombreuses grandes entreprises françaises. Après « La Fatigue des élites » publié en 2005, il prépare un ouvrage pour la rentrée prochaine qui révèle un autre danger qui guette notre économie : ce qu'il appelle le sous-travail.

Vous tirez aujourd'hui la sonnette d'alarme sur un phénomène que vous avez remarqué au cours de vos nombreuses enquêtes dans les entreprises, un phénomène dont on ne parle jamais.

Il s'agit du sous-travail généralisé. Il se développe de façon endémique dans notre pays. Entendons-nous bien : je ne parle pas ici des 35 heures qui sont la durée légale du travail. Je ne parle pas non plus des temps de travail fractionnés que l'on impose par exemple aux caissières d'hypermarché, ce que j'appelle le sous-travail subi. Non, la tendance que j'évoque est plus diffuse. Elle se traduit par le fait que certains salariés travaillent à peine le quart de la durée légale du travail. Voire moins dans certaines entreprises que j'ai observées.

Pouvez-vous nous donner un exemple ?

Dans une usine d'une grande entreprise industrielle française dont je tais volontairement le nom, le poste de travail est d'une durée de 7 h 38. Sur ce total, l'engagement de l'ouvrier, c'est-à-dire le temps réel qu'il a passé à travailler, a été mesuré à 4 h 20. La différence ? Les pauses, les conversations avec des collègues, les congés maladie qui sont aujourd'hui considérés comme un dû dans certaines entreprises. Le sous-travail, c'est tout cela. Je pourrais multiplier les exemples. Avec un constat : loin d'être cantonné, comme on le pensait, à l'administration publique, le sous-travail touche tout aussi bien les entreprises privées.

Comment expliquez-vous ce phénomène ?

Essentiellement par l'histoire. De la Seconde Guerre mondiale et jusqu'au deuxième choc pétrolier, il était difficile de trouver une voiture ou de se faire installer le téléphone. Les produits étaient rares. Conséquence : le producteur était en mesure d'imposer son prix au client. Du coup, l'actionnaire, étatique ou privé, pouvait se permettre de laisser filer les conditions de travail puisque le surcoût était supporté in fine par le client. De ce point de vue, actionnaires et salariés étaient alors alliés. Puis il y a eu les chocs pétroliers et l'ouverture des marchés. La concurrence a poussé l'actionnaire à faire alliance cette fois avec le client. Les entreprises se sont alors efforcées de récupérer tous les avantages donnés aux salariés sous la période précédente afin de diminuer les coûts. Beaucoup d'entreprises, notamment celles qui sont issues ou sont encore dans la sphère publique, restent touchées par le phénomène du sous-travail. Il faut parfois un choc pour arriver à y échapper, comme par exemple la menace d'une faillite. C'est ce qui s'est passé par exemple chez Renault sous la présidence de Georges Besse ou à Air France sous la direction de Christian Blanc. D'une manière générale, les entreprises qui ont adopté un mode de production transversal, ce que l'on appelle le mode projet, ont fait diminuer le sous-travail. Dans ce type d'organisation, le contrôle social des uns sur les autres est fort, donc dissuasif.

Pourquoi est-il si rarement évoqué ?

Il a tendance à faire sourire. Il se niche dans une zone grise, il est diffus. Et il est beaucoup plus facile de dénoncer les rémunérations de quelques PDG ! En France, nous avons l'indignation sélective...

Peut-on mesurer l'impact du sous-travail sur notre économie ?

Il n'existe pas de statistiques. Mais ce qui est sûr, c'est que le sous-travail corrode la société en profondeur. Commençons par le secteur public. Il y a dix ans, l'Inspection générale des finances avait calculé dans un rapport que le coût de la collecte de l'impôt était en France trois fois plus élevé que dans d'autres pays comme la Suède ou l'Espagne. Or l'efficacité d'une administration fiscale devrait se mesurer par sa capacité à accroître aussi peu que possible la masse d'impôts à collecter par le coût de cette collecte ! Cet écart de un à trois est colossal. Jusqu'à ce rapport, le coût du sous-travail et de la sous-organisation n'avaient jamais été évalués. Si on pouvait faire le calcul à l'échelle de tout le secteur public, on arriverait à un chiffre effroyable ! C'est ce que j'appelle le « surcoût du service pauvre » : l'administration délivre un service pauvre à un prix très élevé.

Comment réagit l'Etat ?

Les dirigeants se rendent bien compte que ça ne peut plus durer. Ils pratiquent donc une politique de rapine, en reculant un peu l'âge de la retraite, en supprimant quelques postes par-ci par-là. Ils exaspèrent ainsi la méfiance du corps administratif qui se braque au moindre mouvement. C'est un vrai cercle vicieux. Un cercle renforcé par l'extraordinaire égoïsme des syndicats de fonctionnaires, décidés à ne rien lâcher. Se développent alors des mentalités de forteresse assiégée. On se croirait à Fort Alamo ! C'est frappant par exemple chez les enseignants, selon lesquels il ne faudrait surtout rien changer. Dans l'université, des gens qui savent qu'ils ne travaillent pas assez se crispent au moindre signe de changement. Mon maître Michel Crozier disait déjà que l'Education nationale est un problème beaucoup trop important pour qu'on s'y attaque...

Et dans les entreprises, comment s'exerce cette corrosion du sous-travail ?

Certaines entreprises ont réussi à reprendre la situation en main. Et heureusement : elles se sont ainsi sauvées - je parlais tout à l'heure d'Air France ou de Renault. Avec une volonté de fer, certains patrons ont réussi à bâtir de grands groupes mondiaux, comme Saint-Gobain, Total, Lafarge ou L'Oréal. D'autres ont échoué. Pour survivre, elles ont développé des stratégies alternatives. D'abord le recours aux intérimaires, qui eux travaillent à fond. Dans l'une des entreprises où j'ai enquêté, j'ai pu mesurer une productivité des intérimaires supérieure de 40 % à celle des salariés maison occupant le même poste ! Autrement dit, les salariés de l'entreprise peuvent d'autant plus sous-travailler qu'il y a des esclaves pour faire le boulot. Les intérimaires acceptent ça parce qu'on leur agite sous le nez la carotte de la titularisation : si vous travaillez bien, vous serez embauché et vous pourrez à votre tour souffler.

Et au-delà des intérimaires ?

C'est ici que le sous-travail devient le plus corrosif. Car les entreprises s'efforcent alors de réduire leur dépendance au travail. Elles le font en délocalisant. L'objectif premier de nombreuses délocalisations n'est pas de faire travailler des gens moins payés... mais de faire travailler des gens ! Pour cette seule raison, une grande entreprise industrielle envisage ainsi de réduire ses effectifs dans ses usines en France... de 85 %. L'autre moyen de réduire la dépendance au travail, c'est l'informatisation et la mécanisation. Dans la logistique par exemple, les entreprises réfléchissent à remplacer les hommes par des robots dans les entrepôts. Le sous-travail tue le travail. Pire encore : le sous-travail permet à une génération de vivre confortablement en tuant le travail pour la génération suivante.

Là encore, est-ce une spécificité française ?

Les Etats-Unis sont capables de créer une multitude d'emplois qu'on ne cherche pas à supprimer pour mécaniser l'activité. Il y a là-bas une confiance dans le travail. En France, le rêve, c'est une rame de métro sans conducteur...

Ce sous-travail est-il aussi à l'oeuvre dans les PME ?

Dans une bien moindre mesure. Pour une raison toute simple : dans un univers moins grand, où le contrôle social est plus fort, il est difficilement acceptable que l'un travaille beaucoup moins que l'autre.

Comment vaincre ce que vous considérez comme un fléau ?

Pour faire bouger les choses, il faut une crise majeure, comme celle que nous vivons aujourd'hui. Hélas, cette crise ne fera bouger les lignes que dans le secteur marchand. Dans tous les secteurs où n'existe aucune menace sur l'emploi, on continue à vivre dans une tour d'ivoire. Les syndicats ont ici une responsabilité historique. A court terme, ils exercent une action salutaire dans la crise, en s'efforçant d'endiguer la colère sociale. Mais à long terme, ils ont une lourde responsabilité dans le maintien du statu quo et la perpétuation d'inégalités de toutes sortes.

Dans le secteur public, quels sont les leviers d'action, pour casser le cercle vicieux du non-travail ?

En France, la réforme de l'Etat n'a jamais été menée à son terme. Au point où nous en sommes aujourd'hui, je ne vois plus qu'une solution : il faut une nuit du 4 août. Abolition du statut général de la fonction publique ! Avec tout ce qu'il implique : emploi à vie, augmentations à l'ancienneté, etc. Bien sûr, cela paraissait impossible. Mais encore début 1989, il paraissait impossible que le mur de Berlin puisse un jour s'effondrer ! Une fois le statut aboli, il deviendrait possible de rebâtir une autre organisation où la logique de la nécessité l'emporte sur la logique de l'envie. Alain Juppé expliquait qu'il serait temps d'adapter l'horaire des policiers à celui des délinquants... C'est exactement cela qui est en jeu. La nécessité permettrait de redonner du sens, de donner du pouvoir au premier niveau d'encadrement, de gérer enfin les ressources humaines, d'avoir des promotions au mérite et non plus à l'âge. Faut-il le rappeler ? Le travail, c'est d'abord une logique de la nécessité.

PROPOS RECUEILLIS PAR DANIEL FORTIN ET JEAN-MARC VITTORI, Les Echos

Commentaire : quelle ordure, à frémir !

---

## **Augmentation des fugues, disparitions d'enfants et enlèvements (26.05)**

**Reuters et Lepoint.fr - 25.05** Fugues, disparitions de mineurs et enlèvements parentaux sont en hausse en France, ont annoncé les autorités lundi, jour de la mise en service d'un numéro d'aide pour les parents, le 116.000. Le nombre de disparitions classées comme inquiétantes par la police, susceptibles d'être criminelles ou mettant en danger la vie de la victime a franchi pour la première fois, toutes catégories confondues, la barre des 10.000 (10.846) l'année dernière, a déclaré le policier Frédéric Malon à la presse. Cinq cents mineurs

ont disparu de cette manière, dont 304 dans des cas où des crimes sont soupçonnés.

La plupart des affaires, 247, ayant été résolues, 77 enfants figuraient toujours à ce titre dans le Fichier des personnes recherchées le 1er janvier dernier, compte tenu des cas en souffrance des autres années, a-t-il dit.

Le phénomène des fugues, 47.062 en 2008, connaît aussi une forte hausse de 5% par rapport à l'année précédente, 30% par rapport à 1998, selon la même source. Dans ce cas de figure, la quasi-totalité des enfants sont retrouvés mais les fugues peuvent durer plusieurs années, a précisé le policier, et 8.700 sont toujours recherchés. Trois quarts des fugueurs ont entre 15 et 18 ans. Selon une étude de l'association SOS-Enfants disparus publiée lundi, les premiers motifs de la fugue sont l'escapade amoureuse (22 %) et un mauvais climat familial (21 %).

#### Enlèvement parentaux en hausse

Le numéro d'appel 116.000 pour les parents a été mis en service pour apporter une aide "morale, juridique, psychologique et sociale" aux parents d'enfants disparus, a dit Arnaud Gruselle, président de la Fondation pour l'enfance, qui gère le service. Cette mesure concrétise un engagement annoncé en janvier 2007. Le numéro, déjà opérationnel dans huit pays européens selon l'association Child Focus (Belgique, Grèce, Hongrie, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie et Slovaquie), doit à terme être le même sur tout le continent européen.

La France assure qu'elle s'emploie à répondre au phénomène des disparitions d'enfants. Concernant l'aspect criminel, l'Office central pour la répression des violences aux personnes (OCRVP) a été créé il y a quelques années. Ce service est dédié notamment aux crimes en série, un phénomène longtemps négligé voire ignoré en France mais mis en lumière par plusieurs affaires retentissantes, comme celle visant le couple Michel Fourniret-Monique Olivier, qui a tué des fillettes entre 1987 et 2003 avant d'être arrêté.

Ses moyens restent limités avec 60 fonctionnaires et sa saisine avec les services locaux de police n'est opérée que si "elle peut apporter une plus-value, en terme d'expérience, de coordination et de rapprochement avec d'autres affaires", a dit Frédéric Malon, qui dirige l'OCRVP. Le phénomène des enfants enlevés par un de leurs parents après des séparations est aussi en augmentation, à la fois une mondialisation et une radicalisation, selon Mahrez Abassi, du ministère français des Affaires étrangères.

Il y a eu 360 cas en 2008, un chiffre en hausse de 9% par rapport à 2007. "L'enfant est au carrefour des cultures", a dit ce fonctionnaire. La France tente de persuader tous les Etats de signer la convention de La Haye, qui vise à donner un cadre aux échanges entre Etats sur ces problèmes. Le suivi des affaires est difficile. "Les parents n'hésitent plus à utiliser les moyens les plus extrêmes, comme l'emploi de milices, le changement de nom de l'enfant" explique Mahrez Abassi. La France est autant concernée par des enfants enlevés chez elle que par des parents "kidnappeurs" qui y résident. Tous les pays sont concernés dans le monde, avec par exemple 26 cas d'enfants enlevés par un parent japonais et emmenés en Orient, qui sont traités actuellement par le Quai d'Orsay.

---

### **Climat: les gaz contenus dans le permafrost sont "une bombe à retardement", selon une étude (28.05)**

**AP - 27.05** La fonte du permafrost (sols perpétuellement gelés) de l'Arctique sera plus lente que prévue. Mais, même s'il prend plus de temps, le processus finira par libérer d'importantes quantités de carbone dans l'atmosphère qui aggraveront le réchauffement climatique, selon une nouvelle étude.

D'après ces travaux portant sur les sols gelés d'Alaska et publiés jeudi dans la revue scientifique "Nature", les émissions de gaz à effet de serre entraînées par la fonte du permafrost sont un temps absorbées par plusieurs nouvelles plantes apparues dans la région grâce au réchauffement de l'Arctique.

Mais cet effet ne dure pas éternellement et, après 15 à 50 ans, ces plantes "ne peuvent plus tenir la cadence" et sont débordées, explique Ted Schuur professeur d'écologie à l'université de Floride et principal auteur de l'étude.

A ce stade du processus, un milliard de tonnes de carbone par an peuvent alors être libérées dans l'atmosphère déjà en réchauffement sous l'effet des émissions de dioxyde de carbone des centrales électriques, des automobiles et, de manière générale, des activités industrielles humaines, selon Ted Schuur.

Un phénomène qui contribue au réchauffement climatique dans des proportions égales à celles de la déforestation des zones tropicales, estime-t-il. "J'appelle ça une bombe à retardement lente", souligne le professeur Schuur.

Pire, la grande partie du gaz bloqué dans le permafrost de l'Arctique est du méthane, plus de 20 fois plus virulent que le dioxyde de carbone (CO2).

Les scientifiques soulignent le caractère vicieux du cycle. Alors que le monde se réchauffe, une plus grande partie du permafrost fond, et des quantités plus importantes de gaz à effet de serre sont donc émises, contribuant ainsi d'autant plus au réchauffement.

Sur le long terme, cette étude "plutôt que de les apaiser, renforce les craintes" sur les effets des gaz bloqués dans les permafrost, confie le professeur Chris Field, de l'université américaine de Stanford, qui n'a pas pris part à ces travaux.

---

## **Le réchauffement climatique ferait 300.000 victimes par an (30.05)**

**AFP - 29.05** Le réchauffement climatique est responsable de 300.000 morts par an et coûte 125 milliards de dollars (90 milliards d'euros) chaque année, selon un rapport publié vendredi par le Forum humanitaire mondial, présidé par l'ex-secrétaire général de l'Onu Kofi Annan.

Cette étude, qui se présente comme la première à avoir mesuré l'impact mondial du changement climatique, souligne que ce sont les 325 millions de personnes les plus pauvres de la planète qui sont le plus affectées.

Elle relève notamment les difficultés du Bangladesh, où des millions de personnes doivent affronter régulièrement des inondations et des cyclones, de l'Ouganda, où les agriculteurs souffrent de la sécheresse et de certaines îles des Caraïbes et du Pacifique menacées de disparition à cause de l'élévation du niveau de la mer.

Or les 50 pays les moins avancés contribuent à moins d'un pour cent des émissions mondiales de CO<sub>2</sub>, relève le rapport.

L'ex-secrétaire général de l'Onu Kofi Annan a souligné à l'occasion du lancement du rapport à Londres que celui-ci démontrait la nécessité d'un "accord post-Kyoto courageux pour protéger le monde" lors de négociations clefs à Copenhague en décembre.

"L'alternative est une famine de masse, une migration de masse, des maladies de masse, et des morts en masse", a averti Kofi Annan lors d'une conférence de presse à Londres.

"Si les responsables politiques ne peuvent pas prendre leurs responsabilités à Copenhague, ils feront le choix de faillir (à leurs obligations envers) l'humanité", a estimé le Forum, basé à Genève.

Le réchauffement climatique est "la plus grande crise humanitaire en puissance de notre temps" a-t-il insisté.

Selon ce rapport, vers 2030, les morts dues au réchauffement atteindront près d'un million par an et le coût montera à 300 milliards de dollars.

L'étude appelle les pays développés, où 99% des victimes sont recensées, à multiplier "par un facteur cent" leurs efforts pour s'adapter au changement climatique.

La majorité des morts est due à la dégradation progressive de l'environnement qui cause des problèmes comme la malnutrition plutôt qu'aux catastrophes naturelles, selon l'étude.

Le Forum humanitaire mondial a été créé en 2007 et est dirigé par Kofi Annan. Ce rapport est aussi soutenu par l'ONG britannique Oxfam.

---

## **La peur de la pauvreté, angoisse majeure des Français (03.06)**

**Libération.fr - 02.06** C'est un constat qui en dit long sur les inquiétudes des Français à l'heure de l'entrée en vigueur du RSA (lire ci-contre) : 86 % d'entre eux ont peur de la pauvreté, et 13 % avouent frémir à l'idée de se retrouver directement SDF. Ce sont les chiffres les plus éloquentes d'un rapport remis récemment à Christine Boutin, la ministre du Logement, par Julien Damon, professeur associé à Sciences-Po.

Il y compare le traitement français du «sans-abrisme» à ceux des autres membres de l'UE, grâce aux recoupements de plusieurs indicateurs des années 2005, 2006 et 2007. L'occasion de rappeler des statistiques méconnues et de réfléchir à la manière d'optimiser le système d'intégration français en s'inspirant des dispositifs de ses voisins.

L'Europe est le continent dans lequel le nombre de sans-abri augmente le moins rapidement au monde. Pas une surprise en soi, à ceci prêt qu'en période de crise il est aisé de sombrer dans le pessimisme. En France, la question des sans-abri colporte souvent son lot de clichés ou d'idées réactionnaires du genre : «Sans-abri égale alcoolique». Justement, le rapport tord le cou à ces idées reçues : 82 % des Français

considèrent la question de l'emploi comme cause principale de l'absence de domicile fixe.

Fainéantise. Vient ensuite le logement avec 40 % des réponses. Alors que seuls 22 % des Français considèrent l'addiction comme cause principale d'entrée dans la misère contre... 82 % des Suédois. Et seulement 14 % des Français estiment que la pauvreté est due à la fainéantise ou au manque de volonté. Enfin, ils semblent être les plus généreux puisque 40 % déclarent faire des dons aux personnes à la rue.

Si la France est le pays d'Europe qui alloue le plus de dépenses à la question des SDF, cela n'empêche pas les citoyens de craindre la descente aux enfers. Et la question du logement est centrale : 70 % des personnes sondées angoissent en imaginant la quête d'un hébergement dans vingt ans. Seuls 58 % des Français sont propriétaires de leur logement contre 83 % des Espagnols. Ce qui place l'Hexagone au 21<sup>e</sup> rang dans l'Union européenne.

Malgré l'importante somme consacrée à la lutte contre le sans-abrisme, la performance du système français de protection sociale ne permet de réduire que de moitié le taux de pauvreté. Un début d'explication ? Une demande d'asile toujours plus forte, puisque l'Hexagone est le pays le plus sollicité d'Europe derrière le Royaume-Uni par les demandeurs (27 000 en 2006). Parmi les bénéficiaires (actuels ou potentiels) des services aux sans-abri se trouvent des demandeurs toujours en attente d'une décision, mais aussi des déboutés qui viennent grossir les rangs des sans-papiers. Un nombre pouvant encore augmenter en raison des aléas géopolitiques. Les demandes d'asiles avaient par exemple explosé au sein de l'Union européenne à la fin des années 90 en raison du conflit armé en ex-Yougoslavie.

Selon Julien Damon, les sociétés qui ont les meilleurs résultats dans l'intégration des SDF sont celles qui se fixent des objectifs chiffrés. En France, cette révolution serait utile, selon le chercheur, pour l'évaluation, la bonne orientation des dispositifs, et la clarification de la stratégie à adopter. Autres pistes à explorer, la rationalisation de l'offre sur trois types d'hébergement : l'urgence, les centres d'hébergement et de réinsertion sociale, ainsi que les résidences alternatives.

Recueil mobile. Enfin, le chercheur suggère de réorienter le 115 et le Samu social. La France est le seul pays à avoir tant investi dans un système téléphonique et un dispositif de recueil mobile dédiés aux sans-abri. Tous ces moyens pourraient être revus dans la perspective, pour le 115, d'une simple information sur les droits et, pour le Samu social, des seules maraudes.

Selon le rapport, la dispersion actuelle des responsabilités et des moyens entre la préfecture de police, la ville et le Samu social est contre-productive et s'avère coûteuse. Il importe qu'une de ces instances se voie confier la responsabilité de l'ensemble des services financés sur fonds publics.

---

## **Les mutuelles couvrent près de six Français sur dix (05.06)**

**Lepoint.fr - 04.06** Les mutuelles santé, dont la quasi-totalité sont membres de la Mutualité française, assurent la couverture complémentaire santé de près de six Français sur dix, soit près de 38 millions de personnes, et développent de plus en plus leurs propres services de soins.

Elles sont le principal acteur du secteur des complémentaires santé avec 57% du marché, suivies par les assurances privées (26% du marché) et les instituts de prévoyance (18%). Le rôle des complémentaires santé est de compléter les remboursements assurés par l'assurance maladie obligatoire.

Ces dernières années, les assurances privées ont tendance à grignoter des parts de marché (+5 points entre 2001 et 2008, selon les derniers chiffres du Fonds de financement de la Couverture maladie universelle).

Les mutuelles ont la particularité d'être à but non lucratif et de ne pas pratiquer de sélection de leurs adhérents. Au-delà de leur cœur de métier, la santé, elles proposent aussi des couvertures en matière de prévoyance, de dépendance, de retraite et de décès.

De plus en plus, elles développent un réseau de services de soins: les mutuelles membres de la Mutualité française possèdent ainsi une centaine d'établissements et services hospitaliers, une soixantaine de pharmacies, plus de 440 centres dentaires et 650 centres d'optique.

La Mutualité a créé en 2008 un fonds destiné à l'acquisition de nouveaux établissements hospitaliers en France.

Depuis 2004, les trois familles de complémentaires santé sont représentées au sein de l'Union nationale des organismes d'assurance maladie complémentaires (Unocam), interlocuteur des pouvoirs publics et de l'assurance maladie.

Elles participent ainsi aux négociations conventionnelles de l'assurance maladie avec les professionnels de santé dans les secteurs où elles remboursent une part particulièrement élevée des dépenses de santé, comme l'optique ou le dentaire.

## **L'état "inquiétant" de la psychiatrie (05.06)**

**Lepoint.fr - 03.06** L'état de la psychiatrie en France est "des plus inquiétants" sous l'angle de la prise en charge des patients, estime un rapport parlementaire qui préconise l'organisation d'états généraux de la santé mentale.

Le rapport, réalisé sous l'égide de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé (Opeps), a été publié mercredi.

Selon le sénateur UMP Alain Milon, rapporteur du texte, "la psychiatrie, qui devrait être le pivot de la politique de santé mentale, est incapable d'assurer la prise en charge des patients".

Il incrimine à cet égard des politiques de prévention et d'information "presque inexistantes", une détection "souvent trop tardive", des moyens hospitaliers "insuffisants et mal articulés avec les soins de ville", des traitements "agissant plus sur les symptômes que sur leurs causes".

Il note aussi que même si les dysfonctionnements sont connus depuis longtemps, "aucune réforme profonde de l'offre de soins psychiatriques n'a été conduite en France" depuis 1960.

En 20 ans, près de 30.000 lits et places ont été supprimés en psychiatrie, ce qui a transféré aux proches la charge de l'accompagnement. En outre, la première personne vers qui se tourne quelqu'un souffrant de troubles est le médecin généraliste, estimant qu'il est le plus à même de traiter sa condition dans son ensemble et craignant aussi d'être "étiqueté comme fou". Mais le généraliste, note le rapport, est insuffisamment formé.

L'Opeps propose d'organiser des états généraux de la santé mentale qui réuniraient l'ensemble des professionnels concernés, au niveau régional puis national, et de mettre en place de façon expérimentale des groupements locaux pour la santé mentale.

Il demande de renforcer la formation des médecins généralistes en psychiatrie et les coopérations entre professionnels de santé mentale, et de former des infirmiers en psychiatrie au niveau master.

Il insiste sur la nécessité d'améliorer les traitements et de faire un effort en faveur de la recherche, la France étant "mal placée" sur le plan international, même si elle est en pointe sur certaines pathologies comme l'autisme.

Au terme des Etats généraux et des expérimentations, il suggère le dépôt d'un projet de loi sur la santé mentale pour adapter l'organisation territoriale de la psychiatrie aux besoins de la population.

Ce rapport sera suivi d'un deuxième s'intéressant aux maladies elles-mêmes et notamment à la prévention.

Selon Nicolas About, vice-président de l'OPEPS, les parlementaires espèrent ainsi "débloquer la réflexion" du gouvernement sur la loi attendue sur la santé mentale et le pousser à "avancer un peu plus vite".

---

## **Vol AF447: le syndicat ALTER appelle le personnel à refuser de voler sur des Airbus dont les pitots n'ont pas été modifiés (09.06)**

**AP - 08.06** Après l'accident du vol AF447 au-dessus de l'Atlantique, le syndicat de pilotes de lignes ALTER a appelé lundi le personnel navigant technique (PNT) d'Air France à "refuser tout vol" sur les Airbus A330/A340 dont au moins deux pitots, ces sondes qui mesurent la vitesse d'un avion, n'ont pas été modifiés.

"Afin qu'une catastrophe ne se reproduise pas et dans l'attente des résultats des diverses enquêtes ouvertes", ALTER invite, dans un communiqué obtenu par l'Associated Press, "le personnel navigant technique à respecter la consigne syndicale suivante: refusez tout vol sur A330/A340 n'ayant pas au moins deux sondes pitot modifiées".

Selon le syndicat, "il existe un risque réel de perte de contrôle d'un Airbus découlant de la perte des informations anémométriques (panne de deux ou trois pitots) et du contexte de travail extrêmement chargé pour l'équipage résultant de cette perte et de ses nombreuses conséquences".

Lors d'un point presse au Bourget (Seine-Saint-Denis) samedi, le Bureau d'enquêtes et d'analyse (BEA) de l'Aviation civile a confirmé avoir

relevé des "incohérences de vitesse" entre les trois sondes mesurant la vitesse de l'Airbus A330-200 d'Air France qui s'est abîmé en mer au large du Brésil avec 228 personnes à bord. Vendredi, Air France avait indiqué avoir lancé "une campagne de remplacement des pitots par de nouveaux modèles".

Or, souligne ALTER, le premier des messages automatiques envoyés par le vol AF447 avant son accident porte le code "correspondant aux pitots". "Les pitots de cet A330 n'étaient pas modifiés", en conclut-il.

L'Airbus A330-200 d'Air France a émis 24 messages d'anomalie dans les quatre dernières minutes de vol connues, signalant notamment une avarie de gouverne, la perte du pilote automatique, qui a été désengagé en raison d'"incohérences" dans les relevés de vitesse, selon le BEA, ainsi qu'une perte de pressurisation et du système électrique.

---

### **Plus de 10% des arrêts de travail seraient injustifiés (09.06)**

**Reuters - 08.06** Sur le 1,2 million de contrôles réalisés en 2008 sur les arrêts de travail, près de 130.000 ont reçu un avis défavorable des médecins de la Sécurité sociale, selon une enquête de La Tribune, publiée dans l'édition de mardi du quotidien économique.

Selon le journal, la progression rapide des arrêts de travail, inhabituelle en période de chômage et de chute de la masse salariale, ne s'explique pas par un relâchement de la politique de contrôle des médecins-conseils.

L'an dernier, l'assurance-maladie a réalisé plus de 285.000 contrôles pour les salariés en arrêts de courte durée, de moins de quarante-cinq jours, en ciblant les arrêts répétés et certaines pathologies comme les lombalgies ou les temps partiels thérapeutiques.

Sur ce total, les médecins-conseils ont estimé que dans environ 13 % des cas, l'arrêt était injustifié ou trop long. Soit quelque 37.000 avis médicaux défavorables.

Depuis août 2007, la Caisse nationale d'assurance maladie a par ailleurs engagé des contrôles exhaustifs pour les arrêts de travail longs de plus de quarante-cinq jours, essentiellement responsables de la hausse rapide de la courbe en 2008.

"Les médecins de la Sécu ont donc réalisé, l'an dernier, près de 1,2 million de contrôles, dont environ 11% ont donné lieu à un avis défavorable", écrit La Tribune.

Ces contrôles plus fréquents avaient largement expliqué le mouvement de reflux des arrêts de travail entre 2004 et 2006.

Aujourd'hui, ils ne sont plus suffisants pour inverser la tendance, précise le quotidien.

---

### **Air France a-t-il tardé à remplacer les sondes Pitot ? (10.06)**

**Libération.fr - 09.06** Plusieurs voix évoquent un problème récurrent sur les sondes de mesure de vitesse de certains appareils. L'AF447 pourrait en avoir été victime.

Des petits tubes, de la taille d'un crayon, pourraient être à l'origine de l'accident de l'AF 447, il y a neuf jours au dessus de l'Atlantique. La piste est de plus en plus évoquée, même si le Bureau d'Enquêtes et d'Analyses (BEA) considère toujours ces fameux tubes Pitot comme une hypothèse parmi d'autres.

Ainsi, «une incohérence des vitesses mesurées» a été notée, mais «cela ne veut pas dire que sans le remplacement (des sondes Pitot, NDLR), l'avion est dangereux, et qu'avec il ne l'est pas». L'empressement d'Air France à remplacer, dès aujourd'hui, au moins deux sondes sur les trois qui équipent tous les long-courriers A330/340, tend pourtant à confirmer l'hypothèse d'un dysfonctionnement sérieux.

Les tubes Pitot servent à mesurer la vitesse des appareils. Sous l'effet du givre, leur orifice peut se boucher, ce qui «fournit une information erronée et aberrante de vitesse», comme l'explique François Hamant, vice-président du syndicat Alter, premier organisme à demander à Air France leur remplacement. «Cela peut générer une demande de plein gaz, ou de tout réduit. Cette panne peut donc avoir les conséquences qu'on a vues pour le vol AF44», poursuit ce commandant de bord d'A320. Selon lui, la météo (qualifiée d'«habituelle» par des météorologues) pourrait avoir aggravé la situation.

«Méfiance» à l'égard de l'enquête officielle

Le site Internet Eurocockpit, alimenté par des pilotes qui ont choisi de rester anonymes pour ne pas se mettre en danger vis-à-vis de leur employeur, relate depuis plusieurs jours sa «méfiance» à l'égard de l'enquête officielle du BEA. Pour Eurocockpit, «les Pitot installés sur l'avion ayant effectué le vol AF447 sont d'un modèle connu pour sa sensibilité au givrage». Les messages ACARS (c'est-à-dire les messages automatiques envoyés par l'avion à Air France, et analysés quelques heures après la disparition) font même rapidement état d'un «problème sur les tubes Pitot».

Les rédacteurs du site, très sceptiques sur la perspective

«improbable que la foudre ou les turbulences (...) puissent conduire à cette série de dysfonctionnements», considèrent au contraire qu'en «perdant deux ou trois tubes Pitot, on arrive exactement au même résultat que celui décrit par les messages Acars». «Le faisceau de présomptions semble se généraliser», appuie François Hamant. S'il considère l'hypothèse «intéressante», Amien Mecifi, auteur d'un livre sur les catastrophes aériennes, souhaite la «prendre avec précaution». Pour lui, il est «très délicat d'imaginer que deux sondes Pitot sur trois puissent se boucher en même temps».

Des incidents déjà survenus

Reste que la responsabilité d'Air France dans l'accident de l'AF447 pourrait être mise en cause, en raison de précédents impliquant les sondes Pitot. En août et septembre 2008, deux vols A330 de la compagnie Air Caraïbes avaient déjà été victimes de problèmes semblables, dûs au givrage des Pitot. Suite à un rapport sur ces dysfonctionnements, les sondes de la compagnie avaient été changées, «courant septembre», selon une note de la compagnie mis en ligne sur Eurocockpit.

Une adaptation rapide dont Air France ne semble pas avoir été capable. Dès septembre 2007, le constructeur Airbus recommandait de changer les sondes de certains A320. «Recommandations» qui laissaient à l'opérateur toute latitude de l'appliquer, ou non. En ce qui concerne les A330/340, la décision de changer les sondes est prise le 27 avril dernier, comme le rappelle la compagnie quand on la sollicite. François Hamant reconnaît toutefois qu'Air France peut avoir eu des «problèmes d'approvisionnement» pour effectuer ces remplacements sur les appareils de sa flotte.

«Dilution des responsabilités»

A cinq jours de l'ouverture du salon du Bourget, l'accident de l'AF447 tombe très mal pour la compagnie. «Air France tente de jouer l'apaisement. C'est d'ailleurs vrai que ses appareils ont effectué des milliers d'heures de vol sans avoir d'accident. Mais il me semble que les retours d'expérience sur les incidents de Pitot n'ont pas été bons», explique Amine Mecifi.

«Contrairement à Air Caraïbes, on en est resté à de la légèreté, alors que cette question aurait dû être traitée d'urgence», détaille le fondateur du site securiteaerienne.com. Pour lui, Air France, comme d'autres grosses compagnies, est victime d'une «dilution des responsabilités». Mecifi, qui a travaillé avec les familles des victimes de l'accident de Charm el-Cheikh en 2004, estime que les proches des disparus de l'AF447 pourraient se retourner contre Air France, compagnie «très solvable».

Pour l'heure, cette éventualité ne serait pas encore envisagée, selon Guillaume Denois de Saint-Marc, président de l'Association française des Victimes du Terrorisme, qui a été en contact avec les proches des disparus français: «Ils ne sont pas du tout dans cette phase. Pour l'instant, ils sont encore dans le travail de deuil et de recherche des corps».

---

## Moins de nouveaux crédits aux ménages en avril (11.06)

**Reuters - 10.06** La production de crédits nouveaux aux ménages français a poursuivi sa contraction en avril, selon des chiffres de la Banque de France publiés mercredi.

Les flux cumulés sur douze mois de crédits nouveaux ont baissé à 140,9 milliards d'euros après 144,3 milliards à fin mars, soit un recul de 2,4%. Par rapport à leur niveau d'avril 2008 (196,0 milliards), la baisse atteint 28%.

La baisse touche surtout le crédit habitat, en repli de 3,2% à 89,5 milliards (-35,9% sur un an), alors que le crédit à la consommation est resté à peu près stable à 51,4 milliards (-0,8% sur un mois, -8,9% sur un an).

La baisse de la production de crédits aux sociétés non financières a ralenti à 269,9 milliards d'euros contre 270,4 milliards en mars et 277,7 milliards en février. Elle était de 317,4 milliards en mars 2008.

Les taux d'intérêt moyens ont diminué à 5,67% pour les crédits nouveaux aux ménages (contre 5,89% en mars) et à 3,74% (contre 3,93%) pour les entreprises, selon la BdF.

## Quatre salariés sur dix touchés par le stress (11.06)

**Lepoint.fr - 10.06** Quatre salariés sur dix se disent stressés, 60 % d'entre eux attribuant cet état exclusivement au travail et 38 % à des causes professionnelles et personnelles, selon un sondage CSA\* pour l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (Anact), rendu public mercredi. Quelque 41 % des salariés français se déclarent stressés, et même 13 % très stressés, selon cette étude réalisée pour la 6e "Semaine pour la qualité de vie au travail" et présentée mercredi par Jean-Baptiste Obéniche, directeur général de l'Anact.

Parmi ceux qui se disent stressés, seuls 2 % voient uniquement des causes personnelles à leur stress et plus de la moitié des sondés stressés (54 %) estiment aussi que la crise économique contribue à leur stress. Par ailleurs, 64 % des personnes interrogées, stressées ou non, disent avoir ressenti un symptôme du stress, comme la fatigue importante, les tensions musculaires, les difficultés à ne pas penser au travail une fois rentrées à la maison ou les troubles du sommeil. Face au stress, près de la moitié (48 %) font "comme si de rien n'était". "Le stress n'est pas encore intégré comme un phénomène anormal", a souligné Jean-Baptiste Obéniche.

"L'organisation du travail" (40 %) et "les exigences personnelles" des salariés (38 %) sont les facteurs de stress les plus cités, devant "les relations avec les collègues et la hiérarchie" (31 %) et "les changements dans le travail" (31 %). Sur l'organisation du travail, 36 % invoquent d'abord la surcharge de travail, 35 % le fait de devoir mener plusieurs tâches à la fois, et 31 % le manque de temps. Parmi les "exigences personnelles", le sentiment de ne pas être rémunéré à sa juste valeur est le premier motif invoqué (43 %), devant le manque de reconnaissance (25 %) et l'inquiétude de ne pouvoir faire face aux exigences (21 %).

Le manque de soutien de la hiérarchie (33 %) et les conflits dans le travail (30 %) sont les principales causes citées par ceux qui évoquent le relationnel comme cause de stress, tandis que ceux qui évoquent "les changements dans le travail" dénoncent un manque de moyens (37 %), l'obligation de s'adapter en permanence (31 %) et les changements de rythme (23 %).

## 96 % des Français essaient de réduire leur consommation (13.06)

**Lepoint.fr - 11.06** Plus de neuf Français sur dix (96 %) affirment effectuer au moins un geste ou une action pour réduire la consommation d'énergie de leur logement, selon un sondage TNS Sofres pour le groupe Logica publié vendredi.

Parmi ces gestes, 74 % des sondés font des économies d'électricité (utilisation des appareils ménagers pendant les heures creuses, achat d'ampoules basse consommation), 40% des économies de chauffage et 40% des économies d'eau.

En outre, sept Français sur dix "utilisent leur voiture le moins possible, prennent les transports en commun, le vélo, font du covoiturage, de la marche à pied ou se regroupent pour faire leur courses", indique cette étude.

En revanche seuls 7% des Français vont plus loin en produisant eux-mêmes de l'énergie renouvelable (pompes à chaleur, biomasse, solaire, éolien).

Par ailleurs, si une très importante majorité (95%) estime que l'environnement est aussi important ou plus important que le développement économique, ils sont rares à vouloir "en payer le prix", indique le sondage.

Ainsi pour 70% des Français interrogés, mettre en place des actions pour réduire sa consommation énergétique "coûte cher" et par conséquent, ils sont encore relativement peu nombreux à s'équiper pour permettre à leur logement de consommer moins.

Seulement 11% des personnes interrogées déclarent en effet avoir monté un dossier qui a abouti pour obtenir des crédits d'impôts dédiés au développement durable et aux économies d'énergies ou un éco-prêt.

## La malnutrition touche plus d'un milliard de personnes (13.06)

**Reuters - 12.06** La malnutrition a touché 105 millions de personnes supplémentaires au premier semestre 2009 du fait de la hausse des prix alimentaires, ce qui porte le total à plus d'un milliard, a annoncé vendredi la directrice du Programme alimentaire mondial (Pam), Josette Sheeran.

"Nous avons enregistré cette année en moyenne quatre millions d'affamés de plus par semaine", a-t-elle dit à Reuters en marge d'une réunion des ministres du Développement des huit pays les plus industrialisés (G8), à Rome.

"Pour les six premiers mois de l'année déjà, 105 millions de personnes sont venues s'ajouter", a poursuivi la diplomate, citant les chiffres que l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) doit publier la semaine prochaine. En 2008, la FAO a évalué à 963 millions le nombre de personnes affectées par la malnutrition.

Le Pam, qui a sollicité 6,4 milliards de dollars pour leur venir en aide cette année, ne disposait à la fin de la semaine dernière que de 1,5 milliard. Faute de ressources, l'organisation a dû réduire ses distributions et a renoncé à certains de ses programmes en Afrique de l'Est et en Corée du Nord.

"Je sais qu'il s'agit d'une grosse somme mais, si on la compare aux plans de relance de l'économie, moins de 1% du total permettrait d'enrayer la crise humanitaire qui se profile et c'est aussi essentiel à la stabilité du monde", a souligné Josette Sheeran.

---

### **Violences intrafamiliales: 160.000 faits recensés en 2008, selon la police (16.06)**

**AP - 15.06** La police et la gendarmerie ont recensé 160.000 cas de violences intrafamiliales en 2008, dont 193 mortels, selon les chiffres de la direction centrale de la police judiciaire, dévoilés lundi aux Assises nationales de la sécurité à Paris.

Les femmes sont en première ligne, puisque 156 ont été tuées par leur compagnon ou leur ex-compagnon. Une seule a été tuée par son amante. Par ailleurs, 27 hommes ont été victimes de leur compagne ou ancienne compagne. Enfin, neuf enfants ont succombé à des violences paternelles. L'ensemble de ces meurtres représentent 16% des homicides constatés en 2008 par la police et la gendarmerie.

Les principales causes de ces violences sont "la dispute" pour les agresseurs féminins (44% des cas) et "la non acceptation de la séparation" pour les agresseurs masculins (35% des cas), selon la même source.

La tranche d'âge la plus concernée par les violences intrafamiliales est celle des 41-50 ans (28% des agresseurs et 21% des victimes). A noter que les personnes âgées ne sont pas épargnées puisque les plus de 70 ans représentent 20% des agresseurs et 18% des victimes, les plus de 80 ans 5% des agresseurs et des victimes.

Selon le bulletin de juin 2009 de l'Observatoire national de la délinquance (OND), les violences physiques dites "non crapuleuses", qui intègrent les violences intrafamiliales, sont en hausse de 5,3% au cours des 12 derniers mois.

D'après la dernière "enquête de victimation" réalisée par l'INSEE en 2007, les personnes de 18 à 60 ans victimes de violences familiales sont au nombre de 800.000 et représentent 2,3% de cette tranche d'âge.

Plus de 2% des femmes de 18 à 60 ans vivant en couple et moins de 1% des hommes déclarent avoir subi des violences physiques de la part de leur conjoint. Cette proportion est plus élevée chez les jeunes (3% des 18-24 ans), chez les chômeuses (3,8%) et les femmes de chômeurs (4,6%), selon l'enquête de l'INSEE.

---

### **Les Français dépensent moins qu'en 1960 pour s'habiller (17.06)**

**Le Monde - 16.06** Voici enfin une information susceptible de réchauffer le coeur des pires accros à la mode : depuis 1960, la part des dépenses consacrées aux vêtements et aux chaussures a diminué en France de plus de moitié dans le budget des ménages, selon une très sérieuse étude d'Insee Première publiée mardi 16 juin.

La part de ces dépenses dans le budget des ménages français est ainsi passée de 11,8 % en 1960 à 4,7 % en 2006. A cette date, la dépense moyenne par habitant s'élevait à 616 euros par an pour les vêtements et 135 euros pour les chaussures, soit un total de 47 milliards d'euros.

Il y a quarante-cinq ans, se vêtir correspondait "le plus souvent à un achat de première nécessité", affirme l'auteure de l'étude, Danièle Besson. Ce qui est loin d'être le cas aujourd'hui, les phénomènes de mode "ne suffisant plus à soutenir une demande de plus en plus saturée".

Les prix dans ces secteurs ont certes augmenté moins vite que l'inflation, mais le mode de distribution a été bouleversé avec l'arrivée des

hypermarchés et des grandes enseignes, tandis que les importations massives en provenance de pays à faible coût de main-d'oeuvre se sont imposées.

Ces importations, qui représentaient 2 % en 1960, ont atteint 40 % en 2006. Ce qui s'explique notamment par une forte ouverture du commerce extérieur, avec la réduction des quotas sur l'habillement et l'abaissement des droits de douane en 1986, puis par le démantèlement des quotas en 2005. Si bien que, depuis 2000, la Chine est devenue, en valeur, le premier fournisseur de vêtements en France. En 2006, elle était suivie par l'Italie, la Tunisie, le Maroc, la Turquie et l'Inde. En quarante-cinq ans, ces importations se sont substituées à la production nationale. En 1960, la valeur de la production française représentait 70 % des ventes totales d'habillement et de cuir, elle n'était plus que d'un quart en 2006.

## PORTUGAIS FLAMBEURS

L'étude précise toutefois que les entreprises françaises "ont vraisemblablement eu la possibilité d'augmenter leur taux de marge" au cours de ces quarante-cinq ans, "malgré des ventes relativement peu dynamiques".

L'emploi a été fortement affecté et a reculé en moyenne de 4 % par an entre 1960 et 2000, passant de 670 000 à 140 000. Cette tendance a encore empiré depuis, avec une baisse de 8 % par an depuis 2000, pour tomber à 85 000 personnes en 2006.

L'étude de l'Insee note aussi que la baisse des prix des articles importés a "permis de contenir les prix à la consommation". Si Paris revendique toujours le titre de capitale de la mode, le consommateur français reste dans la moyenne européenne pour ses vêtements et souliers (751 euros pour une moyenne de 767 euros). Loin derrière les Italiens et les Portugais, manifestement plus flambeurs et qui semblent attacher le plus d'importance à leur apparence vestimentaire.

---

## De plus en plus de catastrophes dans les JT (INA) (25.06)

**jeanmarcmorandini.com - 24.06** Le nombre de sujets consacrés aux catastrophes, aux faits divers et aux drames, individuels ou collectifs, ne cesse d'augmenter dans les journaux télévisés des grandes chaînes, selon l'étude mensuelle de l'Institut national de l'audiovisuel (Ina) sur les contenus des journaux.

Selon cette étude (Ina Stat), "en 2008, près de 10% des sujets des éditions du soir de TF1, France 2, France 3, Arte, Canal+ et M6 étaient consacrés aux catastrophes et aux faits divers, soit 3.159 sujets et une moyenne de plus de huit sujets par jour".

Ce chiffre, poursuit Ina Stat, représente "bien plus que la part réservée à la politique (2.111 sujets) ou à la culture et aux loisirs (2.576 sujets)".

Les victimes, qu'il s'agisse de conflits, d'agressions, de catastrophes ou d'accidents divers, "deviennent des figures récurrentes des JT", où elles sont présentes dans 1.990 sujets en 2008, près de quatre fois plus qu'en 1995.

Alors que les catastrophes occupent une place relativement stable, les faits divers sont en augmentation régulière, passant de 630 sujets en 1999 à 1.710 en 2008, "comme si les partis pris éditoriaux des chaînes étaient de favoriser, de plus en plus, les drames personnels plutôt que les drames collectifs".

Selon le baromètre de l'Ina, des catastrophes ont été "surmédiatisées" au cours des dix dernières années, notamment l'incendie du Tunnel du Mont Blanc et la tempête en France en 1999 et début 2000, l'explosion de l'usine AZF à Toulouse en 2001, le tsunami en Asie du sud-est fin 2004 et début 2005, le cyclone Katrina en Floride en 2005. La plupart des faits divers ont été moins couverts.

Concernant 2008, les journaux ont accordé une attention particulière aux événements mettant en jeu des enfants, aux actes de piraterie en mer, tandis que les catastrophes naturelles (séismes, cyclones, éruptions volcaniques, tornades, inondations) ont été plus exposées que les catastrophes liées aux activités humaines.

Parmi les six chaînes observées, M6 se distingue en réservant 13,4% de ses sujets aux faits divers et aux catastrophes, dont 8,7% aux faits divers (contre moins de 10% à l'ensemble des sujets "faits divers" et "catastrophes" sur TF1 et France 2).

---

## Revenu disponible des ménages français: 993 milliards d'euros en 2003, selon l'INSEE (25.06)

**AP - 24.06** Le revenu disponible des ménages français a atteint 993 milliards d'euros en 2003, dont 821 milliards ont été dépensés et 172

milliards ont été épargnés -en particulier par les plus aisés-, selon une étude publiée mercredi par l'INSEE dans le cadre des comptes nationaux.

Le revenu disponible, explique l'Institut national de la statistique et des études économiques, comprend l'ensemble des revenus d'activités, des revenus du patrimoine et des prestations reçus, dont sont déduits les prélèvements sociaux et fiscaux (cotisations et impôts).

Le revenu disponible est donc ce qui reste aux ménages pour consommer et épargner. L'année de référence retenue -2003- est celle commune aux différentes enquêtes menées à des rythmes différents (annuel, ou tous les cinq ans). Les ménages ont été répartis par niveau de vie croissant en cinq groupes, représentant chacun 20%, soit cinq millions, de l'ensemble des ménages français de métropole.

Selon l'INSEE, ce sont logiquement les 20% des ménages les plus aisés qui disposent de 40% de la masse de revenu disponible. La part des revenus financiers se concentre également parmi les plus aisés, qui disposent de plus de 80% de la masse des revenus financiers. A l'inverse, le niveau de vie moyen des ménages les plus modestes est cinq fois moins élevé que celui du groupe des plus aisés.

L'ensemble des ménages a épargné en moyenne, en 2003, 17,3% du revenu disponible. Le taux d'épargne est globalement croissant avec le niveau de vie et est particulièrement élevé (environ 35%) pour les 20% les plus aisés: ils dégagent 80% de la masse totale de l'épargne des ménages en 2003.

L'épargne des ménages les plus modestes, poursuit l'INSEE "est en moyenne négative", fluctuant entre -11% et 1%. Leur consommation, en 2003, a été globalement plus élevée que les revenus perçus dans l'année. Au niveau individuel, le décalage entre revenu et consommation une année donnée peut par exemple s'expliquer par une grosse dépense à prendre en charge -coût des études, achat d'un véhicule-, une chute de revenus du fait d'une période de chômage ou d'inactivité, note l'INSEE.

Le niveau de vie croît avec l'âge, jusqu'à 60 ans, et décroît ensuite. C'est "à peu près la même chose" pour les dépenses de consommation, et seuls les personnes âgées de 70 ans et plus "se démarquent avec un niveau de consommation sensiblement plus faible".

Quant au taux d'épargne, il "croît avec l'âge". Il diminue pour la tranche d'âge 60-69 ans, mais remonte ensuite. Selon l'INSEE, cela peut traduire un souhait "d'épargne de précaution ou de transmission", mais aussi le fait que les "générations plus anciennes" ont "l'habitude de moins consommer".

Les plus jeunes, ainsi que les plus modestes, ont un taux d'épargne négatif: pour un ménage de moins de 30 ans, les revenus courants ne couvrent pas en moyenne le niveau des dépenses.

Mais les aides financières de ménage à ménage (aides des parents, pensions alimentaires) "modifient la situation", note l'INSEE. Ainsi, "pour les plus jeunes, le taux d'épargne après prise en compte des transferts n'est plus négatif", et est estimé "entre 0% et 2%".

---

## **Le vieillissement démographique sera plus rapide au Sud qu'au Nord, selon l'INED (01.07)**

**AP - 30.06** Phénomène "inéluçtable", le vieillissement démographique mondial n'en est qu'à ses débuts dans les pays du Sud, mais il y sera plus rapide qu'au Nord, selon une étude de l'Institut national des études démographiques (INED), qui y voit à la fois une opportunité de développement économique et un défi pour les systèmes de retraite de ces pays.

Le vieillissement démographique est lié à la diminution de la fécondité et à l'allongement de la vie -dû aux progrès de l'hygiène et de la médecine, ainsi qu'au progrès économique-, "phénomènes que toutes les régions du monde ont connu ou sont en train de connaître", explique l'INED dans son bulletin mensuel d'information paraissant mercredi.

Or, "le progrès et les changements de comportement en matière de famille se sont faits avec un décalage dans le temps mais à une vitesse accélérée dans les pays du Sud par rapport aux pays du Nord, où ils ont été initiés", a expliqué à l'Associated Press Gilles Pison, auteur de l'étude.

Exemple de cette accélération du processus, le temps qu'a mis ou mettra un pays à voir sa proportion de personnes âgées de 65 ans ou plus doubler. Ainsi, si ce phénomène a mis 114 ans (entre 1865 et 1979) à se réaliser en France, "premier pays à connaître le vieillissement", "il sera probablement effectué en seulement 25 ans" en Chine, selon l'INED.

Dans ce pays, la mortalité infantile a mis 40 ans pour descendre de 200 pour mille à 30 pour mille, et la fécondité est passée de 5 à 2,5 enfants par femme en 12 ans. Contre respectivement 158 et 150 ans en France.

Selon l'INED, "le même phénomène de vieillissement rapide est en germe dans l'ensemble des pays du Sud pour les mêmes raisons", et le

processus sera encore plus rapide pour certains d'entre eux. Ainsi l'Iran, "où la proportion des 65 ans ou plus devrait passer de 7% à 14% en 20 ans", ou encore le Vietnam et la Syrie, où le phénomène ne prendra que 17 ans, selon les projections de l'INED.

Même dans les pays où le vieillissement démographique n'est pas encore complètement enclenché, la chute de la fécondité a déjà entraîné une augmentation de la population d'âge actif. Si cette situation représente "une opportunité démographique que les pays du Sud doivent saisir pour se développer économiquement", l'INED y voit également un "véritable défi" pour la prise en charge de populations vieillissantes appelées à croître.

Du fait du rythme rapide du phénomène, "la solidarité familiale s'érode dans ces pays sans qu'une solidarité collective sous forme de systèmes de retraite ne soit là pour prendre le relais", explique l'INED, qui souligne la possibilité que "les adultes d'aujourd'hui ne finissent leur vie dans la misère quand ils seront âgés".

"La question d'une solidarité entre les générations à l'échelle internationale devra sans doute être posée à terme", conclut l'institut.

---

## **Les ancêtres communs de l'homme et du singe auraient vécu en Asie, suggère une nouvelle étude (03.07)**

**AP - 30.06** Des fossiles récemment découverts en Birmanie pourraient prouver que les ancêtres communs de l'homme et du singe ont évolué à partir de primates ayant vécu en Asie plutôt qu'en Afrique, selon une étude publiée dans la revue scientifique britannique "Proceedings of the Royal Society B".

Toutefois, d'autres scientifiques estiment que la découverte, bien qu'importante, ne mettra pas fin au débat sur l'origine des anthropoïdes, famille de primates qui comprend aussi bien des espèces disparues que l'homme moderne.

Les fragments vieux de 38 millions d'années de mâchoires et de dents trouvés en 2005 près de Bagan (centre de la Birmanie) présentent des caractéristiques typiques des primates, explique Chris Beard, paléontologue du Muséum d'histoire naturelle Carnegie à Pittsburgh et membre de l'équipe qui a mis au jour les fossiles.

"Lorsque nous les avons trouvés, nous savions que nous étions en présence d'un nouveau type de primate et en gros de quel type de primate il s'agissait", a-t-il déclaré à l'Associated Press. "Les mâchoires et les dents sont très révélatrices, presque comme des empreintes digitales pour ce type de fossiles."

M. Beard et son équipe -comprenant des chercheurs de France, Thaïlande et Birmanie- a conclu que les fossiles provenaient d'une dizaine de représentants d'une nouvelle espèce, baptisée "Ganlea megacarina", ayant appartenu à une famille de primates anthropoïdes asiatiques aujourd'hui disparue: les Amphipithecidae.

Les caractéristiques des canines suggèrent que la créature arboricole ressemblant à un singe et pourvue d'une longue queue ouvrait des fruits tropicaux avec ses dents afin d'en consommer la chair et les graines. Les singes saki qui vivent aujourd'hui dans le bassin amazonien ont un comportement similaire, observe M. Beard. "Non seulement le Ganlea ressemble à un anthropoïde, mais il se comportait comme un anthropoïde il y a 38 millions d'années en ayant cette écologie alimentaire très spécialisée", précise-t-il.

Les fossiles sont plusieurs millions d'années plus vieux que n'importe quel autre anthropoïde découvert en Afrique, mais ne sont pas les plus anciens du genre pour l'Asie. En 1994, M. Beard et des chercheurs chinois avaient découvert des os de pied fossilisés de l'anthropoïde Eosimias, l'un des primates les plus petits jamais répertoriés, qui a vécu il y a 40 à 45 millions d'années dans l'est de la Chine.

L'âge des restes du Ganlea et de l'Eosimias constituent des preuves permettant de contester la thèse selon laquelle les primates anthropoïdes ont évolué en Afrique, affirme M. Beard. "Le nouveau fossile Ganlea nous aide à affirmer, et nous pensons que le débat est vraiment proche d'être tranché maintenant, que lorsque l'on regarde aussi loin dans le temps, l'ancêtre commun des singes et de l'homme vivait en Asie et pas en Afrique", dit-il.

En mai, des chercheurs ont dévoilé le squelette quasi-intact d'un primate vieux de 47 millions d'années, découvert en Allemagne et surnommé "Ida", qui selon eux donnent un aperçu de l'aspect physique de nos lointains ancêtres. "Nous n'allons pas jusqu'à dire que le Ganlea est le chaînon manquant, mais nous savons qu'il est beaucoup plus étroitement lié à nos ancêtre qu'Ida, même si malheureusement nous n'avons pas un squelette complet comme pour Ida", précise M. Beard.

Reste que Jorn Hurrell, qui a apporté Ida au Muséum d'histoire naturelle de l'université d'Oslo, estime qu'il est trop tôt pour tirer des conclusions à partir du Ganlea car on n'en possède que des restes de mâchoires et de dents. "Ces fragments sont encore trop peu nombreux", souligne-t-il. Et d'ajouter: "Le débat scientifique va se poursuivre jusqu'à ce que des squelettes plus complets comme celui d'Ida soient découverts, et cela pourrait prendre plusieurs centaines d'années."

## Les marques s'adaptent à la baisse du pouvoir d'achat (11.07)

**Le Monde - 10.07** Pendant des années, les fabricants de produits de grande consommation ont plutôt ciblé le haut du marché. S'appuyant sur la puissance de leurs marques, les Danone, Nestlé ou autres Unilever cherchaient ainsi à se distinguer des produits premiers prix et des marques de distributeurs, quitte à les vendre un peu plus cher. Mais, dans un contexte de recul de la consommation qui pèse sur leurs ventes, ces groupes font évoluer leur stratégie en attaquant également maintenant le "bas" du marché.

Au retour des vacances, les consommateurs découvriront par exemple, dans les rayons des magasins, une nouvelle gamme de couches Pampers, baptisée Simply Dry. L'objectif de Procter & Gamble, qui détient 40 % du marché des couches-culottes en France : proposer un paquet de 40 couches à moins de 10 euros. Voile un peu moins confortable, rapidité d'absorption moindre et limitation à trois tailles, ce produit se veut toutefois conforme aux standards de qualité de la marque.

Il y a un an, Danone a lancé le mouvement avec Ecopack, un lot de six yaourts à 1 euro, qui promet "la qualité Danone à prix mini". En deux mois et sans publicité, afin d'en réduire les coûts. Depuis, de nombreux industriels l'ont suivi, non pas en créant de nouvelles marques, mais en étendant la gamme de celles qui existaient déjà.

Unilever, lui, a choisi de réveiller de belles endormies comme les infusions et thés Elephant, qu'il positionne en dessous de Lipton.

Les industriels jouent sur les recettes, en optant pour les ingrédients plus simples et moins coûteux. Ils peuvent aussi réduire les coûts de packaging, voire même le poids d'un produit, l'option qu'a choisie Yoplait pour sa gamme "offre éco", qu'il décline avec plusieurs de ses marques.

Le principe est toujours le même : que les prix ne dépassent pas un seuil symbolique. Ainsi en juillet, le leader mondial des cosmétiques L'Oréal met sur le marché, sous la marque Garnier, des crèmes, lotions tonifiantes et démaquillants à moins de 4 euros.

Désormais, chacun tient à avoir son label "entrée de gamme". C'est le cas d'Unilever avec Persil. Au rayon alimentation, Nestlé vend le café soluble Nes, destiné aux jeunes, 30 % moins cher que le Nescafé. Même chose avec les bouillons Kub Or, dont il renouvelle les recettes et qu'il rend plus abordable que les Maggi, qui lui appartiennent aussi. Et le groupe compte élargir cette mutation à toutes ses catégories de produits d'ici à la fin de l'année.

Nestlé décline désormais aussi en France son concept PPP, pour "produits au positionnement populaire", à l'origine créé pour les pays émergents. Ses produits halal entrent dans cette catégorie. En fait, comme ses concurrents, le géant suisse opte pour le "modèle du sablier" : il mise toujours sur le haut de gamme - les capsules Nespresso, par exemple - car quand la valeur ajoutée est reconnue, même cher, le produit se vend bien. En parallèle, il développe une offre dite économique. En revanche, les industriels délaissent le moyen de gamme, que les consommateurs boudent à présent.

Si les offres économiques se généralisent, encore faut-il qu'elles trouvent leur place. "Là où nos barquettes de salade à 0,99 centime sont vendues, cela marche très bien", explique Arnaud Ginet, le directeur marketing du traiteur Pierre Martinet. Mais comme l'Ecopack de Danone qui n'a été proposé que dans 50 % des enseignes, les barquettes de Pierre Martinet n'ont trouvé leur place que dans 20 % des supermarchés. Logiquement, les distributeurs ne voient pas toujours d'un bon oeil l'arrivée de ces produits qui constituent une concurrence frontale à leurs propres marques.

Face à une chute historique des ventes des produits de grande consommation, les grandes marques n'ont plus le choix pour "relancer la machine à volume (de ventes)", selon Jean-Daniel Pick, du cabinet OC & C. D'après une récente étude de cet institut, pour la première fois en 2008, la marge opérationnelle des géants mondiaux de la grande consommation a baissé. Elle affiche un recul de 0,7 point, à 17,4 %. Et de janvier à avril, la marge opérationnelle a chuté de 8 %. Un recul qui s'explique par la baisse des volumes en raison de la concurrence du maxidiscount, des marques de distributeurs et d'une consommation atone.

L'accessibilité est clairement une "stratégie défensive face aux marques de distributeurs et une façon de faire le gros dos pendant la crise", analyse Eline Maurel, directrice d'études chez Xerfi. Selon elle, ce phénomène n'est cependant pas tenable à moyen terme, car les marges sont trop faibles. Une fois la crise passée, si quelques marques resteront, beaucoup d'entreprises tenteront de faire machine arrière en remontant les prix, envisage-t-elle.

Le pari est effectivement risqué. Leur image sera-t-elle affectée par cette intrusion dans le bas de gamme ? Pourront-elles y renoncer si le client s'y est habitué ? Déjà l'arrivée des marques de distributeurs puis leur montée en gamme avaient brouillé les repères. La vente des grandes marques en maxidiscount et désormais leur intrusion sur le créneau des marques de distributeurs risquent encore plus faire de douter de leurs avantages.

## Près d'un milliard et demi de personnes âgées en 2040 (21.07)

**Reuters - 20.07** Le vieillissement de la population mondiale progresse partout à un rythme sans précédent et les personnes âgées seront bientôt plus nombreuses que les jeunes, selon une étude américaine publiée lundi.

Les 65 ans et plus, qui étaient 506 millions à la mi-2008, seront 1,3 milliard à l'horizon 2040, soit 14% de la population mondiale, selon ces recherches effectuées par l'agence américaine chargée du recensement.

"Les personnes âgées de 65 ans et plus vont bientôt dépasser les enfants de moins de 5 ans pour la première fois dans l'histoire", soulignent les auteurs du rapport, rédigé sous la direction de Kevin Kinsella et de Wan He.

La tranche des 80 ans et plus est celle qui progresse le plus vite dans la plupart des pays. Elle devrait croître de 233% entre 2008 et 2040, estiment les chercheurs.

"Le vieillissement affecte tous les pays et toutes les régions du monde. Bien qu'il y ait d'importantes différences entre pays développés et en développement, le vieillissement mondial modifie la nature économique et sociale de la planète et pose des problèmes difficiles à régler", commente Richard Suzman, au nom de l'Institut national du vieillissement, commanditaire de l'étude, évoquant les retraites ou les dépenses de santé.

## En Chine, la contrebande fait un tabac. (03.08)

**Slate.fr - 01.08** YUNXIAO, Chine - À première vue, Yunxiao ressemble à n'importe quel trou perdu chinois plongé dans une transition industrielle difficile. Des publicités déteintes ornent les rues du centre-ville, où des motards coiffés de chapeaux en bambou se disputent les passagers payants dans un concert de klaxon. Au cœur de la ville, une bannière rouge exhorte les citoyens à développer l'économie locale. Le message est chargé d'ironie. En effet, depuis les années 1990, Yunxiao a engendré sa propre catégorie de millionnaires, célèbres dans toute la Chine. Mais leur activité s'exerce loin du centre-ville.

Entourées de montagnes, tapissées d'épaisses forêts, les fabriques clandestines de cigarettes parsèment la campagne. Aménagées au plus profond de grottes, haut perchées dans la montagne et parfois même complètement enterrées, 200 usines clandestines ont été recensées à Yunxiao, un comté du sud-ouest de la province du Fujian mesurant deux fois la superficie de la ville de New York.

Au cours des dix dernières années, la production de cigarettes de contrebande a explosé en Chine, multipliée par huit depuis 1997 pour atteindre le chiffre sans précédent de 400 milliards de cigarettes par an - assez pour fournir 460 paquets de cigarettes annuels à chaque fumeur américain. C'est de Yunxiao, autrefois célèbre pour sa néfle du Japon jaune vif, devenu le cœur de ce commerce, que provient la moitié de la production contrefaite chinoise.

Une industrie souterraine qui inonde les marchés du monde entier

Aujourd'hui, les cigarettes chinoises de contrebande - copies de Marlboro, de Newport et de Benson & Hedge - inondent les marchés du monde entier. Elles alimentent un marché noir violent, brassant des milliards de dollars, et sont encore plus nocives pour les fumeurs que les vraies. Cette industrie reste pourtant peu connue.

«La plupart des fabriques sont souterraines» confie à voix basse une courtière en cigarettes de Yunxiao. «Aménagées sous les bâtiments, incroyablement bien cachées, avec des portes secrètes dissimulées dans les caves». Même le temple du village - surmonté d'un toit rouge cintré et de flèches peintes et torsadées - dissimule une fabrique en sous-sol, révèle-t-elle.

La contrefaçon de cigarettes est immensément lucrative, et ses profits rivalisent facilement avec ceux du trafic de drogue. Une cartouche de fausses Marlboro coûte 20 cents à produire en Chine, et peut atteindre vingt fois ce prix aux États-Unis. Et si un trafiquant de drogue peut écoper d'une peine de prison à vie, un contrefacteur de cigarette reçoit une sanction comparativement bénigne - quelques années de prison ou, parfois, une amende. «Ces dernières années, presque tous les marchés ont été visés» explique Andrew Robinson, responsable de la protection de la marque Philip Morris International. En 2001, les contrefacteurs chinois élaboraient huit variétés différentes de fausses Marlboro. L'année dernière, ils fabriquaient des versions sur mesure de Marlboro pour quelque 60 pays - reproduisant jusqu'aux plus infimes détails comme les timbres fiscaux et les avertissements sanitaires spécifiques à chaque région. Aux États-Unis, 99 % des cigarettes contrefaites viennent de Chine.

Lorsqu'il s'agit de faux de qualité supérieure comme ceux-ci, tous les chemins ramènent à Yunxiao. «Quelle que soit la marque ou la qualité, Yunxiao peut vous aider à la produire» vante un ancien contrebandier de cigarettes du Fujian. «Vous n'avez qu'à dire votre prix».

Des villageois guettant les étrangers font office de sentinelle dans les petites rues étroites de Yunxiao et dans ses hôtels, et les visiteurs sont fréquemment suivis. Lors de descentes dans des fabriques, la police chinoise a découvert des fusils semi-automatiques et s'est vu opposer une résistance à la machette. Chaque année, plusieurs enquêteurs d'État et privés sont assassinés dans le cadre de vengeances. Même si les autorités chinoises proposent des milliers de dollars de récompense en échange de renseignements, peu d'habitants osent les prendre. «Même si vous obtenez l'argent» explique un villageois, «vous ne resterez pas vivant pour en profiter après».

## La Chine, empire de la cigarette

Difficile d'exagérer l'omniprésence du tabac en Chine, où la culture de la consommation de tabac est parmi les plus élaborées et les plus enracinées au monde. Là, l'échange de cigarettes en guise d'introduction est aussi ritualisé qu'une poignée de main, et les marques chères servent à tous les usages, des cadeaux de mariage aux pots-de-vin en passant par les offrandes sur les tombes des ancêtres.

Comme l'a formulé un responsable de la marque de cigarettes Rothmans : «Penser aux statistiques chinoises sur le tabac revient à essayer d'imaginer les limites de l'espace». Chaque année, les fumeurs chinois consomment 2,2 billions de cigarettes. Le nombre de contrefaçons inondant le marché national est tout aussi démesuré. «Chacun de nous a sa propre stratégie pour gérer le problème aujourd'hui» confie un fumeur de Beijing qui refuse d'acheter ses cigarettes dans des magasins dont il ne connaît pas le propriétaire. Dans les trains, les contrôleurs parcourent les allées, dûment équipés de lampes porte-clés à 75 cents censées dépister les faux paquets de cigarettes.

En Chine, l'État possède et contrôle toute la fabrication et la distribution de cigarettes. Étant donné que la vente de cigarettes représentait presque 8 % du budget de la Chine en 2007, il est très motivé pour éradiquer la contrebande (les responsables veillent aussi consciencieusement à protéger le marché : jusqu'en avril dernier, les fonctionnaires de la province chinoise centrale d'Hubei avaient l'obligation de fumer collectivement 230 000 paquets de cigarettes de marque régionale par an).

Par conséquent, les faussaires usent de moult subterfuges pour esquiver les autorités. Un fabricant est allé jusqu'à construire une fausse enceinte militaire, où 20 travailleurs vêtus d'uniformes d'occasion conduisaient de fausses manœuvres et chantaient l'hymne national tous les matins dans la cour. Les machines à fabriquer des cigarettes sont parfois cachées à bord de bateaux, dans des bunkers de béton, et même sous un lac.

## Une industrie qui se modérise et sait satisfaire ses clients

Dans les années 1990, les produits chinois contrefaits comportaient souvent des avertissements sanitaires truffés de fautes d'orthographe, des caractères flous et autres indices grossiers. Aujourd'hui, leur degré de sophistication représente parfois un défi pour les enquêteurs médicoolégaux. Au Royaume-Uni, où les autorités rapportent que jusqu'à un tiers des cigarettes vendues dans certaines régions sont des fausses principalement originaires de Chine, les employés des douanes utilisent un chien entraîné à repérer les contrefaçons dans la rue.

Pour le contrebandier entreprenant, quelques clics suffisent à obtenir des contrefaçons sur mesure. Les fabricants sollicitent ouvertement les clients grâce à des vitrines en ligne, promettant des garanties de qualité et vantant les normes internationales de leur équipement. Une entreprise de Yunxiao, établie en 1993, assure ses clients de son expérience dans le domaine des exportations vers l'Asie et l'Afrique et affirme gérer ses propres champs de tabac au Laos. Cette société - qui produit 80 millions de cigarettes par semaine - promet une fabrication en six jours, une livraison porte-à-porte pour certains clients étrangers et un service client impeccable.

Le ton est rassurant et gentiment pédagogique. Aux acheteurs qui hésitent encore, les propriétaires garantissent que le marché américain en particulier est une «affaire profitable». «Nous mettons tous nos efforts dans l'élaboration et le maintien d'une culture de management honnête» affirme le fabricant, «et nous saurons apprécier l'opportunité de faire des affaires avec vous».

Mais pour les consommateurs américains, les fausses cigarettes peuvent s'avérer encore plus nocives que les vraies. Des tests en laboratoire montrent que les contrefaçons chinoises émettent des niveaux plus élevés de produits chimiques que les marques : 80 % de nicotine et 130 % d'oxyde de carbone en plus. En outre, elles contiennent des impuretés comme des œufs d'insectes et des excréments humains.

Rien de tout cela n'arrête les faussaires qui tirent de prodigieux profits de ce commerce. À en croire certains fabricants de Yunxiao, les machines à fabriquer les cigarettes dernier cri peuvent coûter entre 1,5 et 3 millions de dollars. «Mais tout le monde sait qu'on peut rentrer dans ses fonds en quelques mois de production à peine» m'explique une courtière en cigarettes.

Même les hauts fonctionnaires locaux évoquent avec fierté les prouesses contrebandières de la région. «Cela fait très longtemps qu'une grande partie des cigarettes de Yunxiao part en Russie», s'enorgueillit un policier. «Les clients russes nous disent qu'ils sont si habitués au goût des fausses que maintenant ils ne veulent plus fumer les vraies».

La courtière estime que s'il est possible que Yunxiao change un jour, la transition pourrait prendre de nombreuses années. L'un des fabricants qu'elle connaît a investi 2,5 millions de dollars pour lancer une entreprise légale ailleurs, mais a récemment abandonné pour revenir - déçu car «les profits n'étaient jamais à la hauteur de la contrefaçon».

Pourtant, elle espère que cette industrie finira par changer : «Nous, les habitants, nous aimerions que Yunxiao lance sa propre usine légale de cigarettes un jour».

Te-Ping Chen est journaliste pour l'International Consortium of Investigative Journalists, un projet du Center for Public Integrity.

Traduit de l'anglais par Bérengère Viennot

---

## **L'UE comptait presque 500 millions d'habitants au 1er janvier (04.08)**

**Reuters - 03.08** La population de l'Union européenne s'est accrue de 2,1 millions d'habitants en 2008 pour atteindre un chiffre estimé à 499,8 millions au 1er janvier 2009, annonce Eurostat, l'agence de statistiques de l'UE.

Cette croissance de 2,1 millions de personnes, qui correspond à un taux annuel de 0,4%, résulte d'un accroissement naturel de 0,6 million d'habitants et d'un solde migratoire de 1,5 million dans les 27 pays de l'UE, précise Eurostat dans un communiqué.

Il y a eu au total 5,4 millions de naissances en 2009, soit un taux de natalité de 10,9 pour mille habitants, pour 4,8 millions de décès recensés.

Dans les 16 pays de la zone euro, la population était estimée à 328,7 millions de personnes au 1er janvier, en hausse de 1,6 million ou 0,4% sur un an. L'accroissement naturel a été de 0,4 million et le solde migratoire s'est établi à 1,2 million.

L'Allemagne, pays le plus peuplé de l'UE, est le seul à avoir enregistré une baisse de son taux de natalité. Sa population a décliné de 168.000 âmes à 82.050.000.

En France, la population a augmenté de 368.000 habitants à 64.351.000, un chiffre qui la place en deuxième position de l'UE devant le Royaume-Uni (61,6 millions) et l'Italie (60,1 millions).

---

## **La culture aussi connaît la crise (04.08)**

**AP - 03.08** Le monde de l'art est lui aussi pris dans la tourmente de la crise économique. Confrontées à une baisse vertigineuse de leurs ventes, des dizaines de galeries aux Etats-Unis licencient, se cantonnent à Internet, s'endettent pour survivre ou mettent carrément la clef sous la porte.

"L'explosion était si intense il y a quelques années et le retour de manivelle a été si puissant que je ne savais plus où j'en étais", confie Becky Smith, qui a fermé en juin la galerie Bellwether qu'elle tenait depuis dix ans à Manhattan. "Je ne voulais pas payer les murs de la boutique pendant que je réfléchissais à ce que je ferais."

Sa galerie new-yorkaise a vu ses recettes dégringoler: 600.000 dollars (420.000 euros) au premier trimestre 2007, 350.000 dollars (245.000 euros) un an plus tard et 80.000 dollars (55.000 euros) ce premier trimestre. Avec seulement 40.000 dollars (28.000 euros) de bénéfices nets, elle devait payer 10.000 dollars (7.000 euros) chaque mois pour le loyer de la boutique.

Au cours des deux dernières années, au moins 24 galeries ont fermé à Manhattan, dans le quartier de Chelsea pour la plupart, selon le magazine new-yorkais "Artnet".

A Santa Fe, au Nouveau-Mexique, dix à 15 galeries ont mis la clef sous la porte cette année, rapporte Christy Walker, directrice exécutive de l'association des galeries de Santa Fe. "Beaucoup de gens se figurent qu'en gérant une galerie, les propriétaires se font beaucoup d'argent, alors qu'il faut faire beaucoup d'efforts pour en vivre", souligne-t-elle. "C'est un domaine difficile et quand les choses vont bien, les choses vont bien, mais quand les temps sont durs, ce sont des affaires vraiment difficile à maintenir à flot".

Kraig Foote, qui possède une galerie à Scottsdale, dans l'Arizona, fait tout son possible pour conserver son affaire. Il a dû renvoyer deux employés et vendre une partie de sa collection privée pour payer les charges. Comme il n'a pas pu payer les mensualités de son emprunt immobilier depuis sept mois, sa maison va être bientôt mise aux enchères.

"J'ai tout abandonné", explique-t-il dans une boutique déserte. "J'essaie de tenir jusqu'à décembre. Je me dis que les gens

recommenceront à dépenser aux prochaines vacances. Ils se diront: 'Nous sommes sauvés, offrons-nous quelque chose'. Et d'ajouter après une pause: "Je ne sais pas".

Dans le centre-ville de Scottsdale, une demi-douzaine de galeries ont fermé au cours de l'année écoulée ou sont en train de le faire.

Leslie Levy n'a jamais vu un été aussi calme en 32 ans d'activité. C'est pourquoi elle a décidé de fermer boutique à la fin du mois d'août et d'ouvrir un site de vente d'art en ligne.

De passage dans sa galerie, une cliente de longue date regarde les pièces de son artiste préféré. Déçue par la fermeture prochaine, Marylyn Gregory comprend cependant cette décision: "Vous faites probablement le bon choix", dit cette habituée à la galeriste. Ce jour-là, elle n'achète rien, expliquant vouloir en parler d'abord avec son époux. Avant la crise, elle pouvait être plus impulsive. "Il nous arrivait d'aller à un vernissage, de boire un verre de vin et de nous dire: d'accord!"

Leslie Levy comprend ce changement. "Les gens regardent à la dépense. Ils diminuent leur budget et dépensent sur les nécessités de la vie. C'est logique".

## **Un soir d'août, rue Falguière à Paris, une longue file de démunis attendent leurs repas (07.08)**

**Le Monde - 05.08** Les portes de l'église Saint-Jean-Baptiste-de-la-Salle ouvrent à 18 heures précises. Depuis une demi-heure, la file d'attente s'allonge rue Falguière dans le 15<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Des personnes âgées, des jeunes et des familles avec poussettes attendent patiemment, parfois en discutant entre elles, un cabas à la main.

A l'intérieur du bâtiment, les bénévoles de l'association Août Secours Alimentaire s'activent et écoutent attentivement les dernières recommandations. "Cette année c'est une catastrophe, assène d'une voix puissante Pierre Lanne, poings serrés. Je ne peux pas assurer la distribution de la nourriture au-delà du 23 août. Après on ferme les portes. Il nous manque 100 000 €". A 80 ans, le fondateur de cette association, industriel à la retraite et diacre de la paroisse, avoue en avoir perdu le sommeil. "J'avais prévu 300 000 € de budget, soit une augmentation de 10 % par rapport à l'année dernière, car je me doutais bien que cette année serait particulièrement difficile... mais pas à ce point", poursuit-il.

Parrainée par la Fondation Notre-Dame et par la Mairie de Paris, l'association cherche de nouveaux soutiens. Avec la crise, les cordons de bourse se desserrent plus difficilement. La Fédération française des banques alimentaires enregistre elle-même des retards dans la livraison des denrées provenant du budget européen.

La particularité d'Août Secours Alimentaire est de mener une action ponctuelle, et ne fonctionne, comme son nom l'indique, qu'en août. Durant ce mois, les autres associations caritatives, qui le reste de l'année se chargent de nourrir les plus démunis, ferment le plus souvent leurs portes. "Normalement je vais aux Restos du cœur. Comme ils sont fermés, il n'y a que cette structure pour la nourriture", explique Martine, 45 ans, qui vient de récupérer un sac plastique marron. A l'intérieur : 1 litre de lait, 300 g de pâtes, 150 g de semoule, 1 pot de sauce bolognaise et un peu de sucre. C'est la version familiale, censée assurer déjeuner et dîner à trois personnes.

Pour prétendre à ce repas, les demandeurs doivent être munis d'une carte, délivrée par une assistante sociale, où est précisé le nombre de personnes à charge. "Nous rationnons tout et cette année nous ne distribuons qu'un sac par jour. Sinon nous ne pourrions pas assurer de la nourriture pour tout le monde", précise Régis Godard, responsable du centre Saint-Jean-Baptiste. A la même heure, l'association distribue des repas dans quatre autres paroisses de Paris : Notre-Dame-de-la-Croix (20<sup>e</sup>), Saint-Lambert-de-Vaugirard (15<sup>e</sup>), Saint-Gabriel (20<sup>e</sup>) et rue Haxo (20<sup>e</sup>).

A sa création en 1994, Août Secours Alimentaire distribuait l'équivalent de 26 000 repas. Aujourd'hui, le seuil des 380 000 repas est dépassé. "Il y en a que je vois depuis des années. Je me dis qu'ils ne s'en sortent pas", confie Pierre Lanne, en levant les yeux au ciel.

Pour certains, c'est la première fois. Toute menue dans une élégante robe noire, Chantal, 60 ans, enfouit le colis marron dans son sac à main. "Je ne suis pas du genre à supporter cela", murmure cette assistante de direction à la recherche d'un emploi, en se dirigeant rapidement vers la sortie. Les quarante bénévoles ont l'habitude et assurent la distribution avec discrétion. Une buvette est installée. "C'est un moment de détente après avoir pris le colis alimentaire. Notre spécialité ? Nourrir le cœur et l'esprit !", s'enthousiasme Marie-Madeleine, en offrant un verre de grenadine. Les enfants ne sont pas en reste. Ils sont une quinzaine autour d'une grande table à s'affairer aux coloriages, puzzles, badaboum et autres jeux, sous le regard attentif de deux bénévoles.

A 19 h 30, il faut refaire des sacs de nourriture. Les bénévoles accélèrent le rythme. Il ne reste plus que 30 minutes avant la fermeture du centre de distribution. La file d'attente ne désempt pas et s'étire toujours, loin rue Falguière. Au total 412 colis alimentaires auront été servis ce soir, permettant de nourrir plus d'un millier de personnes.

## **Les Français ont réduit leur budget livres et journaux, selon l'INSEE (07.08)**

**AP - 06.08** Livres et journaux pèsent de moins en moins lourd dans le budget des Français: ils en achètent encore, mais y consacrent une part de moins en moins importante de leurs dépenses, selon une étude que publie jeudi l'INSEE. Si la baisse du livre touche toutes les générations, le recul de la presse est davantage lié aux nouvelles habitudes d'achats des jeunes, moins consommateurs de quotidiens et magazines.

En 2006, les ménages de l'Hexagone ont dépensé 6,9 milliards d'euros en journaux et revues et 3,5 milliards d'euros en livres, des chiffres en stagnation depuis les années 90, selon l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE).

En revanche, leur part dans les dépenses de consommation a elle reculé très nettement depuis 1990, la presse représentant moins de 1% du budget des ménages et les livres moins de 0,5% en 2006. Au total, depuis les années 70, la part budgétaire consacrée au livre et à la presse a diminué d'un tiers.

D'après l'INSEE, le recul de la presse est une question de générations: plus les ménages sont jeunes, plus la part de leur budget consacrée aux journaux et magazines est faible: elle passe d'entre 0,9 à 1,3% pour les plus anciens à moins de 0,3% pour les plus jeunes.

A l'inverse, le livre semble épargné par cette désaffection des plus jeunes qui, du moins jusqu'en 2001, y consacraient une part plus élevée de leur budget que leurs aînés. Le recul du livre touche en fait toutes les générations.

En revanche, alors que le poids de la presse est sensiblement le même quel que soient les catégories socio-professionnelles, les différences sont très marquées pour le livre. La part du budget livres est supérieure de 70% à la moyenne chez les cadres et inférieure de 30 à 40% à la moyenne chez les ouvriers.

La part budgétaire du livre est supérieure de 85% à la moyenne pour les plus diplômés. Pour autant, l'élévation du niveau général d'études des Français n'a pas, au contraire, conduit à une augmentation du poids des livres, remarque l'INSEE. Pour la presse, c'est l'inverse: les moins diplômés consacrent une part de leur budget supérieure de 23% à la moyenne à l'achat de journaux et magazines.

L'origine sociale joue aussi: la catégorie socioprofessionnelle des parents, et en particulier celle de la mère, influe fortement sur ces dépenses. "Les personnes ayant des parents agriculteurs dépensent proportionnellement plus pour la presse, mais moins pour les livres, alors que c'est l'inverse pour les enfants de cadre et professions libérales", observe l'INSEE.

L'augmentation du niveau de vie pousse à la consommation de livres et de journaux. Le quart des ménages les plus aisés dépense en moyenne 73 euros de plus par an pour les livres et 131 euros pour la presse que le quart des ménages les moins aisés à sexe, niveau de diplôme, type de ménage et zone géographique identiques.

Par ailleurs, hommes et femmes ont sensiblement le même budget presse, mais pas le même budget livres. Les femmes consacrent ainsi en moyenne aux livres une part de 15% supérieure à la moyenne.

Le budget livre est encore plus élevé chez les familles monoparentales. Les célibataires achètent également proportionnellement plus de livres, mais aussi de presse, alors que les couples avec enfants en achètent moins, observe l'INSEE.

Enfin, les habitants de la région parisienne dépensent en moyenne 30 euros de plus par an que ceux de la région Sud-Ouest, mais 70 euros de moins dans la presse. Le budget presse est plus élevé dans l'Ouest et le Sud-Ouest. Les habitants du Nord-Pas de Calais et la zone méditerranéenne dépensent en revanche moins pour la presse comme pour les livres.

## **La colocation séduit de plus en plus les seniors (12.08)**

**Le Monde - 11.08** Venu du nord de l'Europe, le partage d'un appartement entre seniors commence à se développer en France, notamment par l'intermédiaire d'associations ou de sites Internet. Antidote à la solitude, réponse à la baisse du pouvoir d'achat, alternative à la maison de retraite, cette formule a de nombreux atouts.

A 69 ans, Christine Baumelle, présidente de l'association La trame, une structure qui oeuvre à briser la solitude des aînés est une ardente militante de la colocation pour les papy et mamy-boomers. Psychosociologue à la retraite, elle a lancé, en juin 2007, des "unités de vie collectives de 4 à 8 personnes", baptisées Cocon3S ("3 s" pour solidaires, seniors, solos). Pour aider les candidats à se rencontrer, l'association dispose d'un site Internet et organise des "rendez-vous de la colocation" dans différentes villes de France (Vannes, Lyon,

Paris...).

Trois cocons fonctionnent déjà dans le Gard, les Hautes-Pyrénées et en Dordogne. Un quatrième doit démarrer en septembre dans le Morbihan. "Il faut du temps pour démarrer, admet la sexagénaire. La colocation entre seniors n'a rien à voir avec celle entre étudiants. Les retraités qui se lancent dans l'aventure doivent être prêts à lâcher leur logement, se séparer d'une partie de leurs meubles, et à faire maison commune après des années de vie en solo et des habitudes bien ancrées."

Le choix des colocataires est plus délicat, car les projets s'inscrivent sur le long terme. C'est pourquoi Mme Baumelle, qui va partager sa villa près de Vannes avec deux autres personnes à partir de septembre, n'hésite pas à "prêter" pendant quelques jours son domicile à des groupes de futurs colocataires, afin qu'ils testent la vie en commun.

C'est une expérience personnelle qui a donné l'idée à Marc Mairet de lancer, début 2009, le site d'annonces dédiés aux seniors Legrandpartage.fr. "Après la mort de mon père, je cherchais un logement pour ma mère, incapable de vivre seule, explique-t-il. Une des solutions était le foyer-logement, mais les listes d'attente étaient interminables. Un peu à contrecœur, je me suis dirigé vers une maison de retraite. (...) Il fallait attendre pour avoir une place, mais en plus les prix pratiqués étaient exorbitants." Une association lui souffle l'idée de développer un espace dédié à la colocation entre aînés. Elle lui permet de trouver une solution pour sa mère. "Elle partage une jolie maison de ville à Lyon avec une dame de 75 ans."

Le concept en est encore à ses débuts, mais Pierre Lelal, qui vient de créer Partage-senior.net, y croit. Pour cet enseignant en activité, qui revendique plus de 1 000 contacts, la montée en puissance du papy-boom ouvre de belles perspectives. "La France compte à ce jour plus de 13 millions de personnes âgées de plus de 60 ans dont un quart vivent seules suite à un divorce, au décès du conjoint ou à l'éloignement de la cellule familiale. Cette tendance va croître, avec de plus en plus de "jeunes vieux" en bonne santé qui espèrent bien profiter de l'allongement de l'espérance de vie." Dix projets seraient en gestation en métropole, quinze en outre-mer et une dizaine à l'étranger. "On peut tout imaginer. C'est un peu sans fin. On m'a même demandé : "Pourquoi ne montez-vous pas un projet de vie sur un voilier pour des seniors qui ont envie de faire le tour du monde ?""

Pour l'instant, les colocations qui fonctionnent sont sur un mode plus classique. Leurs membres sont souvent des femmes, autour de 65 ans, partageant une grande maison. "Les hommes s'y intéressent quand ils sont malades, plaisante Mme Baumelle. Et ils ont encore tellement tendance à se faire servir !" Le bon équilibre ? "Un cocon mixte d'au moins quatre personnes. A deux, les gens ont tendance à reproduire un fonctionnement de couple, à partir de quatre ou cinq, une ambiance s'installe et les colocataires se sentent plus libres", explique la psychosociologue. Pour garantir le bon fonctionnement de la vie en commun, La trame met à disposition une charte de bon fonctionnement mais chaque cocon peut fixer ses propres règles et aller bien au-delà du partage du loyer et des charges.

Plus qu'une question d'âge ou de sexe, le vivre-ensemble est de toute façon plutôt une affaire de personnalités. "Les colocataires doivent être des gens ouverts, bien équilibrés, capables de prendre des risques, et tenant compte des réactions et des besoins des autres", poursuit la présidente de La trame. "Beaucoup de qualités, reconnaît-elle mais quand ça fonctionne bien, la colocation est le meilleur antidépresseur du monde ! "

---

## Woodstock, trois articles. (15.08)

**Libération.fr - 15.08** Quarante ans après, Woodstock demeure le grand moment de leur vie. Libération a retrouvé le chanteur d'Alice's Restaurant, le photographe de Life, auteur des clichés iconiques, et le couple qui fut immortalisé sur la pochette du triple 33-tours.

Arlo Guthrie, chanteur: «C'était unique à vivre» C'est en hélicoptère qu'il débarque à Woodstock, tous les accès routiers étant saturés par des embouteillages monstres. «Personne n'avait envisagé un tel succès», explique Arlo Guthrie, le chanteur folk dont la réputation d'apôtre de la contre-culture colle toujours à la peau.

Il est minuit quand il monte sur scène ce 15 août 1969, et les heures qui suivent jusqu'à son départ le lendemain soir, le fils du légendaire Woody n'est pas près de les oublier, tout «stone» qu'il était. Avant lui, Richie Havens avait ouvert la danse, le sitariste Ravi Shankar avait suivi et Joan Baez s'appêtait à clôturer la soirée. «Je n'ai plus jamais vécu d'événement de cette importance, ce n'était pas juste un big show en terme d'audience, c'était unique en terme de vécu.» A chacun son Woodstock.

Celui d'Arlo est le souvenir d'un contraste flagrant entre cette foule à perte de vue mais pacifique et la violence du contexte politique de l'époque - guerre du Vietnam, émeutes à Chicago, assassinats de Martin Luther King et de Bobby Kennedy. «On a tous de bonnes raisons de vouloir oublier ou se remémorer Woodstock, affirme le chanteur aux long cheveux blancs, j'en suis reparti avec le sentiment d'avoir retrouvé foi en l'individu.» A 62 ans, celui-ci a tourné républicain il y a cinq ans «parce qu'il était clair que les républicains devenaient de vrais ayatollahs et avaient besoin d'aide», se dit encore ébahi par le calme et la sérénité qui régnaient à Bethel Woods.

«C'était un tel désastre, cette pluie, cette boue, les gens n'avaient rien à se mettre sous la dent, il n'y avait pas d'eau courante, il n'y a

pourtant eu ni vol, ni violence ni viol.» Un mois après Woodstock, Arlo Guthrie achetait sa ferme dans le Massachussets, en octobre il se mariait, et en novembre sortait Alice's Restaurant, le film d'Arthur Penn inspiré d'une de ses chansons phares contre le service militaire obligatoire en pleine guerre du Vietnam. De quoi vous rendre nostalgique. Il retourne régulièrement sur les lieux et y sera encore le 22 août pour un concert, avant le départ cet automne pour une tournée familiale de plusieurs mois, avec une ribambelle de jeunes talents : ses quatre enfants et sept petits-enfants, nés comme lui avec un instrument dans chaque main.

Bill Eppridge, photographe: «Un festin visuel inoubliable» «On dirait que quelque chose de grand se prépare», lui dit au téléphone son rédacteur en chef, début août. Les annonces parues dans le New York Times vantant «Trois jours de paix et de musique» ou invitant à parcourir des centaines d'hectares «sans voir un gratte-ciel ou un feu rouge», Bill Eppridge les avait remarquées un mois plus tôt, mais «Life ne jurait que par la country music, le rock, ce n'était pas leur truc», raconte le photographe, qui rentrait alors du Vietnam.

Une fois sur les lieux, son camping-car enlisé dans la boue n'a plus bougé pendant trois jours. «On était bloqués à une dizaine de mètres de la scène, c'était un peu bruyant», confie Bill, l'air amusé. L'équipe de Life récupère des vestes rouges destinées au départ aux services de sécurité, inexistantes. Mieux qu'un laissez-passer, cet accoutrement leur donne libre accès à tout le site, y compris scène et coulisses. «Mais le show-biz n'était pas ma partie, mon job était de me mêler à la foule», raconte cet ancien reporter du National Geographic qui avoue n'avoir jamais retrouvé «une telle palette d'opportunités question images». Et parle de Woodstock comme d'«un festin visuel, une succession infinie de moments forts gravés à jamais dans ma mémoire». Bill Eppridge a commencé sa carrière en 1954, un an avant Woodstock, il est témoin de l'assassinat de Bobby Kennedy dans les cuisines d'un hôtel de Los Angeles.

La photo du jeune employé terrifié, tenant le sénateur mort dans ses bras, c'était lui. «Une scène qui m'avait mis terriblement en colère et Woodstock a eu le génie d'apaiser ce sentiment, raconte-t-il aujourd'hui du haut de ses 71 ans, cela m'a réconcilié avec l'humanité». Quarante ans plus tard, ses photos sont autant de flash-back dont il savoure la symbolique pacifique : «Woodstock ne serait plus possible aujourd'hui, nous vivons dans une société trop policée, caractérisée par une omniprésence des forces de l'ordre». Sans compter, regrette le photographe, que «la crainte d'un nouveau 11-Septembre est toujours dans les esprits, un tel rassemblement serait une cible rêvée pour les terroristes !»

Bobbi et Nick Ercoline, spectateurs: «Le vrai spectacle, c'était le public» De toutes les photos prises à Woodstock, il en est une qui s'impose : celle d'un jeune couple se tenant debout, enlacé sous une couette, au beau milieu d'une marée humaine couchée à même un sol boueux. L'image, choisie pour la couverture du disque Woodstock en 1970, et l'affiche du film homonyme, a fait le tour du monde. La devise «Peace and love» aurait pu être sa légende. Quarante ans plus tard, Nick et Bobbi Ercoline sont toujours ensemble et vivent à 70 km de Bethel Woods, cette ferme de 800 hectares où s'est tenu le festival.

Ce n'est qu'à la sortie de l'album qu'ils ont découvert cette photo, «depuis, à chaque anniversaire, nous avons une horde de journalistes à nos trousses», plaisante Bobbi. «Nous n'avons réalisé que très tard l'importance de cette escapade pour notre génération», affirme-t-elle avant d'avouer l'air presque gêné, «nous n'étions pas franchement hippies». Nick et Bobbi se connaissent depuis sept mois quand ils s'embarquent avec trois autres amis, dont un jeune marine tout juste rentré du Vietnam, pour cette aventure «unique». Ils ont beau être des «gosses de la campagne», et connaître le coin comme leur poche, il leur faudra six heures pour parcourir 90 km.

Arrivés sur place, ils abandonnent leur véhicule au bord de la route, comme les autres, et parcourent les derniers huit kilomètres à pied. C'est là, sur la chaussée encombrée de sacs à dos, de chaussures et de vêtements abandonnés, qu'ils trouvent LA couette. «Nous n'avions pris que bière et vin avec nous», explique-t-elle avec l'enthousiasme de ses 20 ans disparus. Ils étaient venus pour la musique, mais se sont retrouvés si loin de la scène qu'ils n'ont rien vu du concert : «Le vrai spectacle était sous nos yeux, tantôt un groupe s'improvisait un barbecue, tantôt un couple s'aimait, d'autres chantaient, ou dansaient. Woodstock, c'était des moments volés d'intimité partagée.» Le tout sans aucune violence, malgré des conditions frôlant le désastre. «On perçoit toujours la génération du baby-boom comme une bande de contestataires bruyants, Woodstock est venu casser ce cliché», insiste cette républicaine mariée à un démocrate. Mais, qui avoue avoir voté pour Obama.

---

## Esprit, es-tu là ? (15.08)

Bien qu'il y eût beaucoup de monde (jusqu'à 500 000 personnes) sur le site du festival de la paix et de l'amour, la majorité des habitants de la planète n'étaient pas présents à Woodstock les 15, 16 et 17 août 1969. Pas né (c'est plausible, pour tout individu ayant moins de quarante ans), pas concerné, pas vu, pas pris. Mais bientôt, le monde entier passa à Woodstock, en images et en sons, suite aux succès phénoménaux des disques et du documentaire qui très vite (automne 1969) suivirent le festival.

Hymne foutraque. Pastichant l'héroïne d'Hiroshima mon amour, n'importe qui pourrait donc dire et croire : j'ai tout vu (et entendu) à Woodstock. Mais comme dans le roman de Duras, il se trouvera toujours un écho contrariant qui répondra : tu n'as rien vu à Woodstock. Pas vu que le coup de tonnerre d'un festival qui se déroula pour beaucoup sous un ciel orageux allait rouler son tumulte bien au-delà des horizons américains. Pas vu que l'important, ce ne fut pas le bruit du méga show musical (à de rares exceptions près, d'une qualité contestable) mais le son nettement plus perçant et persistant de son symbole. La «révolution» de mai 1968 avait eu lieu, Woodstock un an plus tard fut sa bande-son planétaire, son hymne international, tout aussi foutraque et dissonant, mais partant gorgé de rêves.

Pas vu enfin, que le rassemblement, ce week-end-là, d'un public majoritairement jeune ne peut pas être réduit par le ressentiment contemporain à un jamboree de babas plus ou moins cool. Les rabat-joie avanceront que Woodstock fut surtout un festival de la drogue (et quand bien même ?) et du cul (et alors ?). Les ricaneurs feront semblant de croire qu'il est surtout une source inépuisée de modes dès que se pointent la moindre tunique à fleurettes et des pantalons à pat d'eph'. Les «spécialistes», pire croque-morts encore, rappelleront que la fameuse dislocation de l'hymne national américain par Jimi Hendrix eut lieu devant un parterre clairsemé et brumeux. Ce qui reviendrait à reprocher à Mozart d'avoir interprété pour la première fois sa Petite Musique de nuit seul face à son clavecin.

Certes, le phénomène des méga concerts en plein air ne perdit pas de temps pour être récupéré par les marchands de spectacle - jusqu'à l'inflation d'aujourd'hui, où l'on sait que la moindre place de concert en stade de foot se négocie à 70 euros. On sait aussi que l'injonction à l'amour et à la paix comme stratégie politique fut, en pleine recrudescence de la guerre du Vietnam, carbonisée par le réel : intensification des bombardements au napalm dès l'été 1969.

Logo. Woodstock fut une utopie, destinée comme telle à s'autodétruire aussi vite qu'elle était née. Plus qu'un événement ou une date anniversaire, Woodstock est une idée, un état d'esprit qu'aucune commémoration n'arrivera à embaumer. Esprit follet, qui exalta il y a quarante ans les notions ô combien modernes de communauté, de partage, de bien commun. Sur le site Twitter qui se veut réseau social parallèle, son oiseau-logo cite clairement celui de l'affiche de Woodstock. Esprit frappeur aussi : entrer en dissidence critique, qu'elle soit culturelle, sociale, sexuelle ou politique, est un programme qui mérite toujours le haut de l'affiche. Esprit chanteur et enchanté enfin, car il n'est pas rien que le «rêve» de Woodstock ait été perpétué jusqu'à nos jours par la musique. Nietzsche, qui avait l'ouïe fine, écrivit : «Sans la musique, la vie serait une erreur.»

---

## 1969, cette année-là... (15.08)

### Janvier

A Prague, l'étudiant Jan Palach s'immole par le feu pour protester contre l'invasion de son pays par l'URSS (août 198).

Richard Nixon devient 37<sup>e</sup> président des Etats-Unis.

Easy Rider de Dennis Hopper.

### Février

Je t'aime, moi non plus du couple Birkin-Gainsbourg.

Z de Costa-Gravas

### Mars

A Toulouse, premier vol du Concorde.

Macadam Cowboy de John Schlesinger.

### Avril

Charles de Gaulle démissionne suite au référendum

Georges Pompidou prend sa place.

C'est extra de Léo Ferré.

### Mai

Au festival de Cannes, présentation de Andrei Roublev de Tarkovski

### Juillet

Mort à 27 ans de Brian Jones, guitariste des Rolling Stones.

Le 21, à 3h56 (heure française), Neil Armstrong pose le pied sur la lune.

## Août

En Californie, Sharon Tate, actrice et compagne de Toman Polanski, est assassinée par des membres de la secte de Charles Manson.

En Israël, Golda Meir est élue Premier ministre.

Il était une fois dans l'Ouest de Sergio Leone.

## Septembre

En Libye, un putsch renverse la monarchie et porte au pouvoir le colonel Muammar al-Kadhafi. Au Vietnam massacre de My Lai.

A l'université de Columbia (Etat de New-York), naissance d'Arpanet, l'ancêtre d'Internet. Abbey Road, onzième album des Beatles.

## Octobre

Samuel Beckett reçoit le prix Nobel de littérature. Mort de Jack Kerouac.

---

## Les catholiques de France, une population vieillissante (17.08)

**Le Monde - 15.08** Si le catholicisme reste la principale religion en France, son déclin commencé depuis le début des années 1970 continue et touche toutes les couches sociales et toutes les régions. Ce recul, qui n'affecte pas les autres confessions, se fait essentiellement au profit des "sans-religion", selon la synthèse de l'enquête de l'institut de sondages d'opinion IFOP, rendue publique le 15 août.

L'institut a compulsé les sondages, effectués depuis 2005, dans lesquels la question de la "proximité religieuse" était posée, et analysé l'évolution de l'audience du catholicisme et de son profil sociologique et politique. Cette rétrospective éclaire les évolutions jusqu'ici ponctuellement constatées. Ainsi, si 64 % des Français se déclarent catholiques - 28 % se disent "sans religion" -, cette communauté religieuse s'affaiblit depuis quarante ans, quels que soient les évolutions théologiques et les papes qui les portent.

Après une chute brutale à partir de 1972, qui voit la proportion des catholiques passer de 87 % à 76 % en quatre ans, puis une relative stabilisation durant dix ans, le mouvement de baisse reprend dès 1987, relativisant l'impact du pontificat de Jean Paul II, note l'étude. Ce déclin est particulièrement marqué parmi les catholiques pratiquants, ceux qui déclarent se rendre à la messe tous les dimanches, les "messalisants", comme les appelle l'IFOP : ils passent de 20 % en 1972 à 14 % en 1978, année de l'élection de Jean Paul II, à 4,5 % aujourd'hui.

Cette érosion paraît trouver une de ses causes dans la pyramide des âges de la communauté catholique et sa composition sociologique. Seulement 23 % des Français se reconnaissant comme catholiques ont moins de 35 ans, contre 30 % dans la population française. Inversement, les plus de 50 ans représentent 50 % de l'échantillon, contre 42 % dans la population totale. Pour le noyau dur, les pratiquants, la différence est encore plus marquée : 65 % ont plus de 50 ans.

Les catholiques sont aussi plus souvent des femmes - différence sexuée qui affecte encore plus ceux qui vont à la messe -, et pour beaucoup, des retraités (25 % chez les croyants, mais 46 % chez les pratiquants). La note souligne que les catholiques sont sous-représentés dans les catégories populaires (ouvriers et employés) puisqu'elles constituent seulement 23 % des croyants (et 18 % des pratiquants), contre 32 % des Français.

La géographie du catholicisme a aussi évolué avec le déclin de son influence. La France catholique a gardé ses grands bastions : les départements les plus christianisés se trouvent à l'Est (Lorraine, Alsace, Franche-Comté), dans l'Ouest intérieur (de la Manche aux Deux-Sèvres et la Vendée), dans le sud du Massif Central (Cantal, Haute-Loire, Lozère) et dans les Pyrénées-Atlantiques.

Mais la carte des zones à forte pratique religieuse a, elle, beaucoup changé. Ainsi à l'Est, dans la Meurthe-et-Moselle et les Vosges, la pratique religieuse marque le pas. Idem dans le coeur de la tradition catholique, la Bretagne : les Côtes-d'Armor, le Finistère et la Loire-Atlantique s'éloignent du catholicisme. A l'inverse, dans un bassin parisien, où la religion catholique avait peu d'influence, les pratiquants ont gagné du terrain dans les départements aisés, les Yvelines, les Hauts-de-Seine et Paris.

La carte du catholicisme a toujours recoupé la géographie du vote de droite. Cette évolution semble s'être renforcée ces dernières années. Ce tropisme conservateur se traduit par une proximité pour les partis de droite plus marquée que chez l'ensemble des Français : 30,6 % se sentent proches de l'UMP (39 % chez les pratiquants), contre 25 % des Français. Au sein de la famille conservatrice, la droite souverainiste et l'extrême droite bénéficient d'une prime, souligne l'étude de l'IFOP : FN et MPF (de Villiers) confondus emportent 11,8 % de leur préférence (13,8 % chez les "messalisants"), contre 10,3 % pour l'ensemble des Français.

La proportion des catholiques pratiquants dans l'électorat FN s'est notablement renforcée. Alors que la "droite catho" fut longtemps un des segments de l'électorat le plus réfractaire aux discours d'extrême droite, elle a amorcé un virage en 2002. "L'électorat catholique vieillit, se droitise et se radicalise", souligne Jérôme Fourquet, directeur adjoint de l'IFOP.

Et si la mutation de l'UDF en MoDem n'a pas entraîné de désaffection de l'électorat centriste (12,9 % des pratiquants lui conservent ses voix), la proportion des voix de gauche, en revanche, est en recul : l'électorat des "cathos de gauche" pèse dorénavant 21 %, soit 15 points de moins que la moyenne nationale. "L'orientation à droite a tendance à se renforcer", conclut M. Fourquet.

---

## Spectaculaire augmentation des cambriolages (18.08)

**lefigaro.fr - 17.08** «Je suis absolument déterminé à tout mettre en œuvre pour que les résultats des trois derniers mois soient accidentels et ne traduisent pas une amorce de renversement de tendance.» C'était à l'Élysée, le 28 mai dernier. Devant 600 policiers et gendarmes réunis dans la salle des fêtes du palais présidentiel, Nicolas Sarkozy mettait en garde ses anciennes troupes face à la soudaine dégradation des statistiques de la délinquance. Le dernier bulletin mensuel de l'Observatoire national de la délinquance (OND), garant de l'orthodoxie des chiffres, confirme ses craintes.

«Renversement de tendance.» L'expression apparaît à trois reprises dans ses commentaires du mois. À la rubrique des cambriolages, tout d'abord. «Depuis mai 2009, après six mois de baisse, leur nombre augmente sur douze mois. La hausse s'élève à près de 12 % sur douze mois pour les cambriolages de locaux d'habitations principales (soit + 17 474 faits constatés)», révèlent ses criminologues. Ils avaient déjà mis en évidence le mois dernier qu'en France désormais, avec plus de 160 000 cambriolages d'habitation principales par an, ce type de délinquance a atteint le rythme effarant d'une effraction toutes les trois minutes.

«Très mobiles et très organisés»

Le phénomène touche prioritairement les villes, à 80 %. En général, ces vols n'excèdent pas vingt minutes. Les secteurs ruraux et périurbains confiés à la gendarmerie ne sont guère épargnés. L'Hérault, les Bouches-du-Rhône, l'Isère, le Rhône, la Gironde et la Haute-Vienne notamment. Au point qu'un plan anticambriolages a dû être mis en place dans ces zones.

L'«ennemi» est identifié. «Ce sont des bandes de jeunes voyous très mobiles et très organisées», explique un gradé. Issues principalement d'Europe centrale, agissant en raid, elles sont composées d'adolescents dont les plus jeunes n'ont pas 13 ans. Elles frappent même en plein jour, pendant les heures de bureau ou à l'heure de la sieste. «Elles font des ravages sur le littoral méditerranéen», assure le secrétaire national de l'UMP chargé de la sécurité, Éric Ciotti. «Avec un simple tournevis, poursuit-il, ces gamins ciblent des villages et visitent les maisons par dizaines, s'emparant de l'argent et des bijoux, facilement transportables.»

Autre «renversement de tendance» observé par l'OND dans son bulletin de juillet : la hausse de près de 5 % des vols avec violence. «En février 2009, les faits de violences étaient en baisse de 4,1 % sur douze mois, en six mois ce taux s'est inversé», constatent ses experts. Ils déplorent notamment près de 1 500 nouvelles affaires de violence par arme à feu en un an. Plus 25 % de faits !

Plus généralement, les atteintes volontaires à l'intégrité physique ont dépassé les 450 000 actes «depuis avril 2009». Pour la première fois depuis longtemps, les violences physiques crapuleuses (exercées dans le but de voler) augmentent, de près de 5 %. Les violences non crapuleuses grimpent, quant à elles, de façon ininterrompue, même si leur hausse s'est ralentie. Il s'agit là, précise l'OND, des «violences intrafamiliales, des violences subies par les personnes dans l'exercice de leur fonction et des altercations du quotidien». Autant de faits qui trahissent une dégradation du climat social, malgré les efforts constants des forces de l'ordre pour améliorer leur présence sur le terrain au plus près des victimes.

Pour le président de l'OND, Alain Bauer, «ces chiffres sont cohérents». La délinquance obéirait, dit-il, à des «phénomènes de cycles, comme l'économie». En ces temps de rigueur budgétaire, la tendance serait en somme au retour de l'inflation criminelle.

Une théorie que le nouveau ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux, ne peut faire sienne, lui qui s'inscrit avant tout dans l'action. Plus que jamais, il réclame à ses troupes des résultats. Pour l'heure, seulement 12 % des cambriolages sont élucidés.

## **Le tourisme dentaire séduit les familles modestes (18.08)**

**Le Monde - 18.08** Pendant l'été, de plus en plus de Français profitent de leurs congés pour aller se faire soigner les dents à l'étranger. C'est le cas de Sabine Endart, 40 ans, cuisinière dans un lycée du Pays basque, qui vient de passer une semaine en Hongrie : "J'ai longtemps fait de l'anorexie et mes dents se sont déchaussées, raconte-t-elle. L'an dernier, je suis venue faire le haut de la bouche, et j'ai été très contente, alors me revoici pour le bas."

En France, ces opérations lui auraient coûté 28 000 euros. "C'est beaucoup trop cher pour moi. Alors j'ai fait appel à Novacorpus, une société intermédiaire basée en Suisse, qui m'a proposé des soins en Espagne et en Hongrie. J'ai choisi la Hongrie, où cela me revenait à 7 000 euros", précise Sabine. Sa dentiste, Emese Zsidro, qui s'exprime dans un français parfait, indique être "une ancienne élève de l'université Paris-VI".

Début juillet, Franck Chaligné, agent commercial dans l'immobilier, s'est rendu à Mosonmagyaróvár, une petite station thermale hongroise, à la frontière de l'Autriche et de la Slovaquie. Il souhaitait obtenir un devis avant de se décider : il doit se faire poser plusieurs implants et bridges. Il y a retrouvé son frère, qui réside au Texas, un habitué de Mosonmagyaróvár. C'est la troisième fois que ce dernier vient se faire soigner ici, par l'entremise d'une agence de voyage spécialisée, Dental Offer.

Le tourisme dentaire séduit notamment des familles aux revenus modestes. Isabelle Michel, 54 ans, femme d'agriculteur et gérante de chambres d'hôte à Roscoff, est allée, elle aussi, à Mosonmagyaróvár, l'an dernier, guidée par l'agence Appledent. "J'ai été bien soignée, par des gens qui ne vous exploitent pas et qui ne roulent pas en Porsche !", insiste-t-elle.

Monia Mamane, Marseillaise de 32 ans, ayant récemment trouvé un emploi de secrétaire médicale, a souscrit un crédit, compte tenu de ses faibles ressources et de celles de son mari marin-pompier, pour faire le voyage à Budapest. "En France, il m'aurait fallu un an et 28 000 euros, pour me faire refaire les dents. En Hongrie, j'ai tout fait en une semaine, pour seulement 10 000 euros", précise-t-elle.

Chantal Martin, vendeuse dans une boulangerie, a, elle aussi, emprunté, pour financer trois séjours : le premier pour les greffes d'os, le deuxième pour les implants, et le troisième pour les couronnes. Coût total : 13 000 euros. De tels soins lui auraient coûté 30 000 euros en France.

Comme Monia et Chantal, Jean-Christophe, 45 ans, qui gagne 2 000 euros nets par mois, a fait appel à la société française Ypsée pour organiser son voyage. "Le séjour m'est revenu à 200 euros et le voyage aussi", assure-t-il. Il a apprécié que "chaque matin, un taxi vienne (le) chercher à l'hôtel pour (l)'emmener chez le dentiste". "Je suis arrivé un dimanche. Le lundi, j'ai passé sept heures sur le fauteuil du dentiste. C'était un peu long, mais moins pénible que d'y retourner une fois par semaine pour seulement une demi-heure, comme en France, argumente Jean-Christophe. Ma semaine de soins m'a coûté 7 500 euros, mais la Sécurité sociale et ma mutuelle m'ont remboursé 5 500 euros", complète-t-il.

Sébastien Valverde, cofondateur d'Ypsée en 2007, assure avoir organisé les voyages de deux personnes bénéficiaires de la CMU, qui n'arrivaient pas à se faire soigner en France. M. Valverde et son associé, Moezz Sedkaoui, se sont connus en 2005 à l'école de management Euromed de Marseille, au cours d'un master sur les entreprises de santé. "A l'époque, seuls les Anglo-Saxons allaient se faire soigner à l'étranger. Nous avons alors eu l'idée de créer une société qui faciliterait les voyages des Français", indique M. Valverde. Les frais exigés par Ypsée à chaque patient s'élèvent à 145 euros.

Le tourisme dentaire se développe en France, comme l'indiquent les statistiques du Centre national des soins à l'étranger (CNSE) - organisme créé en 2006 à Vannes (Morbihan) afin de centraliser les demandes de remboursement et de mieux détecter les patients fraudeurs. Pour l'instant, le CNSE ne traite que les demandes des salariés ayant avancé leurs frais, sur 90 % des caisses d'assurance-maladie. Ses fichiers ne distinguent pas les soins programmés des soins délivrés en urgence : ces deux catégories confondues, le nombre de remboursements a diminué de 1,1 % entre le 1er semestre 2008 et le 1er semestre 2009 - sans doute un effet de la crise.

Mais, en Hongrie, où les soins sont essentiellement dentaires, et manifestement programmés, le nombre de dossiers traités a augmenté de 40 % sur la même période. En Pologne, autre destination, il s'est accru de 56 %. Du 1er octobre 2006 au 30 juin 2009, 1 059 dossiers de remboursement de soins dentaires en Hongrie ont été reçus par le CNSE. Ils représentaient 1,2 million d'euros de dépenses et 236 242 euros de remboursements.

Au niveau européen, le phénomène reste encore limité. Les soins de santé transfrontaliers ne représentent, selon la Commission de Bruxelles, que 1 % du budget des services publics de santé.

Une directive européenne sur la mobilité des patients.

La Commission de Bruxelles souhaite faciliter les démarches des patients qui se font soigner à l'étranger mais ont du mal à obtenir le remboursement de leurs soins au retour. Elle a donc proposé, le 2 juillet 2008, une directive "relative à l'application des droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers" traitant des soins programmés (objectif du voyage à l'étranger).

Le texte, en attente de lecture par le Conseil, demande que les soins non hospitaliers programmés ne soient plus soumis à une autorisation préalable et qu'ils soient remboursés au tarif du pays d'affiliation. Pour les soins hospitaliers programmés, il précise que l'Etat d'affiliation peut prévoir un système d'autorisation préalable s'il juge que le phénomène menace l'équilibre financier de son système de santé. Le tarif de remboursement reste celui du pays d'affiliation.

## **Un quart des plus de 85 ans vivent en institution (20.08)**

**lefigaro.fr - 18.08** Près de 657 000 personnes vivaient fin 2007 dans des établissements médico-sociaux ou de santé accueillant des personnes âgées pour un hébergement permanent, temporaire ou en accueil de jour ou de nuit. Soit 2 % de plus qu'en 2003, selon une étude publiée lundi par le ministère de la Santé.

Environ 10 % des personnes de plus de 75 ans vivaient fin 2007 en institution. Cette proportion croît avec l'âge et atteignait un quart pour les plus de 85 ans. Au total, 75 % des résidents étaient des femmes, en grande majorité seules et dépendantes. Les trois quarts ont plus de 80 ans et un peu plus de la moitié, plus de 85 ans. Ainsi, 13 % des femmes de plus de 75 ans et 28 % des femmes de plus de 85 ans vivaient fin 2007 en établissement, contre respectivement 6 % et 14 % des hommes. On comptait 80 femmes pour 100 hommes parmi les résidents de moins de 65 ans, mais 369 femmes pour 100 hommes chez les plus de 75 ans et 579 femmes pour 100 hommes chez les plus de 90 ans.

L'âge moyen des personnes en institution ? 84 ans et 2 mois en moyenne, soit six mois de plus qu'en 2003 et seize qu'en 1994. Si la grande majorité des résidents appartenaient donc au «quatrième âge», la part des plus de 95 ans est croissante et atteignait 10 % en 2007, soit deux points de plus qu'en 2003.

Des séjours de quatre ans

Les résidents présents au 31 décembre 2007 étaient hébergés dans le même établissement en moyenne depuis un peu moins de quatre ans, un quart depuis moins d'un an et un cinquième depuis plus de six ans.

Près de 230 000 personnes sont entrées en établissement en 2007, ce qui représente environ 35 % du total des résidents au 31 décembre. 84 000, soit plus du tiers, sont sorties en cours d'année après avoir passé en moyenne deux mois dans l'établissement. 35 % de ces personnes entrées et sorties dans l'année étaient décédées.

227 400 résidents sont sortis définitivement en 2007, soit 22 000 de moins qu'en 2003, l'année de la canicule. Les décès représentaient 61 % des sorties, le retour au domicile personnel ou d'un proche 20 %. Le temps de séjour moyen était de 2 ans et demi.

## **Les tarifs des maisons de retraite vont-ils exploser ? (20.08)**

**LeMonde.fr - 19.08** Un dossier du quotidien La Croix du 19 août sonne l'alerte : les tarifs des maisons de retraite risquent d'augmenter fortement. La raison : un projet de décret du ministère du travail envoyé aux professionnels de la prise en charge des personnes âgées, en date du 23 juin dernier, modifie la tarification dans les établissements publics et associatifs.

Qu'est-ce que l'hébergement en maison de retraite ?

C'est un hébergement collectif de personnes âgées – valides, semi-valides, dépendantes, voire désorientées – en perte d'autonomie, qui nécessite la prise en charge du résident avec tous les services collectifs assurés tels ménage, repas, encadrement médical, surveillance de jour comme de nuit. En maison de retraite, la personne âgée conserve le libre choix du médecin et des intervenants libéraux.

Certaines maisons de retraite accueillent des personnes âgées pour un hébergement temporaire de quelques jours à quelques semaines ou proposent un accueil de jour pour des personnes âgées qui ne peuvent ou ne veulent rester chez elles dans la journée. Les conditions d'admission varient d'une maison de retraite à l'autre : l'âge minimum doit en principe être de 60 ans ; toutefois, en certaines circonstances, il existe des dérogations d'âge. L'état de santé, le taux de dépendance et la vie en couple sont pris en compte.

Comment sont actuellement calculés les tarifs des maison de retraite ?

La loi du 21 juillet 2001 impose trois tarifs distincts :

- Le tarif hébergement : il comporte les frais d'hôtellerie, de restauration, d'entretien et de loisirs. Il est à la charge du client. Une maison de retraite coûte, à Paris, entre 2 700 et 4 600 euros selon l'organisme Retraite Plus. Il faut compter entre 2 000 et 2 500 euros pour l'Île-de-France et entre 1 500 et 1 800 euros pour la province, selon Retraite Plus. Ces frais d'hébergement peuvent être en partie couverts par des aides : aide sociale et depuis 2002, l'APA (allocation personnalisée d'autonomie).

- Le tarif dépendance : il couvre les prestations d'aide, d'accompagnement, de surveillance indispensables à l'accomplissement des actes essentiels de la vie courante, mais également les surcoûts hôteliers, l'animation, les fournitures, le matériel et mobilier liés à la dépendance des personnes âgées hébergées.

- Le tarif des soins : pendant la durée du séjour, les soins donnés par la maison de retraite aux résidents hébergés en soins de suite et soins de longue durée sont entièrement pris en charge par l'assurance maladie.

Qu'est-ce qui va changer dans la fixation de la tarification ?

Un nouveau système doit entrer en vigueur au 1er janvier 2010 avec deux changements : il généralise l'attribution d'une dotation globale aux EHPAD (établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes) pour les soins et la dépendance ; par ailleurs, une nouvelle tarification pour l'hébergement est créée : la part prise en charge par les familles ou la personne âgée. Cette dernière disposition inquiète.

Quels sont les risques ?

Le premier risque est une forte hausse du prix de l'hébergement. "Comme les dépenses de soins et de dépendance devront être couvertes par les dotations globales attribuées et plafonnées, la tentation sera grande d'augmenter le prix de l'hébergement pour couvrir les frais restants. Les familles vont donc devoir mettre un peu plus la main à la poche", indique La Croix citant Joëlle Le Gall, présidente de la Fédération nationale des associations de personnes âgées et de leurs familles.

Autre risque, celui d'un système à deux vitesses séparant les personnes bénéficiant de l'aide sociale et les autres.

Enfin, il y a le risque de dégradation des prestations avec la nécessité pour certains établissements insuffisamment dotés de faire des économies sur le personnel pour payer les médicaments. Néanmoins, le ministère du travail se veut rassurant car le nouveau dispositif sera encadré afin d'éviter les abus en matière de prix.

---

## Les océans toujours plus chauds (21.08)

**AP - 20.08** La température des océans cet été a été la plus élevée jamais relevée, selon une étude dévoilée jeudi par l'agence américaine des données climatiques.

La température moyenne des océans de la planète était de 17 degrés Celsius en juillet, selon cette étude. Il s'agit de la plus élevée jamais enregistrée depuis 1880, année où l'agence américaine a commencé à relever ses données. Le précédent record datait de 1998.

Selon les météorologistes, cette hausse de la température moyenne est à la fois due au phénomène climatique El Nino -réchauffement des eaux du Pacifique- et au réchauffement climatique dû à l'activité de l'homme. Elle a déjà causé des dégâts sur les barrières de corail, et pourrait aggraver la fonte des glaces et renforcer les ouragans.

Les eaux du golfe du Mexique, qui alimentent nombre d'ouragans, ont affiché en moyenne une température d'environ 32 degrés en juillet, selon cette étude. Les eaux de la Méditerranée et de l'hémisphère nord ont également été plus chaudes que la moyenne.

Mais c'est près de l'Arctique que le phénomène a été le plus fort. Là-bas, les eaux ont été en moyenne 5,5 degrés plus chaudes qu'à l'accoutumée et pourraient conduire à la fonte de pans de glace du Groenland, selon Waleed Abdalati, directeur du Earth Science and Observation Center de l'université du Colorado.

Cette hausse de la température des océans est un signe encore plus inquiétant que celui des sols, car les eaux mettent plus de temps à se réchauffer et, ensuite, à se rafraîchir. "Cette eau ne va pas disparaître l'année prochaine, elle va être là pendant longtemps", souligne le climatologue Andrew Weaver, de l'université de Victoria, en Colombie-Britannique (Canada).

Des eaux plus chaudes "affectent la météo sur les terres", précise-t-il. "C'est un nouvel indicateur important du changement qui est en train de se produire".

## La France est restée la championne d'Europe de la fécondité en 2008 (25.08)

**Le Monde - 24.08** Avec un taux de fécondité qui dépasse deux enfants par femme, la France est restée, en 2008, la championne d'Europe de la natalité : elle est, avec l'Irlande, le pays de l'Union européenne où la fécondité est la plus forte. Selon le bilan démographique de l'Insee, plus de 800 000 bébés sont nés sur le sol métropolitain en 2008, un chiffre qui n'avait pas été atteint depuis 1981.

Ces résultats sont d'autant plus surprenants qu'en France, le nombre de femmes en âge de procréer ne cesse de diminuer : les femmes aujourd'hui âgées de vingt à quarante ans sont nées dans les années 1970 et 1980, à une époque où le baby-boom de l'après-guerre s'achevait. Depuis dix ans, leur nombre baisse ainsi de 2 % par an, ce qui représente 200 000 mères potentielles de moins depuis 1999.

Qu'importe ! Les taux de fécondité, eux, ne cessent de grimper, surtout à des âges avancés : en 2008, l'âge moyen à la maternité a atteint quasiment trente ans, soit deux ans de plus qu'il y a deux décennies. "Cette tendance est générale en Europe, à l'exception des pays de l'est récemment entrés dans l'Union européenne", constate Anne Pla dans Insee Première, l'une des publications mensuelles de l'Insee (insee. fr).

Les enfants grandissent désormais auprès de parents plus âgés : en 2008, 21,5 % des bébés avaient une mère de plus de trente-cinq ans, contre seulement 16,5 % il y a dix ans. Ils naissent également plus fréquemment hors mariage : en 2008, plus de 52 % des bébés sont nés au sein d'un couple vivant en union libre contre seulement 6 % en 1970. "Ce qui était un événement contraire aux normes sociales est devenu un événement banal", soulignent les démographes Francisco Munoz-Perez et France Prioux.

L'union libre est désormais tellement répandue que les pouvoirs publics en ont tiré les conséquences : dès 1972, les droits des enfants "naturels" ont été alignés sur ceux des enfants "légitimes" et en 2005, ces mots ont été bannis du code civil, qui ne distingue plus les enfants nés dans et hors mariage. "Le choix du mariage ou de l'union n'a pas un grand impact sur la vie familiale", reconnaissait en 2005 un rapport de l'Assemblée nationale sur la famille, rédigé par l'actuelle ministre de l'enseignement supérieur, Valérie Pécresse.

Le mariage, qui ne cesse de décliner au profit de l'union libre, est de plus en plus vivement concurrencé par le pacte civil de solidarité : créée en 1999, cette nouvelle forme d'union a remporté un succès spectaculaire à partir de 2005, lorsque son régime fiscal a été aligné sur celui du mariage. En 2008, près de 140 000 pacs ont été signés, ce qui le rapproche de plus en plus du mariage (273 000 célébrations en 2008).

Contrairement à ce que l'on pense souvent, ces pacs unissent dans leur immense majorité un homme et une femme : en 2008, 94 % des pactes concernaient un couple hétérosexuel. En quelques années, ce contrat que Jacques Chirac jugeait "inadapté aux besoins de la famille" est devenu une forme d'union à part entière : en 2008, l'Insee a recensé un pac pour deux mariages alors qu'il en comptait seulement un pour neuf il y a cinq ans, en 2003.

Malgré son dynamisme démographique, la France, qui compte 64,3 millions d'habitants, reste une société vieillissante. En dix ans, le nombre de personnes âgées de plus de 75 ans a augmenté de plus de 35 %, soit presque cinq fois plus vite que la population totale. Dans le même temps, la part des personnes âgées de moins de 20 ans est restée quasiment stable. "Les personnes âgées sont de plus en plus nombreuses, constate Anne Pla. 5,6 millions de personnes de plus de 75 ans et plus vivent en France."

En 2008, l'espérance de vie est restée stable : elle a atteint 84,3 ans pour les femmes et 77,5 ans pour les hommes. Alors qu'elle culminait à vingt-cinq ans au milieu du XVIIIe siècle - à l'âge de 10 ans, la moitié des enfants étaient déjà décédés -, l'espérance de vie a beaucoup progressé depuis la fin de la seconde guerre mondiale : depuis 1950, les hommes ont gagné quatorze ans de vie et les femmes quinze. Les femmes françaises détiennent depuis plusieurs années la palme européenne de la longévité.

---

## La descente aux enfers de Grigny (27.08)

**Le Monde - 26.08** Ville symbole des banlieues françaises, parmi les plus pauvres et les plus sensibles d'Ile-de-France, la commune de Grigny, dans l'Essonne (26 000 habitants), connaît une crise budgétaire sans précédent, signe de la fragilité des quartiers les plus difficiles. Endettée, croulant sous les dépenses dues à la pauvreté et à la jeunesse de ses habitants, disposant de ressources très limitées, elle n'arrive plus à faire face à ses obligations financières. De 1,9 million d'euros en 2006, le déficit est passé à 9,8 millions en 2008 et 15,5 millions en 2009, soit un tiers du budget communal.

Cette situation, qualifiée d'"inextricable" par des experts, a conduit la préfecture de l'Essonne à prendre une mesure spectaculaire : selon nos informations, le préfet, Jacques Reiller, s'est substitué à la municipalité communiste pour régler le budget et vient de décider d'augmenter de 50 % les taxes foncières et de 44,26 % la taxe d'habitation dans la ville, suivant les recommandations de la chambre régionale des comptes (CRC) d'Ile-de-France. Cette mesure, qui prolonge des hausses de 3 % en 2007 et 10 % en 2008, également décidées par le préfet, s'accompagne de la réduction autoritaire des dépenses de personnel et des subventions aux associations.

Dans son avis sur Grigny, la CRC parle de "grave détérioration" des finances de la commune. La préfecture insiste sur le caractère "exceptionnel" de la situation. "En France, seuls deux ou trois précédents peuvent être évoqués", souligne le préfet délégué à l'égalité des chances, Eric Freysselinard. Au point que la préfecture reconnaît - avant même leur mise en oeuvre - que les mesures décidées seront insuffisantes : la hausse des impôts et les mesures d'économies devraient seulement permettre de faire redescendre le déficit à un peu plus de 10 millions d'euros.

Car Grigny n'est pas victime de la crise économique actuelle mais subit, sur le long terme, la dégradation du niveau de vie des habitants et les insuffisances de la politique de la ville. Un "effet de ciseaux" terrible, propre aux villes pauvres de banlieue : comme la population est très jeune (40 % de moins de 20 ans) et ne cesse de se paupériser (49 % de logements sociaux, 21 % de bénéficiaires de minima sociaux, etc.), les dépenses de la commune augmentent en permanence. Mais les ressources financières ne suivent pas : à nouveau comme la population est pauvre (revenu par habitant inférieur de 40 % à la moyenne), la ville dispose de recettes fiscales très limitées. "C'est tout le problème des banlieues françaises qui est résumé dans l'exemple de Grigny. Comment ces villes peuvent-elles s'en sortir sans solidarité budgétaire régionale ou nationale ?", interroge un expert des finances locales.

Un cauchemar financier quotidien pour les élus de Grigny, sous surveillance de la chambre régionale des comptes depuis 2003. "La commune est structurellement dans l'incapacité d'assumer correctement ses missions", plaide Philippe Rio, premier adjoint au maire. Notamment face à sa jeunesse : avec près de 750 naissances par an, 4 500 élèves en classes maternelles et élémentaires, la ville doit faire face à des dépenses comparables à celles d'une commune de 40 000 voire 50 000 habitants. D'où cette absurdité : alors que les résultats scolaires sont médiocres et que beaucoup d'enfants traînent seuls, le soir dans les rues, le périscolaire est réservé aux enfants dont les deux parents travaillent...

"On paye l'histoire de l'urbanisation des années 1960. Grigny était un petit village de 3 000 habitants. En six ans, avec la construction de la Grande-Borne et de Grigny-2, on est passé à 25 000 habitants sans qu'il y ait eu d'accompagnement de la part de l'Etat", raconte Philippe Rio. La ville subit aussi les conséquences de l'évolution de sa population. Les classes moyennes, qui payaient des impôts, sont progressivement parties, remplacées par des populations pauvres, non imposables, notamment des immigrés nouvellement arrivés, pour lesquels Grigny constitue une des portes d'entrée en France.

"Il y a eu, pendant très longtemps, un accord implicite entre l'Etat et la municipalité, analyse Pascal Troadec, un ancien adjoint communiste, passé dans l'opposition lors des dernières élections. D'un côté, l'Etat était très content de se débarrasser des populations difficiles et de les concentrer sur Grigny. De l'autre, la mairie en profitait pour se constituer une réserve électorale et faire du clientélisme". Un "donnant-donnant" confirmé par un responsable associatif : "On a circonscrit les problèmes sur Grigny. L'Etat se simplifiait la tâche. Les communistes étaient loin de s'en plaindre. Ça arrangeait tout le monde."

Conséquence de l'immigration, la population de la commune a augmenté. Avec beaucoup de sans-papiers. Et un nombre important d'habitants qui vivent, illégalement, dans des appartements sur-occupés. "L'Insee estime, dans son dernier recensement, que la ville compte 26 000 habitants. En réalité, nous sommes probablement plus de 30 500", explique Philippe Rio, reprenant les conclusions d'une étude indépendante. Un différentiel non pris en compte par l'Etat dans le calcul des dotations de fonctionnement, déterminées en fonction du nombre d'habitants. Soit un manque à gagner annuel de trois millions d'euros, selon la commune.

Face à ce constat, la municipalité a choisi le rapport de forces. Par deux fois, les élus ont refusé de voter leur budget, en 2007 et en 2008. Pour 2009, ils l'ont adopté mais en inscrivant des recettes qu'ils savaient être complètement fictives et en retenant des niveaux de dépenses irréalistes. Pour placer l'Etat "devant ses responsabilités" : "On a fait un budget revendicatif. Notre situation est exceptionnelle et suppose des moyens exceptionnels", clament les élus en demandant une subvention d'équilibre et des prêts à taux zéro. La préfecture a refusé ces demandes. D'abord parce qu'elle réfute le discours sur l'abandon de Grigny par l'Etat. "La commune est largement aidée depuis des années. Elle fait l'objet d'investissements considérables de la part de l'Etat", souligne le préfet délégué en donnant comme exemple les 370 millions d'euros prévus pour la rénovation urbaine. Ensuite parce qu'elle considère que la commune pourrait être mieux gérée. "Il y a un défaut de maîtrise des dépenses", constate la préfecture, reprenant les conclusions, sévères, de la CRC sur l'absence de rigueur budgétaire de la part de la mairie.

Les perdants sont les habitants. Notamment les derniers représentants des classes moyennes. Ceux que les opérations de rénovation urbaine tentent de faire revenir dans les quartiers, à coup de millions d'euros, pour apporter un minimum de mixité sociale. "La situation est ubuesque, dénonce Pascal Troadec, très critique sur l'attitude de la mairie comme sur celle du préfet. On cherche à attirer les classes moyennes mais on leur colle une hausse de 50 % des impôts. Comment voulez-vous qu'elles aient envie de venir ? C'est désespérant : on casse d'une main ce qu'on construit de l'autre."

---

## **La bombe à retardement des copropriétés (27.08)**

**LeMonde.fr - 26.08** À Cichy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), comme à Villiers-le-Bel (Val d'Oise), les quartiers les plus difficiles ne relèvent pas des HLM mais de copropriétés privées, souvent dégradées, parfois en perdition lorsque les propriétaires ont cessé de payer les

charges collectives. Derrière les apparences d'un quartier banal, agréable, avec vue sur les lacs de l'Essonne, Grigny-2, la deuxième plus grande copropriété d'Europe, est ainsi considérée par les observateurs comme une 'bombe à retardement' au niveau social comme au niveau sécuritaire. 'C'est un des quartiers parmi les plus inquiétants', explique une source policière. Lire la suite l'article

Construit entre 1969 et 1975, sans permis de construire, Grigny-2 abrite 12 000 habitants, selon l'Insee, 17 000 selon la mairie. Une enquête conduite par le cabinet d'études Urbanis fait état du 'basculement progressif de la copropriété' dans 'une situation de paupérisation et de précarisation massive de sa population'. Le quartier subit un turnover très important : dès que les habitants trouvent une solution ailleurs, ils quittent la cité et sont remplacés par de plus pauvres qu'eux. Notamment des immigrés issus d'Afrique noire.

Des marchands de sommeil font, depuis plusieurs années, de la location 'à la découpe' à l'intérieur des appartements. Une activité très rentable, même si la police et la justice ont conduit plusieurs opérations pour mettre fin à ces trafics. 'Dans un F4, ils louent chaque pièce à une famille différente', note Philippe Rio, premier adjoint au maire de Grigny. Leurs cibles sont des immigrés clandestins, qui craignent d'être repérés par la police, ou des familles qui ne peuvent payer de caution ou attendent un logement social. Conséquence logique de la suroccupation des appartements : les enfants et les adolescents sont amenés à passer leur temps à l'extérieur ou dans les halls, faute de place.

Grigny-2 - moins connue que l'autre cité de la ville, la Grande-Borne, construite entre 1967 et 1971 - souffre aussi au niveau des constructions. Fin 2008, plusieurs immeubles ont ainsi été privés d'ascenseurs pendant plusieurs mois après des incidents techniques, contraignant des centaines d'habitants à monter à pied onze, parfois quinze étages. Pour tenter de remédier à ces difficultés, les pouvoirs publics interviennent depuis 2001 à travers un plan de sauvegarde. Mais leurs actions se heurtent aux spécificités des copropriétés (nombre important d'interlocuteurs, charges très élevées, syndicats en difficulté...) qui en font un des points noirs de la politique de la ville.

---

## **Changement climatique: les pays pauvres ont besoin de 600 milliards de dollars, selon l'ONU (02.09)**

**AP - 01.09** Les pays en développement ont besoin de recevoir 500 à 600 milliards de dollars (environ 351 à 422 milliards d'euros) par an des pays riches pour s'adapter au changement climatique tout en préservant leur croissance économique, selon le rapport 2009 sur la situation économique et sociale dans le monde publié mardi par les Nations unies.

L'aide doit permettre aux pays pauvres d'utiliser de l'énergie propre pour développer leur industrie. Faute de ce soutien, la croissance "à l'ancienne" aura des conséquences "dévastatrices" sur le climat en raison du supplément d'émission de gaz à effet de serre (GES), souligne l'auteur, Richard Kozul-Wright.

L'argent devrait aussi servir à la construction de bâtiments moins consommateurs d'énergie et à la mise en place de cultures résistantes à la sécheresse, phénomène plus fréquent du fait du réchauffement climatique.

Estimée à 21 milliards de dollars, l'aide actuellement au développement actuellement consacrée au changement climatique est "lamentablement inadaptée", estime M. Kozul-Wright. Son évaluation de 500 à 600 milliards de dollars nécessaire représenterait environ 1% du produit intérieur brut (PIB) mondiale par an.

Cette somme doit être investie dans les trois à cinq prochaines années, a déclaré l'auteur du rapport à l'Associated Press, après quoi les pays en développement seront en mesure de financer leur adaptation au changement climatique.

---

## **'Les Français sont mauvais en anglais' (02.09)**

**LeMonde.fr - 01.09** Seuls 28 % des lycéens sont au niveau attendu par les programmes de terminale en anglais. Ce constat a été établi par l'Observatoire français des niveaux d'anglais, mis en place par ETS Global, l'entreprise de certification qui vend dans le monde entier les tests de niveau de langue Toeic et Toefl.

Selon les statistiques établies par ce nouvel observatoire, à partir des Toeic passés par 118 000 candidats français, le niveau moyen des locuteurs hexagonaux correspond à 'une maîtrise minimum de la langue ne permettant pas d'envisager sereinement d'aller vivre à l'étranger, ou tout simplement de travailler sereinement avec des collègues anglo-saxons'.

Jusqu'en classe de seconde, les élèves progressent. C'est après que s'opère un décrochage qu'ils ne récupèrent jamais. Pas même durant leurs études supérieures. C'est donc un anglais assez rudimentaire qui s'échange dans l'enseignement supérieur. Depuis les formations courtes (BTS ou DUT) jusqu'au doctorat. 'Parmi les doctorants, 45 % n'arriveront jamais à rattraper leur retard', précise-t-on chez ETS France. A deux exceptions près : les jeunes qui étudient en école de commerce et en école d'ingénieurs. Là, une majorité atteignent un niveau d'utilisateur avancé indépendant'.

Des observateurs et des enseignants du supérieur estiment en effet que la maîtrise de la grammaire offerte par le système éducatif français offre un socle assez solide pour combler les lacunes. C'est sans doute ce que veulent faire les étudiants qui décident de partir en séjour linguistique dans un pays anglo-saxon, et qui passent pour cela le Toefl. Ce 'Test of english as a foreign language', où la France se classe 69e sur 109 pays ou 25e dans la liste des 43 Etats européens, permet en effet de postuler dans des universités américaines. La marge de progression des étudiants qui font cette démarche est en général assez large !

---

### **'Le privé, c'est pour les riches' (02.09)**

**LeMonde.fr - 01.09** L'enseignement privé sous contrat compte toujours davantage d'enfants de cadres supérieurs, professions libérales et chefs d'entreprise que l'enseignement public : 30,7 % contre 19,3 %. A l'inverse, les enfants d'ouvriers et de chômeurs y sont moins présents (22,3 %), que dans le public (38,7 %).

Des chiffres qui corroborent l'idée d'un 'privé pour riches', même si le gros des effectifs, issus des catégories intermédiaires (instituteurs, techniciens, agents de maîtrise...), réduit l'écart entre les revenus des familles des enfants inscrits dans le public et dans le privé. Mais l'implantation des établissements privés dans les centres-villes ou à proximité conforte encore l'idée d'un privé 'pour riches'. 'Quand les villes se sont développées et que la sociologie urbaine a changé, remarque Gilles du Retail, directeur de la communication au Secrétariat général de l'enseignement catholique, nous n'avons pas suffisamment redéployé nos établissements.'

La participation financière annuelle moyenne des familles est de 336 euros en primaire, 427 euros au collège et 667 euros au lycée, soit autour de 40 euros par mois. Mais il existe de grandes inégalités d'un établissement à l'autre. Dans Paris ou le Grand Paris, les familles peuvent déboursier jusqu'à 1 600 euros par an. A contrario, le privé assure 37 % de l'enseignement agricole, secteur qui n'attire pas la partie la plus fortunée de la population.

Repères et références statistiques 2008, ministère de l'éducation et de la recherche.

---

### **'La voie professionnelle, c'est pour les nuls' (02.09)**

**LeMonde.fr - 01.09** L'enseignement professionnel, c'est très bien... pour les enfants des autres ! 'On n'a jamais pu casser le mécanisme infernal de la pensée française, qui veut que la dignité scolaire s'acquière dans la voie générale, donc royale', déplore Brigitte Gonthier-Maurin, sénatrice communiste chargée des questions d'éducation. Un vrai problème culturel que les multiples revalorisations de la voie professionnelle et les campagnes de sensibilisation engagées par les ministres successifs ne changent pas vraiment.

A l'issue du collège, 57 % des jeunes s'orientent vers l'enseignement général et technologique et 27 % vers un deuxième cycle professionnel. La création du bac pro, en 1985, a tout de même dynamisé la voie professionnelle. Faut-il en attendre autant de l'alignement du bac pro sur les autres bacs, avec son passage de quatre à trois ans par le précédent ministre de l'éducation, Xavier Darcos ? L'avenir le dira.

Mais 'il n'est pas sûr que cela suffise à faire évoluer les mentalités', estime François Dubet, qui se demande 'pourquoi, en dépit de toutes les déclarations de principe, l'école française ne parvient pas à se défaire de son image de filière de relégation, de son statut inférieur dans l'échelle des prestiges scolaires'. Un mystère que le sociologue, directeur d'études à l'EHESS, ne s'explique pas, alors même que 'les diplômes professionnels débouchent bien souvent sur des emplois plus solides et mieux rémunérés que les diplômes généraux'. Le mépris pour la voie professionnelle est d'autant moins compréhensible qu'elle a fait peau neuve depuis une vingtaine d'années : rénovation des parcours de formation, professeurs requalifiés, bonne articulation avec les milieux professionnels et le monde du travail.

Peut-être faudrait-il en revanche que l'orientation vers cette voie ne se fasse plus par défaut, en fonction des incompétences de l'élève, mais de ses aspirations. Aujourd'hui, trop d'élèves vivent comme une humiliation leur orientation vers une formation qu'on leur a imposée.

---

### **'Aujourd'hui, les élèves ne savent plus lire à l'entrée en 6e' (02.09)**

**LeMonde.fr - 01.09** L'échec scolaire 'lourd' existe, mais de là à ne vraiment pas savoir lire... Il y a un siècle et demi, pouvoir signer de son nom un registre d'état civil suffisait à ne pas être considéré comme analphabète. Lorsqu'un professeur exaspéré dit aujourd'hui que des élèves 'ne savent pas lire' à l'entrée en 6e, il ne vise pas, ou très rarement, leur capacité à déchiffrer l'alphabet mais à comprendre le sens de ce qu'ils lisent.

Un rapport du Haut Conseil de l'éducation (HCE), publié à la rentrée 2007, estimait à 15 % la proportion d'élèves éprouvant des 'difficultés sévères ou très sévères'. Les évaluations des élèves de CM2, publiées en avril 2009 par le ministère de l'éducation, montrent que 7 % d'entre eux n'avaient pas des 'acquis suffisants' en français. D'autres travaux attestent d'une réelle baisse de niveau en orthographe. Selon une enquête approfondie publiée en février 2007 par les linguistes Danièle Manesse et Danièle Cogis, le niveau d'une classe de 5e de 2005 était celui d'une classe de CM2 de 1987. Les résultats à Pirls 2006 (évaluation internationale quinquennale des capacités de lecture des élèves de 10 ans), plaçaient la France au 23e rang sur 40 pays, soit en recul de quelques places mais avec des résultats en stagnation par rapport à 2001. Et la dernière enquête internationale PISA sur les acquis des élèves de 15 ans plaçait en 2006 la France dans la moyenne des pays de l'OCDE, malgré une légère érosion de ses performances.

Enfin, les dernières évaluations en lecture dans le cadre de la Journée d'appel et de préparation à la défense (JAPD), effectuées chaque année auprès d'environ 800 000 jeunes ayant atteint 17 ans, faisaient état en 2008 de 8,7 % de jeunes 'en difficulté de lecture' dont 3,7 % 'en grave difficulté', une catégorie proche de l'analphabétisme.

---

### **'Hors les maths, point de salut' (02.09)**

**LeMonde.fr - 01.09** C'est entendu, la série S, celle des lycéens scientifiques, constitue la voie royale pour accéder et réussir dans l'enseignement supérieur quand la série L, celle des littéraires, serait 'une série sympathique, où l'on a du temps devant soi, peuplée pour l'essentiel de jeunes filles généralement fâchées avec les mathématiques, et qui ne mènerait à rien hormis, pour les meilleurs, au métier d'enseignant', relève pour mieux s'en détacher un rapport de l'inspection générale de l'éducation nationale en 2006. Lire la suite l'article Les chiffres sont sans appel : les effectifs de la série littéraire ont baissé de 20 % en quinze ans jusqu'à approcher aujourd'hui, à l'entrée en 1re générale ou technologique, le seuil des 10 % des effectifs de la série générale, en deçà duquel on considère que la série serait menacée d'extinction.

Au baccalauréat 2009, 17 % des candidats étaient inscrits en série littéraire, pour 51 % en série scientifique. Cette chute libre des effectifs ne garantit même pas une concentration d'étudiants brillants dans les matières littéraires. Jugée plus généraliste et ouverte aux carrières socialement les plus prestigieuses, la série S accueille les meilleurs scientifiques mais aussi les meilleurs littéraires : plus de 50 % des jeunes ayant choisi l'option latin-grec vont en S ! Les conséquences sont accablantes ! Les bacheliers S trustent les places des grandes écoles quand les L se rendent en rangs serrés sur les bancs de l'université.

La conférence des grandes écoles relève que, dans ses écoles de management les plus prestigieuses (HEC, Essec...), autour de 60 % des étudiants sont titulaires du bac S et seulement 15 % du L. Dans certaines écoles supérieures de commerce, 40 % de bacheliers viennent de S pour 5 % de bacheliers L. Xavier Darcos avait marqué sa volonté de réhabiliter la filière littéraire. Luc Chatel devra reprendre le chantier.

---

### **Au Secours populaire, 'nous accueillons de plus en plus d'étudiants et de travailleurs pauvres' (03.09)**

**LeMonde.fr - 02.09** D'après Julien Lauprêtre, président du Secours populaire, la précarité touche de plus en plus les classes moyennes. Lire la suite l'article Comment vous êtes-vous préparés à la rentrée au Secours populaire ?

Les bénévoles du Secours populaire n'ont pas pris de vacances pendant l'été. Pour septembre, nous avons mis en place plusieurs initiatives, notamment envers les étudiants. En partenariat avec la FAGE (Fédération des associations générales étudiantes), nous avons par exemple collecté des tickets pour que les jeunes puissent accéder gratuitement aux restaurants universitaires. Nous avons également organisé des braderies afin que les familles les moins fortunées se procurent tout le matériel scolaire dont leurs enfants ont besoin. Ces initiatives existaient déjà l'année dernière, mais nous devons faire face aujourd'hui à une explosion des demandes.

Comment se traduit cette augmentation ?

En 2007, le Secours populaire aidait de manière permanente 1,6 million de personnes à se nourrir, se vêtir, avoir accès à la culture et aux loisirs. En 2008, ce chiffre est passé à deux millions et cette année, le nombre de personnes en difficulté venant frapper à notre porte a encore augmenté. C'est un vrai drame que nous rapportent tous les jours les 1 400 permanences d'accueil et de solidarité de l'association présentes dans le pays.

Quelles sont ces nouvelles populations touchées par la précarité ?

A côté des sans-abri, nous accueillons de plus en plus d'étudiants, de travailleurs pauvres et de personnes âgées. Nos bénévoles qui ont des contacts dans les facultés et observent ces faits au quotidien nous parlent de ces jeunes, de plus en plus nombreux, qui ne mangent pas à leur faim. La plupart viennent pour prendre des repas ou nous demandent conseils pour l'accès au logement. L'année dernière, nous

avons distribué 80 millions de repas à travers la France. Parmi les nouveaux visages de la pauvreté, nous croisons aussi beaucoup de travailleurs pauvres. Ces sont des cadres, des artisans ou des petits commerçants. Ils partent bosser sous le regard admiratif de leurs voisins au chômage, mais viennent nous voir le 14 du mois parce que leurs salaires ne leur permettent pas de vivre correctement. Ces gens ne sont pas inscrits aux services sociaux et c'est souvent assez difficile pour eux de s'adresser à nous.

---

### **Quelque 5,5 millions de foyers ont bénéficié de baisses d'impôt (03.09)**

**Reuters - 02.09** Les baisses d'impôt sur le revenu mises en oeuvre par le gouvernement dans le cadre du plan de relance ont profité à 5,5 millions de foyers et permis de doper leur pouvoir d'achat de près d'un milliard d'euros, a déclaré le ministre du Budget, Eric Woerth.

Décidées après le sommet social réuni en février à l'Elysée, ces baisses concernaient les contribuables situés dans la première tranche d'imposition (5,5%), dont le versement du deuxième tiers provisionnel a été suspendu, et une partie de ceux situés dans la deuxième tranche (14%).

"C'est un milliard d'euros que l'Etat n'a pas perçu, qui sont restés aux Français et sont venus doper le pouvoir d'achat des Français en cette période de crise", a dit Eric Woerth à la sortie du conseil des ministres.

"On voit bien que la consommation s'est bien tenue tous ces mois. Cette mesure et d'autres mesures du plan de relance ont joué", a-t-il ajouté.

Il s'est parallèlement félicité que, contrairement à l'impôt sur les sociétés, celui sur les revenus des personnes physiques (IRPP) se tienne bien, affichant une hausse de près de 3% à fin juillet.

Le gouvernement tablait à l'origine sur un coût de 1,1 milliard d'euros pour les baisses d'impôt sur le revenu, escomptant qu'elles profitent à six millions de foyers.

Dans un communiqué, le ministère du Budget fait état de l'existence de 150.000 contribuables qui ont bénéficié de la suspension de leur deuxième tiers provisionnel intervenue en mai mais qui n'y étaient pas éligibles du fait de leurs revenus 2008 et de l'évolution de leur situation.

Eric Woerth a décidé de leur accorder une mesure exceptionnelle d'étalement de leur impôt sur six mois afin de régulariser leur situation.

---

### **De la terre ferme découverte pour la première fois au-delà du système solaire (17.09)**

**AP - 16.09** Des astronomes ont découvert pour la première fois une exoplanète rocheuse au-delà du système solaire, baptisée Corot-7b, sur laquelle il serait possible de marcher s'il n'y faisait pas une chaleur aussi étouffante. La température s'y élève en effet à environ... 2.000 degrés Celsius.

En cherchant des signes de vie du côté des étoiles, les scientifiques ont repéré plus de 300 planètes hors du système solaire. Mais il ne s'agissait jusqu'à présent que de boules de gaz. Ou alors il était impossible de prouver qu'elles étaient solides. Or une équipe d'astronomes européens vient de confirmer l'existence d'une exoplanète rocheuse, selon l'Organisation européenne pour la recherche astronomique depuis l'hémisphère sud (ESO).

Depuis longtemps, la communauté scientifique s'accorde pour penser qu'une planète doit avoir une surface solide pour y abriter des formes de vie. Découvrir une telle planète constitue donc une grande avancée.

"Nous vivons nous-mêmes sur de la roche", explique Artie Hatzes, directeur de l'Observatoire de Thuringe (Allemagne), codécouvreur de cette exoplanète. "C'est ce que nous avons trouvé de plus proche de la Terre jusqu'à présent. Elle est juste un peu trop proche de son soleil."

Si proche que la température, en surface, approche les 2.000 degrés Celsius, ce qui est beaucoup trop chaud pour qu'il puisse y avoir de la vie.

Corot-7b fait le tour de son étoile en seulement 20 heures, à 750.000 km/h. En comparaison, Mercure, la planète la plus proche de notre soleil, parachève son orbite solaire en 88 jours.

"Elle est bouillante. On l'appelle la planète de lave", note d'ailleurs Artie Hatzes.

Dans la recherche de traces de vie dans l'univers, "c'est une découverte majeure", souligne Alan Boss, chercheur à la Carnegie Institution, qui n'a pas participé à ces travaux.

L'exoplanète Corot-7b a été découverte en février dernier grâce au satellite européen Corot. Les astronomes européens l'ont ensuite scrutée minutieusement pour mesurer sa densité afin de prouver qu'elle est rocheuse comme la Terre. Elle se trouve à environ 500 années-lumière de notre planète, une année-lumière représentant quelque 9.600 milliards de kilomètres.

Quatre planètes sont rocheuses dans notre système solaire: Mercure, Vénus, la Terre et Mars.

La taille de Corot-7b n'est pas très éloignée de celle de la Terre. Son rayon est seulement une fois et demi plus grand que celui de notre planète et sa masse est environ cinq fois plus élevée que celle de la Terre, selon les données recueillies par le spectromètre HARPS (High Accuracy Radial Velocity Planet Search) du télescope de l'ESO au Chili.

D'après Alan Boss, la découverte d'une autre planète rocheuse si proche de son étoile encourage les scientifiques à chercher d'autres planètes ressemblant à la Terre et où les conditions pourraient être plus favorables à la vie.

---

## "Si on ne repense pas le travail, il faut s'attendre à pire que des suicides" (17.09)

**LeMonde.fr - 16.09** Auteur de "Suicide et travail : que faire ?" (PUF, 2009), Christophe Dejours, psychanalyste, appelle à repenser le travail pour sortir des logiques gestionnaires qui détruisent le tissu socio-professionnel tout en faisant croire qu'elles traitent les problèmes des salariés.

Pourquoi parle-t-on plus aujourd'hui du suicide au travail ?

Christophe Dejours : Parce que les suicides sur les lieux de travail n'existaient pas avant. Ils sont apparus il y a une douzaine d'années, sans avoir été relayés. Le tournant s'est opéré en 2007, avec les cas de suicides chez Renault et Peugeot.

Les premiers suicides dont j'ai entendu parler constituaient pour moi une forme de décompensation psycho-pathologique parmi d'autres. C'est la répétition des choses qui est devenue hallucinante. Non seulement, il y avait un suicide sur les lieux de travail mais généralement il ne se passait rien après. Ces suicides au travail marquent incontestablement une sorte de bascule qui frappe le monde du travail.

Pour un suicide lié au travail combien de tentatives de suicide et de personnes internées en raison du travail ? On ne peut pas le chiffrer car on n'a pas fait d'enquêtes épidémiologiques. Le ministère du travail fait la sourde oreille à mes demandes. Grâce à la commission mise en place par le gouvernement et dirigée par David Le Breton et dont je suis membre, nous avons réussi à obtenir que dans les statistiques sur les conditions de travail, il y ait désormais un item lié au suicide-travail. D'après une étude réalisée en 2005 en Basse-Normandie, on arrive à un taux de suicide, quand on l'extrapole à l'ensemble de la France, de 300-400 suicides par an. Mais le chiffre ne change rien.

Dans votre ouvrage, vous invalidez la défaillance individuelle comme seule raison du suicide...

Il y a des cas de suicides que l'on ne peut imputer à des difficultés dans l'espace privé : troubles névrotiques, psychotiques, dépressifs, des symptômes précurseurs, ni à un terrain de vulnérabilité particulière. C'est même là aussi une bascule pour la psychopathologie générale.

Ce qui est surprenant c'est que nous avons des personnes qui vont très bien et qui se suicident. On ne peut les expliquer avec les références habituelles de la psychiatrie. Il y a une bascule dans l'ordre social, dans le fonctionnement de la société, c'est aussi le signe d'une rupture dans la culture et la civilisation : les gens se tuent pour le travail. Cela oblige à repenser les catégories habituelles de notre discipline et à revoir ce que les sociologues du suicide disent, en particulier Emile Durkheim dans son livre *Le Suicide* qui contestait les positions des psychopathologues. Du coup, on est obligé de revenir à ce qui se dit sur la solitude. On avait donc un peu raison.

Vous écrivez qu'il y a trente ans, il n'y avait pas de suicide au travail pour deux raisons : la résistance à l'effort et des solidarités plus fortes...

Oui, il y avait les autres, un collectif de travail, des stratégies de défense. On ne laissait pas un type s'enfoncer. J'ai vu des ouvriers alcooliques qui ne pouvaient pas monter sur les toits pour travailler. Les copains lui demandaient de rester en bas. Ils faisaient le boulot à sa place. Vous vous rendez compte de ce que cela veut dire en termes de prévention de l'accident, de prévention du suicide, de prévention des troubles psychopathologiques ? C'est impensable aujourd'hui ! On apprend aujourd'hui le pire alors qu'on apprenait le meilleur hier : la solidarité. C'est parce qu'on a adopté de nouvelles méthodes au travail que l'on a aujourd'hui un désert au sens arendtien du terme : la solitude totale.

C'est ce que vous appelez le passage du critère "travail" au critère "gestion du travail"...

A partir des années 1980, les gestionnaires se sont imposés dans le paysage, en introduisant l'idée que l'on pouvait faire de l'argent non pas avec le travail mais en faisant des économies sur les stocks, les ratés, les retouches, les effectifs. Tout ce qui est à la marge peut être l'objet d'économies. Partout, on vous apprend que la source de la richesse c'est la gestion des stocks et des ressources humaines, ce n'est plus le travail. Nous le payons maintenant ! Cette approche gestionnaire croit mesurer le travail, mais c'est conceptuellement et théoriquement faux ! Il n'y a pas de proportionnalité entre le résultat du travail et le travail. C'est très grave, car cela signifie que la comptabilité est fautive. D'où la contestation.

C'est donc le décalage entre la réalité du travail et la vision gestionnaire qui augmente le stress des salariés ?

Les gestionnaires qui ne regardent que le résultat ne veulent pas savoir comment vous les obtenez : c'est un contrat d'objectif, disent-ils. C'est comme ça que les salariés deviennent fous, parce qu'ils n'y arrivent pas. Les objectifs qu'on leur assigne sont incompatibles avec le temps dont ils disposent.

Cette logique gestionnaire se rapproche-t-elle de la logique totalitaire selon la conception d'Hannah Arendt, que vous citez dans votre bibliographie ?

C'est assez difficile d'être affirmatif mais la question est posée, car les gens sont amenés à faire des tâches qu'ils réprouvent et il y a une machinerie très puissante qui est mise en œuvre et qui a avec le totalitarisme ce point commun qu'on traite l'humain comme quelque chose d'inutile, d'interchangeable. On lance des slogans pour faire croire qu'on fait des ressources humaines mais dans la réalité, c'est la gestion kleenex : on prend les gens, on les casse, on les vire. L'être humain au fond est une variable d'ajustement, ce qui compte, c'est l'argent, la gestion, les actionnaires, le conseil d'administration.

Ce qui pose forcément la question de la responsabilité...

A l'évidence, ce sont les dirigeants d'entreprise, des politiques d'entreprise, le Medef, la refondation sociale mais aussi l'Etat, qui sont responsables. Il joue toujours un rôle de régulateur et là il s'est aligné sur le Medef. La responsabilité est aussi partagée par nous tous dans notre rapport au système qui ne marche pas sans notre collaboration, notre intelligence, notre zèle. Toute organisation du travail est aussi une organisation politique et une certaine conception de la domination.

Qu'entendez-vous par "repenser le travail" comme solution à la dégradation de la santé mentale au travail ?

Il faut rompre avec les modèles d'évaluation dont je vous ai parlé et repenser le travail à partir du travail collectif : c'est la question de la coopération et des instruments d'analyse du travail collectif. Puis, il ne faut plus mesurer le travail mais entrer dans la matérialité du travail. Enfin, c'est possible, puisque je l'ai fait dans un certain nombre d'entreprises. Quand on fait ce changement de cap, ce n'est pas qu'une catégorie particulière qui souffre, c'est tout le monde. Car c'est un réel changement de posture. Mais une fois que le mouvement est lancé, les gens vont beaucoup mieux.

Votre modèle casse la logique du Medef ?

Effectivement, mais il y a aussi des patrons qui viennent me voir pour me demander de changer les instruments d'évaluation. N'oublions pas que l'évaluation du coût de la santé mentale au travail représente 3 à 6 % du PIB aujourd'hui dans tous nos pays. Donc les gens ont tout à gagner à faire ce travail de réévaluation.

Votre méthode a-t-elle rencontré des échecs ?

Oui, des démarches s'arrêtent en cours de route. L'idéologie de France Télécom, c'est de casser les gens, les faire plier. Les gens ne comprennent plus. D'un côté, on demande aux cadres de virer des gens, de l'autre, on leur dit, vous êtes responsables de dépister les gens qui ne vont pas bien. La responsabilité incombe à ces managers tiraillés entre recevoir l'ordre de casser les gens et d'en assumer la responsabilité. Ils tombent malades. Mais il y a aussi le suicide, l'infarctus, l'hémorragie cérébrale. Pour en sortir, il faut un accord négocié sur la démarche et sur la cohérence par rapport à la politique de l'entreprise.

Sinon vous prenez le risque d'être associé à un alibi ?

Oui. Mais nous ne voulons pas passer pour un alibi, car à ce moment-là, nous échouons. Les alibis, ce sont les autres, ceux qui font de la gestion individuelle du stress, qui vendent de la relaxation. Les coachs, eux sont la vitrine et l'effet slogan. Ils font croire qu'ils font quelque chose. Et quand cela ne marche pas, ils disent aux salariés : "Vous ne savez pas gérer votre stress".

Une personne peut en cas de détresse se suicider mais aussi retourner son arme contre ses collègues, sa hiérarchie ou saboter gravement l'entreprise ? Est-ce déjà arrivé ?

Des tentatives de meurtres ont déjà été enregistrées. J'ai vu un gars armé tenir en joue tout l'état-major de l'entreprise pendant une matinée. J'ai vu aussi des sabotages extrêmement graves, notamment dans des centrales nucléaires.

Ces cas sont-ils récents ?

On a arrêté des sabotages au dernier moment. Mais je ne peux pas vous en dire plus, je suis sous le sceau du secret. Souvenez-vous de ce cas connu à la centrale nucléaire de Paluel (Seine-Maritime), où une personne a cassé la 1re tranche, puis la 2e tranche, puis la 3e tranche en une heure et demie. Il a failli détruire tout le centre de production nucléaire, alors qu'il y a des maîtres-chiens, des contrôles. Comment a-t-il fait ? Si ce n'est au moins avec la passivité des copains. Dans une autre centrale, le gars voulait découpler la centrale du réseau. S'il y était parvenu, la centrale aurait sauté. Ce sont des membres de la CGT qui lui ont "cassé la gueule" pour l'arrêter.

---

## Comment mesurer le progrès économique et social ? (17.09)

**LeMonde.fr - 16.09**

Lala : Comment se fait-il que nous ne disposions pas aujourd'hui d'indices pour mesurer correctement le progrès économique et social ?

Jean-Paul Fitoussi : Nous disposons de nombreux indicateurs, mais la plupart d'entre eux ont été construits dans les années 1950. Les progrès de la recherche en même temps que celui de la technique ont permis quelques améliorations, mais le monde a changé beaucoup plus vite que ces indicateurs. De nouvelles préoccupations des populations et des gouvernements ont vu le jour, notamment en ce qui concerne l'environnement et l'état des inégalités. Ce que nous proposons, c'est de revoir l'ensemble du système en tenant compte des changements structurels du monde et de ces nouvelles préoccupations.

Jaif : Un haut taux de croissance est-il une garantie de progrès social, comme ce fut le cas en Europe pendant les Trente Glorieuses après 1945 ?

Jean-Paul Fitoussi : Non, car ce qui importe, c'est la répartition des fruits de la croissance. On peut avoir des taux de croissance très élevés en même temps qu'une détérioration importante de la situation de la part la plus pauvre de la population. Et quand je dis cela, je parle de 60 % de la population. Par exemple : de 2000 à 2008, le PIB américain par tête a augmenté en moyenne de 9 %. Or une enquête dont les résultats ont été livrés la semaine dernière aux Etats-Unis a montré que pendant la même période, 50 % de la population a vu son revenu baisser de 4 %. C'est typiquement une croissance qui s'accompagne d'une régression sociale.

Maxou : Pouvez-vous nous expliquer en quelques mots les apports du rapport Stiglitz ?

Jean-Paul Fitoussi : Il s'est dit tant de choses autour de ce rapport que cette question me permet d'en clarifier le contenu. Notre travail suit trois lignes directrices. La première est d'essayer d'améliorer nos systèmes de comptes nationaux pour qu'ils prennent mieux en compte les évolutions du monde. Dans tous les pays, on a vu monter en puissance la part des dépenses publiques. Cela pose un problème : comment mesurer la production publique ? Comment mesurer, par exemple, la production de santé en France ? Faute de mieux, on fait aujourd'hui la somme des dépenses. Mais évidemment, cela ne nous dit rien sur la qualité du système de santé. C'est ainsi qu'on peut avoir des résultats très différents alors que les dépenses sont similaires.

Aux Etats-Unis, les dépenses de santé représentent 15 % du PIB, et en France, 11 %. Cela signifie que, faisant l'hypothèse que les Etats-Unis et la France aient le même revenu, la mesure du PIB nous dira que l'Américain moyen est plus riche que le Français moyen. Pourtant, on sait très bien que les résultats du système de santé aux Etats-Unis sont beaucoup moins bons que ceux du système de santé en France. Et il existe des indicateurs nombreux et variés que l'on peut utiliser pour mesurer ces résultats. Le plus évident d'entre eux est par exemple l'espérance de vie, mais il en est d'autres, comme la proportion de personnes d'obèses ou les taux de morbidité.

Max25 : Comment expliquez-vous que les statistiques existantes reflètent si mal l'état économique et social des pays ?

S'il existe un hiatus à peu près universel entre la mesure des phénomènes économiques et sociaux et leur perception par les populations, c'est en raison de la croissance des inégalités. Quand vous dites aux Français ou aux Américains : le taux de croissance a été de 3 %, sous-entendu votre revenu a augmenté de 3 %, ce sous-entendu est faux. Comme on l'a vu, on peut très bien avoir un taux de croissance élevé mais qui ne bénéficie qu'à une très faible fraction de la population. Donc la population va se dire : on nous ment, puisque moi, je vois que mon revenu a baissé, alors qu'on me dit que le revenu global a augmenté.

Nous proposons d'ajouter aux mesures habituelles de la croissance des mesures qui permettent de rendre compte de l'état des inégalités, et notamment le revenu médian. C'est ce qui sépare en deux parties égales la population : celle qui gagne moins que ce revenu, et celle qui gagne plus que ce revenu. Et l'arithmétique nous dit que les inégalités augmentent quand le revenu moyen augmente davantage que le revenu médian, et plus généralement, lorsqu'il y a une divergence dans les évolutions du revenu moyen et du revenu médian. Si 10 % de la population voient leurs revenus doubler, cela fait augmenter la moyenne, mais cela ne fait pas augmenter la médiane des revenus.

ImadQuebec : Est-ce que les nouveaux critères que vous proposez pour mesurer le progrès et le bien-être sont applicables de manière universelle ? Le bien-être d'un Japonais serait-il par exemple semblable à celui d'une Marocaine ? Peut-on le mesurer de la même manière, alors que l'état d'avancement économique, les codes et conventions sont très différents dans les deux pays ?

Jean-Paul Fitoussi : C'est la deuxième direction du rapport : mesurer ce qui importe le plus pour la vie des gens, la qualité de leur vie. Il ne s'agit pas du bonheur, comme j'ai pu le lire ça et là. La qualité de vie a des déterminants objectifs et mesurables : les revenus, la richesse, le niveau d'éducation, le niveau de santé ou encore le degré de confiance qu'ont les habitants dans leur système judiciaire. Ce dernier point est intéressant, car il permet de montrer comment on pourrait avoir une augmentation du PIB en même temps qu'une détérioration de la qualité de la vie. La conséquence d'une défiance généralisée dans la population, c'est évidemment la multiplication du nombre de procès, de recours aux tribunaux. Ce seul fait va accroître le PIB, car il va y avoir davantage d'avocats, de juges, etc. Mais cette augmentation de la défiance signale une réduction du bien-être. Si les gens se méfient les uns des autres et se font des procès à tout bout de champ, c'est un signe de la dégradation du bien-être.

En ce qui concerne les déterminants subjectifs, toutes les enquêtes réalisées auprès des chômeurs, dans tous les pays du monde, ont montré que le coût du chômage était beaucoup plus élevé que la perte pécuniaire que subissaient les chômeurs. Le coût ressenti par les individus au chômage, leur perte d'identité, leur sentiment d'inutilité, la multiplication des maladies psychosomatiques et psychiques dans la population des chômeurs. Donc il apparaît évident que le chômage est au-delà du problème de la rémunération qu'aurait la personne si elle était employée, constitue une détérioration de la qualité de la vie considérable.

Rachid : L'indice de développement humain ne suffit-il pas à mesurer les progrès économiques et surtout sociaux ?

Jean-Paul Fitoussi : L'indice de développement humain, élaboré par Amartya Sen, est beaucoup mieux adapté à la situation des pays en développement. Le problème, c'est que cet indice est très fortement corrélé avec le PIB. Cette corrélation est normale, puisque le PIB est un déterminant essentiel de l'indicateur lui-même. Par ailleurs, cet indicateur n'est pas du tout adapté aux pays industrialisés, où les niveaux d'éducation et de santé sont relativement homogènes. Il faut aller au-delà.

Eric V : Comment intégrez-vous les préoccupations liées au développement durable dans vos recommandations ?

Jean-Paul Fitoussi : C'est la troisième direction du rapport : la mesure de la soutenabilité, ce que nous léguons aux générations futures. C'est un problème essentiel aujourd'hui, puisqu'il englobe à la fois le capital physique, le capital humain, mais surtout l'environnement et le capital naturel. Et si nous n'avons pas d'indicateur de soutenabilité, nous pouvons être exposés à des catastrophes que nous ne voyons pas venir. La crise aujourd'hui est la conséquence de l'insoutenabilité de la croissance qui l'avait précédée. On ne l'a pas vue venir parce qu'on n'avait pas d'indicateur, ou plutôt parce que les indicateurs dont on disposait étaient défaillants, puisqu'on avait confié aux marchés financiers le soin de mesurer notre richesse. On sait ce qu'il en est advenu.

Loulou\_le\_Loup : Quelles chances ont les préconisations du rapport d'être véritablement mises en œuvre ? Ne faudra-t-il pas un consensus au G20 ? Faudra-t-il que le FMI, l'OMC, la Banque des règlements internationaux et les banques centrales s'emparent de la question ?

Je dois dire que les résultats de ce rapport ont dépassé mes espérances. Le président Sarkozy a simplement demandé à l'Insee de l'appliquer. Tous les membres de la commission en ont été abasourdis, dans la mesure où le risque politique de publier de façon régulière et systématique les indicateurs d'inégalités est très grand. Autre événement extraordinaire : le secrétaire général de l'OCDE a abondé dans le sens de la France. Quand on sait le rôle majeur que l'organisation joue en matière de production statistique et d'harmonisation des systèmes de comptabilité nationale, on ne peut qu'en être profondément réjoui. Le président de la République a dit qu'il porterait le dossier au G20, qu'il le défendrait, et le secrétaire général de l'OCDE a dit qu'il se porterait candidat devant le G20 pour l'appliquer. Mais évidemment, il ne faut pas rêver, cela prendra du temps. Cela coûte cher de produire de bonnes statistiques.

oursbrun : Justement, cela ne risque-t-il pas de coûter très cher aux citoyens ?

La question philosophique que tout cela pose est de savoir si un tel investissement est rentable socialement. Ma réponse est qu'à l'évidence, oui, car les désordres créés par une société qui ne se reconnaît pas dans l'image que les statistiques lui renvoient sont beaucoup plus périlleux. Ils peuvent générer une défiance envers la démocratie, une césure entre la population et ses élites, l'impression d'être manipulé. Et c'est un résultat d'enquête stupéfiant celui qui dit que seuls 30 % des Français, et 30 % des Anglais, croient dans les statistiques officielles. L'enjeu est donc énorme.

## **La grippe A se propage plus vite en France qu'ailleurs en Europe (19.09)**

**Lefigaro.fr et AFP - 18.09**

Le virus de la grippe H1N1 se propage plus rapidement en France que dans le reste de l'Europe, a annoncé l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

«L'activité grippale reste basse en général en Europe et en Asie, à l'exception de la France, qui signale des augmentations de maladies grippales (pour la 37<sup>ème</sup> semaine) au dessus du niveau d'épidémie de grippe saisonnière», indiquent les experts de l'OMS dans leur bilan hebdomadaire sur la pandémie. «La France est le pays d'Europe où il y a le plus de cas actuellement», a expliqué à l'AFP un porte-parole de l'OMS, M. Gregory Hartl.

Il a notamment cité le dernier point de situation de mardi dernier par l'Institut de veille sanitaire français qui fait état de 164 cas de grippe pour 100.000 habitants, soit le double du seuil épidémique de 84 cas pour 100.000 habitants. Le nombre de nouveaux cas de grippe clinique en France métropolitaine (début brutal d'une fièvre supérieure à 39°C, courbatures, signes respiratoires comme une toux) a été estimé à 103.000 pendant la semaine du 7 au 13 septembre.

Les tests pour identifier les virus en cause ne sont pas réalisés mais la précocité et l'ampleur de l'épidémie laissent à penser aux spécialistes de l'OMS qu'elle est largement due au nouveau virus H1N1, responsable dans le monde d'environ 60% des cas de grippe.

Le dernier bilan français reste à 27 malades décédés de la grippe H1N1 et les autorités françaises n'entendent pas passer dans l'immédiat en niveau 6 d'alerte pandémique.

Vendredi, à La Réunion, un homme de 32 ans porteur du virus est décédé à l'hôpital «sans facteur de risque connu». Il est décédé après avoir été victime d'un «syndrome de détresse respiratoire aigu et une défaillance cardiaque et respiratoire».

---

## **Le travailleur indépendant moyen gagne 36.400 euros par an (19.09)**

**Reuters - 18.09**

Le revenu moyen des 2,3 millions de travailleurs indépendants en France a été de 36.400 euros en 2005, mais avec de fortes disparités selon les professions et le sexe, montre une étude de l'Insee.

Les non salariés, qui ne sont pas liés par un contrat de travail et n'ont aucun rapport hiérarchique avec un employeur, représentent au total 10% des actifs en emploi en France mais constituent un ensemble très hétérogène.

Ils sont particulièrement présents dans l'agriculture (500.000), le BTP (250.000), le commerce de détail (250.000), le paramédical (180.000), les services aux entreprises, les hôtels-café-restaurants et les activités médicales, note l'Insee dans son étude publiée vendredi.

Hors secteur agricole, leur revenu moyen a été de 36.400 euros en 2005 mais avec un écart de un à sept selon les métiers.

Dans les activités juridiques, la médecine ou la pharmacie, les indépendants ont des revenus moyens de l'ordre de 80.000 à 100.000 euros. A l'opposé, les chauffeurs de taxi, les professionnels du textile-habillement, les prestataires de services à la personne ou de services artistiques, sportifs ou culturels ont des rémunérations six à sept fois plus faibles.

Les exploitants agricoles ont eu quant à eux un revenu par personne non salariée de 17.100 euros en moyenne en 2006, avec des écarts là encore notables : un quart des exploitations dégage un résultat supérieur à 24.300 euros, la moitié un résultat inférieur à 13.700 euros tandis qu'un quart ne dépasse pas 4.600.

L'étude montre aussi que les femmes, qui représentent 30% des non-salariés, ont un revenu moyen inférieur de près de 40% à celui des hommes. "L'écart s'explique en partie par l'âge, l'ancienneté, le secteur d'activité et la taille de l'entreprise", précise l'Insee.

En prenant en compte la différence de durée hebdomadaire du travail - 51 heures en moyenne pour les femmes, 56 heures pour les hommes - l'écart se rapproche de celui constaté chez les salariés à temps complet, soit 23%, ajoute l'institut.

L'Insee s'est également penché sur le sort des médecins pour noter que le revenu moyen des généralistes est de 70.800 euros, contre 111.500 pour les médecins spécialistes libéraux.

Là encore, "les femmes perçoivent 30% de moins que leurs confrères parmi les spécialistes, et 17% de moins parmi les médecins généralistes", constate l'Insee.

---

### **La Nasa aurait découvert des traces d'eau sur la lune (25.09)**

**Reuters - 24.09**

La présence d'eau à la surface de la lune, que viendrait de mettre en évidence une sonde spatiale de la Nasa, pourrait favoriser les projets de base lunaire notamment dans le cadre de vols habités vers Mars, rapporte mercredi le site Internet de la Provence.

La sonde spatiale Exopli de la Nasa, qui est passée cet été à 6 millions de kilomètres de la Lune, a enregistré la présence de "bandes d'absorption caractéristiques de la molécule d'eau".

Le quotidien s'appuie sur les travaux d'une équipe franco-américaine, à laquelle appartient un chercheur du Laboratoire d'astrophysique de Marseille (LAM), Olivier Groussin.

"L'eau liquide n'existe pas à la surface de la Lune et les quantités détectées ne sont pas très importantes, de l'ordre d'un demi-litre pour un périmètre équivalent à un terrain de foot", a expliqué le chercheur français sur le site du journal.

"Cela conforte les espoirs de base lunaire et de vols habités, la présence d'eau à la surface de la Lune pouvant permettre d'éviter de transporter cette ressource indispensable depuis la Terre ", a-t-il ajouté.

---

### **De la glace repérée dans des cratères sur Mars (25.09)**

**AP - 24.09**

La sonde américaine "Mars Reconnaissance Orbiter" (MRO), en orbite autour de Mars, a repéré de la glace dans plusieurs cratères à mi-chemin entre le pôle nord et l'Equateur. C'est la première fois que la glace, si proche de la surface, est découverte dans une zone située autant au sud de la planète rouge.

D'après les analyses des instruments de la sonde, cette glace est à 99% pure.

Plusieurs sondes avaient déjà aperçu de la glace sous la surface de Mars. Avant qu'elle ne gèle et devienne inutilisable l'an dernier, la sonde Phoenix avait trouvé de la glace dans la région arctique de la planète rouge. L'an dernier, des observations radar de MRO avaient permis de repérer la présence de glaciers enfouis à des latitudes moyennes. La dernière découverte est surprenante parce que les scientifiques ne s'attendaient pas à trouver de la glace à la surface aussi au sud.

Ces découvertes seront publiées dans l'édition de vendredi du journal "Science". La présence de glace a été confirmée par le spectromètre de la sonde, a précisé Shane Byrne, professeur à l'Université d'Arizona, un des responsables de la recherche.

---

### **La fonte des glaces du Groenland et de l'Antarctique plus rapide que prévu, selon une étude (25.09)**

**AP - 24.09**

De nouvelles données satellitaires montrent que les glaces du Groenland et de l'ouest de l'Antarctique continuent à fondre plus vite que les scientifiques ne le pensaient, selon une étude publiée en ligne jeudi par la revue "Nature".

Pour la première fois, des chercheurs britanniques ont calculé des changements dans la hauteur des massives, mais vulnérables, couches de glace et ont découvert que leur état s'était particulièrement dégradé sur leurs bords.

Les couches de glace de certaines régions de l'Antarctique ont perdu 9,1 mètres d'épaisseur par an depuis 2003, et même si elles ne sont pas encore près de disparaître -elles mesurent quelque 1,5 kilomètre d'épaisseur par endroits- leur "amincissement" s'accélère. Dans

certaines secteurs du continent glacé, le taux annuel de diminution de la couche de glace entre 2003 et 2007 est 50% plus élevé qu'entre 1995 et 2003.

L'étude montre également que 81 des 111 glaciers du Groenland analysés "maigrissent" à un rythme qui s'accélère.

Ces nouvelles données, basées sur des relevés laser d'un satellite de la NASA, confirment ce que certains des scientifiques les plus pessimistes pensaient: la fonte le long des bords des deux immenses manteaux de glace s'accélère et le phénomène s'auto-alimente. En effet, plus la glace fond, et plus il y a d'eau à l'état liquide qui entoure et "grignote" la glace restante.

"C'est plus généralisé que nous le pensions avant", précise le principal auteur de l'étude, Hamish Pritchard, de l'Institut britannique de l'Antarctique.

L'étude ne dit pas dans quelle mesure les projections sur la hausse du niveau de la mer liée au réchauffement climatique devraient être revues à la hausse à la lumière de ces nouvelles données. Certains scientifiques avaient auparavant estimé que la fonte des couches de glace du Groenland et de l'Antarctique pourrait augmenter le niveau des océans de quelque 90 centimètres, voire plus, d'ici la fin du siècle.

Les manteaux de glace du Groenland et de l'Antarctique sont si importants qu'il faudra en tout cas probablement plusieurs siècles avant qu'elles ne disparaissent complètement. Certains scientifiques pensaient que leur fonte pourraient ralentir ou être temporaires. Mais ces nouvelles données éliminent "les points de vue les plus optimistes", estime Richard Alley, professeur à l'université de Pennsylvanie, qui n'a pas participé à l'étude.

Le problème clé n'est pas la température de l'atmosphère mais l'eau près des couches de glace, souligne M. Pritchard. Cette eau liquide est non seulement plus chaude que la glace mais sa circulation accentue également la fonte.

"C'est alarmant", juge Jason Box, de l'université de l'Ohio, qui n'a pas participé à l'étude. Des données préoccupantes, dont cette étude, montrent "que nous sous-estimons" combien les couches de glace sont sensibles aux changements, ajoute-t-il.

---

## **Moins de dépenses dans l'alimentation, davantage dans le logement, selon l'INSEE (25.09)**

### **AP - 24.09**

La consommation des ménages français a été multipliée par trois depuis 1960, avec une forte progression au cours des Trente Glorieuses, puis une période moins dynamique à partir des années 1970. Les parts réservées à l'alimentation et à l'habillement se sont réduites, au profit notamment du logement.

A l'exception de 1993, année de récession, les ménages français ont toujours consommé un peu plus chaque année, souligne l'Institut national de la statistique et des études économiques dans un ouvrage publié vendredi. Mais cette progression n'a pas été linéaire: les Trente Glorieuses ont ainsi été marquées par une consommation de masse, avec une hausse annuelle de 4,3%. Depuis le premier choc pétrolier en 1973, cette croissance tourne autour de 2,5%.

"Cette progression recouvre de profonds changements dans la structure des dépenses", souligne l'INSEE. Ainsi, "les parts réservées à l'alimentation et à l'habillement se sont réduites, au profit notamment du logement, des transports, de la santé, des dépenses de communication et de loisirs". Depuis 2000, les services dépassent 50% des dépenses de consommation, contre 30% en 1960.

Plus de la moitié de cette hausse concerne le logement. La part du budget qui lui est consacré a nettement augmenté pour les locataires, passant de 19% à 25% en 2005. Elle est restée stable pour les accédants à la propriété (22% en 2005) alors qu'elle a naturellement baissé pour les propriétaires ayant fini de rembourser leur emprunt (10%).

Ces évolutions s'expliquent par le fait qu'"en vingt ans, la population des locataires s'est vidée des plus aisés", devenus propriétaires ou accédants, a remarqué jeudi lors d'une conférence de presse Jean-Louis Lhéritier, responsable du département prix, ressources et conditions de vie des ménages de l'INSEE.

Les conditions de logement se sont en outre améliorées, avec des appartements et maisons plus grands. Un habitant dispose en moyenne de 40m<sup>2</sup> et de 1,8 pièce, soit 30% d'espace en plus par rapport à 1984. Toutes les catégories de ménages sont concernées.

Dans le même temps, la part des dépenses en produits alimentaires a baissé de 10 points entre 1960 (24,7%) et 2005 (14,8%), même si cela reste un poste important du budget des ménages. Les dépenses d'alimentation à domicile varient du simple au double selon le niveau de vie: les plus modestes vont y consacrer 138 euros par mois, contre 242 euros pour les plus aisés.

En effet, les plus riches achètent des aliments plus chers que les ménages les plus pauvres, avec davantage d'eau en bouteille, de boissons alcoolisées, de produits laitiers, de fruits et légumes frais, de plats préparés et de viandes. Seules trois catégories de produits sont plus achetées par les plus modestes: les graisses végétales, le sucre et les boissons non alcoolisées.

Pour les repas pris à l'extérieur (cantines scolaires et professionnelles incluses), qui représentent 23% du budget alimentaire des ménages, l'écart est encore plus flagrant que pour l'alimentation à domicile. Ainsi, les plus modestes dépensent 22 euros par mois et par personne pour manger à l'extérieur, contre 107 euros pour les plus riches.

Par ailleurs, les Français consacrent une part moins importante de leur budget à l'habillement, actuellement de 5,6% au lieu de 12%. En 2005, chaque habitant a dépensé en moyenne 594 euros en vêtements et 128 euros pour les chaussures.

Quant au poste regroupant les dépenses de communication, de loisirs et de culture, il a connu l'une des plus fortes croissances depuis 50 ans: sa part est passée de 10% du budget en 1960 à 16% en 2007. Sa progression en volume par habitant a atteint 4,6% par an sur la période, contre 2,5% pour l'ensemble du budget.

## Les nouveaux visages de la pauvreté (25.09)

### Le Monde - 24.09

Isabelle, 40 ans

Sur la carte de la galère, Isabelle ne se situe "pas loin de la pauvreté". Il y a deux ans, elle travaillait comme conseil en entreprise à Rouen. Un poste de cadre et un salaire de 2 500 euros. Aujourd'hui, elle a rejoint la foule qui se presse, chaque vendredi, rue du Vieux-Moulin, à l'épicerie solidaire du Secours populaire de Gravigny (Eure), où les produits les plus chers ne dépassent pas les 2 euros. Isabelle a mis du temps avant de pousser la porte de la petite permanence tenue par Monique et Evelyne. "J'ai toujours fait partie des personnes qui apportaient de l'aide, et pas de ceux qui en avaient besoin", explique-t-elle.

Titulaire d'une maîtrise de droit, la jeune femme n'avait jamais connu le chômage. Depuis un mois, elle touche l'allocation de solidarité spécifique (ASS) réservée aux chômeurs en fin de droits. Avec 400 euros par mois, le loyer du petit F2 social est encore trop lourd, même une fois déduits les 160 euros touchés au titre de l'allocation logement. Pour l'alimentation, il y a l'épicerie sociale et quelques courses dans un hard discounter.

Fini le shopping, le petit pavillon, l'esthéticienne et le coiffeur de sa vie d'avant. Aujourd'hui, la mise est toujours soignée, mais le pas est devenu plus pesant. A l'agence de Pôle emploi, son conseiller lui a dit de travailler "sur son CV et sa lettre de motivation", mais les rares retours des employeurs sont négatifs. Elle a pourtant revu ses ambitions professionnelles à la baisse. "Un emploi dans la formation ou même de secrétaire polyvalente", lui conviendraient, juste pour ne plus "se sentir en survie".

Marie-Thérèse et Claude, 73 et 79 ans

"On ne peut pas faire la java." A 79 ans, Claude résume sa situation financière avec humour. Avec Marie-Thérèse, cinquante ans de mariage, "il a calculé toute sa vie, mais maintenant on peut plus joindre les deux bouts". A eux deux, ils touchent 1 100 euros de retraite, résultat d'une vie de travail commencée à 14 ans comme ouvriers agricoles. Il y a eu ensuite l'usine pour lui et un travail d'employée dans une "maison bourgeoise" pour elle. La propriété était belle, "la patronne" ne déclarait pas son employée mais, qu'importe, pendant quarante ans "ils étaient bien, logés sur place". Il y a cinq ans, "au décès de Madame, nous avons dû partir", explique Marie-Thérèse. La mairie leur a trouvé un appartement social, mais "ils tournent en rond là-dedans", et puis "379 euros, c'est cher". "Les prix qui augmentent sans cesse", "un fils au chômage qu'il faut aider", des dépenses médicales inattendues les ont contraints à s'adresser au Secours populaire. "A chaque fois, on croit qu'on peut tenir le choc et puis...", soupire Claude.

Chaque vendredi, ils trouvent à la permanence un fond d'épicerie, un peu de chaleur humaine et des propositions de sorties, eux qui n'étaient jamais partis en vacances. Les "papymamie", comme les appellent les gosses du quartier, sont toujours partants, mais "à condition de payer", précise Marie-Thérèse. "Jamais de dette, jamais d'acompte à l'usine", explique Claude avec fierté. L'hiver 2008, quand les 175 euros de chauffage sont arrivés, ils "ne pouvaient pas". Le Secours leur a avancé l'argent. Ils ont remboursé "rubis sur l'ongle" 40 euros par mois.

David, 27 ans

David ne se sent pas pauvre. "Les pauvres, ce sont les gens qui vivent sous les ponts." Lui, il est juste dans une "mauvaise passe". Il y a un an, il a perdu son emploi dans une entreprise de charpente. Il avait eu du mal à trouver ce contrat à durée indéterminée. "Six ans d'intérim à

courir les missions", avant de pouvoir se poser. Avec 1 300 euros mensuels, il s'était pris un studio. "Une petite vie tranquille", rythmée par quelques sorties, la pêche et ses maquettes d'avion. Juste après les vacances, il a appris qu'il était licencié.

"Depuis, c'est la crise et, même en intérim, je ne trouve rien." Deux fois par semaine, il appelle les quatre agences du coin. "Pas de diplôme, juste un niveau CAP maçonnerie et pas de permis de conduire, voilà ce que l'on me répond." Il y a quelques mois, il y a cru. Il est parti en Savoie sur un chantier, avec l'espoir d'être embauché, "mais ça n'a pas marché". Avec ses 900 euros de chômage, une fois le loyer et les charges payés, il peut remplir chaque semaine un panier du "Secours popu" à 5 euros et faire quelques courses. Mais "pour se payer le permis pêche à 140 euros, il faudra avoir trouvé du boulot".

Aurélie, 24 ans

Les anniversaires, Noël... A 24 ans, Aurélie a appris à anticiper tous les événements et les dépenses afférentes. Secrétaire médicale à mi-temps à l'hôpital d'Evreux (Eure), son CDD court jusqu'en décembre. Avec ses 600 euros mensuels, elle est obligée elle aussi de fréquenter la permanence de la rue du Vieux-Moulin. "Quand je travaillais à plein-temps, je n'y allais pas, explique-t-elle. Au début de l'année, ma mère a perdu son emploi à cause de la crise. Avec mon salaire et son chômage, nous arrivons à 1 400 euros mais il faut vivre à quatre." Aurélie a en effet un frère et une soeur plus jeunes. Alors, quand le réfrigérateur a commencé à se vider, "il n'y a pas eu le choix". Il lui a fallu un mois pour franchir les quelques mètres qui séparent son appartement de la permanence du Secours populaire.

---

## Les catégories défavorisées sont les plus touchées (25.09)

LeMonde.fr - 24.09

La crise a accentué la peur de la pauvreté. Selon une enquête conduite, en août, par Ipsos pour le compte du Secours populaire français, auprès de 2 000 Européens issus de quatre pays (France, Royaume-Uni, Espagne et Pologne) et rendue publique, jeudi 24 septembre, 92 % des Français considèrent que la précarité est en hausse. 73 % des Britanniques, 70 % des Espagnols et 62 % des Polonais pensent de même.

L'Hexagone est aussi le pays qui voit l'avenir de façon la moins optimiste. Alors qu'en 2007 45 % des Français redoutaient de connaître une situation de pauvreté, ils sont aujourd'hui 53 %. Pis : 85 % estiment que le risque de pauvreté est plus élevé pour leurs enfants que pour leur propre génération. L'enquête Ipsos révèle aussi une autre tendance. L'inquiétude du déclassement se répand d'abord et avant tout dans les classes moyennes.

Si la peur est générale, la pauvreté touche essentiellement les catégories les moins favorisées, ouvriers, employés et tous ceux qui ont un niveau d'études inférieur au bac. Elle touche néanmoins, dans une moindre mesure, de nouveaux publics, jeunes, salariés pauvres, retraités qui commencent à arriver dans les permanences des associations et dans les centres communaux d'action sociale (CCAS).

Selon une enquête inédite, réalisée entre mai et juin par l'Union nationale des centres communaux d'action sociale (Unccas), 75 % des 667 antennes interrogées font état d'une augmentation des demandes d'aides depuis le dernier trimestre 2008. 36 % des sollicitations portent sur des aides alimentaires et 30 % sur des coups de pouce financiers.

Mais la crise économique a aussi modifié le profil des demandeurs. 19 % d'entre eux sont des personnes jusqu'alors inconnues des services sociaux et 19 % ont un emploi. Ce phénomène est aussi observé par les grandes associations, qui craignent que l'arrivée de ces nouveaux pauvres ne s'accroisse dans les prochains mois, avec la montée du chômage.

---

## Vingt-cinq ans de banques alimentaires, triste anniversaire (30.09)

Libération.fr - 29.09

Ce sont des hommes en costume cravate, le cheveu gris. Assis à une table, ils fêtent un drôle d'anniversaire : les 25 bougies des banques alimentaires. 25 ans. Eux-mêmes, ils en ont plus du double. Pourquoi sont-ce souvent les retraités qu'on retrouve à s'occuper des autres ? «Parce qu'on a le temps», répond simplement l'un d'eux. Un anniversaire, c'est un peu une fête. Là, non. Les chiffres les inquiètent un peu. «On est pris de vertige devant l'augmentation des volumes distribués. Ils ont doublé en dix ans. Où cela s'arrêtera-t-il ? On aurait aimé que notre création soit une réponse à une situation conjoncturelle.»

Les banques alimentaires ont accueilli 16% de personnes en plus cette année. «Ce sont des gens dont les conditions budgétaires se sont dégradées», explique Alain Seugé, président de la Fédération des banques alimentaires. La nouveauté, c'est que 29% des personnes qui

viennent chercher de l'aide ont un revenu : soit salariés, en contrat à durée déterminée ou à temps partiel, soit retraités. Ils n'ont pas d'autres choix, finalement. Avec le loyer et l'essence, il faut réduire l'alimentation. Pour eux, c'est une «aide de complément». Comment vont faire les banques si le nombre de demandeurs continue d'augmenter ?

Un responsable héraultais confie, en aparté : «Le drame, c'est que personne n'est capable d'évaluer la demande dans les six prochains mois.» Il est «indispensable» que le programme européen - 500 millions d'euros d'aide - continue. «L'Etat français peut aussi être de la partie», dit Seugé. Les banques alimentaires ont réclamé dix millions d'euros au gouvernement. Elles attendent. Elles comptent aussi sur l'industrie alimentaire, dont elles espèrent meilleure contribution. «Il y a encore des chaînes de grande distribution qui ne travaillent pas, ou peu, avec l'aide alimentaire», note l'un des participants. Il ne cite aucun nom, pour ne froisser personne. Les banques alimentaires ont commandé un sondage sur leur utilité. Il ressort de cette étude que 57% des Français interrogés considèrent que cette aide est prioritaire, et 61% trouvent «inacceptable» qu'elle concerne trois millions de bénéficiaires dans le pays. Dans l'assistance, un petit monsieur hoche la tête. Il est un peu plus âgé que les autres. En 1984, il fut l'un des pionniers des banques alimentaires. A cette époque, on cumulait les misères. C'était la fin des Trente Glorieuses, le choc pétrolier. Il souligne : «On a vu des centres sociaux donner des bons de transport pour que les gens aillent à Paris chercher du travail.» Il rappelle aussi qu'à l'époque on parlait des «nouveaux pauvres». Il nous attrape par le collet, nous demande si on a «cinq minutes» et souffle l'objet de son inquiétude : «Ecoutez, le problème aujourd'hui, c'est que les gens n'ont plus le sens de l'humain. Ils ne pensent plus aux autres. Vous, vous pouvez en parler. On résoudrait beaucoup de choses si on se levait avec cette idée, le matin.»

## La mondialisation de la censure (01.10)

### Slate.fr - 30.09

La peur et l'appât du gain ont eu raison de l'engagement des entreprises pour la liberté d'expression.

#### Exemple 1

Lorsqu'il paraîtra dans quelques mois, feuillotez le livre publié par Yale University Press, Les Dessins qui ont fait trembler le monde. Il s'agit d'une étude très documentée de la controverse qui a suivi la publication en 2005 par un journal danois de 12 caricatures représentant le prophète Mahomet. L'auteure du livre, Jytte Klausen, montre, entre autres choses, que cette polémique a été manipulée par certains imams danois, qui ont montré à leurs ouailles d'autres dessins, à caractère pornographique, en plus des caricatures, afin d'enflammer l'opinion. Klausen s'est adressée à plusieurs universitaires musulmans, qui ont confirmé sa version des faits. Cependant, vous ne trouverez pas les caricatures en question dans ce livre.

#### Exemple 2

Achetez l'édition américaine du GQ de septembre. Enfouie loin de la couverture, vous y trouverez un article intitulé Les terribles secrets de l'ascension de Vladimir Poutine, écrit par Scott Anderson. Basé sur une enquête approfondie, l'article explique comment les services secrets russes ont participé à l'organisation d'attentats à Moscou au cours de l'année 2000, attentats qui ont ensuite été imputés aux terroristes Tchétchène. Découpez cet article et mettez-le en lieu sûr, car vous ne le trouverez nulle part ailleurs, et surtout pas dans l'édition russe de GQ. A l'heure où j'écris ces lignes, vous ne le trouverez même pas sur le site Internet de GQ. Condé Nast, la société à qui appartient ce magazine, a demandé aux rédactions de ses publications dans le monde entier de ne pas mentionner cet article et de ne pas participer à sa diffusion.

#### Exemple 3

Si vous savez écrire le chinois, tapez le mot «Tian'anmen» dans Google.cn. Je ne comprends pas cette langue, mais je sais de source sûre que votre recherche ne produira pas d'information utile à propos de ces événements dramatiques. Vous ne trouverez rien non plus sur le Tibet, Taiwan ou la démocratie. Et cela n'est pas dû au hasard. En 2006, Google a accepté d'exercer une certaine censure en Chine, en échange du droit à être accessible dans ce pays.

### Les entreprises américaines sujettes à la censure internationale

Ces trois incidents sont très différents. Les éditions de Yale ont refusé de publier les caricatures car l'université dit craindre des violences sur son campus. Condé Nast refuse de faire connaître un article sur Vladimir Poutine par crainte de perdre des annonceurs russes. Google refuse de laisser les utilisateurs se renseigner sur Tian'anmen ou d'autres sujets tabous parce que cette société veut conquérir le vaste marché chinois des moteurs de recherche. De même, les trois entreprises ont exprimé des degrés divers de contrition. Condé Nast n'a aucun remords, Yale semble en avoir beaucoup et Google est ambivalent (le fondateur, Sergey Brin a d'abord expliqué que Google allait tout de même rendre davantage d'informations accessibles aux Chinois.)

Néanmoins, ces trois exemples permettent d'arriver à une conclusion. De manières différentes, le gouvernement russe, le gouvernement chinois et des terroristes islamistes anonymes peuvent contrôler les décisions prises par des entreprises américaines. Relisez cette dernière phrase. Il y a dix ans, elle était impensable. En d'autres termes, dans un monde devenu plus dangereux, et où les profits fondent comme neige au soleil, la peur et l'appât du gain font vite oublier la liberté d'expression.

Mais en cédant à la pression, ces trois entreprises n'ont fait avancer aucune cause, même pas la leur. Malgré l'obéissance de Google, le gouvernement chinois continue d'harcéler cette société, cette fois en l'accusant de faciliter la dissémination de la pornographie. Et cette reculade initiale a probablement encouragé le régime à essayer d'obliger les fabricants d'ordinateurs à installer des filtres sur toutes leurs machines vendues en Chine. Dans le même sens, les attermoissements de Condé Nast ne peuvent qu'encourager les entreprises russes, qui, pour beaucoup, appartiennent à l'Etat, à exercer des pressions sur leurs partenaires occidentaux, ce qui rendra encore plus difficile la publication d'articles critiques à l'égard du gouvernement, non seulement en Russie, mais aussi partout ailleurs ! De même, si Yale, un des éditeurs américains les plus audacieux, refuse de publier les caricatures danoises, cela ne pourra que dissuader d'autres maisons d'édition de le faire. (Déclaration de conflit d'intérêt : je travaille sur une anthologie publiée par Yale University Press et j'admire depuis longtemps leur détermination à rendre publiques les archives soviétiques.)

Finalement, à chaque fois qu'une entreprise américaine cède à des pressions anti-démocratiques, la liberté d'expression s'en trouve réduite d'autant dans le monde entier. Et chaque altération de la vérité, chaque renoncement consentis à des groupes ou des gouvernements autoritaires rend ces derniers plus forts. Ce qui paraît n'être qu'une petite capitulation aujourd'hui peut avoir des conséquences graves dans l'avenir et la couardise de certains limite la liberté de tous les autres.

Il n'existe pas de lois pouvant obliger les entreprises américaines à respecter la liberté d'expression hors de nos frontières. Mais on peut les montrer du doigt pour que leurs clients sachent à qui ils ont affaire. C'est l'objectif de cet article.

## **Réchauffement ou refroidissement mondial : La glace disparaît-elle vraiment ? (02.10)**

par F. William Engdahl - <http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=1542> - 29.09

Le Président Obama vient de faire un appel grandiloquent aux Nations Unies en faveur de mesures mondiales visant à réduire considérablement ce qu'il appelait « la menace climatique, » l'euphémisme actuel pour ce qui est plus communément connu sous le nom de Global Warming, une théorie selon laquelle les émissions de CO2 des voitures, des usines à charbon et de toute autre source d'origine humaine, seraient la cause d'un tel réchauffement terrestre, que les calottes polaires fondent de manière irréversible et menacent d'inonder un quart ou plus de la surface des terres. Une seule chose coïncide dans le scénario dramatique de M. Obama : il est complètement bidon scientifiquement. Depuis 2007, les calottes polaires ont grossi, pas fondu, et la Terre se refroidit au lieu de se réchauffer.

Au cas où la trouille de crever d'une grippe charcutière inventée ne suffirait pas, les racontars dantesques des médias des trois coins du globe, comme BBC ou CNN, présentent la fonte des icebergs de façon suffisamment dramatique pour infliger des nuits d'insomnie. Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-Moon, a même fait dernièrement un appel en se tenant debout sur la banquise arctique, affirmant que les émissions de CO2 provoquaient la fonte de « 100 milliards de tonnes » de glace polaire chaque année, de sorte que, dans 30 ans, l'Arctique pourrait être « ice-free » (sans glace). Une organisation, le WWF, affirme que la fonte glaciaire arctique est si rapide que, dans quatre-vingt ans, le niveau de la mer pourrait s'élever de 1,2 mètres, provoquant des « inondations qui affecteront un quart du monde. » He bien ! Ça fout les jetons. Goodbye Hambourg, New York, Amsterdam...

Le coup de pub de Ban Ki-moon a été habilement orchestré. Il n'a pas dit que son bateau n'a pu arriver qu'à 700 miles du Pôle Nord à cause de la glace. Ni qu'il a monté sa cascade en été, au moment où la glace arctique fond systématiquement avant de se reformer en début septembre.

La réalité concernant les glaces arctiques est très différente. Bien que quelque 10 millions de kilomètres carrés de banquise fondent chaque été, chaque septembre l'Arctique recommence à geler. La surface glaciaire est aujourd'hui supérieure de 500.000 km<sup>2</sup> à ce qu'elle était à la même époque l'an dernier, qui faisait elle-même 500.000 kilomètres carrés de plus qu'en septembre 2007, le point le plus bas enregistré récemment (voir la cryosphère d'aujourd'hui de l'Université de l'Illinois : [arctic.atmos.uiuc.edu/cryosphere/](http://arctic.atmos.uiuc.edu/cryosphere/).)

En avril prochain, après des mois d'obscurité, elle sera de retour sur 14 millions de kilomètres carrés ou sans doute plus. Comme le fait remarquer l'écrivain scientifique britannique Christopher Booker, « même si toute la banquise fondait, cela n'élèverait pas plus le niveau de la mer que la fonte d'un cube de glace dans un gin tonic ne dilate le volume du liquide dans le verre. »

Rayons de soleil provenant de concombres ?

La campagne actuelle d'hystérie du réchauffement mondial est menée à grand renfort de publicité par des politiciens et des intérêts particuliers, comme Goldman Sachs et d'autres compagnies financières de Wall Street, qui ne font que récolter les milliards de la

négociation des nouveaux contrats à terme de l'instrument financier du crédit [d'émission] de carbone. Ils font un foin tout azimut pour effrayer le monde au sommet sur le réchauffement mondial de décembre à Copenhague, le successeur de l'accord de Kyoto sur la réduction des émissions de CO<sub>2</sub>. On a estimé que la facture du réchauffement mondial préconisée par Barack Obama et ses patrons de Wall Street, votée par la Chambre des représentants, mais pas par le Sénat plus prudent, coûterait au contribuable quelque mille milliards de dollars.

Au Royaume-Uni, où le Premier ministre britannique Gordon Brown anime la parade du réchauffement planétaire, la BBC et la Royal Society agitent des combines de « génie climatique » dingues, dont la mise en place de miroirs spatiaux pour dévier les rayons du Soleil, ou un revêtement routier avec des arbres artificiels pour aspirer le CO<sub>2</sub> de l'air, le retirer et l'enterrer dans des trous. Ça pourrait peut-être fournir du travail aux quelques milliers de Britanniques mis au chômage par les ravages de la dernière débâcle financière, mais ça ne ferait rien d'autre que jeter l'argent du contribuable déjà soumis à rude épreuve par les renflouages bancaires. La farce entière a été comparée à la satire de Jonathan Swift, quand Gulliver rencontre un personnage fictif en train d'essayer d'extraire des rayons de soleil des concombres.

Une nouvelle étude importante, publiée dans le réputé Journal of Geophysical Research de l'American Geophysical Union, Influence de l'Oscillation Australe sur la Température de la Troposphère, des scientifiques JD McLean, C.R. de Freitas de l'École de Géographie, Géologie et Sciences Environnementales de l'Université d'Auckland en Nouvelle-Zélande et de R.M. Carter, confirme qu'au cours des cinquante dernières années, depuis 1950, 81% des changements climatiques tropicaux peuvent être pleinement imputés au phénomène météorologique du Pacifique connu sous le nom d'El Niño. Et les 19% restants sont liés à l'intensification du rayonnement solaire. Aucune émission d'origine humaine n'a joué de rôle. [www.agu.org/pubs/crossref/2009/2008JD011637.shtml](http://www.agu.org/pubs/crossref/2009/2008JD011637.shtml)

Les climatologues et les astrophysiciens considèrent qu'El Niños, qu'ils appellent Oscillation Australe El Niño ou ENSO, est en relation avec les éruptions de l'activité solaire qui se produisent périodiquement. Selon le Dr Theodor Landscheidt Schroeter, de l'Institut Canadien d'Étude des Cycles de l'Activité Solaire, ENSO est la « source la plus énergique de la variabilité naturelle du système climatique mondial. Pendant la grave manifestation d'ENSO de 1982/1983, quand la surface de la mer au large du Pérou s'est réchauffée de plus de 7°C, on a découvert qu'il existe des liens étroits avec les conditions météorologiques dans d'autres régions, comme les inondations en Californie et l'aggravation de la sécheresse en Afrique, par exemple. »

Landscheidt ajoute, « El Niño et La Niña sont si assujettis à des effets de forces externes provenant de l'activité variable du Soleil, que ça explique la quasi-totalité des irrégularités d'ENSO et rend possible la prévision à long terme, au-delà de la limite d'un an. Ce n'est pas une simple théorie. Mes prévisions sur les deux derniers épisodes d'El Niño se sont avérées justes et celles du dernier ont été faites plus de deux ans avant l'événement... » (L'activité solaire Contrôle El Niño et La Niña : [www.john-daly.com/sun-enso/sun-enso.htm](http://www.john-daly.com/sun-enso/sun-enso.htm))

Même James Hansen, l'un des protagonistes au franc-parler de l'idée du réchauffement mondial, admet : « Les forces animant le changement climatique de longue durée ne sont pas connues avec assez de précision pour définir les changements climatiques à venir... Les effets des forces naturelles dus à des modifications de l'irradiation solaire peuvent jouer un rôle plus important dans le changement climatique de longue durée que les effets déduits des seules comparaisons de modèles [climatiques] de la circulation générale. »

El Niños est lié à des inondations, sécheresses et autres perturbations climatiques, dans de nombreuses régions du globe. Dans l'océan Atlantique, les effets ont un retard de 12 à 18 mois sur ceux du Pacifique. Ils ont tendance à se produire tous les trois à huit ans. La Niña est associée aux phases de refroidissement des cycles de l'océan Pacifique.

Selon l'US National Oceans and Atmospheric Administration, en Amérique du Nord, El Niño produit des hivers plus chauds que la moyenne dans les États du Haut-Midwest et du Nord-Est. Au cours de la phase d'oscillation El Niño, la Californie et le sud-ouest des États-Unis deviennent nettement plus humides, tandis que le nord du Golfe du Mexique et les États mexicains du nord-est sont plus humides et plus froids que la moyenne. En Asie et dans certains endroits de l'Australie, El Niño crée des conditions plus sèches et augmente les feux de brousse.

Tout ça colle formidablement à ce que clame le chœur de l'hystérie du réchauffement mondial ou « changement climatique, » comme il le désigne à présent en catimini, que ce serait la conséquence des émissions anthropiques de CO<sub>2</sub>

Climat plus chaud il y a 1000 ans ?

En Suède, une nouvelle étude (publiée par Haakan Grudd du département de géographie physique et de géologie quaternaire de l'Université de Stockholm) confirme que l'Arctique d'aujourd'hui n'est pas plus chaud qu'il y a des siècles, lors de périodes historiques antérieures avant les centrales électriques au charbon ou les automobiles. L'étude de Grudd conclut que, « La fin du XX<sup>ème</sup> siècle n'est pas exceptionnellement chaude dans les nouveaux relevés : Sur une durée de dix à cent ans, les périodes aux alentours de 750 après JC, 1000, 1400 et 1750, étaient tout aussi chaudes ou plus chaudes. La longue période chaude de 200 ans centrée sur l'an 1000, fut nettement plus chaude que la fin du XX<sup>ème</sup> siècle et c'est confirmé par d'autres données paléoclimatiques locales et régionales.

(H. Grudd, Largeur et densité des cernes des arbres à Torneträsk entre 500 et 2004 avant JC : Un test de sensibilité climatique et une nouvelle reconstruction de 1500 ans des étés dans le nord de la Fenno-Scandinavie, Climate Dynamics, Volume 31, Numéros 7-8 / décembre 2008 : [www.springerlink.com/content/8j71453650116753/?p=fcd6adbe04ff4cc29b7131b5184282eb&pi=0](http://www.springerlink.com/content/8j71453650116753/?p=fcd6adbe04ff4cc29b7131b5184282eb&pi=0))

Dit simplement, il y a mille ans la Terre était plus chaude qu'aujourd'hui. Et, à l'époque, il n'y avait pas trace de quatre-quatre de loisir ni de centrales à charbon crachant du CO2 dans l'atmosphère.

Le seul hic avec les études scientifiques sérieuses, c'est que les grands médias les ignorent royalement, leur préférant des histoires hystériques de scénarios dramatiques, comme Barack Obama avec son discours à l'ONU ou Ban Ki-Moon avec son cinéma pathétique sur les glaces de l'Arctique.

À ma connaissance, assez bizarrement, aucun promoteur du réchauffement mondial ne tente de corréliser l'activité d'ENSO aux changements de la température mondiale. Devrions-nous plutôt proposer d'interdire El Niños ou les éruptions solaires ? C'est aussi insensé sur le plan scientifique que d'interdire ou capter les émissions de CO2. La nouvelle religion du réchauffement climatique est une chose, mais il faut que nous sachions que les grands prêtres ont le même dieu argent que ceux qui nous ont apporté la religion du Pic Pétrolier il y a quelques années, et l'actuelle désintégration de billions de dollars dans la finance, connue sous le nom de titrisation des actifs. La réalité, c'est que le réchauffement climatique, comme le pic pétrolier et les autres délires, ne sont que des tentatives de puissants intérêts visant à convaincre le monde de se sacrifier afin qu'eux-mêmes puissent rester au contrôle des événements sur cette planète. C'est un essai à peine voilé de mésuser du climat pour plaider en faveur d'une réduction malthusienne du nouveau niveau de vie de la majorité mondiale, tout en augmentant le pouvoir de la minuscule « élite. »

Article original en anglais : Global Warming or Global Freezing: is the ice really melting ?

Traduction : Pétrus Lombard

---

## "La valeur des diplômes a très fortement décliné en trente ans" (10.10)

### Le Monde - 07.10

Dans un chat au Monde.fr, mercredi 7 octobre, le sociologue Louis Chauvel estime qu'une grosse moitié de la population française se sent déstabilisée, et ce n'est pas qu'un phénomène psychologique".

Rose : On parle de "déclassement social". Mais peut-on s'entendre sur la définition que l'on donne à ce terme : est-ce que l'on parle de la situation des enfants par rapport à celle de leurs parents ? Est-ce que l'on parle d'un changement d'emploi, d'une perte d'emploi ?

Louis Chauvel : En fait, "déclassement", c'est comme "classe moyenne", ce n'est pas une appellation d'origine contrôlée, donc on peut entendre beaucoup de choses très différentes sous le même nom.

Déclassement, il y a trois façons différentes de le voir.

Le cas n° 1, c'est lorsqu'on se retrouve dans une classe sociale inférieure à celle de ses parents. Camille Peugny travaille par exemple sur les gens qui étaient enfants des classes moyennes et qui se retrouvent dans les catégories populaires. C'est le déclassement social intergénérationnel.

Le deuxième cas de figure, c'est quand on perd son emploi et qu'on se retrouve dans une catégorie plus basse. C'est le déclassement intragénérationnel.

Il y a un troisième sens au déclassement, c'est le déclassement scolaire : le fait d'avoir un emploi inférieur à ce que le diplôme aurait donné quelques années plus tôt.

En 1960, le baccalauréat était la clé d'entrée dans les classes moyennes intermédiaires pour 60 % de la population des bacheliers. Aujourd'hui, c'est 75 % catégorie employés ou ouvriers, ou éventuellement chômeurs. On mesure en France un très fort déclassement scolaire, en particulier pour les diplômés bac, bac +2.

Fred : Est-ce qu'avec ce thème on n'est pas sur le même terrain qu'avec la sécurité : "le sentiment de..." ? Quelle est la réalité chiffrée de ce déclassement social ?

Louis Chauvel : En fait, la difficulté dans laquelle on est aujourd'hui, c'est qu'il y a énormément de débats.

Pour les uns, le déclassement c'est numériquement pas très important, cela terrifie tout le monde mais ne touche que 6 % de la population, donc ce n'est rien et n'a aucune existence véritable.

Pour d'autres intervenants dans le débat social sur cette question, il y a une vision très différente, le fait que les nouvelles générations depuis une vingtaine d'années font face à un déclassement structurel croissant ou avec de plus en plus de diplômés, les nouvelles générations peinent à se loger décentement.

En fait, il me semble impossible de dire que c'est comme le sentiment d'insécurité, à 90 % psychologique et 10 % réel. Je pense que les proportions seraient plutôt inverses.

RD92 : Avez-vous lu le livre de M. Maurin, La Peur du déclassement, une sociologie des récessions, et qu'en pensez-vous ?

Louis Chauvel : J'ai lu le livre d'Eric Maurin, que j'apprécie par ailleurs. En même temps, je suis très loin de partager l'essentiel de ses conclusions.

L'un des points centraux d'Eric Maurin, c'est qu'il insiste sur la peur du déclassement. Son hypothèse centrale est de dire qu'il y a beaucoup plus de psychologique que de réel dans le déclassement aujourd'hui.

Eric Maurin explique en particulier que la réalité du déclassement, qu'il mesure pour l'essentiel au risque de chômage et de perte d'emploi des gens actuellement en emploi, que ce risque de déclassement est secondaire.

Il explique aussi qu'il a peu varié dans le temps, et que la réalité du déclassement ne justifie absolument pas les peurs actuelles. C'est son propos.

D'autres auteurs, Christian Baudelot, Stéphane Beaud, Marie Duru-Bellat, et évidemment Camille Peugny, ont bien montré qu'il se passait quelque chose de beaucoup plus profond que cela.

Dans ma modeste contribution Les Classes moyennes à la dérive, en 2006, j'avais montré aussi que la valeur des diplômés a très fortement décliné par rapport à ce que ces diplômés auraient donné trente ans plus tôt.

L'ensemble de ces travaux montre que, notamment au sein des nouvelles générations de jeunes, ce n'est pas en ayant simplement des diplômés que l'on est sûr de se loger décentement. Ou de trouver une place dans la société semblable à celle de ses propres parents.

Zumain\_1 : Comment peut-on estimer l'impact d'un système scolaire - qui apparaît inadapté - dans ce phénomène de déclassement social ?

Louis Chauvel : Par rapport à cette question, la comparaison internationale est très enrichissante. Dans certains pays, en particulier dans l'Europe nordique, mais aussi chez les Anglo-Saxons, le flux croissant de diplômés s'est développé au rythme de la croissance des emplois qualifiés.

Dans ces pays-là, il n'y a pas eu de déclassement par rapport aux diplômés. En revanche, en Italie, en Espagne, en Grèce, dans l'ensemble des pays de l'Europe méditerranéenne - dont la France -, les jeunes ont bénéficié d'une très forte croissance des diplômés, mais les emplois correspondants ont connu une croissance beaucoup plus lente.

La résultante en Italie, en Espagne, en Grèce, en France également, c'est que beaucoup de diplômés ne peuvent pas trouver des emplois correspondant aux qualifications scolaires qu'ils ont reçues.

En France, on a une masse de jeunes qui sont membres des classes moyennes du point de vue du diplôme, mais qui ne sont pas véritablement membres des classes moyennes du point de vue des emplois qu'ils obtiennent.

Beaucoup restent aux crochets de leurs parents jusqu'à des âges vénérables. C'est en raison d'une correspondance décroissante entre les titres et les positions réelles dans la société.

Dans les pays latins, ce phénomène est totalement structurel, il est très lourd, il donne un sentiment délétère chez leurs parents, que leurs enfants, avec deux années d'études en plus, se retrouvent plus bas qu'eux-mêmes dans la société.

nessundorma : Un père ingénieur ou professeur... Un fils plombier, ou mécanicien, ou menuisier... Est-ce, selon vous, un grave déclassement social ? est-il gravé dans le marbre que les enfants doivent avoir obligatoirement un statut social supérieur, ou au moins égal, à celui de leurs parents ?

Louis Chauvel : Si le fils plombier est à la tête d'une entreprise de cinquante salariés, ce cas-là est une forte mobilité ascendante. En tout cas d'un point de vue économique...

En revanche, dans les cas typiques de déclassement social présentés, par exemple, par Camille Peugny dans son ouvrage *Le Déclassement* (Grasset, 2009), la situation est plus grave. Il repère une forte proportion, croissante, d'enfants d'instituteur ou de professeur qui finissent emplois-jeunes dans le jardin municipal.

Camille Peugny mesure ces transformations, elles sont à la fois fortes et montrent la situation assez exceptionnelle que nous connaissons par rapport au XXe siècle.

Effectivement, jusqu'à présent, en période de paix, le devenir moyen de la génération suivante, c'est d'être au-dessus de la génération qui a précédé. Depuis vingt-cinq ans, on mesure une inversion de ce flux.

Est-il écrit dans le marbre que toute génération doit être au-dessus de la précédente ? Peut-être pas, mais c'est quand même le cas de figure le plus normal.

Il y a eu beaucoup de progrès au cours des cinquante dernières années, les jeunes peinent pourtant de plus en plus à en bénéficier. Cela se voit notamment à la qualité du logement, à la surface des logements, aux conditions de vie en général, aux départs en vacances.

A de nombreux points de vue, on mesure de plus en plus de jeunes dont le niveau de vie n'a pas progressé, bien au contraire, par rapport à la génération précédente.

Le problème, c'est que ces difficultés ne sont pas simplement des effets d'âge – les jeunes vont plus mal –, ce sont des effets de génération, c'est-à-dire qu'une mauvaise entrée dans la vie adulte a des conséquences sur la très longue durée.

Les jeunes qui ont connu des bas salaires, de faibles niveaux d'emploi, qui ont connu le chômage à leur entrée tardive dans la vie adulte après de longues études, peineront à trouver un niveau de retraite décent dans les prochaines décennies.

Ces phénomènes ne sont guère mesurés par Eric Maurin, par exemple.

Laurent : Les politiques ont-ils selon vous pris la mesure de cette question ? et apportent-ils des réponses appropriées ? Bertrand : Quel bilan peut-on faire des politiques publiques mises en place pour lutter contre les déclassements ?

Louis Chauvel : En fait, la situation en termes de politique publique est d'autant plus difficile que le diagnostic est très problématique.

Il y a vingt ans, quand il était encore temps d'agir à la racine, le problème, c'était avant tout la nouvelle pauvreté qui résultait du chômage de longue durée.

Entre 1995 et 2002, on a pris conscience de la fracture sociale, cela a créé la CMU et tout un ensemble de dispositifs permettant de pallier les difficultés des 20 à 30 % de la population le plus en difficulté. C'est le cas aussi avec la prime pour l'emploi.

Le problème, c'est que les difficultés n'ont cessé d'augmenter d'un cran, et c'est au tour des catégories intermédiaires de la société de se porter de plus en plus mal.

Cela ne veut pas dire que les catégories populaires se portent bien, mais le noyau stable, central, de la société française, les catégories situées autour de 1 500 euros de salaire mensuel net, est à son tour touché par des difficultés de plus en plus palpables.

L'équation impossible, c'est tout à la fois améliorer le sort des catégories les plus en difficulté tout en ne déstabilisant pas plus encore les catégories intermédiaires de la société.

Le problème est que cette équation est extrêmement difficile à résoudre, et les politiques préfèrent d'une façon générale faire œuvre de démagogie plutôt que de traitement de fond de ces phénomènes.

Le problème, c'est que maintenant une grosse moitié de la population française se sent déstabilisée, et ce n'est pas qu'un phénomène psychologique. On le mesure aussi à des réalités tangibles.

Difficultés de logement, à trouver une école décente, à payer les factures habituelles tout en conservant un niveau de consommation de classe moyenne...

Il y a vingt ans, des politiques de lutte contre le déclassement auraient pu être mises en place sans efforts considérables, en travaillant plus sur la formation tout au long de la vie, en rendant moins douloureux les changements d'emploi, en renouvelant les qualifications d'une partie

massive de la population.

Pour le dire vite, l'essentiel des politiques publiques mises en œuvre dans des pays comme le Danemark, des pays où les gens changent d'emploi sans en éprouver une souffrance considérable parce qu'il y a une vraie négociation collective et un accompagnement social qui va avec, ont eu des résultats très positifs.

En France, on a fait tout le contraire. Les entreprises en difficulté ne recrutent plus et laissent vieillir leurs travailleurs jusqu'à l'âge de la préretraite. Les entreprises dynamiques essaient d'embaucher le moins possible en augmentant de plus en plus la productivité de leurs travailleurs en place.

Et en France, changer d'emploi, c'est le risque permanent de perdre tout un ensemble de droits fondés sur l'ancienneté dans l'entreprise. Le résultat est qu'on travaille avec de moins en moins de gens, de plus en plus épuisés et stressés, jusqu'à la veille du départ à la retraite. Ce n'est pas un modèle stable de développement.

Zumain\_1: Est-il possible que les protections sociales réputées fortes en France puissent participer à aggraver le déclassement social ? Du fait que les individus s'accrochent de toutes leurs forces à leurs acquis et passent ainsi à côté d'opportunités d'évolutions ou même de changement de carrière.

Louis Chauvel : L'un des points importants du livre d'Eric Maurin, c'est effectivement le fait que l'Etat-providence à la française, de type corporatiste, qui donne beaucoup de droits, en particulier à ceux qui sont depuis longtemps dans une entreprise, produit beaucoup de déstabilisation sociale.

Gösta Esping-Andersen le dit aussi : le risque, c'est de sacrifier les plus faibles (les femmes, les immigrés, les précaires, les jeunes) pour protéger au maximum le travail du noyau central.

Ce diagnostic est fondé, mais en même temps, le noyau central, qui était très stable dans les années 1980, commence à son tour à subir des difficultés croissantes.

Il suffit de comparer par exemple le salaire moyen au prix du mètre carré au cours des vingt dernières années.

Le danger de ce diagnostic serait d'aller trop rapidement à la conclusion : cassons les dernières sécurités du noyau central et tout ira mieux. Eric Maurin ne dit pas exactement cela, mais risque d'être interprété comme cela.

Petersham : Le déclassement social en France n'est-il pas qu'un dommage collatéral de l'apparition inéluctable de classes moyennes en Chine ou en Inde : ces pays importent de la richesse et exportent de la pauvreté.

Louis Chauvel : C'est vrai, mais pas totalement. Les pays nordiques sont des petits pays, donc leur expérience n'est pas forcément généralisable à la France, mais tout de même.

La Suède, par exemple, a réussi à sauvegarder son modèle de classe moyenne, en parvenant à être toujours en avance sur le changement et le progrès des qualifications.

Certains pays aussi globalisés que le nôtre sont parvenus à sauver l'essentiel de leur modèle social, avec des réformes fortes, mais qui ont été avantageuses pour tout le monde.

Il est à craindre que sur cette voie-là, la France ait raté son changement.

De tout un ensemble de points de vue, nous risquons d'avoir tout à la fois de faibles salaires nets, comme dans les systèmes d'Etat-providence développés, et une précarité croissante et une dureté croissante dans le travail. Et dans les retraites ultérieurement.

C'est-à-dire que je crains que la France risque de cumuler les tares du capitalisme libéral et d'un modèle obsolète d'Etat-providence qui a raté sa transition.

Les pays nordiques, une fois encore, montrent une dynamique inverse face à la globalisation.

Cedrick : Pensez-vous que le système méritocratique français a trouvé son aboutissement social ? N'est-ce pas ce modèle-là qui est en crise et qui provoque la grogne de tous ceux qui ne sont pas premiers ?

Louis Chauvel : C'est vrai que le modèle méritocratique français est très spécifique. Partout dans le monde hors de France, la méritocratie, c'est le talent plus l'effort. En France, c'est le concours réussi à l'âge de 20 ans. Evidemment, ce sont deux choses complètement

différentes.

Il s'agit de plus en plus de réfléchir à retrouver une dynamique d'effort et de réussite.

En comparaison internationale, ce que je crains le plus, c'est que les Français ou les Européens manquent d'un projet collectif à l'échelon national ou européen. Nous ne savons pas où nous allons, ce que nous voulons, et c'est, me semble-t-il, très grave.

Lorsque je vais aux Etats-Unis, dans les pays nordiques ou en Chine, mes interlocuteurs, qui sont des experts nationaux de ces pays, sont en permanence associés à la question : "Où allons-nous ?"

En France et en Europe, au contraire, il y a véritablement une carence de vision d'avenir ne serait-ce qu'un peu partagée.

Nous devrions nous poser la question de quel modèle social nous voulons pour 2025, mais la vraie question des politiques aujourd'hui, c'est : "Comment préparer 2012 ?" Cette inconséquence, nous la paierons très cher en 2025 et avant.

Et cela risque de nous amener à un déclassement collectif de l'ensemble européen sur la scène mondiale. Ce n'est pas très optimiste, mais je crains que ce ne soit assez lucide.

---

## **INSEE: 1,2 million d'enfants français vivaient dans une famille recomposée en 2006 (10.10)**

### **AP - 09.10**

En 2006, 1,2 million d'enfants vivaient dans une famille recomposée en France, soit 8,8% de la population âgée de moins de 18 ans, selon une étude de l'INSEE. A l'opposé, 10,25 millions d'enfants de moins de 18 ans vivaient avec leur père et leur mère, soit 75,4% de l'ensemble des mineurs.

Parmi les enfants de familles recomposées, "800.000 vivent avec un parent et un beau-parent, le plus souvent un beau-père", selon cette étude de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE). "Quand leur parent et leur beau-parent n'ont pas d'enfant en commun, ils vivent dans une famille comprenant peu d'enfants". Ainsi, "pour un tiers, ils sont les seuls enfants de la famille".

Sur ce 1,2 million, 400.000 enfants sont nés après la recombinaison familiale. "Ils résident donc avec leurs deux parents et un demi-frère ou une demi-soeur", et "appartiennent plus souvent à des familles nombreuses", selon l'étude.

Par ailleurs, 90% des femmes de familles recomposées avec des enfants de l'union actuelle ont entre 30 et 49 ans, contre 80% des femmes de famille traditionnelle. Leur âge moyen est de 38,2 ans, contre 37,5 ans dans les familles traditionnelles. Et, selon l'INSEE, "les familles recomposées sont le plus souvent constituées d'une mère et d'un beau-père", dont le nombre est évalué à environ 600.000.

Les parents de ces familles ont, en moyenne, un niveau de diplômes moins élevé que ceux des familles traditionnelles. Ainsi, "20% des mères de famille recomposée ont un diplôme supérieur ou égal à un niveau bac +2, contre 32% des mères de famille traditionnelle". Chez les hommes, la proportion est de 19%, contre 27% dans les familles traditionnelles.

Concernant l'emploi, les parents de familles recomposées sont également généralement plus en difficulté sur le marché du travail. Les mères y sont plus souvent au chômage que dans les familles traditionnelles (9,3% contre 6%) et plus souvent inactives (24,4% contre 23%). Même tendances chez les hommes, plus nombreux à être chômeurs (6,7% contre 4,5%) ou inactifs (7,8% contre 5%).

---

## **Plus d'un milliard de personnes frappées par la faim dans le monde (16.10)**

### **Libération.fr - 14.10**

Plus d'un milliard de personnes frappées par la faim dans le monde La faim a progressé dans le monde en raison de la crise économique mondiale en 2008-2009 et touche aujourd'hui un sixième de la population mondiale, selon un rapport publié mercredi par la FAO, une agence de l'ONU.

Le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde est passé de 825 millions sur la période 1995-1997 à 873 millions en 2004-2006 puis à 1,02 milliards en 2008-2009.

Pour la première fois depuis 1970, le seuil historique du milliard d'affamés dans le monde a été de nouveau franchi. À l'occasion de la semaine de l'alimentation, un rapport conjoint de la FAO (l'agence de l'ONU pour l'Alimentation et l'Agriculture) et du PAM (programme alimentaire mondial) estime qu'une personne sur six souffre de la faim.

«Aucune nation n'est épargnée et, comme toujours, ce sont les pays les plus pauvres et les populations les plus démunies qui en pâtissent le plus», déplore Jacques Diouf, le directeur général de la FAO. La majeure partie des personnes sous-alimentées provient, en effet, des régions du tiers-monde : Asie-Pacifique (642 millions), suivie de l'Afrique subsaharienne (265 millions), de l'Amérique latine (53 millions) puis d'une région comprenant Proche-Orient et Afrique du Nord (42 millions). Cependant, les pays développés sont également frappés. 15 millions de personnes souffrent de la faim dans les pays du industrialisés, précise le document.

Augmentation des prix des denrées alimentaires Selon le rapport, les crises économique et alimentaire ont élevé de manière dangereuse le prix des denrées de première nécessité. Le nombre de victimes de la malnutrition a augmenté de 100 millions par rapport à l'année dernière. «Les ménages pauvres se sont trouvés dans l'obligation de réduire le nombre des repas et de consommer des aliments moins nutritifs, de diminuer les dépenses de santé et d'éducation, et de vendre leurs avoirs», souligne-t-il. Cependant, les crises n'ont fait qu'aggraver une situation déjà inquiétante. Le nombre de personnes mal nourries augmente de manière régulière depuis plus d'une décennie, effaçant les bénéfices des progrès observés dans les années 1980 et au début des années 1990.

«Le problème de l'insécurité alimentaire» est «d'abord une question de mobilisation au plus haut niveau politique pour que les ressources financières nécessaires soient disponibles», a déclaré Jacques Diouf, directeur général de la FAO. «Chaque année, les soutiens à l'agriculture des pays de l'OCDE atteignent 365 milliards de dollars et les dépenses d'armement 1.340 milliards», a-t-il rappelé, dans le cadre de la Semaine mondiale de l'alimentation.

### 300 experts à Rome

Alors que la population mondiale devrait atteindre les 9,1 milliards d'individus dans les quarantes prochaines années, 300 experts internationaux s'interrogent sur le thème «comment nourrir le monde en 2050», cette semaine à Rome. «L'alimentation devient une bombe pour les gouvernements: si on ne fait rien, ça pète à la figure», analyse Jean-Louis Vélajus du Comité français pour la solidarité internationale (CFSI). «Le milliard de personnes souffrant de la faim n'est pas traitable par l'aide alimentaire mais par une réforme globale de l'agriculture», estime-t-il.

ONG humanitaires et de développement militent ensemble pour une réforme des politiques commerciales et agricoles, qui maintiennent, selon elles, les pays en développement dans la dépendance. Elles réclament un arrêt de la «libéralisation à tous va», qui provoque une volatilité des cours des denrées alimentaires, mais demandent surtout des investissements massifs dans l'agriculture des pays du Sud.

Cette mobilisation autour de la Journée mondiale de l'Alimentation, organisée vendredi, servira de prélude au sommet sur la sécurité alimentaire à Rome mi-novembre, suivi du sommet de Copenhague sur le changement climatique en décembre. «Prise en tenaille» entre le milliard d'affamés et «la question environnementale qui oblige à réfléchir sur les modes d'exploitation, la communauté internationale est bien obligée de mettre les choses à plat sinon, on va dans le mur!», estime Jean-Louis Vélajus.

---

## Les pratiques culturelles des Français bouleversées par Internet (18.10)

### Lepoint.fr - 15.10

Les hommes consacrent en moyenne deux heures de moins que les femmes chaque semaine à la télévision, mais "quatre heures de plus devant les nouveaux écrans, surtout quand ils sont jeunes", en raison de la place importante des jeux vidéo.

Au moment ou plus d'un tiers des Français utilisent tous les jours Internet à des fins personnelles, dans quelle mesure cet outil a-t-il bouleversé leurs pratiques culturelles ? À l'heure du téléchargement les Français fréquentent-ils les cinémas, les salles de concert ? Lisent-ils des livres et consomment-ils encore les anciens médias (radio, télévision) ? Une étude menée par Olivier Donnat pour le ministère de la Culture sous le titre Les pratiques culturelles des Français à l'ère numérique (1997-2008) \* répond à ces questions.

Premier enseignement de cette étude : la montée en puissance "de la culture de l'écran". "La plupart des pratiques culturelles convergent désormais vers les écrans : visionnage d'images et écoute de musique (51 %), mais aussi lecture de textes", note Olivier Donnat. Une évolution puisque, jusque dans les années 1990, les pratiques de l'écran se limitaient à la consommation de programmes télévisés. "Tout est désormais potentiellement visualisable sur un écran par l'intermédiaire d'Internet", ajoute l'étude.

Ce "média à tout faire" est, sans surprise, prisé par les 15-24 ans qui passent en moyenne deux heures par jour sur la Toile. Plus généralement, les Français consacrent environ 10 heures par semaine aux écrans hors programmes télé, soit environ la moitié du temps

qu'ils passent devant la télévision (21 heures). Une petite révolution.

Le rapport au numérique est loin d'être uniforme. Les hommes consacrent en moyenne deux heures de moins que les femmes chaque semaine à la télévision, mais "quatre heures de plus devant les nouveaux écrans, surtout quand ils sont jeunes", en raison de la place importante des jeux vidéo. Les cadres supérieurs passent "globalement autant de temps devant les écrans que les ouvriers", mais les pratiques peuvent être radicalement différentes et parfois très marginalement "culturelles".

Le cinéma a élargi la base de son public occasionnel

En revanche, le temps supplémentaire passé devant les écrans n'a pas entamé la propension générale des Français à sortir le soir ni modifié leurs habitudes en matière de fréquentation des équipements culturels : si les bibliothèques et médiathèques ont connu un léger tassement, le cinéma en salle a touché en 2008 plus de monde qu'en 1997. Le cinéma en salle est d'ailleurs parvenu à élargir la base de son public occasionnel (1 à 5 fois par an), notamment chez les seniors et dans les milieux populaires : 57 % des Français sont allés voir un film en salle au cours des douze derniers mois contre 49 % onze ans plus tôt. La fréquentation des lieux de spectacle ou d'exposition a, au contraire, peu évolué dans l'ensemble.

Seules véritables ruptures : la durée d'écoute de la radio "qui a baissé de manière importante" et celle de la télévision qui marque le pas. Autre constat, la lecture de la presse est en recul : 11 % des Français lisent un quotidien national plus d'une fois par semaine contre 13 % en 1997 et 32 % lisent un quotidien régional contre 38 % onze ans plus tôt. Enfin, le développement du numérique et de l'Internet a permis de renouveler profondément les manières de faire de l'art en amateur. Dans de nombreux domaines : celui de la photographie et de la vidéo, mais aussi de l'écriture, des arts graphiques et, surtout, de la musique.

Mais Olivier Donnat est clair : le bouleversement lié au numérique n'est que le prolongement d'une évolution entamée depuis déjà plusieurs décennies. Si la révolution numérique "a radicalement modifié les conditions d'accès" aux contenus culturels, elle n'a pas infléchi "les tendances d'évolution de la fin du siècle dernier".

---

## **La mer d'Aral en voie de renaissance au Kazakshtan (28.10)**

### **AP - 27.10**

La mer d'Aral est de retour. Réduite à peu de chagrin par de grands systèmes d'irrigation en Asie centrale, elle renaît désormais peu à peu, dans sa portion située au Kazakhstan, grâce à un barrage qui détourne à son profit les eaux du fleuve Syr Daria.

Jadis quatrième plus grande étendue d'eau douce au monde avec une superficie comparable à l'Irlande, la mer d'Aral a vu ses eaux détournées à l'époque soviétique pour irriguer de vastes champs de coton, ce qui l'a fait disparaître à 90%, la réduisant à une série de petites étendues d'eau isolées. Une catastrophe "sans précédent dans les temps modernes", explique Philip Micklin, professeur de géographie à l'université Western Michigan, aux Etats-Unis.

Près de 18 ans après la disparition de l'URSS, la situation reste très préoccupante. Des images satellitaires prises cette année montrent qu'une partie de la mer d'Aral s'est rétrécie de 80% au cours des trois dernières années.

La construction du barrage de Kokaral par la Banque mondiale et le gouvernement kazakh a en revanche permis la renaissance d'une petite section de la mer d'Aral située au Kazakhstan.

Le port d'Aralsk, également connu sous le nom d'Aral, avait fini par se retrouver à 100 kilomètres à l'intérieur des terres au Kazakhstan. Mais depuis la construction du barrage, l'eau est revenue à moins de 25 kilomètres de la localité, et pourrait l'atteindre dans six ans, selon la Banque mondiale. "Bonne nouvelle: la mer revient", annonce un panneau à l'entrée d'Aralsk.

"Il y a enfin de l'espoir et une vie à mener ici", déclare Badarkhan Prikeïev, 49 ans, un négociant en poissons en attendant ses pêcheurs près du village d'Akespe, à 90 kilomètres à l'ouest d'Aralsk. "Il y a du travail pour ceux qui le veulent." Cet été, ses bateaux sont revenus chargés de brochets et de carpes.

Un programme de 88 millions de dollars lancé en 2001 a abouti à la construction du barrage de Kokaral pour diriger les eaux du Syr Darya vers la partie kazakhe de la mer d'Aral plutôt que de les laisser "se perdre" en s'écoulant vers le sud.

Les cinq anciennes Républiques soviétiques d'Asie centrale sont largement d'accord sur la nécessité de coordonner l'utilisation des deux grands fleuves de la région: l'Amou Darya et le Syr Darya. Mais en pratique, il y a peu de collaboration, ce qui signifie une mort certaine pour une grande partie de la mer d'Aral.

L'impact du barrage de Kokaral est en tout cas spectaculaire. La hausse du niveau de l'eau a rafraîchi le climat et réduit suffisamment la salinité de la mer d'Aral dans cette zone pour permettre la vie d'espèces d'eau douce.

Selon la Banque mondiale, les prises de poissons d'eau douce ont atteint 2.000 tonnes en 2007 contre seulement 52 tonnes en 2004. Pour la première fois depuis des années, de nombreux Kazakhs vivant près du rivage ont le sentiment d'avoir un avenir.

"Mon père a grandi dans un village de pêcheurs et prendre du poisson est ce que nous avons fait toute notre vie", explique M. Prikeïev, qui supervise plus de 100 pêcheurs lorsque la saison bat son plein, en été. "Mon rêve est d'améliorer les choses pour les pêcheurs, pour qu'ils puissent vivre et travailler un peu plus facilement."

Alexander Dantchenko, ouvrier de chantier naval en retraite, assure que le retour de l'eau a un impact sur le climat. "Lorsqu'il n'y avait pas la mer, on avait l'impression d'être dans une poêle à frire au milieu du désert ici." Mais avec le retour de l'eau "on peut sentir parfois une brise fraîche et agréable venir du sud".

Les progrès enregistrés au Kazakhstan restent toutefois modestes comparés à l'ampleur du désastre. Plutôt que de chercher à sauver la mer d'Aral, l'Ouzbékistan, qui en contrôle les trois-quarts, a choisi de maintenir la lucrative industrie du coton et de rechercher du gaz et du pétrole sous son lit asséché.

---

## De plus en plus de médecins anti vaccin contre la grippe (29.10)

Slate.fr - 28.10

«Enfants gâtés». Ainsi une Roselyne Bachelot en colère qualifiait-elle, il y a quelques jours, ceux qui avaient d'ores et déjà décidé de ne pas se porter volontaires pour être vacciné contre le nouveau virus responsable de l'actuelle pandémie de grippe. En appelant à la raison de tous et de chacun la ministre de la Santé s'exprimait devant les responsables français de l'industrie pharmaceutique. Rappelons que le gouvernement français a, cet été, pris la décision d'acquérir (pour environ un milliard d'euros) cent millions de doses de ce vaccin de manière à ce que (avec deux doses par personne) chaque Français qui le souhaite puisse être protégé. La ministre de la Santé apprendra bientôt quelle est l'actuelle proportion d' « enfants gâtés » au sein du corps médical français. Quelle formulation trouvera-t-elle alors pour qualifier le comportement des médecins, hospitaliers ou généralistes qui refusent de se faire vacciner ; des médecins qui, corollaire, ne montrent guère d'enthousiasme pour inciter leurs patients (ou les membres de leur équipe) à le faire.

Cette tendance au refus avait, ici ou là, commencé à être perçue depuis quelques semaines. Elle est aujourd'hui amplement confirmée avec un sondage dont Slate.fr donne, en avant-première, les résultats. Ce sondage a été conduit sous l'égide de trois organisations qui ne sont en rien (bien au contraire!) contre la nouvelle vaccination anti grippale (1). L'étude nationale a porté sur les 3.530 réponses recueillies entre le 17 et le 27 octobre. Ses résultats ne manqueront pas d'irriter Roselyne Bachelot comme d'inquiéter l'ensemble de ceux qui ont la responsabilité du plan national de vaccination anti grippale.

Résumons.

En France aujourd'hui plus d'un médecin sur trois (36,8%) déclare ne pas vouloir se faire vacciner (33,4% chez les hospitaliers, 41,8% chez les libéraux). Chez les opposants à la vaccination, ils sont 70,3% à redouter les possibles effets des «adjuvants» présents dans les vaccins. 60% critiquent le principe de la double injection vaccinale devant être pratiquée à trois semaines d'intervalle. Plus inquiétant peut-être encore, ils sont 71% de ce tiers de médecins à redouter les possibles complications vaccinales.

Résumons encore. Tous ceux qui sont volontaires pour se faire vacciner ne sont pas de militants décidés à prêcher la bonne parole immunisante.

Ainsi près de 24% des médecins hospitaliers ne feront pas la promotion de la vaccination auprès des membres de leur équipe. 28% «ne se prononcent pas» sur ce point. Plus important, peut-être, encore, chez les libéraux concernant les messages destinés à leurs patients ces proportions sont de 25 et 33%.

Sans doute est-il bien trop tôt pour parler ici de fiasco. Une soudaine aggravation de la situation épidémiologique ou (comme on a pu ces derniers temps l'observer dans différents pays) la mise en scène médiatique de morts inexpliquées (concernant des personnes jeunes infectées auparavant en parfaite santé) pourraient sans doute modifier la donne actuelle. Il n'en reste pas moins vrai que nous sommes aujourd'hui en France dans une situation doublement inédite. On découvre ainsi qu'une fraction nullement négligeable du corps médical refuse de se protéger (et donc de protéger les patients) contre un risque d'infection virale.

Et on découvre dans le même temps qu'une fraction encore plus importante de ce même corps se refuse à jouer l'un des rôles traditionnels

qui, depuis les miracles anti-infectieux de Louis Pasteur, est le sien: celui de précieux, d'indispensable, relais pédagogique entre les autorités sanitaires et la population. Tout se passe comme si en parallèle d'une «crise identitaire française» le corps médical français vivait une forme, toujours dangereuse, de dédoublement de personnalité.

Les clefs de compréhension sont sans doute nombreuses. On peut, pour l'heure, en retenir deux principales. La première est pratique et vaut surtout pour les médecins généralistes à qui la puissance publique interdit de pratiquer la vaccination. Il ne s'agit certes pas ici d'une remise en cause de leurs compétences mais, assurent les services de Roselyne Bachelot, de questions pratiques: on ne pouvait, dans l'urgence des décisions estivales, associer les «officiers de santé» à la lutte contre l'ennemi viral. L'heure était à la réinvention des dispensaires, au rappel des militaires retraités ou des jeunes étudiants en médecins toujours heureux de «se faire la main».

Imaginez un instant les réponses aux deux questions - dissociées - suivantes. N°1: «Et vous, docteur, vous êtes vacciné contre la nouvelle grippe? N°2: «Vous allez bien pouvoir me vacciner vous, docteur, contre la nouvelle grippe?»

La seconde clef est de nature plus politique. «Nous sommes confrontés bien malgré nous à un problème conjoncturel qui veut que pour nombre de nos confrères dire que l'on est pour la vaccination anti grippale équivaut à dire que l'on est "pro-Bachelot"», m'explique le Dr François Aubart, président de la Coordination médicale hospitalière. Or être «pro-Bachelot» aujourd'hui dans le corps médical français, c'est être partisan de la dernière loi hospitalière (loi dite « Hôpital, patients, santé et territoires ») défendue par la ministre et dont on peut, usant d'un euphémisme, dire qu'elle n'a pas réuni un large consensus professionnel. «Je suis désespéré d'observer que mes collègues restent l'arme au pied, à ce point réticents à se faire vacciner, confie le Dr Aubart. Nous payons ici le prix d'une politique communication destructrice.» Un propos d' «enfant gâté»?

C'est le 12 novembre que la campagne de vaccination contre la grippe pandémique commencera, en France, à s'élargir. Dans 1.080 centres (dont 22 à Paris) elle concernera d'abord les personnels prioritaires, médecins et infirmières de ville, et professions de secours et de police (pompiers, gendarmes et policiers) en contact avec la population. Combien, alors, seront-ils à offrir leur corps à la prévention vaccinale?

(1) Il s'agit de la Coordination médicale hospitalière (CMH), du syndicat MG France, et du syndicat national des médecins, chirurgiens, spécialistes et biologistes des hôpitaux publics (SNAM HP) Parmi les responsables de cette initiative figurent les Dr François Aubart (Président de la CMH), Robert Cohen (professeur de pédiatrie), Olivier Goeau Brissonière (président de la FSM), Bruno Housset (professeur de pneumologie), Martial Olivier Koerhet (président de MG France), Bernard Régnier (professeur de réanimation médicale) et Roland Rymer (président du SNAM HP).

---

## **Nouveau produit pour chiens: la messe dominicale (10.11)**

### **AP - 09.11**

Soucieux de donner un second souffle à la relation vieillissante entre son église presbytérienne et ses paroissiens, en majorité sexagénaires, le pasteur américain Tom Eggebeen a trouvé la solution: depuis dimanche, il propose à ses ouailles une messe exclusivement destinée à... leurs chiens. Un service religieux de 30 minutes, avec prières canines et prise en charge spécialisée.

Apparemment satisfait de l'expérience, le révérend Eggebeen souligne que de nombreux chrétiens aiment leur bête autant qu'ils peuvent aimer les membres de leur famille et ont le même chagrin à les voir souffrir. Un amour que les églises ont mis du temps à reconnaître comme l'oeuvre de Dieu.

"Pour définir Dieu, la Bible se limite à deux choses: Dieu est lumière et Dieu est amour. Et où que l'amour se trouve, Dieu est pour ainsi dire là", ajoute Eggebeen, lui-même grand amoureux des chiens.

La messe hebdomadaire pour chiens à l'église presbytérienne Covenant de Los Angeles est l'illustration d'une nouvelle tendance dans les églises américaines favorisant la spiritualité des animaux domestiques et le lien profond que les maîtres tissent avec leur bête.

Une étude de Laura Hobgood-Oster, professeur de religion à la Southwestern University de Georgetown (Texas), fait état de plus de 500 bénédictions pour animaux dans des églises américaines et d'une demi-douzaine de congrégations qui proposeraient la même chose que le révérend Eggebeen.

"C'est un changement de la structure familiale, les animaux domestiques se situant vraiment au centre. Les communautés religieuses commencent à s'apercevoir que les gens ont besoin de rituels qui incluent leur animal domestique", explique la chercheuse. Selon elle, "de plus en plus de chrétiens traditionnels considèrent que leurs animaux possèdent une forme d'âme".

Les chiens présents à l'église Covenant dimanche avaient l'air de se moquer du dogme. Grands ou petits, du pit bull au bichon frisé, ils se

serraient dans la chapelle pour "prier" dans une zone qui leur était spécialement réservée, avec des lits pour chiens, des bols d'eau et des tonnes de biscuits.

La messe a commencé dans un bruit de reniflements, d'abolements, de gémissements et de bagarres joyeuses. Mais quand le pasteur a entamé l'hymne "GoD and DoG" (Dieu et chien), les chiens se sont tous allongés, le menton posé sur les pattes et ont écouté.

Donna Lee Merz, pasteur presbytérienne d'une église du sud de la Californie, était venue avec Gracie, son dachshund miniature de 14 mois. Le chiot femelle aux oreilles douces comme de la soie était dominé par les autres chiens et s'agitait par terre sur le ventre, frémissant avec excitation. L'animal a fini par se calmer quand sa maîtresse l'a mise sur ses genoux.

"Elle savait que cette place était sûre, un bon endroit pour se trouver, pour se faire aimer", a assuré la révérende Merz, qui prévoit déjà de revenir.

"Je n'ai jamais eu d'enfants; du coup, mes animaux ont toujours été mes enfants, ça représente beaucoup pour moi", a déclaré pour sa part Emma Sczesniak, qui venait à l'église Covenant pour la première fois avec Midnight, son labrador, et Marley, son dachshund croisé terrier.

Mais Midnight, Marley, Gracie et les autres chiens avaient probablement quelque chose de plus important à l'esprit quand Eggebeen a entonné sa bénédiction et que la messe s'est terminée: où pouvaient-ils trouver encore de ces délicieux biscuits?

---

## **Le pacs s'est imposé dans le paysage nuptial français (10.11)**

### **Le Monde - 09.11**

Ils ne voulaient ni du "tralala" du mariage ni des aléas de l'union libre : en 2005, Blandine Perrin et Franck Fablet se sont rendus au tribunal d'instance de Mantes-la-Jolie (Yvelines) pour signer un pacte civil de solidarité (pacs). "Le concubinage nous allait très bien, mais nous voulions nous protéger mutuellement et protéger notre fille au cas où il nous arriverait quelque chose, explique Blandine. Quand on a un enfant, on se dit qu'il n'est pas inutile de faire le minimum légal !"

Blandine et Franck se sont rencontrés en 2002. Elle est pharmacienne, il est responsable de projet dans l'industrie pharmaceutique : ils décident de vivre ensemble sans songer, à l'époque, au mariage ou au pacs. "Je venais de divorcer et j'avais une petite fille de 2 ans, raconte Franck. J'avais besoin d'un peu de temps pour digérer. Je n'étais pas prêt à m'engager une nouvelle fois."

En 2004, Blandine et Franck achètent un appartement. La notaire qui les reçoit leur présente les avantages et les inconvénients du mariage et du pacs. Puisqu'ils possèdent un bien, puisqu'ils envisagent d'avoir un enfant, il serait bon, leur suggère-t-elle, de ne pas rester, aux yeux de la loi, des étrangers l'un pour l'autre. Le couple écoute et se dit qu'il y réfléchira un jour. A la naissance de leur fille, l'année suivante, ils franchissent le pas.

Le pacs n'a rien changé à leur vie : Blandine et Franck voulaient organiser leur vie commune, pas porter une alliance ou se présenter comme "mari et femme". "On ne met pas une bouteille de champagne au frais la veille de notre anniversaire de pacs !, sourit Blandine. Nous n'avons même pas prévenu nos parents. C'est un simple arrangement entre nous, rien de plus." Quatre ans et un bébé plus tard, la vie de pacés continue à leur convenir, même si Franck n'exclut pas de se remarier un jour.

Blandine et Franck ressemblent aux centaines de milliers de couples qui ont choisi de signer un pacte civil de solidarité : ils ne veulent ni de la solennité du mariage ni des incertitudes juridiques de l'union libre. Créé par la loi du 15 novembre 1999, le pacs est pour eux un outil idéal : il leur offre un cadre juridique tout en possédant la souplesse et la discrétion de l'union libre.

En dix ans, le succès de ce mode d'union, que Jacques Chirac jugeait "inadapté aux besoins de la famille", ne s'est jamais démenti. Au début des années 2000, il séduisait environ 20 000 couples par an : le chiffre est passé à 50 000 en 2005, 100 000 en 2007... et près de 150 000 en 2008 ! A ce rythme, le pacs devrait un jour rattraper le mariage (267 000 unions en 2008). "Cette forme d'union se banalise", constatait Valérie Carrasco, en 2007, dans Infostat Justice, le bulletin de la chancellerie.

Aujourd'hui, le pacs concerne avant tout des hétérosexuels : en 2008, 94 % des contrats unissaient un homme et une femme. Les pacés ont bien vite adopté certaines des habitudes des mariés, s'unissant de préférence pendant l'été et légalisant leur union à la trentaine. Signe des temps, le Salon du mariage, organisé tous les ans à Paris, a changé de nom : depuis 2008, il s'appelle le Salon du mariage et du pacs...

Si le pacte civil de solidarité a remporté un tel triomphe, c'est parce que les couples ont vite compris qu'il offrait la plupart des avantages liés au mariage - imposition commune, maintien dans les lieux en cas de décès du partenaire, exonération des droits de succession - tout en

garantissant une grande liberté : alors qu'un divorce impose une longue et coûteuse procédure judiciaire, une dissolution de pacs exige une simple lettre signifiée par huissier.

Qui eût dit, pourtant, que le pacs s'installerait aussi tranquillement dans le paysage nuptial français ? En 1999, lors des débats parlementaires sur la proposition de loi des députés (PS) Jean-Pierre Michel et Patrick Bloche, le RPR avait vivement dénoncé cet "ersatz de mariage" qui risquait de donner naissance à des "parodies de famille". "Le pacs sera un véritable contrat de bon plaisir", tonnait le député (UDF) Henri Plagnol, tandis que Christine Boutin évoquait, la Bible à la main, le spectre des "ruptures Kleenex".

Contrairement aux prédictions de Mme Boutin, la souplesse du contrat n'a pas rendu les unions plus fragiles : au bout de six ans, le taux de rupture des pacs hétérosexuels est quasiment semblable au taux de divorce des couples mariés (18,9 % contre 18,2 %). Comprenant que le pacs n'avait pas provoqué l'effondrement des valeurs familiales qu'elle prédisait, la droite a fini par faire amende honorable. "On s'est trompés sur le pacs", admettait Nicolas Sarkozy pendant la campagne présidentielle.

Le pacs est aujourd'hui si bien entré dans les moeurs que certains hommes politiques, y compris à droite, souhaitent qu'il fasse son entrée dans les mairies. Le député (UMP) des Alpes-Maritimes, Eric Ciotti, a ainsi déposé, en 2008, une proposition de loi mettant fin à la signature du contrat au greffe du tribunal d'instance. Cette initiative a été approuvée par la secrétaire d'Etat à la famille, Nadine Morano. "Je suis favorable à ce que l'on offre la possibilité d'avoir une cérémonie plus officielle en mairie, notamment pour les couples homosexuels", expliquait-elle en janvier au Journal du dimanche.

Les débats sur le pacs ne sont pas terminés pour autant. L'Inter-LGBT (lesbienne, gaie, bi et trans), qui organise tous les ans la Marche des fiertés, à Paris, demande ainsi que les droits sociaux des couples pacés soient totalement alignés sur ceux des couples mariés, notamment en matière de pension de réversion. "Il s'agit d'un engagement de campagne de Nicolas Sarkozy", rappelle-t-elle. Cette revendication est soutenue par le Médiateur de la République, Jean-Paul Delevoye, qui souligne que cet avantage est accordé dans la plupart des pays européens qui ont institué des partenariats civils.

---

## **Insécurité alimentaire alarmante en Afrique de l'Est (11.11)**

### **Reuters - 10.11**

La sécheresse et les conflits qui accablent l'est de l'Afrique rendent plus de 20 millions de personnes dépendantes d'une aide alimentaire d'urgence, a déclaré mardi l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture.

"La situation suscite de fortes inquiétudes à cause de prévisions de pertes de récolte et de pâturages dues à plusieurs facteurs: le manque de pluies dans plusieurs régions, la recrudescence des conflits, la perturbation des échanges internationaux et la persistance des prix alimentaires élevés", note la FAO dans son dernier rapport sur les perspectives de récolte et la situation alimentaire.

Au Kenya, par exemple, la production de maïs devrait être inférieure de 30% par rapport à l'année dernière. Et, selon les estimations, quelque 3,8 millions de Kényans souffrent d'une insécurité alimentaire élevée ou extrême, souligne la FAO.

En Ethiopie, la population nécessitant des secours humanitaires est passée de 5,3 millions en mai à 6,2 millions en octobre.

En Somalie et au Soudan, la sécheresse a accentué une situation rendue déjà désespérée par les conflits armés.

Au total, l'Onu compte dans ces deux pays près de 10 millions de personnes dépendant d'une aide alimentaire d'urgence. Pour la seule Somalie, cela représente la moitié environ de la population totale.

Le reste du continent n'est pas épargné: les récoltes ont chuté dans le nord du Nigeria, le sud du Niger, le Mali et le Tchad.

"Pour les plus démunis de la planète qui consacrent jusqu'à 80% de leur budget familial à la nourriture, la crise des prix alimentaires n'est pas terminée", souligné Hafez Ghanem, sous-directeur général de la FAO.

La publication de ce rapport intervient avant le sommet mondial sur la sécurité alimentaire prévu la semaine prochaine à Rome, où siège la FAO (du 16 au 18 novembre).

---

## **Les impayés de salaire ont augmenté de 50% en un an (11.11)**

## Lefigaro.fr - 10.11

Danger sur les comptes de l'Association pour la gestion du régime de garantie des créances des salariés, l'AGS. Cet organisme patronal avance des crédits aux entreprises qui, en cas de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaire, n'ont plus suffisamment de trésorerie pour payer les salaires de leurs employés, ou même leurs indemnités de licenciement. En douze mois, d'octobre 2008 à fin septembre 2009, les avances effectuées par l'AGS ont explosé de 47,9%, à un peu moins de 2 milliards d'euros. Le nombre de bénéficiaires a progressé de 42,5%, à un peu moins de 300 000 personnes.

«La forte progression de notre activité découle totalement de la crise, justifie Thierry Météyé, le directeur de la délégation Unedic-AGS. Nous avons eu à gérer depuis le début de l'année de gros dossiers médiatiques comme celui de la Camif.» Le nombre de dossiers de plus de 100 salariés est ainsi lui aussi en forte progression : 175 entre le début de l'année et la fin octobre, contre 140 pour tout 2008 et 120 en 2007. À l'inverse, le montant des créances recouvrées plafonne (lorsque la situation des entreprises se rétablit ou en récupérant les montants avancés sur les actifs vendus en cas de liquidation). En un an, elles ont à peine dépassé 600 millions, soit une baisse de 3,7%. «Les récupérations sont de plus en plus difficiles à opérer», note Thierry Météyé.

Face au déséquilibre, l'AGS a décidé d'augmenter une nouvelle fois de 0,1 point le taux de cotisation des entreprises début octobre, pour le faire passer à 0,4% de la masse salariale. Soit un doublement du taux en six mois, pour dépasser les quelque 700 millions actuellement collectés ! «Cela représente une augmentation importante de la charge des entreprises, reconnaît Thierry Météyé. Mais c'était indispensable pour faire face à la hausse des demandes d'avance.»

Déficit de 215 millions

Résultat, l'AGS accuse un déficit de l'ordre de 215 millions d'euros. L'organisme espère le combler avec l'augmentation des rentrées de cotisations début 2010, grâce à cette hausse du taux et à la stabilisation des niveaux de récupération.

Autre note d'espoir : la baisse de près de 40% au troisième trimestre 2009 du nombre de procédures collectives ouvertes. «La tendance est particulièrement marquée en septembre», précise l'AGS. Idem sur le nombre de procédures de sauvegarde nécessitant l'intervention de l'AGS. En un trimestre, elles ont reculé de près de 20%. «On est dans une phase de stabilité», estime Thierry Météyé.

---

## Crédits à la consommation : les impayés se multiplient (11.11)

### Le Monde - 10.11

A l'heure où l'on guette tous les signaux annonçant la sortie de la crise, il est un indicateur qui témoigne des difficultés financières grandissantes des ménages : l'accroissement du nombre d'impayés de crédits à la consommation - en hausse sensible depuis un an - et de la difficulté à honorer en temps et en heure les échéances de remboursement.

Partout, dans les banques et les établissements spécialisés, le constat est le même : la crise, qui a fait 600 000 chômeurs de plus cette année, n'épargne personne. Tandis que les classes moyennes cessent d'emprunter, attendant de retrouver confiance en l'avenir - la demande de crédits à la consommation a baissé de 15,8 % entre janvier et septembre -, les ménages modestes, ceux-là même qui ne peuvent se passer de crédits, peinent à rembourser leurs mensualités. D'autant que de nombreuses banques ont durci les règles d'utilisation des découverts bancaires.

"Nous avons constaté une relation étroite entre la montée du chômage et les retards de paiement, explique Michel Philippin, directeur général de Laser Cofinoga (BNP Paribas, Galeries Lafayette). Plus de la moitié des clients qui ont trois mois de retard se déclarent au chômage. Le nombre d'emprunteurs qui n'avaient jamais eu de difficulté à rembourser mais connaissent aujourd'hui un premier retard a violemment augmenté." Le taux d'impayés a grimpé à 3 % depuis le début de 2009, au lieu de 1,6 % en moyenne en période de croissance économique.

Certes, la hausse du "coût du risque" en France - en clair, les provisions que constituent les banques pour couvrir leurs risques de crédits - est moins forte que dans d'autres pays européens comme l'Espagne, piégée dès 2007 par un excès de crédits immobiliers à taux variable ou, pis, dans les pays émergents comme la Russie ou le Brésil. A titre d'exemple, depuis le début de la crise, ce coût du risque a bondi à 9 % des encours en Russie, au lieu de 4 % auparavant, quand il s'établit aujourd'hui à environ 2,5 % des encours en France.

Les tensions sur le marché français du crédit à la consommation se traduisent, précise-t-on ainsi à la Société générale, par un niveau de pertes acceptable par rapport aux crises précédentes, notamment celle de l'immobilier de 1990.

SLOGANS "POUSSE-AU-CRIME"

Mais cette montée des risques, qui se poursuivra tant que le chômage augmentera, bouscule les établissements financiers. Elle les conduit à se montrer plus scrupuleux dans l'octroi de crédits. C'est entre autres le cas pour ces petites boutiques de crédit opérant sur Internet avec des slogans jugés "pousse-au-crime", et qui avaient tendance à ouvrir trop facilement les vannes à des consommateurs déjà endettés en leur vendant "une vie meilleure", en même temps qu'un crédit. La crise force aussi les établissements à modifier leurs pratiques commerciales et, fait marquant, à trouver des solutions d'assistance pour leurs clients les plus fragiles afin d'éviter qu'ils ne basculent dans le surendettement. Cette stratégie "spéciale crise" répond autant à l'intérêt des emprunteurs qu'à celui des prêteurs.

Chez Laser Cofinoga, des mesures ont été prises pour sécuriser la production de crédits. Et "accompagner nos clients les plus fragiles, tant que l'activité économique ne sera pas revenue à la normale", souligne M. Philippin. Ainsi, en ce moment, parce que la demande émane surtout d'une clientèle déjà endettée, plus d'une requête de crédit sur cinq serait refusée, s'agissant des cartes de magasins. Surtout, un pôle d'accompagnement des clients a été mis sur pied, pour proposer, avant même qu'ils n'appellent, des solutions pour passer la crise (baisse de taux, allègement des durées de remboursements, etc.). Il renseigne aussi les clients sur les aides économiques et sociales en partenariat avec des associations (Cresus, Secours catholique).

Pascal Roussarie, responsable de l'observatoire Cetelem (BNP Paribas Personal Finance), insiste sur l'importance de cet accompagnement social par temps de crise. "Le marché du crédit à la consommation baisse et pourtant, le surendettement progresse, observe-t-il. On voit des gens en difficultés qui, étant au chômage ou en intérim et en recherche de trésorerie, utilisent des cartes de crédit obtenues précédemment. Celles-ci se verrouillent au premier incident de paiement."

Cetelem, qui fait valoir sa politique de crédit responsable, assortie de campagnes de communication ad hoc, a mis en place une équipe pour repérer les difficultés et aider les clients via des reports d'échéance ou des aménagements de dette. Environ 93 % des dossiers ne connaissent "pas l'ombre d'un problème".

Pour Nicolas Bertapelle, associé fondateur de la société de conseil Jasmin, les temps changent. "Les établissements font plus attention aux capacités de remboursement des clients, estime-t-il, ils font aussi davantage de prévention et soignent les procédures de recouvrement, pour leur bénéfice et celui du client." La nouvelle loi "Lagarde" sur le crédit à la consommation pourrait accélérer cette moralisation des pratiques.

---

## **Un nouveau dinosaure découvert en Afrique du Sud (12.11)**

### **AP - 11.11**

Un fossile datant de quelque 200 millions d'années et découvert en Afrique du Sud pourrait aider à comprendre comment les dinosaures ont évolué pour devenir les plus grandes créatures à avoir jamais existé sur Terre, ont annoncé des scientifiques mercredi.

Ces restes appartiennent à une nouvelle espèce de dinosaure, un herbivore de sept mètres de long baptisé "Aardonyx celestae", qui pourrait être un chaînon manquant de l'évolution, ont expliqué les chercheurs. La découverte a été publiée mercredi dans la revue "Proceedings of The Royal Society B", basée à Londres.

C'est une espèce que "personne n'a vu avant et qui a une place très importante dans l'arbre généalogique des dinosaures", explique le paléontologue australien Adam Yates, de l'université du Witwatersrand, en Afrique du Sud, qui a conduit les travaux avec des chercheurs locaux et d'autres pays.

L'Aardonyx celestae marchait sur ses pattes arrière mais pouvait également se mettre à quatre pattes. La créature atteignait près de 1,70 mètre de haut au garrot et pesait quelque 500 kilos. Le spécimen découvert avait environ 10 ans quand il est mort.

L'Aardonyx celestae a de nombreuses caractéristiques en commun avec les herbivores qui marchaient sur deux pattes, note M. Yates. Mais la nouvelle espèce possède également des points communs avec les sauropodes, une famille de dinosaures apparue plus tard, dont un représentant est le gigantesque brontosaurus, qui marchait sur quatre pattes.

"La découverte de l'Aardonyx aide à combler un vide important dans notre connaissance de l'évolution des sauropodes, montrant comment un animal marchant essentiellement sur deux pattes a pu commencer à acquérir les caractéristiques spécifiques nécessaires pour vivre à quatre pattes", explique Paul Barrett, un paléontologue au Muséum d'histoire naturelle britannique qui n'a pas participé directement à l'étude.

La créature a été découverte par l'étudiant de 3e cycle Marc Blackbeard, dans une zone du centre de l'Afrique du Sud décrite par M. Yates comme une "oasis paléontologique" qui pourrait livrer d'autres nouvelles espèces de dinosaures.

## **Des tarifs sociaux de gaz et d'électricité qui restent souvent méconnus (12.11)**

### **Le Monde - 11.11**

Mauvaise surprise pour les ménages modestes, souvent ruraux, qui se chauffent au fioul domestique. Le gouvernement, dans son projet de loi de finances pour 2010, n'a pas reconduit la prime à la cuve. D'un montant de 200 euros, cette aide, qui existait depuis 2005, bénéficiait à 700 000 ménages non imposables sur le revenu.

Eric Woerth, ministre du budget, a justifié la mesure en assurant que "la diminution du prix du fioul compensait largement le fait qu'il n'y ait pas d'aide à la cuve". Un argument que l'association de défense des consommateurs UFC-Que choisir réfute.

Dans un communiqué, l'association rappelle que le prix du fioul est actuellement "comparable" à celui de 2005, année où une prime de 75 euros était versée. Cette aide avait augmenté régulièrement pour suivre le prix du fioul qui, entre 1999 et 2009, a crû de 61 %. Selon les projections de UFC-Que choisir, sa disparition, associée à la nouvelle taxe carbone, ferait perdre plus de 200 euros à un ménage rural non imposable se chauffant au fioul.

500 000 bénéficiaires

L'association dénonce aussi un cadeau fait aux compagnies pétrolières qui finançaient en partie la prime. Pour les familles démunies, qui utilisent d'autres types d'énergie, il existe des dispositifs qui, pour l'instant, ne sont pas remis en question.

EDF propose, depuis le 1er janvier 2005, une tarification spéciale aux foyers dont le quotient social est inférieur ou égal à celui ouvrant droit à la couverture-maladie universelle complémentaire (CMUC). Pour une personne seule, ce seuil est de 620,58 euros par mois. Une aide du même type est proposée par GDF. Ces tarifs dits sociaux donnent droit à une réduction sur chacune des factures d'électricité et de gaz naturel et à la gratuité de la mise en service.

Selon EDF, la réduction moyenne constatée sur une facture annuelle est de 70 euros. Pour le gaz, un foyer composé de deux personnes ou plus fait une économie annuelle comprise entre 22 euros et 118 euros.

Cinq cent mille personnes bénéficieraient du tarif dit "d'électricité de première nécessité", mais, par méconnaissance, près de 40 % des ménages éligibles n'en feraient pas la demande.

## **L'Afrique a franchi le cap du milliard d'habitants (15.11)**

### **Le Monde - 14.11**

Ce n'est qu'un symbole, mais il est de taille. Le continent africain aura franchi le seuil du milliard d'habitants au cours de l'année 2009. Ce passage, discrètement relevé dans un récent bulletin du Population Reference Bureau, une organisation indépendante basée à Washington, marque le spectaculaire envol démographique d'un continent resté longtemps sous-peuplé, saigné par la traite négrière (11 millions d'hommes en trois siècles) et les épidémies.

Il intervient à un moment où inquiétudes et fantasmes se concentrent plus que jamais sur l'Afrique. Vu de la partie développée et vieillissante du monde, le continent noir peut être perçu comme celui de tous les dangers - pauvreté, faim, émigration, terrorisme, conflits armés - qu'une démographie incontrôlée peut exacerber.

Le choc des chiffres, il est vrai, est rude. Alors qu'en 1950 l'Afrique (225 millions d'habitants) n'accueillait qu'un humain sur dix, le continent abrite aujourd'hui un homme sur sept. Et cette proportion devrait atteindre un sur cinq à l'horizon 2050, lorsque la population africaine aura doublé pour atteindre 2 milliards.

Aujourd'hui, déjà, un enfant sur quatre naît en Afrique, continent qui cumule les records démographiques : la plus forte fécondité (4,6 enfants par femme contre 2,5 de moyenne mondiale) et celui de la jeunesse (43 % des Africains subsahariens ont moins de 15 ans). Le troisième pays de la planète par sa natalité est le Nigeria, pays où naissent, chaque année, plus de bébés (6 millions) que dans l'ensemble de l'Union européenne (5 millions). Quant à l'Ouganda, c'est le pays le plus jeune du monde : 56 % de sa population a moins de 18 ans.

Ces marques de dynamisme se doublent d'indicateurs nettement moins enthousiasmants : la durée moyenne de la vie d'un Africain ne dépasse guère 53 ans en moyenne, soit quinze ans de moins que la moyenne planétaire ; la mortalité infantile y est vingt fois plus élevée

qu'en Europe de l'Ouest, et la contraception 2,4 fois moins pratiquée qu'en Europe ou en Asie.

"C'est le moment de l'Afrique", estime néanmoins Gilles Pison, directeur de recherches à l'Institut national d'études démographiques (INED). "On a l'impression que rien ne change, que les Africains ont toujours beaucoup d'enfants. C'est à la fois vrai et faux", nuance le démographe, en soulignant la baisse continue de la natalité sur le continent. A un tableau immuable et catastrophique, il préfère la description d'une réalité contrastée, variant entre les Etats et entre zones rurales et urbaines.

Déjà, en dehors même du Maghreb, en pleine transition démographique (2,3 enfants par femme en Algérie et au Maroc, 1,9 en Tunisie), certaines zones du continent sont marquées par une nette baisse de la fécondité : 5 enfants par femme au Kenya contre 8 voilà trente ans ; 4,5 au Sénégal contre 7 il y a vingt-cinq ans. Même l'espérance de vie a fait de - lents - progrès, en dépit du sida : seize années ont été gagnées depuis 1950, grâce notamment aux campagnes de vaccination.

"La voie qu'empruntera l'Afrique subsaharienne vers la baisse de la fécondité sera probablement différente des autres régions du monde, indique M. Pison. Croire que des obstacles culturels y font irrémédiablement barrage n'est pas forcément juste. Ceux qui expliquaient voici quelques années que les machos sud-américains auraient toujours besoin de faire beaucoup d'enfants pour montrer leur virilité se sont trompés. On sous-estime la capacité de changement des sociétés."

## SCOLARISATION

Tout porte à croire que la baisse de la fécondité continuera d'être plus lente en Afrique qu'ailleurs. La polygamie, clé de voûte de la structure familiale, favorise la multiplication des naissances. Mais cette inertie n'est pas à mettre au seul débit des populations. L'un des principaux vecteurs de ce changement est la scolarisation, singulièrement celle des filles, qui retarde les grossesses et facilite l'accès à la contraception. Or, pour l'heure, seuls 30 % des jeunes Africains fréquentent un établissement d'enseignement secondaire, soit la moitié de la moyenne mondiale.

"La contraception peut se diffuser à vive allure dans des campagnes africaines peu favorisées socio-économiquement", écrit Emmanuelle Guyavarch, de l'INED, qui, avec Gilles Pison, suit trois villages sénégalais sur une longue durée. Les freins et les échecs, estime-t-elle, "ne tiennent pas tant à une méconnaissance de la contraception (...) ou à un refus qu'à la difficulté d'y accéder."

Enquête à l'appui, les démographes montrent comment, dans un dispensaire rural, le seul remplacement d'un infirmier actif et convaincu par un autre, plus réticent, peut faire dégingoler la pratique de la contraception. Pointant les effets de "services souvent mal organisés et peu efficaces", ils concluent : "Les femmes et les hommes d'Afrique sont, plus qu'on ne l'imagine, prêts au changement."

Si plusieurs pays - Afrique du Sud, Namibie, Kenya, Zimbabwe - mènent une véritable politique de planning familial, la contraception reste souvent perçue en Afrique comme le produit d'une intervention étrangère. "Certains responsables entonnent un discours politiquement correct, favorable à la limitation des naissances, quand ils s'adressent aux bailleurs de fonds internationaux, constate un observateur africain averti. Mais entre Africains, ils n'en pensent pas un mot." Les influences religieuses encouragent aussi ce double langage, qui revient à présenter la contraception comme une arme des pays riches offensant les traditions locales.

---

## Qu'est-il arrivé à la forêt amazonienne? (15.11)

Slate.fr - 14.11

Alors qu'on entendait beaucoup parler de la destruction de l'Amazonie, récemment, plus rien. Qu'est-il donc arrivé – l'a-t-on sauvée ou bien?

Nous ne l'avons pas sauvée, mais nous n'avons pas fini d'essayer. Les environnementalistes s'inquiètent du sort de l'Amazonie pour une bonne raison: elle représente plus de la moitié des forêts tropicales du monde, un cinquième de nos ressources en eau, et près du tiers de la biodiversité de la planète. La sauvegarde de tout cela était jadis le cri de ralliement des activistes verts et, avec quelques victoires précoces, l'objectif semblait réaliste. Mais l'attention s'est vite déplacée de la forêt tropicale vers d'autres questions comme le changement climatique et l'agriculture biologique, et l'Amazonie disparaît aujourd'hui à une vitesse comparable à celle des années 1980.

Il y a encore cinquante ans, l'Amazonie était en grande partie intacte. Puis, en 1964, le Brésil légiféra pour encourager les paysans sans terre à quitter les bidonvilles pour développer l'intérieur du pays. Quiconque pouvant démontrer que sa terre avait été «utilisée efficacement» se retrouvait avec un titre de propriété. Ainsi, les natifs de la forêt commencèrent-ils à être déplacés, et les nouveaux venus se mirent à défricher de grandes bandes de terre pour l'élevage du bétail et la culture du caoutchouc. Sans un réseau routier suffisant, néanmoins, le processus était assez lent. Presque toute la forêt brésilienne était encore vierge dans les années 1970.

Au début des années 1980 par contre, la forêt commença à disparaître très vite. Avec l'aide de fonds monétaires de la Banque Mondiale,

les fermiers et les éleveurs construisirent assez de routes et d'infrastructures pour détruire 13 130 km<sup>2</sup> par an, soit une surface équivalente à l'État du New Jersey. C'est ce qui fit réagir les écologistes. En 1985, le Rainforest Action Network basé à San Francisco commença à organiser des manifestations dans tout le pays et fut à l'origine de la fin du contrat à 35 millions de dollars de Burger King pour son «bœuf de la forêt tropicale» en Amérique Centrale. L'année suivante, la Rainforest Alliance, tout juste créée, tint un séminaire à New York, suivi par le New York Times sous le titre «L'intérêt pour la forêt tropicale vient de germer». La situation s'intensifia en 1988, quand un activiste (et ancien exploitant de caoutchouc) du nom de Chico Mendes fut assassiné chez lui, en Amazonie, par des éleveurs en colère. Mais l'apogée du mouvement fut l'annonce par le gouvernement brésilien de sa mesure la plus ambitieuse et la plus potentiellement dévastatrice: le projet de construction d'une autoroute reliant l'État d'Acre à Lima, au Pérou, qui allait traverser l'Amazonie et connecter ses industries naissantes à la côte Pacifique et à la machine économique japonaise.

Rapidement, des stars telles Sting et le crooner Phil Collins se rallièrent à l'opposition contre le projet autoroutier, aux côtés d'intellectuels sud-américains renommés: les écrivains Gabriel García Márquez, Carlos Fuentes et Mario Vargas Llosa signèrent une lettre ouverte accusant leur pays de tenir «une politique écocide et ethnocide». Toute cette agitation bloqua le projet, et le Brésil accepta quelques maigres mesures de conservation écologique. En 1991, la déforestation n'avait jamais été aussi ralentie.

Depuis, l'intérêt populaire pour l'Amazonie a décliné. A l'aide du réseau d'actualité Nexis, The Lantern a trouvé 993 articles sur la forêt amazonienne dans les journaux américains depuis 1990. En 1995, ce chiffre a chuté de plus d'un tiers, alors même que la vitesse de la déforestation n'avait jamais été aussi rapide. Aujourd'hui, environ un cinquième de ce qui reste de la forêt brésilienne est officiellement protégé mais d'énormes zones de terre dans des États tels le Mato Grosso ont désormais été allouées à l'élevage des bovins et à la culture du soja. Les lois brésiliennes obligent les propriétaires terriens amazoniens à conserver 80% de la surface forestière, mais ces lois ne sont que sporadiquement appliquées. Encore aujourd'hui, le Brésil continue à encourager les paysans sans terre à s'installer près de l'Amazonie et n'a pas encore oublié son projet d'autoroute transocéanique.

La bonne nouvelle, c'est que l'intérêt pour l'Amazonie a commencé à renaître ces dernières années. En particulier parce que la forêt joue un rôle de régulation du changement climatique: les scientifiques estiment que l'Amazonie toute seule peut capter entre 85 et 100 milliards de tonnes de CO<sup>2</sup> dans ses arbres et arbustes, soit l'équivalent de 11 années d'émissions américaines. Les dangers ne se limitent pas au Brésil, bien évidemment - la déforestation est aussi un problème en Asie et en Afrique, zones qui rivalisent aujourd'hui avec les Amériques. En 2009, pour le Guinness Book des records, l'Indonésie était le pays où la forêt disparaissait le plus rapidement - soit environ 2% par an -, même si le Brésil demeure toujours champion en termes absolus.

Beaucoup d'environnementalistes placent tous leurs espoirs dans un plan soutenu par l'ONU afin d'utiliser les crédits carbone pour réduire la déforestation dans les pays en voie de développement. Ce qu'on appelle le Schéma REDD (Fonds de partenariat pour la réduction des émissions de carbone forestier des Nations Unies) sera sur la table des négociations climatiques le mois prochain à Copenhague. A la tête de ces discussions, Robin Williams, Sting et toute une troupe de célébrités se sont embaqués dans la campagne «Rainforest SOS» pour stopper la déforestation tropicale et prévenir «le rythme effréné du changement climatique». La plupart des célébrités engagées sont un peu sur le retour, mais la destruction de l'Amazonie, elle, n'a jamais été aussi actuelle.

---

## **LA NASA annonce avoir découvert d'importantes quantités d'eau gelée sur la Lune (15.11)**

### **AP - 13.11**

De l'eau gelée sur la Lune, en quantités "importantes". C'est la découverte annoncée par la NASA, qui avait précipité 9 octobre dernier deux engins spatiaux près du pôle sud lunaire afin de soulever un important panache de poussières et débris.

De l'eau gelée sur la Lune, en quantités "importantes". C'est la découverte annoncée par la NASA, qui avait précipité 9 octobre dernier deux engins spatiaux près du pôle sud lunaire afin de soulever un important panache de poussières et débris.

Les premières analyses, a expliqué vendredi l'agence spatiale américaine, ont permis de mettre en évidence la présence d'eau, sous forme de glace et de vapeur.

Le 9 octobre, l'étage supérieur d'une fusée Centaur a tout d'abord percuté le cratère lunaire Cabeus, situé dans une région cachée en permanence. Le violent impact a soulevé du fond du cratère un important panache de vapeur, poussières et débris, mesurant quelque 1,6km de haut. Ces matériaux, selon la NASA, n'avaient pas "vu la lumière du soleil depuis des milliards d'années".

Quelques minutes après l'étage supérieur de Centaur, une sonde LCROSS (Lunar Crater Observation and Sensing Satellite) s'écrasait à son tour au fond du cratère, après avoir mesuré les débris émis lors de la première collision.

Depuis lors, les scientifiques de la NASA ont travaillé sans relâche pour analyser la "riche" moisson de données transmises par la sonde, notamment équipée de spectromètres. Ces instruments examinent la lumière émise ou absorbée par des matériaux, ce qui permet d'établir

leur composition.

"Oui, nous avons trouvé de l'eau, et pas qu'un peu. Nous en avons trouvé une quantité importante", l'équivalent de 95 litres, a expliqué au cours d'une conférence de presse Anthony Colaprete, principal responsable scientifique de la mission LCROSS.

Ces quantités ont été estimées à partir de l'analyse du panache de débris, et ne concernent donc qu'un point précis de la Lune, qui pourrait receler des quantités d'eau encore plus importantes, a-t-il noté.

Selon Michael Wargo, responsable scientifique lunaire de la NASA, "nous dévoilons des mystères de notre plus proche voisin, et par extension du système solaire. La Lune recèle de nombreux secrets, et LCROSS contribue à notre compréhension".

L'annonce de cette découverte conforte les partisans de la reprise des missions d'exploration lunaire, 40 ans après le programme Apollo (1969-1972). Disposer d'eau en quantité suffisante, font-ils valoir, permettrait de faciliter l'implantation d'une base lunaire permanente. "Avoir la preuve qu'il y a de l'eau en quantité importante est un pas important faisant de la Lune un endroit intéressant où aller", estime ainsi John Logsdon, de l'Université George Washington.

Fin octobre, la NASA a lancé depuis le Centre spatial Kennedy à Cap Canaveral, en Floride, sa nouvelle fusée Ares 1-X, pour un bref vol d'essai considéré comme une première étape avant la reprise des missions lunaires américaines à l'horizon 2020.

La Maison Blanche réévalue toutefois le programme de vols spatiaux habités et pourrait abandonner Ares 1 pour un autre type de fusée et peut-être une autre destination, comme Mars.

Les astronautes du programme Apollo avaient ramené des échantillons du sol et de roches lunaires, qui n'avaient pas révélé la présence d'eau.

Mais au cours des dernières années, des sondes de la NASA ont détecté des émanations d'hydrogène dans des cratères situés près des pôles lunaires, ce qui laissait supposer la présence de glace. La mission du 9 octobre, et les informations transmises par LCROSS en apportent la confirmation.

La Lune, "plutôt qu'un monde immuable et mort, pourrait en fait être très dynamique et intéressant", observe Greg Delory, de l'Université de Berkeley en Californie, qui n'a pas participé aux travaux de la NASA.

L'astronaute Buzz Aldrin, qui marcha sur la Lune avec Neil Armstrong en 1969, s'est dit heureux de cette découverte, mais estime que les Etats-Unis devraient plutôt concentrer leurs efforts sur l'exploration de Mars. "Les gens vont réagir de façon excessive à cette nouvelle et dire, 'allons faire la ruée vers l'eau sur la Lune'. Cela ne se justifie pas", dit-il.

---

## **Les organismes caritatifs débordés à l'orée de l'hiver (18.11)**

### **Reuters - 16.11**

A un mois de l'hiver, les associations caritatives françaises tirent la sonnette d'alarme devant le nombre croissant de demandes d'aide de la part des plus démunis, une tendance aggravée par la crise.

Dans un étude publiée lundi, le Secours catholique se dit confronté à une hausse de 24% du nombre de personnes accueillies depuis le mois de juin - soit 18.160 personnes reçues par 110 équipes, dont 3.660 nouvelles.

"Les bénévoles du Secours catholique perdent confiance dans l'efficacité des dispositifs publics et sont de plus en plus nombreux à s'inquiéter de la dégradation de la situation des personnes qu'ils rencontrent", dit l'association.

L'organisme dresse un lien direct entre la crise et cette hausse du nombre de personnes dans le besoin, souvent repérées dans des accueils gérés par le Secours catholique, comme des boutiques de vêtements, et en zone rurale.

"Il s'agit de nouvelles personnes qui subissent directement les effets de la crise (chômage, baisse des revenus...) et commencent à fréquenter les accueils de l'association, alors qu'elles n'y étaient pas habituées", écrit l'organisation.

Le Secours populaire français, qui est venu en aide à deux millions de personnes en 2008, contre 1,6 million un an plus tôt, est lui aussi inquiet.

"Depuis de nombreux mois, tous les bénévoles investis dans l'accueil des personnes en difficulté témoignent de l'accroissement permanent des nouvelles demandes d'aide", note l'organisation dans un rapport publié mi-octobre.

## "ON EST SUBMERGÉS"

Il note une hausse de fréquentation dans ses centres de 15% à 20% en moyenne, "voire des progressions plus dramatiques pour les zones touchées par des fermetures d'entreprises".

Profils les plus touchés: les personnes âgées, les jeunes, étudiants ou pas, et les familles monoparentales.

"Aujourd'hui, nous faisons face à un véritable raz-de-marée de pauvreté qui submerge nos accueils", soulignait en septembre le président du Secours populaire, Lucien Laupêtre.

Même constat chez Emmaüs, qui vient de célébrer ses 60 ans d'existence, où 15.000 personnes luttent contre l'exclusion.

"On n'a pas de recensement chiffré mais on sent une montée de la pauvreté et des sollicitations émanant de jeunes précaires, de familles monoparentales et de migrants venus de pays en guerre, qui sont totalement abandonnés par les politiques publiques", explique Didier Cusserne, délégué général de l'association. "On est tout le temps débordés, submergés de demandes pour des gens qui sont sans abri".

Aux Restos du coeur, dont la 25e campagne 2009-2010 commencera le 30 novembre pour se terminer en mars, 800.000 personnes ont été accueillies l'an passé, soit 90.000 de plus qu'au cours de la campagne 2007-2008 (+12,5%).

Cela représente près de 100 millions de repas servis dans environ 2.000 centres d'activités dans toute la France.

---

## **Le niveau de vie des Français est très fluctuant (18.11)**

### **Le Monde - 17.11**

Comment mesurer le pouvoir d'achat des ménages ? Ce fut l'un des sujets de polémique entre Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal, lors de la campagne présidentielle de 2007. Ce fut ensuite le sujet de réflexion de la commission sur la mesure de la performance économique et du progrès social, pilotée par les économistes Joe Stiglitz, Amartya Sen et Jean-Paul Fitoussi, qui a rendu son rapport en septembre.

C'est désormais l'objet de nouvelles études statistiques : l'Insee publie, mardi 17 novembre, des données sur les inégalités de niveau de vie qui combinent une approche macroéconomique et une approche microéconomique. Elles confirment le double diagnostic d'une réduction des inégalités, entre 1996 et 2007, entre les 10 % des ménages les plus riches et les 10 % les plus pauvres, et d'une baisse de la part des classes moyennes dans le partage des revenus. Elles font aussi apparaître des évolutions heurtées : entre 2003 et 2005, près d'une personne sur trois a connu une variation forte de son niveau de vie (une amélioration ou une dégradation supérieure à 30 %).

Pour la première fois dans l'histoire de la statistique publique française, ces études croisent deux approches : celle de la comptabilité nationale et celle, plus microéconomique, des enquêtes sur le revenu et la consommation des ménages. Ce travail permet d'aller au-delà du ménage "moyen", qui n'est jamais qu'une construction statistique, et de mieux repérer la variété des cas individuels.

Niveau de vie en hausse, inégalités en baisse. Hormis une courte période de stagnation de 2002 à 2004, le niveau de vie des ménages a augmenté régulièrement entre 1996 et 2007. Ce niveau de vie est défini comme le revenu disponible (revenus d'activité, revenus du patrimoine, transferts, etc.) diminué des impôts et cotisations sociales et rapporté au nombre d'unités de consommation (UC) des ménage.

Son rythme de croissance a été différent selon les ménages : entre 1996 et 2007, le 1er décile de niveau de vie, le seuil en-dessous duquel se situent les 10 % les plus pauvres, a augmenté de 21 % en euros constants, le 2e décile de 17,7 %, le 9e décile de 14,7 % et le niveau de vie médian de 16,7 %. Pendant cette période, les inégalités, mesurées par le rapport entre les 10 % les plus riches et les 10 % les plus pauvres se sont réduites. La réduction a été quasi continue de 1996 à 2004 puis la tendance s'est infléchi à partir de 2005. L'Insee observe qu'il ne peut pas appréhender les modifications intervenues dans le haut de l'échelle des niveaux de vie, car "la taille des échantillons des enquêtes, quoique importante (environ 36 000 ménages) ne permet pas de les observer".

Les classes moyennes ont vu baisser leur part de niveau de vie. Les évolutions comparées des niveaux de vie atteints par chaque décile de ménage apportent un éclairage complémentaire à la mesure des inégalités. Elles confirment la réduction des inégalités entre groupes du haut et du bas. Elles montrent aussi que la part de ces deux groupes a crû, alors que celle allouée aux personnes situées entre les 2e et 9e déciles a diminué de 1,4 % entre 1996 et 2007.

De ce fait, souligne l'Insee, les personnes situées dans les groupes intermédiaires - grosso modo les classes moyennes - "ont pu avoir l'impression de se faire tout à la fois rattraper par le bas de la distribution et distancer par le haut". C'est un des éléments de leur malaise, de leur sentiment de déclassement.

Des situations individuelles très contrastées. Attention, toutefois, aux moyennes : les déciles ne sont pas des catégories fixes et leurs évolutions ne rendent pas comptes des hausses ou des baisses individuelles de niveau de vie. Or celles-ci sont importantes : de 2003 à 2005, les personnes dont le niveau de vie est relativement stable (entre - 10 % et + 10 %) représentaient seulement 36 % de la population.

A l'opposé, près d'une personne sur trois a vu son niveau de vie varier de plus de 30 % à la hausse ou à la baisse. C'est une proportion énorme, liée à la vie familiale (union ou désunion...) ou professionnelle (chômage, retraite...). De plus, 62 % des personnes qui faisaient partie des plus modestes en 2003 le sont restées en 2005. A l'inverse, près de 40 % des personnes qui étaient parmi les plus aisées en 2003, ne le sont plus en 2005.

Les 20 % de ménages les plus aisés disposent de 40 % du revenu disponible, les 20 % les plus modestes s'en partagent 8 %. Les plus riches ont un niveau de vie (50 030 euros) en moyenne cinq fois plus élevé que celui des plus pauvres (10 080 euros) constitué pour moitié de prestations. Les écarts de revenus sont plus marqués que les écarts de consommations (5 contre 3,3), et la structure de celle-ci diffère : les dépenses pré-engagées représentent un tiers du revenu des plus modestes, contre 20 % chez les plus aisés.

Transferts en nature et redistribution. En 2003, les ménages ont reçu 230 milliards d'euros de transferts en nature, sous forme de services gratuits ou presque, essentiellement pour l'éducation et la santé. Ces transferts représentent 23 % de leur revenu disponible. Ils réduisent les écarts de niveau de vie entre les plus pauvres et les plus aisés à un rapport de 1 à 3,2 contre 1 à 5 auparavant.

---

## La France en son miroir. (21.11)

### Le Monde - 18.11

C'est une question que Claude Fournié, 78 ans, se pose souvent : "Et si les vieux revenaient ?" Si sa grand-mère revenait, croirait-elle ce qu'elle verrait ? Quand l'adduction d'eau avait été installée, juste après-guerre, elle n'en voulait pas, la citerne d'eau de pluie suffisait bien. Un demi-siècle plus tard, il y a au moins cinq piscines rien que dans le vieux village, une vingtaine en tout à Douelle, 750 habitants.

Adolescente, Christine Sabrié allait une fois par semaine choisir un livre chez les voisins, des Parisiens. En ce temps-là, au milieu des années 1970, il n'y avait pas de bibliothèque au village. Mme Fourastié la conseillait puis lui offrait un cassis à l'eau. Monsieur écrivait, avant de partir à vélo faire le tour du village, écouter les cigales, discuter avec les paysans. Christine Sabrié a maintenant 48 ans. Elle est documentaliste à mi-temps au conseil général du Lot et gestionnaire d'une compagnie de spectacles. M. et Mme Fourastié reposent au cimetière, de l'autre côté du fleuve. Mais ils font partie de l'histoire de ce village où Jean Fourastié (1907-1990) a passé une partie de son enfance avant d'y revenir tous les étés.

De ses 48 livres, Les Trente Glorieuses est le plus connu, ne serait-ce que pour son titre qui, chose rare, a fini par désigner une période de l'histoire. Pour illustrer La Révolution invisible - sous-titre de l'ouvrage - des trois décennies de l'après-guerre, l'auteur compare avec une précision d'entomologiste le Douelle de 1946, village sous-développé où presque tous les actifs sont agriculteurs, où tout le monde est baptisé, au Douelle de 1975, entré dans une économie industrielle et tertiaire, où l'église n'est plus remplie que les jours de fête.

"Ne doit-on pas dire glorieuses les trente années qui ont fait passer et Douelle et la France de la pauvreté millénaire, de la vie végétative traditionnelle, aux niveaux de vie et aux genres de vie contemporains ?", écrit Jean Fourastié. L'ancien commissaire au Plan vient de prendre sa retraite de professeur à Sciences Po et au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM), lorsqu'il note dans cet ouvrage de 1979 : "Les "trente glorieuses" ne seront pas suivies d'années qui leur ressemblent."

Si Jean Fourastié revenait à Douelle, dirait-il, comme José Roucanières, vigneron à la retraite, que "ça change à l'envers" ? Dirait-il, comme Marguerite Raynal, figure locale de 87 ans, que "la machine, c'est bien, mais la machine a tué l'homme" ? Dirait-il, comme André Leymat, 85 ans, que "toutes les valeurs qu'on connaissait ont été remises en cause par la mondialisation" ? Il serait en tout cas surpris par le Douelle de 2009, trente ans après la publication des Trente Glorieuses.

C'est un village de carte postale, le long d'une boucle du Lot, avec son architecture typique du Quercy, sa base de loisirs, ses vignes tirées au cordeau, son club de parapente, son ambiance estivale quand, en août, les enfants du pays reviennent, sa base fluviale où Australiens, Russes et Américains viennent louer une embarcation à la semaine pour remonter le fleuve.

Un village ni riche, ni pauvre, qui veille à préserver son patrimoine, son cadre de vie prisé des Cadurciens, les habitants de Cahors, la préfecture du département à 11 km. Une sorte de cité-dortoir, en vieilles pierres, pour employés des banques, des assurances, de l'hôpital, du conseil général, de la Mutualité sociale agricole...

Un vigneron se souvient de l'un de ses voisins qui se précipitait sur le crottin de cheval dans la rue pour l'épandre dans les jardins. Et rigole en parlant des deux "Toutounet" (des poubelles pour déjections canines avec distributeur de sacs plastique) installés dans les ruelles : "On n'est plus dans un monde agricole, c'est un monde de la ville."

Dans les années 1970, Jean Fourastié constatait que le nombre d'exploitations agricoles n'était plus que de 39. En 1945, il y en avait 92. Dans le même temps, la productivité du travail agricole avait été multipliée par 12. Le nombre de tracteurs était passé de 2 à 40. Le confort était apparu dans les foyers, avec le téléphone (110 contre 5), le réfrigérateur, l'automobile. Surtout, le nombre d'actifs dans le tertiaire avait dépassé le nombre d'agriculteurs et d'ouvriers.

Trente ans plus tard, les exploitations agricoles ont quasiment disparu. Restent sept vigneron. "Le village produit un peu de vin, qui se vend mal, et des services à la personne", résume Marie-Hélène Soulayres, la première adjointe, retraitée de l'enseignement. Aux cultures du tabac, de la fraise, de la vigne pour vin de table, a succédé la monoculture du cahors, un vin d'appellation contrôlée, et quelques vergers de noyers.

En 1950, Douelle exportait ses fraises vers Londres. En 2009, le Lidl de Cahors vend un cabernet-sauvignon d'Afrique du Sud à 1,90 euro. André Leymat en a acheté, pour voir. "Si j'avais dégusté à l'aveugle, j'aurais dit "bordeaux premier cru", reconnaît ce vigneron à la retraite qui se dit "plus près de l'homme de Cro-Magnon que de l'internaute." "Le monde figé que j'ai connu dans mon enfance a été secoué, poursuit-il. Ça a été un tremblement de terre."

La difficulté n'est plus de produire, mais de vendre. A 63 ans, Yvan Cagnac apprend le commerce en essayant d'écouler sur les marchés les bouteilles de son fils Jean-François, qui a pris la relève. La nouvelle donne le perturbe : dans les années 1970, du temps du vin de consommation courante, les vendanges se faisaient à la main ; dans les années 2000, alors que le vin est d'appellation contrôlée, donc beaucoup plus onéreux, il serait impossible de payer des vendangeurs - "ça coûterait trop cher à 8 euros de l'heure". Yvan Cagnac regrette de ne pas avoir eu la vie de ses frères. L'aîné était agent EDF, le dernier plombier, ni l'un ni l'autre ne vit comme lui, à quatre générations sous le même toit. "Nous, on ne peut pas avancer comme ils ont avancé, dit Jean-François, qui tient grâce au salaire de sa femme, employée dans une cantine à Cahors. On vit des acquis des parents."

Qu'elles étaient belles, les décennies 1970, 1980, 1990 ! On vivait bien, il y avait l'inflation, on empruntait, on remboursait "des prunes", les clients faisaient des centaines de kilomètres pour se fournir directement dans les caves, on achetait des tracteurs neufs, on voyageait. José Roucanières, 61 ans, les regrette, ces années fastes qui ont suivi les "trente glorieuses" avant que tout ne s'écroule. Le grand virage, pour lui, "c'est 2003, la chute des cours".

"Pourquoi 2003 ?

- Je ne l'explique pas. En 2002, tout allait encore bien, on vendait 1,50 euro le litre en vrac. J'ai voulu défiscaliser, j'ai construit une cave neuve, maintenant il faut rembourser et le vrac ne vaut plus que 0,80 euro le litre. La grande distribution tient tout le monde.

- Où faites-vous vos courses ?

- Dans la grande distribution. Où voulez-vous ?"

Dans les années 1970, déjà, Jean Fourastié se posait des questions. "Douelle fut probablement plus heureux dans sa misère qu'il ne l'est dans son opulence, écrivait-il dans Les Trente Glorieuses. Les adolescents, les femmes, dans ma jeunesse encore, chantaient le long des chemins, en allant et en revenant de leur dur travail..." José Roucanières l'admet : dans ses vignes, il ne chante pas, il s'interroge. "Les rangs sont longs, on a le temps de réfléchir sur le tracteur. Que faire ? Des légumes à petite échelle pour les vendre sur le marché ? C'est pris."

Dans les années 1970, il fallait produire plus. Dans les années 2000, il faut produire moins : l'appellation contrôlée est limitée en volume, "si on dépasse on risque le déclassement de la récolte". A chacun sa technique. Jean-François Cagnac taille un bourgeon sur deux, il est arrivé à José Roucanières de jeter une partie de sa récolte.

"Le vin, c'est fini", tranche Marguerite Raynal, l'octogénaire, oeil pétillant et sourire en coin, "un certificat d'études avec mention bien, c'est tout". Cette cousine "très éloignée" de Jean Fourastié, qui allait dîner chez lui quand elle "montait" voir sa fille à Paris, avait "l'amour de la vigne". C'est "le monsieur de l'assurance" qui le lui avait dit : "Il y a plus de vingt ans, on avait eu la grêle. Quand il est arrivé, j'étais là, en train de faire les conserves de haricots verts, dit-elle en montrant l'âtre désaffecté. J'ai éteint mon feu, on y est allés. Il m'a dit : "Mais... Vous n'avez pas assez déclaré ! Quand on voit comment elles sont entretenues, vos vignes !"

Le 1er janvier, Jean-Pierre Raynal, le fils de Marguerite, qui exploitait le domaine familial, a pris sa retraite. De la génération suivante, personne ne reprendra l'affaire. Le fils de Jean-Pierre travaille dans un bureau, dans les assurances. "Sur le coup, j'avais mal au coeur, dit Marguerite, et puis finalement, tant mieux ! Les vigneron vont tous couler." Pour obtenir les primes de Bruxelles, son fils a fait arracher les

vignes. "Bien sûr que j'y suis allée voir, soupire-t-elle, son tricot posé sur la table. C'était en février. Il a fallu payer une entreprise. Les souches étaient arrachées, mises en tas, ils ont tout fait brûler. Des vignes que vous avez bichonnées... Ça vous serre les tripes."

Ce matin, Claude Fournié, 78 ans, a fait ses 6 km à pied et il a encore vu des terrains en friche. "Ça ne fait que croître et embellir", constate cet ancien vigneron. "Il vaut mieux qu'il soit là où il est", dit-il de son fils, chef de service au Crédit agricole à Cahors. Son petit-fils vit à Douelle, il est dessinateur industriel à la MAEC, la grosse industrie de Cahors, spécialisée en électronique et plasturgie. Sa petite-fille travaille au service des relations humaines de l'ADMR (aide à domicile en milieu rural), réseau d'aide aux personnes âgées. "Ça aussi, ça ne fait que croître et embellir." Une dizaine de femmes du village travaillent dans les services aux troisième et quatrième âges.

Claude Fournié habite la rue des Tonneliers - il a bien fallu donner des noms aux rues il y a quelques années, les gens ne se connaissent plus. Dans la rue des Tonneliers, d'après un voisin de M. Fournié, trois nonagénaires font monter la moyenne d'âge à 75 ans. Dans le village, quatre hommes et neuf femmes ont plus de 90 ans. Douelle n'est pas pour autant un lieu qui se meurt. Le nombre annuel de décès est le même qu'au milieu des années 1970. Celui des naissances a été divisé par deux, mais la population a augmenté (670 habitants en 1975, 750 aujourd'hui) grâce aux constructions, de l'autre côté du fleuve. Pas de lotissements, comme à Pradines et Mercuès, les communes voisines, mais le paysage a changé.

"J'ai choisi Douelle pour présenter la France", écrivait Jean Fourastié. Certaines évolutions confirment ce rôle modèle : sur quinze conseillers municipaux, sept sont des femmes, dont le maire. D'autres l'infirmement : sur 750 habitants, pas un seul Maghrébin ; quelques familles italiennes et portugaises ont fait souche, mais un patron de carrière est-il un immigré ?

Les seuls étrangers sont des Anglais, comme Clive et Christine Rookwood qui retapent des maisons dans le coin et sont ravis de vivre dans un endroit où, quand on promène son yorkshire, on se dit bonjour même si on ne se connaît pas. Douelle est réputée dans la région pour son ambiance conviviale. Pourtant, les aînés comme Marguerite regrettent le temps où, le soir, on allait "faire la causette au mur", le lieu de rendez-vous près du pont.

Au moment de la mécanisation, les premiers tracteurs et les premières machines à vendanger avaient été achetés en commun. "Ça ne se fait plus, dit Yvan Cagnac. Chacun fait sa sauce chez lui." Dans les années 1980 et 1990, les vignerons ont commencé à mettre leur vin en bouteilles, en créant leur propre domaine. Des sept qui subsistent, un seul reste attaché à la coopérative. Et aucun ne prédit au village un avenir productif. "Quatre ont de la suite derrière, affirme José Roucanières. S'ils arrivent à survivre."

Pour Claude Fournié, "les gens les plus à l'aise dans le village sont les retraités". Lui-même a beaucoup voyagé. La dernière fois, il y a trois ans, il est allé à Saint-Petersbourg. Le confort se paiera cher, dit le retraité en pointant le doigt vers la table basse où est posé le livre de Jean Fourastié, dédié à son père. "On est allés beaucoup trop vite."

---

## **Les pays musulmans remettent l'interdiction du blasphème sur la table (23.11)**

### **AP - 22.11**

Quatre ans après l'affaire des caricatures de Mahomet, l'Organisation de la conférence islamique (OCI) reprend sa campagne contre la "diffamation des religions", malgré l'opposition des pays occidentaux à l'interdiction du blasphème, contraire au principe de la liberté d'expression.

Les pays musulmans membres des Nations unies avaient déjà essayé de faire adopter cette notion, au nom de la lutte contre l'islamophobie, lors de la conférence des Nations unies sur le racisme dite de "Durban II", qui s'était tenue en avril à Genève. Les Etats-Unis, mais aussi la France et l'Union européenne, par la voix de l'ambassadeur de France à l'ONU Jean-François Mattéi, avaient dit non.

"Il est fondamental de faire la distinction entre la critique des religions ou des convictions et l'incitation à la haine religieuse. Seule cette dernière (...) devrait être interdite", avait estimé M. Mattéi. "On ne réduira pas les tensions en empêchant des idées sur les religions et les convictions."

Cette fois, l'OCI, qui compte 56 pays membres, a envoyé l'Algérie et le Pakistan en première ligne pour faire pression sur le comité spécial du Conseil des droits de l'Homme chargé d'élaborer des normes complémentaires contre la discrimination, selon des documents obtenus par l'Associated Press. Si le comité reconnaît la nécessité d'un traité pour protéger les religions, ce sera le premier pas vers l'élaboration d'un protocole international qui finira par être soumis à l'Assemblée générale de l'ONU.

Le processus pourrait prendre une dizaine d'années, voire plus, mais des spécialistes lui donnent de réelles chances d'aboutir si les pays musulmans qui le soutiennent persévèrent. Et le débat menace de raviver le ressentiment de musulmans contre les pays occidentaux.

En 2005, la publication de 12 caricatures de Mahomet dans un journal danois, alors que l'islam interdit toute représentation de son

prophète, avait déclenché des manifestations violentes dans une partie du monde musulman ainsi que des attaques contre des ambassades occidentales, notamment au Liban, en Iran et en Indonésie. Plusieurs journaux européens avaient alors reproduit les caricatures au nom de la démocratie.

Les Etats-Unis ont de leur côté fait savoir qu'ils refuseraient tout traité international contraire au premier amendement de leur Constitution garantissant la liberté d'expression, mais ils semblent inquiets. Ils ont ainsi dépêché un haut diplomate à Genève le mois dernier pour faire avorter le projet de l'OCI.

Le Pakistan, lui, invoque une augmentation des insultes à la religion. L'OCI "juge que l'attaque des croyances sacrées et la diffamation des religions, des symboles religieux, des personnalités et des dogmes contrarie la jouissance des droits de l'Homme des adeptes de ces religions", écrit-il dans une lettre envoyée le mois dernier au comité spécial des normes complémentaires.

Il propose dans un autre document d'interdire dans le traité contre le racisme toute "insulte à ce qui est tenu pour sacré par la religion". La définition du caractère injurieux appartiendrait probablement à la justice de chaque pays signataire, a précisé Marghoob Saleem Butt, un diplomate pakistanais en poste à l'ONU à Genève. "Il doit y avoir un équilibre entre la liberté d'expression et le respect des autres", a-t-il expliqué. "Pour nous, la limite est franchie quand on prend le symbole de toute une religion pour le représenter en terroriste", a-t-il ajouté, faisant référence à l'une des caricatures de Mahomet.

D'une façon générale, le délit de blasphème est rarement compatible avec le respect des droits de l'Homme, souligne Felice Gaer, membre de la Commission américaine pour la liberté religieuse dans le monde.

En Egypte, la législation contre le blasphème a servi contre les dissidents, rappelle Moataz el-Fegiery, responsable de l'Institut d'étude des droits de l'Homme au Caire. En février 2007 par exemple, un blogueur, Abdel Karim Nabil, a été condamné à quatre ans de prison pour insulte à l'islam et au président Hosni Moubarak. C'est utile aussi pour lutter contre les interprétations réformatrices des textes religieux.

Pour Hans Dahlgren, ambassadeur de Suède à l'ONU et dont le pays préside l'Union européenne ce semestre, "les religions en tant que telles ne possèdent pas de droits, ce sont les peuples qui possèdent des droits". L'UE, ajoute-t-il, s'opposera à toute tentative de limiter la liberté d'expression. Un traité international contre "la diffamation des religions" nuirait en outre aux efforts récents des pays musulmans et occidentaux pour trouver un terrain d'accord sur les droits de l'Homme.

Mais l'ambassadeur algérien à l'ONU Idriss Jazairy, qui préside le comité spécial pour les normes complémentaires, soutient que rejeter la proposition de l'OCI renforcerait les extrémistes dans le monde arabe. "Si nous continuons de nous heurter à ce mur de verre et qu'on dit qu'on ne peut rien contre l'islamophobie -alors qu'on peut faire quelque chose contre l'anti-sémitisme-, c'est la porte ouverte au recrutement de kamikazes", assure-t-il.

---

## **Polémique autour de documents piratés sur le réchauffement climatique (23.11)**

### **AP - 22.11**

Des pirates informatiques ont réussi à entrer dans le serveur du respecté centre de recherches sur le climat (CRU) de l'université britannique d'East Anglia et mis en ligne des centaines de documents et courriels privés, alimentant le débat sur le degré d'influence humaine dans le réchauffement de la planète.

L'université de l'est de l'Angleterre a déclaré dans un communiqué samedi que la police avait ouvert une enquête mais qu'elle ne pouvait pas se prononcer sur l'authenticité ou non des fichiers publiés sur Internet, selon elle sélectionnés dans un but malveillant.

Parmi le millier d'e-mails et les 3.000 autres documents se trouvent plus de dix ans de correspondance entre des scientifiques britanniques et américains de renom.

Certains sceptiques interprètent ces informations comme la preuve de ce que les scientifiques auraient exagéré, voire falsifié, les données concernant le réchauffement de la planète. Leur colère est d'autant plus grande à l'approche de la conférence internationale de l'ONU sur le changement climatique à Copenhague.

A compter du 7 décembre, les 192 pays de l'ONU tenteront d'élaborer un traité pour succéder au protocole de Kyoto contre les émissions de gaz à effet de serre (GES) à son expiration en 2012. De nombreux responsables, dont le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon, se montrent pessimistes sur les chances d'un accord à Copenhague.

Dans l'un des courriels rendus publics par le(s) hacker(s), le directeur du CRU, Phil Jones, écrit à des collègues au sujet de graphiques

exploitant des statistiques climatiques pour le dernier millénaire. Il dit avoir employé "une manip" (manipulation) empruntée à un météorologue de l'université d'Etat de Pennsylvanie, Michael Mann, pour "dissimuler le déclin" récent des températures dans le monde. Le Pr Mann n'a pas répondu aux sollicitations de l'Associated Press.

Certaines données suggèrent actuellement un palier dans le réchauffement de la planète, alors que d'autres suggèrent qu'il se poursuit. Une analyse des températures dans le monde menée par des statisticiens indépendants à la demande de l'Associated Press a mis en lumière en octobre la poursuite de l'augmentation et non un refroidissement de la planète, comme l'affirmaient des sceptiques du réchauffement climatique.

Mais l'utilisation du mot "manip" par le directeur du CRU a immédiatement été interprétée par les sceptiques comme l'aveu d'une tricherie et d'une collusion entre scientifiques pour étayer leur théorie sur l'influence de l'activité humaine sur l'augmentation des températures.

"Je ne sais même pas quoi dire", écrit Stephen McIntyre sur son site Web [climateaudit.org](http://climateaudit.org), où il expose ses doutes sur la version officielle du changement climatique.

Phil Jones nie de son côté toute falsification des données, assurant que ses commentaires ont été sortis de leur contexte. "Le mot de 'manip' est utilisé ici de façon familière, pour dire que c'est astucieux. C'est ridicule de suggérer que cela fait référence à quoi que ce soit de fâcheux", affirme-t-il dans un communiqué.

L'université d'East Anglia estime pour sa part que les informations volées et publiées sur Internet ont été sciemment choisies pour saper "le consensus fort sur l'impact potentiellement dangereux de l'activité humaine sur le climat mondial". "La publication sélective de quelques courriels volés et autres messages sortis de leur contexte est malveillante et ne peut pas être considérée comme une vraie tentative de s'attaquer à la question de façon responsable", déclare l'université. AP

---

## **Le coût de la santé s'envole dans le budget des ménages (27.11)**

### **Le Monde - 24.11**

La santé devient une préoccupation majeure des Français. Sa part dans le budget des ménages augmente fortement depuis une dizaine d'années, notamment du fait de la multiplication des remboursements et de la hausse des honoraires médicaux. Les Français semblent cependant peu disposés à faire plus d'efforts financiers pour sauver un système auquel ils se disent attachés.

Le chiffre impressionne. Entre 2001 et 2009, les coûts directs de santé dans le budget des ménages, hors cotisations sociales à l'assurance-maladie, ont augmenté de 40 % à 50 % en moyenne, selon un Livre blanc sur l'avenir de l'assurance-maladie publié par le cabinet de conseils Jalma, mercredi 25 novembre, et accompagné d'un baromètre réalisé avec CSA.

Ces frais représentent l'addition des cotisations à une complémentaire (mutuelles, institutions de prévoyance ou assurances privées) et du "reste à charge" (une fois tous les remboursements versés). Ces coûts représentent 5,4 % du revenu disponible en moyenne.

L'augmentation est systématique, quels que soient l'âge, la profession, l'origine géographique ou le type de complémentaire choisie. Mais le cabinet Jalma pointe des inégalités croissantes, selon que l'on bénéficie d'une assurance individuelle ou collective (via son employeur). Les plus de 65 ans, souvent souscripteurs d'un contrat individuel, ont vu leurs dépenses augmenter de 55 % en huit ans ; la santé représente 11 % de leur budget. Cette hausse est due à l'augmentation des dépenses de santé, à celle des cotisations des complémentaires et à la généralisation des dépassements d'honoraires par les médecins libéraux. Elle est aussi le fait d'une accumulation de petites mesures d'économies, dont, isolément, l'impact paraît faible : remboursement de médicaments, forfait de 1 euro par consultation médicale, hausses successives du forfait hospitalier, franchises sur les médicaments et les actes chirurgicaux.

### **Pilier du pacte social**

"Cette augmentation de 50 % des coûts de la santé s'est produite dans une période qui n'a pas été marquée par une réforme majeure de l'assurance-maladie, analyse Mathias Matallah, président de Jalma. Vu le déficit actuel, il faut s'attendre à de nouvelles hausses du coût de la santé, aussi fortes voire plus d'ici 2015." Selon lui, les futures réformes devront tenir compte du fait que "pour un certain nombre de ménages, la santé ne représente plus un budget mineur".

Le Collectif interassociatif sur la santé (CISS), qui regroupe 37 associations d'usagers, voit dans les mesures du type franchise médicale un "changement de philosophie" et des atteintes à la solidarité, car seuls les malades paient ces dépenses-là. "A force de dérembourser, on décrédibilise le système et on prépare, sans le dire, le terrain à l'assurance privée", tonne Christian Saout, président du collectif. Le CISS réclame un débat national et a lancé un site Internet [santesolidaireendanger.org](http://santesolidaireendanger.org) où il invite, jusqu'en janvier, chacun à s'exprimer.

Selon un sondage qu'il a réalisé avec L2H, 79 % des Français constatent une baisse de leurs remboursements. Est-ce le fait du déficit record de la Sécurité sociale estimé pour 2010 à 30,6 milliards d'euros ? Les sondages sur l'avenir du système de santé se multiplient. Mardi 24 novembre devait être publié un "Observatoire sociétal de la santé et de la qualité des soins en France", réalisé par le groupe de cliniques Générale de santé avec TNS-Sofres. En ressort une prise de conscience de la "fragilisation du système", les personnes interrogées soulignant sa qualité, mais aussi les inégalités et la complexité qu'il dégage.

La santé coûte cher, y estiment 70 % des sondés. TNS Sofres voit là un probable "point de résistance" pour les efforts financiers qui pourraient être demandés à l'avenir. De son enquête, comme de celle de Jalma, ne se dégage aucun engouement pour une hausse des cotisations sociales, même si les Français se montrent attachés à la "Sécu" et inquiets de son avenir. "Ils ne veulent pas payer plus d'impôts, car pour eux il y a avant tout un problème d'efficacité du système, explique M. Matallah. S'ils consentent à faire des efforts, ils sont d'ordre minime, comme une hausse des franchises ou des déremboursements de médicaments. O, ce n'est pas cela qui sauvera le système."

La santé, pilier du pacte social, donnera lieu à des débats houleux. Elle arrive en deuxième position, après l'emploi, dans les préoccupations des Français, dans l'Observatoire général de santé. "Le thème ne cesse de monter dans l'opinion. Jusque-là, il arrivait plutôt en troisième ou quatrième position, après les retraites", relève Brice Teinturier, pour TNS Sofres.

---

## **Les Restos du Coeur inquiets pour leur campagne d'hiver (30.11)**

### **AP - 29.11**

"Faire face à la crise, mais jusqu'à quand?" Les Restos du Coeur lancent lundi leur 25e campagne d'hiver avec inquiétude: l'an dernier, ils ont accueilli 100.000 personnes supplémentaires, soit 14% de plus au niveau national. L'association fondée par Coluche dit n'avoir jamais vu une "augmentation aussi rapide et préoccupante du nombre de personnes démunies".

En 2008-2009, la situation s'était dégradée encore plus rapidement dans 21 départements, le plus souvent ruraux ou semi-ruraux, avec plus de 20% de bénéficiaires supplémentaires. Les 2.000 centres des Restos du Coeur avaient servi un total de près de 100 millions de repas à quelque 800.000 personnes l'an dernier, soit presque 12 fois plus que les 8,5 millions distribués à l'hiver 1985-86, lors de la création de l'association caritative.

Depuis l'an dernier, la crise sociale s'est aggravée, et les responsables des Restos s'appêtent à commencer leur 25e campagne avec un déficit budgétaire, en comptant "sur un sursaut de générosité des Français". "Malgré l'augmentation importante de la demande d'aide, une crise économique dont certains effets sont encore à venir, des difficultés grandissantes à trouver de nouveaux lieux de distribution et de stockage, la fatigue des 55.000 bénévoles... Les Restos vont se battre, mais jusqu'à quand?", s'interrogent-ils.

Le président de l'association, Olivier Berthe, affirme dans "Métro" daté de lundi que les aides de l'Etat et de l'Europe ont paradoxalement baissé. "On a pour 2010 une perspective de 15% d'aides en moins. Celle de l'Europe aux associations alimentaires françaises (les Restos, les banques alimentaires, le Secours populaire et la Croix-Rouge) va diminuer de 3 millions d'euros", dit-il, "et l'enveloppe exceptionnelle de 10 millions d'euros que le gouvernement avait attribué à ces mêmes associations l'an dernier pour faire face à l'augmentation du prix des matières premières alimentaires n'a pas été reconduite, bien que ce prix n'ait pas diminué".

Les Restos du Coeur participeront à une réunion du gouvernement à ce sujet le 7 décembre, précise M. Berthe, mais c'est déjà très tard. "Il n'a pas fallu autant de temps pour débloquer des milliards pour les banques", remarque-t-il.

L'association compte sur plusieurs rendez-vous pour collecter des fonds: les "Concerts des Enfoirés", qui réuniront de nombreux artistes du 27 janvier au 1er février à Nice; la vente des CD et DVD des Enfoirés; et la collecte nationale dans la plupart des grandes et moyennes surfaces les 5 et 6 mars.

Par ailleurs, le chef étoilé Thierry Marx a participé à la rédaction d'un guide de 65 recettes pour cuisiner des repas équilibrés à partir des produits distribués par l'association. Ce livre, qui ne sera pas commercialisé, doit devenir "l'outil majeur des ateliers cuisine et ateliers de lutte contre l'illettrisme des Restos".

Les distributions alimentaires s'inscrivent en effet dans une action sociale plus large afin de s'attaquer aux différents aspects de la pauvreté. Environ un cinquième des bénéficiaires des repas ne possèdent pas de logement digne et 4.500 sans-abri sont pris en charge chaque jour par une structure de l'association, souligne cette dernière dans un communiqué.

Les Restos du Coeur demandent ainsi aux autorités françaises de respecter leur engagement à ne pas faire intervenir la police sur leurs sites d'activité ou à proximité et de faire appliquer la loi Dalo sur le droit au logement pour tous. Ils réclament aussi le maintien des crédits nationaux, départementaux et européens pour le retour à l'emploi, de même que le maintien du programme européen de distribution de

denrées alimentaires aux plus démunis (PEAD, créé en 1987) dans la réforme de la Politique agricole commune (PAC) pour 2013/2015.

La campagne d'hiver 2009-2010 des Restos du Coeur prendra fin le 19 mars 2010, mais une distribution alimentaire partielle est assurée tout l'été, tout comme l'ensemble des autres activités de l'association (repas chauds, aide au gens de la rue, logement, insertion par l'emploi, activités culturelles et sportives, etc.).

---

## Contact

Tardieu Jean-Claude

[Haut de page ▲](#) [Haut de page ▲](#)



---

affichage 800 x 600

Microsoft Internet Explorer 6

Window 98

Webmaster : milarepa13@yahoo.fr

---